

Digitized by the Internet Archive  
in 2022 with funding from  
University of Toronto













CAI  
EA10  
-T67  
CANADA

Government  
Publications

(152)

RECUEIL DES TRAITÉS 1992/14 TREATY SERIES

---

## COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Accord général sur la coopération au développement entre le  
gouvernement du CANADA et le gouvernement de la  
RÉPUBLIQUE GABONAISE (avec Annexes)

Montréal, le 8 juin 1992

En vigueur le 8 juin 1992

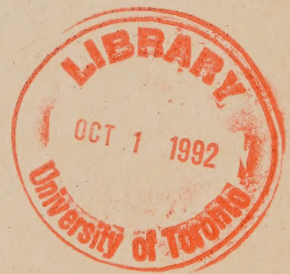
---

## DEVELOPMENT CO-OPERATION

General Agreement on Development Co-operation between the  
Government of CANADA and the Government of the GABONESE  
REPUBLIC (with Annexes)

Montreal, June 8, 1992

In force June 8, 1992











CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1992/14 TREATY SERIES

---

## COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Accord général sur la coopération au développement entre le  
gouvernement du CANADA et le gouvernement de la  
RÉPUBLIQUE GABONAISE (avec Annexes)

Montréal, le 8 juin 1992

En vigueur le 8 juin 1992

---

## DEVELOPMENT CO-OPERATION

General Agreement on Development Co-operation between the  
Government of CANADA and the Government of the GABONESE  
REPUBLIC (with Annexes)

Montreal, June 8, 1992

In force June 8, 1992

---



ACCORD GÉNÉRAL  
SUR  
LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT  
ENTRE  
LE GOUVERNEMENT DU CANADA  
ET  
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Gabonaise,

Animés de la volonté de renforcer les relations cordiales qui existent entre leurs pays et leurs peuples, et

Désireux de promouvoir entre eux la coopération au développement en conformité avec les objectifs de développement économique et social du Gouvernement de la République Gabonaise,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Gabonaise s'engagent, en vertu du présent accord, à promouvoir entre les deux pays un programme de coopération au développement qui comprendra les éléments suivants:

- a) l'envoi de missions d'appréciation et d'évaluation au Gabon, en vue de l'étude et de l'analyse de projets de développement;
- b) l'octroi de bourses permettant à des citoyens du Gabon de poursuivre des études et d'acquérir une formation professionnelle au Canada, au Gabon ou dans un tiers pays;
- c) l'affectation au Gabon d'experts, de conseillers et d'autres spécialistes;
- d) la fourniture d'équipement, de matériel, de biens et de services requis pour la bonne marche des projets de développement au Gabon;
- e) l'élaboration et l'exécution d'études et de projets permettant d'atteindre les objectifs énoncés dans le présent accord;



GENERAL AGREEMENT  
ON  
DEVELOPMENT COOPERATION  
BETWEEN  
THE GOVERNMENT OF CANADA  
AND  
THE GOVERNMENT OF THE GABONESE REPUBLIC

The Government of Canada and the Government of the Gabonese Republic,

Wishing to strengthen the existing cordial relations between the two countries and their peoples, and

Desiring to foster development co-operation between the two countries in conformity with the objectives of economic and social development of the Government of the Gabonese Republic,

Have agreed as follows:

ARTICLE I

The Government of Canada and the Government of the Gabonese Republic shall under this Agreement promote a programme of development co-operation between their two countries, consisting of the following components:

- (a) the sending of appraisal and evaluation missions to Gabon to study and analyze development projects;
- (b) the granting of fellowships to nationals of Gabon for studies and professional training in Canada, Gabon or a third country;
- (c) the assignment of experts, advisers and other specialists to Gabon;
- (d) the provision of equipment, materials, goods and services required for the successful execution of development projects in Gabon;
- (e) the development and carrying out of studies and projects designed to contribute to the attainment of the objectives of this Agreement;



- f) la réalisation de projets de développement par des organismes et institutions non gouvernementaux canadiens, y compris les institutions d'éducation de niveau collégial ou universitaire;
- g) la réalisation de projets liés au Fonds canadien d'initiatives locales;
- h) la réalisation de projets ou activités associant des firmes privées canadiennes avec des partenaires gabonais du secteur public et privé;
- i) l'encouragement et la promotion de relations entre firmes, institutions et citoyens des deux pays; et
- j) toute autre forme d'assistance dont pourront convenir les deux parties.

## ARTICLE II

Aux fins du présent accord:

- a) «entente subsidiaire» entente subsidiaire comprend:
  - i) un protocole d'entente ou un échange de lettres conclu entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Gabonaise et visant un programme d'aide au développement mentionné à l'Article I;
  - ii) un accord de contribution visant un programme d'aide au développement mentionné à l'Article I conclu entre le Gouvernement du Canada et un organisme non-gouvernemental, une institution d'éducation de niveau collégial ou universitaire ou une société canadienne ou toute autre personne ou entité, gabonais ou canadien, dotée de la capacité juridique.
- b) «firmes canadiennes» désigne les sociétés ou institutions du Canada ou d'un autre pays que le Gabon, qui participent à un projet;
- c) «personnel canadien» désigne les personnes du CANADA ou d'un autre pays que le Gabon, ou ne résidant pas de façon permanente au Gabon, qui travaillent au Gabon à la réalisation d'un projet; et



- (f) the execution of development projects by Canadian non-governmental organizations and institutions, including college- or university-level educational institutions;
- (g) the execution of projects related to the Canadian Fund for Local Initiatives;
- (h) the execution of projects or activities by private Canadian firms in association with Gabonese partners in the public and private sector;
- (i) the encouragement and promotion of relations between firms, institutions and persons of the two countries; and
- (j) any other form of assistance which may be mutually agreed upon.

## ARTICLE II

For the purposes of this Agreement:

- (a) "subsidiary arrangement" means:
  - i) a memorandum of understanding or an exchange of correspondence between the Government of Canada and the Government of the Gabonese Republic in respect of a development assistance programme mentioned in Article I;
  - ii) a contribution arrangement in respect of a development assistance programme mentioned in Article I between the Government of Canada and a non-governmental organization, a college- or university-level educational institution, a Canadian firm, or any legally empowered Gabonese or Canadian person or body.
- (b) "Canadian firm" means Canadian firms or institutions, or those of a country other than Gabon, engaged in any project;
- (c) "Canadian personnel" means CANADIANS or nationals of a country other than Gabon, or other non-permanent residents of Gabon, who are working in Gabon on any project; and



d) «personnes à charge» désigne

i) le conjoint d'un membre du personnel canadien y compris une personne de sexe opposé avec qui le membre du personnel canadien a fait vie commune et publique pendant au moins un an avant le début de son affectation au Gabon;

ii) un enfant de ce membre ou de son conjoint

a) âgé de moins de vingt-et-un ans, et reconnu comme étant à la charge du membre ou de son conjoint,

b) âgé de vingt-et-un ans ou plus et dépendant financièrement de ce membre ou de son conjoint en raison d'une incapacité mentale ou physique.

e) «projet» désigne tout projet canadien de coopération s'inscrivant dans le cadre du programme de coopération énoncé à l'article I et bénéficiant du financement du Gouvernement du Canada.

### ARTICLE III

1. A l'appui des objectifs du présent accord, le Gouvernement du Canada pourra conclure avec le Gouvernement de la République Gabonaise des ententes subsidiaires portant sur des projets déterminés qui englobent un ou plusieurs des éléments du programme décrit à l'article I, sauf pour ceux visés aux paragraphes f), g) et h) de l'article I.

2. Les projets visés aux paragraphes f), g) et h) de l'article I sont ceux qui bénéficieront de fonds du Gouvernement du Canada en vertu d'accords de contribution entre le Gouvernement du Canada, agissant par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international et le bénéficiaire.

3. Sauf indication contraire, les ententes subsidiaires portant sur des contributions octroyées par le Gouvernement du Canada seront considérées comme des arrangements administratifs.

4. Les ententes subsidiaires devront faire expressément référence au présent accord, dont les termes devront, sauf indication contraire, s'appliquer auxdites ententes.



(d) "dependant" means

- i) the spouse of a member of the Canadian personnel, including a person of the opposite sex with whom the member of the Canadian personnel has lived and publicly represented as his or her spouse for a period of not less than one year before the commencement of his or her period of service in Gabon;
- ii) a child of the member of the Canadian personnel or his or her spouse who is:
  - (a) under twenty-one years of age and recognized as being dependent on the member of the Canadian personnel or his or her spouse for support, or
  - (b) twenty-one years of age or older and dependent on the member of the Canadian personnel or his or her spouse for support by reason of a mental or physical incapacity;

- (e) "project" means any Canadian cooperation project that is part of the cooperation programme outlined in Article I and is funded by the Government of Canada.

ARTICLE III

- 1. In support of the objectives of this Agreement, the Government of Canada and the Government of the Gabonese Republic may conclude subsidiary arrangements in respect of specific projects involving one or several components of the programme described in Article I, except for those described in paragraphs (f), (g) and (h) of Article I.
- 2. The projects described in paragraphs (f), (g) and (h) of Article I are those that are to be funded by the Government of Canada pursuant to contribution arrangements between the Government of Canada, acting through the Canadian International Development Agency, and the recipient.
- 3. Unless stated otherwise, subsidiary arrangements concerning contributions of the Government of Canada shall be considered as administrative arrangements.
- 4. Subsidiary arrangements shall make specific reference to this Agreement and the terms of this Agreement shall, unless stated otherwise, apply to such subsidiary arrangements.



5. Les ententes subsidiaires concernant des projets financés conjointement par le Gouvernement du Canada et une organisation intermédiaire peuvent, lorsque les Gouvernements du Canada et du Gabon y consentent, être conclues par l'intermédiaire d'une telle organisation en sa qualité d'administratrice de fonds fournis par le Gouvernement du Canada, dans la forme et selon les modalités requises par une telle organisation.

#### ARTICLE IV

Sauf indication contraire, le Gouvernement du Canada assumera les responsabilités décrites à l'annexe A et le Gouvernement de la République Gabonaise assumera celles décrites à l'annexe B, en ce qui concerne tout projet visé par le présent accord. Les annexes A et B font partie intégrante du présent accord.

#### ARTICLE V

Le Gouvernement de la République Gabonaise s'assurera que le produit de la contribution d'aide au développement ne sera pas utilisé pour payer les taxes, redevances, droits de douane ou autre frais ou droits dont le Gouvernement de la République Gabonaise pourra frapper directement ou indirectement tout bien, matériel, équipement, véhicule et service acheté ou obtenu dans le cadre des projets visés à l'article I du présent accord.

#### ARTICLE VI

Le Gouvernement de la République Gabonaise s'engage à mettre le Gouvernement du CANADA, les firmes canadiennes et le personnel canadien à couvert de toute responsabilité civile à l'égard des actes ou omissions intervenant dans le déroulement ou l'exécution d'un projet visé à l'article I, à l'exception des cas où de tels actes résulteraient d'une négligence flagrante ou d'une faute délibérée de la part des firmes canadiennes ou du personnel canadien.

#### ARTICLE VII

Le Gouvernement de la République Gabonaise exemptera les firmes canadiennes et les membres du personnel canadien de tout impôt sur leur revenu provenant de l'extérieur du Gabon ou tiré des fonds d'aide canadiens versés en vertu d'une entente subsidiaire ou d'un accord de contribution. En outre, le Gouvernement de la



5. Subsidiary arrangements in respect of projects jointly funded by the Government of Canada and an intermediary organization may, with the consent of the governments of Canada and Gabon, be signed through such an organization in its capacity as administrator of funds provided by the Government of Canada, in the form and according to the terms and conditions required by such organization.

#### ARTICLE IV

Unless otherwise indicated, the Government of Canada shall assume the responsibilities described in Annex A and the Government of the Gabonese Republic shall assume the responsibilities described in Annex B in respect of any specific project established under this Agreement. Annexes A and B shall be integral parts of this Agreement.

#### ARTICLE V

The Government of the Gabonese Republic shall ensure that development aid funds provided are not used to pay any taxes, fees, customs duties or any other levies or charges imposed directly or indirectly by the Government of the Gabonese Republic on any goods, materials, equipment, vehicles and services purchased or acquired for, or related to, the execution of any project being carried out pursuant to Article I of this Agreement.

#### ARTICLE VI

The Government of the Gabonese Republic shall save harmless the Government of CANADA, Canadian firms and Canadian personnel from civil liability for acts or omissions occurring in the course of the performance of their duties in the execution of any specific project described in Article I, except for acts arising from gross negligence or wilful misconduct of Canadian firms or Canadian personnel.

#### ARTICLE VII

The Government of the Gabonese Republic shall exempt Canadian firms and Canadian personnel from taxes imposed on income, provided such income arises from sources outside of Gabon or from Canadian aid funds as provided for in any subsidiary or contribution arrangement. In addition, the Government of the



République Gabonaise exemptera les firmes canadiennes et le personnel canadien de l'obligation de présenter des déclarations écrites à l'égard de ces exemptions.

#### ARTICLE VIII

Le Gouvernement de la République Gabonaise exemptera les firmes canadiennes et les membres du personnel canadien des droits de douane, et de tout autre impôt indirect, taxes de vente, frais ou redevances pouvant être perçus sur tout l'équipement, les produits, le matériel et les autres biens importés au Gabon pour l'exécution de projets visés à l'article I.

#### ARTICLE IX

Le Gouvernement de la République Gabonaise exemptera les membres du personnel canadien des droits de douane, de tout autre impôt indirect et des taxes de vente sur:

- (i) les effets personnels et les articles ménagers essentiels importés au Gabon pour leur propre usage ou pour l'usage des personnes à leur charge; le personnel canadien pourra acheter en franchise des articles manufacturés ou assemblés localement, pourvu que ces articles soient achetés directement des fabricants et livrés depuis un entrepôt de douane; toutefois, en cas d'incendie ou de vol, ce privilège pourra toujours être renouvelé pendant la période d'affectation du personnel canadien;
- (ii) l'importation ou l'achat au Gabon d'un véhicule automobile. Si ledit véhicule est vendu ou cédé de quelque façon que ce soit, il soit assujetti aux droits et autres frais applicables, selon les taux en vigueur à la date où l'exemption aura été accordée et selon la valeur du véhicule au moment de la cession; ce privilège pourra toujours être exercé pendant la période d'affectation en cas de feu, de vol, d'accident ou de destruction.

Ces exemptions sont accordées sous réserve que les biens visés soient réexportés, à l'exception de ceux qui sont en mauvais état ou de ceux qui sont cédés à d'autres bénéficiaires jouissant du même régime.



Gabonese Republic shall exempt Canadian firms and Canadian personnel from any obligations to present written declarations in relation to these exemptions.

#### ARTICLE VIII

The Government of the Gabonese Republic shall exempt Canadian firms and Canadian personnel from customs and any other indirect duties or taxes, sales taxes, charges, levies and fees on all equipment, products, materials and other goods imported into Gabon for, or related to, the execution of projects described in Article I.

#### ARTICLE IX

The Government of the Gabonese Republic shall exempt Canadian personnel from the payment of customs duties, from any other indirect duties or taxes and sales taxes in respect of:

- (i) personal effects and essential household equipment brought into Gabon for their own use or for the use of their dependants. Canadian personnel may purchase locally manufactured or assembled items duty free, provided that such purchases shall be made from the manufacturers and delivery shall be made from bonded warehouses. In the event of fire or theft, however, the exemptions under this Article may be re-exercised at any time during the assignment of the Canadian personnel.
- (ii) the importation into Gabon or the local purchase of one motor vehicle. If the motor vehicle is sold or otherwise disposed of, it shall be subject to the normal duties and other charges at the rate in force on the date the exemption was given and on the value of the vehicle at the time of disposal. In the event of fire, theft, accident or destruction, the exemptions under this Article may be re-exercised at any time during the assignment of the Canadian personnel.

These exemptions are granted provided that the goods described are re-exported, except those in poor condition or those transferred to others benefitting from the same provisions.



## ARTICLE X

Le Gouvernement de la République Gabonaise exemptera les firmes canadiennes et les membres du personnel canadien de toute restriction sur le change en ce qui concerne:

- a) l'exportation des rémunérations, salaires et autres gains payés par le Gouvernement de la République Gabonaise en francs CFA dans le cadre d'un projet;
- b) la ré-exportation des salaires ou rémunérations importés de l'étranger par l'entremise d'institutions bancaires autorisées au Gabon.

## ARTICLE XI

Le Gouvernement de la République Gabonaise informera les firmes canadiennes et le personnel canadien des lois et règlements locaux qui pourraient les concerner dans l'exécution de leurs fonctions.

## ARTICLE XII

Le Gouvernement de la République Gabonaise s'engage à faciliter le rapatriement des membres du personnel canadien et des personnes à leur charge dans les cas où, de l'avis du Gouvernement du CANADA ou du Gouvernement de la République Gabonaise, la vie ou la sécurité de ces personnes est menacée.

## ARTICLE XIII

1. Le Gouvernement de la République Gabonaise accepte que les privilèges et les exemptions visés aux Articles VI à XIII et à l'annexe «B» s'appliquent aux institutions et organisations non-gouvernementales et aux sociétés qui participent à la réalisation d'un projet d'aide au développement conformément à un accord conclu entre le Gouvernement de la République Gabonaise et l'institution ou l'organisation non-gouvernementale ou la société, ainsi qu'aux membres de leur personnel canadien y compris les personnes à leur charge.
2. Une institution ou organisation non-gouvernementale désigne une institution ou organisation non-gouvernementale qui reçoit du Gouvernement du Canada une contribution pour un projet au titre d'un accord de contribution conclu entre le Gouvernement du Canada et l'institution ou l'organisation non-gouvernementale.



## ARTICLE X

The Government of the Gabonese Republic shall grant Canadian firms and Canadian personnel freedom from currency exchange restrictions in respect of:

- (a) the exportation of remunerations, salaries and other earnings paid by the Government of the Gabonese Republic in CFA francs in respect of a project;
- (b) the re-exportation of salaries or remunerations transferred from abroad through authorized banking institutions in Gabon.

## ARTICLE XI

The Government of the Gabonese Republic shall inform Canadian firms and Canadian personnel of local acts and regulations which may concern them in the performance of their duties.

## ARTICLE XII

The Government of the Gabonese Republic shall facilitate the repatriation of Canadian personnel and their dependants in cases where, in the opinion of the Government of CANADA or of the Government of the Gabonese Republic, the lives or safety of the Canadian personnel and/or their dependants are endangered.

## ARTICLE XIII

1. The Government of the Gabonese Republic agrees to extend to their Canadian personnel and to their dependants the privileges and exemptions referred to in Article VI to XIII and Annex "B" to firms and to non-governmental institutions and organizations engaged in the execution of development assistance projects pursuant to any arrangement between the Government of the Gabonese Republic and the firm or non-governmental institution or organization.
2. A non-governmental institution or organization means a non-governmental institution or organization that receives a contribution from the Government of Canada for a project pursuant to a contribution arrangement between the Government of Canada and the non-governmental institution or organization.



3. Une société désigne une société ou institution du Canada qui participe à un projet visé au paragraphe h) de l'article I conformément à un accord de contribution conclu entre la société et le Gouvernement du Canada.
4. En ce qui concerne les membres du personnel canadien d'une institution ou d'une organisation non-gouvernementale ou d'une société, personne à charge s'entend au sens de l'Article II.

#### ARTICLE XIV

Le Gouvernement du CANADA et le Gouvernement de la République Gabonaise verront à se consulter en ce qui concerne toute question pouvant à un moment ou l'autre découler du présent accord ou s'y rattacher.

#### ARTICLE XV

Tout différend qui pourra surgir quant à l'interprétation ou à l'application des dispositions du présent accord ou d'une entente subsidiaire sera réglé par voie de négociation entre le Gouvernement du CANADA et le Gouvernement de la République Gabonaise, ou de toute autre façon dont auront convenu les deux parties.

#### ARTICLE XVI

Le présent accord entrera en vigueur le jour de sa signature et le demeurera jusqu'à ce que l'une des parties y mette un terme en faisant parvenir un préavis écrit de six (6) mois à l'autre partie. Les responsabilités du Gouvernement du CANADA et du Gouvernement de la République Gabonaise en ce qui concerne les projets exécutés aux termes d'ententes subsidiaires conclues conformément au présent accord, et qui auront débuté avant la réception du préavis susmentionné, se poursuivront jusqu'à ce que ces projets soient terminés, tout comme si le présent accord était demeuré en vigueur pour toute la durée de chacun des projets.

#### ARTICLE XVII

Le présent accord abroge et remplace la Convention établissant les responsabilités administratives du Gouvernement du Canada et du Gouvernement de la République Gabonaise à l'égard du personnel canadien mis à la disposition du Gouvernement Gabonais conclue le 4 août 1967 entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Gabonaise.



3. A firm means a Canadian firm or institution engaged in any project described in paragraph (h) of Article I pursuant to any contribution arrangement between the firm and the Government of Canada.
4. A dependant means any dependant of a member of the Canadian personnel of a firm or a non-governmental institution or organization within the meaning of Article II.

#### ARTICLE XIV

The Government of CANADA and the Government of the Gabonese Republic will endeavour to consult each other in respect of any matter that may from time to time arise from or in connection with this Agreement.

#### ARTICLE XV

Differences which may arise relating to the interpretation or application of the provisions of this Agreement or of any subsidiary arrangement shall be settled by means of negotiations between the Government of CANADA and the Government of the Gabonese Republic or in any other manner mutually agreed upon.

#### ARTICLE XVI

This Agreement shall enter into force on signature and shall remain in force until terminated by either party on six (6) months' notice in writing to the other party. The responsibilities of the Government of CANADA and of the Government of the Gabonese Republic with regard to projects being carried out by virtue of subsidiary arrangements entered into pursuant to this Agreement, and begun prior to the receipt of the termination notice referred to above, shall continue until completion of such projects as if this Agreement remained in force in respect of and for the whole duration of such projects.

#### ARTICLE XVII

This Agreement revokes and replaces the Agreement establishing the administrative responsibilities of the Government of Canada and the Government of the Gabonese Republic in respect of Canadian personnel made available to the Government of Gabon, signed on August 4, 1967, between the Government of Canada and the Government of the Gabonese Republic.



EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized by their respective Governments, have signed this Agreement.

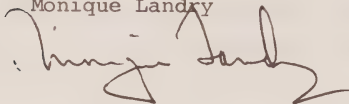
FAIT à *Montreal*, ce *8<sup>ième</sup>* jour de *juin* 1992,  
en deux exemplaires, en langues française et anglaise, chaque  
version faisant également foi.

DONE at *Montreal* on the *8<sup>th</sup>* day of *June*, 1992,  
in two copies, in English and French, each version being equally  
authentic.

POUR LE GOUVERNEMENT  
DU CANADA

FOR THE GOVERNMENT OF  
CANADA

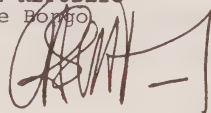
Monique Landry



POUR LE GOUVERNEMENT DE LA  
RÉPUBLIQUE GABONAISE

FOR THE GOVERNMENT OF THE  
GABONESE REPUBLIC

Pauline Bongo









## ANNEXE «A»

## RESPONSABILITÉS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

- I. Les responsabilités du Gouvernement du Canada relativement à un projet en particulier seront déterminées dans l'entente subsidiaire portant sur ledit projet selon le principe de frais partagés entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Gabonaise.
- II. Le Gouvernement du CANADA, ou un de ses organismes, signera les contrats pour l'obtention des biens et des services payés par le Gouvernement du CANADA et requis dans le cadre des projets. Il pourra cependant être stipulé dans une entente subsidiaire que ces contrats peuvent être signés par le Gouvernement de la République Gabonaise ou par un de ses organismes conformément aux modalités et conditions énoncées dans ladite entente subsidiaire.
- III. Le Gouvernement du CANADA fournira, dans les meilleurs délais, au Gouvernement de la République Gabonaise, les noms de membres du personnel canadien et des personnes à leur charge qui pourront profiter des droits et privilèges énoncés dans le présent accord ou dans une entente subsidiaire.



## ANNEX "A"

## RESPONSIBILITIES OF THE GOVERNMENT OF CANADA

- I. The responsibilities of the Government of Canada in respect of a specific project shall be defined in the subsidiary arrangement in respect of the said project, in accordance with the principle of cost sharing between the Government of Canada and the Government of the Gabonese Republic.
- II. Contracts to obtain goods and services financed by the Government of CANADA and required for the execution of projects shall be signed by the Government of CANADA or one of its agencies. However, it may be provided in any subsidiary arrangement that such contracts may be signed by the Government of the Gabonese Republic or one of its agencies in accordance with the terms and conditions specified in such subsidiary arrangement.
- III. The Government of CANADA shall provide the Government of the Gabonese Republic, in a timely manner, with the names of the Canadian personnel and their dependants entitled to the rights and privileges set forth in this Agreement or in any subsidiary arrangement.



## ANNEXE «B»

## RESPONSABILITÉS DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE

I. Sous réserve de ce qui suit, les responsabilités du Gouvernement de la République Gabonaise relativement à un projet en particulier seront déterminées dans l'entente subsidiaire portant sur ledit projet selon le principe de frais partagés entre le Gouvernement de la République Gabonaise et le Gouvernement du Canada.

Sans limiter la généralité de ce qui précède et à moins d'indication contraire dans les ententes subsidiaires, le Gouvernement de la République Gabonaise acquittera ou fournira ce qui suit:

- 1) Dépenses liées au personnel canadien:
  - a) une partie des salaires, honoraires, indemnités et autres avantages sociaux selon le principe des frais partagés;
  - b) les dépenses de voyage et celles des personnes à charge entre le lieu normal de résidence et le port d'entrée et de départ au Gabon;
  - c) les frais de transport, entre le lieu normal de résidence et le port d'entrée et de départ au Gabon, des effets personnels et ménagers, et de ceux des personnes à charge, ainsi que du matériel technique et spécialisé requis par le personnel pour l'exécution de ses fonctions.
- 2) toute assistance officielle qui pourra être requise pour faciliter les déplacements du personnel canadien dans l'exercice de ses fonctions au Gabon;
- 3) les surestaries encourrues suite à des délais de déchargement de l'équipement, des produits, du matériel, des fournitures et des biens requis pour l'exécution du projet, ainsi que des effets personnels et ménagers des membres du personnel canadien et des personnes à leur charge;
- 4) toute assistance officielle qui pourra être nécessaire pour accélérer le dédouanement des articles mentionnés à l'alinéa 3);



## ANNEX "B"

RESPONSIBILITIES OF THE GOVERNMENT  
OF THE GABONESE REPUBLIC

I. Subject to the following, the responsibilities of the Government of the Gabonese Republic in respect of a specific project shall be defined in the subsidiary arrangement in respect of the said project, in accordance with the principle of cost sharing between the Government of the Gabonese Republic and the Government of Canada.

Without limiting the general scope of the above and unless otherwise indicated in any subsidiary arrangement, the Government of the Gabonese Republic shall provide or pay for:

- (1) expenditures related to Canadian personnel:
  - (a) a portion of their salaries, fees, allowances and other benefits, in accordance with the principle of cost sharing;
  - (b) their travel expenses and those of their dependants between their normal place of residence and the port of entry and departure in Gabon;
  - (c) the cost of shipping, between their normal place of residence and the port of entry and departure in Gabon, their personal and household effects, those of their dependants, and the professional and technical material required by the said personnel for the execution of their duties;
- (2) any official assistance which may be required for the purpose of facilitating the travel of Canadian personnel in the performance of their duties in Gabon;
- (3) demurrage charges due to delays in unloading equipment, products, materials, supplies and other goods required for the execution of the project and the personal and household effects of Canadian personnel and their dependants;
- (4) any official assistance which may be required for the purpose of expediting the clearance through customs of articles mentioned in paragraph (3);



- 5) les frais d'entreposage des articles mentionnés à l'alinéa 3), pendant qu'ils sont retenus à la douane, et toute mesure requise pour protéger ces articles contre les éléments naturels, le vol, le feu et tout autre risque;
- 6) tous les permis, toutes les licences et tous les autres documents nécessaires aux firmes canadiennes et au personnel canadien dans l'exercice de leurs fonctions au Gabon, y compris les coûts qui s'y rattachent, s'il y a lieu, en ce qui concerne l'équipement, le matériel, les fournitures ou les biens requis pour l'exécution des projets;
- 7) tous les visas et permis d'exportation ou d'importation nécessaires, selon le cas, pour les membres du personnel canadien et les personnes à leur charge, en ce qui concerne les effets personnels de ces personnes;
- 8) le transport intérieur rapide de l'équipement, des produits, du matériel, des fournitures et des autres biens importés requis pour l'exécution des projets, depuis le port d'entrée au Gabon jusque sur les lieux des projets, y compris si nécessaire l'obtention d'un service prioritaire par les transitaires et les transporteurs au Gabon;
- 9) une indemnité de kilométrage selon les taux prévus dans les règlements en vigueur du Gouvernement de la République Gabonaise pour les déplacements en service commandé, et correspondant à l'indemnité accordée aux homologues gabonais travaillant avec le personnel canadien; aucune réclamation ne pourra être faite pour les déplacements entre le domicile et le bureau; les membres du personnel canadien qui ne possèdent pas de voiture ou ne l'utilisent pas pour les affaires officielles se verront rembourser leurs frais réels de transport, conformément aux taux applicables pour les homologues gabonais affectés aux projets réalisés; les membres du personnel canadien appelés à travailler à l'extérieur de leur lieu d'affectation seront également admissibles à une indemnité quotidienne de subsistance de même qu'au remboursement de leurs frais d'hébergement ou d'hôtel, selon les taux applicables pour leurs homologues gabonais;



- (5) storage charges for articles mentioned in paragraph (3) during the period when they are held at customs and any measures required to protect these articles against natural elements, theft, fire and any other danger;
- (6) all permits, licences and other documents, including costs related thereto, if any, for equipment, materials, supplies or other goods required for the execution of projects and to enable Canadian firms and Canadian personnel to carry out their functions in Gabon;
- (7) all necessary visas and all import or export permits, as the case may be, for the Canadian personnel and their dependants and for the personal effects of such Canadian personnel and their dependants;
- (8) the prompt inland transportation of all equipment, products, materials, supplies and other imported goods required for the execution of projects, from the port of entry into Gabon to project sites, including the obtaining of priority service by Gabonese forwarding and transportation agents where necessary;
- (9) mileage allowance at the normal rates for journeys performed on official duties in accordance with the existing regulations of the Government of the Gabonese Republic, corresponding to the allowance given to Gabonese counterparts working with Canadian personnel. No claim is permitted for travelling between home and office. Canadian personnel who do not own or use a car for official duties will be reimbursed for the cost of actual transportation in conformity with applicable rates for Gabonese counterparts assigned to projects executed. Canadian personnel on duty away from their place of posting will also be eligible for a per-diem living allowance as well as reimbursement of hotel or accommodation expenses in accordance with the applicable rates for their Gabonese counterparts;



- 10) la permission des ministères compétents d'utiliser tous les moyens de communication officiellement approuvés au Gabon, par exemple les postes émetteurs et récepteurs ainsi que les réseaux de téléphone et de télégraphe, selon les besoins des projets et conformément aux lois et règlements applicables;
  - 11) les rapports, dossiers, cartes, statistiques et autres renseignements se rapportant aux projets et susceptibles d'aider le personnel canadien dans l'exercice de ses fonctions, pourvu que ces renseignements ne portent pas de cote et ne mettent pas en cause la sécurité nationale;
  - 12) un permis de conduire de la République Gabonaise aux membres du personnel canadien et aux personnes à leur charge sur présentation par ces personnes d'un permis de conduire canadien sans qu'ils aient à remplir les formalités d'examen habituelles;
  - 13) toute autre mesure relevant de la juridiction du Gouvernement de la République Gabonaise susceptible de faciliter l'exécution des projets.
- II. Le Gouvernement de la République Gabonaise donnera aux membres du personnel canadien et aux personnes à leur charge l'accès des services médicaux et dentaires dans les hôpitaux du Gouvernement. Aucun remboursement ne sera effectué par le Gouvernement de la République Gabonaise si ces personnes choisissent de faire appel à des médecins de pratique privée.
- III. Le Gouvernement de la République Gabonaise reconnaît que chaque membre du personnel canadien aura droit à une période de congé annuel de 30 jours ouvrables.



- (10) permission from the relevant ministry or ministries to use all means of communication officially approved in Gabon, such as transmitter-receivers and telephone and telegraph networks, in accordance with the needs of a specific project and the applicable acts and regulations;
- (11) reports, records, maps, statistics and other information related to projects and likely to assist Canadian personnel in carrying out their duties, provided that this information is not classified and has no relation to national security;
- (12) the issuance of a driver's licence by the Gabonese Republic to Canadian personnel and their dependants without the requirement to undergo the normal testing procedure, provided a valid Canadian driver's licence is produced;
- (13) all other measures within the jurisdiction of the Government of the Gabonese Republic which may facilitate the execution of projects.

II. The Government of the Gabonese Republic shall provide Canadian personnel and their dependants with medical and dental services at government hospitals. No reimbursement will be made by the Government of the Gabonese Republic if Canadian personnel and their dependants elect to be treated by private practitioners.

III. The Government of the Gabonese Republic acknowledges that each member of Canadian personnel shall be entitled to a period of local leave of 30 days a year.











©Minister of Supply and Services Canada 1992

Available in Canada through

your local bookseller

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing  
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1992/14  
ISBN 0-660-57471-3

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1992

En vente au Canada chez

votre libraire local

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition  
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1992/14  
ISBN 0-660-57471-3













CAI  
EAO  
-T67  
CANADA

Government  
Publications

TREATY SERIES 1992/15 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## TAXATION

Convention between the Government of CANADA and the Government of the UNITED MEXICAN STATES for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income (with Protocol)

Ottawa, April 8, 1991

In force May 11, 1992



---

## IMPÔTS

Convention entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des ÉTATS-UNIS MEXICAINS en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (avec Protocole)

Ottawa, le 8 avril 1991

En vigueur le 11 mai 1992

---









CANADA

TREATY SERIES 1992/15

RECUEIL DES TRAITÉS

---

## TAXATION

Convention between the Government of CANADA and the Government of the UNITED MEXICAN STATES for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income (with Protocol)

Ottawa, April 8, 1991

In force May 11, 1992

---

## IMPÔTS

Convention entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des ÉTATS-UNIS MEXICAINS en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (avec Protocole)

Ottawa, le 8 avril 1991

En vigueur le 11 mai 1992

---



**CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND  
THE GOVERNMENT OF THE UNITED MEXICAN STATES FOR THE  
AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF  
FISCAL EVASION WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME**

The Government of Canada and the Government of the United Mexican States, desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income, have agreed as follows:

**I. SCOPE OF THE CONVENTION**

**Article 1**

Personal Scope

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

**Article 2**

Taxes Covered

1. This Convention shall apply to taxes on income imposed on behalf of each Contracting State, irrespective of the manner in which they are levied.
2. There shall be regarded as taxes on income all taxes imposed on total income, or on elements of income, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property.
3. The existing taxes to which the Convention shall apply are, in particular:
  - a) in the case of Canada:

the taxes imposed by the Government of Canada under the Income Tax Act, (hereinafter referred to as "Canadian tax");
  - b) in the case of Mexico:

the income tax under the Income Tax Law; and  
the assets tax under the Assets Tax Law;  
(hereinafter referred to as "Mexican tax").
4. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any significant changes which have been made in their respective taxation laws.



CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET  
LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS MEXICAINS EN VUE D'ÉVITER  
LES DOUBLES IMPOSITIONS ET DE PRÉVENIR L'ÉVASION FISCALE  
EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU

Le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis Mexicains, désireux de conclure une Convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, sont convenus des dispositions suivantes:

I. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article 1

Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un État contractant ou des deux États contractants.

Article 2

Impôts visés

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu perçus pour le compte de chacun des États contractants, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu les impôts perçus sur le revenu total ou sur des éléments du revenu, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment:

a) en ce qui concerne le Canada:

les impôts qui sont perçus par le gouvernement du Canada en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, (ci-après dénommés «impôt canadien»);

b) en ce qui concerne le Mexique:

l'impôt sur le revenu en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu; et

l'impôt sur les actifs en vertu de la Loi de l'impôt sur les actifs,

(ci-après dénommés «impôt mexicain»).

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des États contractants se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.



## II. DEFINITIONS

## Article 3

General Definitions

1. In this Convention, unless the context otherwise requires:

- a) the term "Canada" used in a geographical sense, means the territory of Canada;
- b) the term "Mexico" means the United Mexican States;
- c) the terms "a Contracting State" and "the other Contracting State" means, as the context requires, Canada or the United Mexican States;
- d) the term "person" includes an individual, an estate, a trust, a company, a partnership and any other body of persons;
- e) the term "company" means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purposes; in French, the term "société" also means a "corporation" within the meaning of Canadian law;
- f) the term "competent authority" means:
  - (i) in the case of Canada, the Minister of National Revenue or the Minister's authorized representative;
  - (ii) in the case of Mexico, the Ministry of Finance and Public Credit;
- g) the term "tax" means Canadian tax or Mexican tax, as the context requires;
- h) the term "national" means:
  - (i) any individual possessing the nationality of a Contracting State;
  - (ii) any legal person, partnership and association deriving its status as such from the laws in force in a Contracting State;
- i) the term "international traffic" with reference to a resident of a Contracting State means any voyage of a ship or aircraft to transport passengers or property (whether or not operated or used by that resident) except where the principal purpose of the voyage is to transport passengers or property between places within the other Contracting State.

2. As regards the application of the Convention by a Contracting State at any time, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has at that time under the law of that State for the purposes of the taxes to which the Convention applies.



## II. DÉFINITIONS

## Article 3

Définitions générales

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente:

- a) le terme «Canada», employé dans un sens géographique, désigne le territoire du Canada;
- b) le terme «Mexique» désigne les États-Unis Mexicains;
- c) les expressions «un État contractant» et «l'autre État contractant» désignent, suivant le contexte, le Canada ou les États-Unis Mexicains;
- d) le terme «personne» comprend les personnes physiques, les successions (estates), les fiducies (trusts), les sociétés, les sociétés de personnes (partnerships) et tous autres groupements de personnes;
- e) le terme «société» désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition; il désigne également une «corporation» au sens du droit canadien;
- f) l'expression «autorité compétente» désigne:
  - (i) en ce qui concerne le Canada, le ministre du Revenu national ou son représentant autorisé;
  - (ii) en ce qui concerne le Mexique, le ministère des Finances et du Crédit Public;
- g) le terme «impôt» désigne, suivant le contexte, l'impôt canadien ou l'impôt mexicain;
- h) le terme «national» désigne:
  - (i) toute personne physique qui possède la nationalité d'un État contractant;
  - (ii) toute personne morale, société de personnes et association constituées conformément à la législation en vigueur dans un État contractant;
- i) l'expression «trafic international», en ce qui concerne un résident d'un État contractant, désigne tout voyage effectué par un navire ou un aéronef pour transporter des passagers ou des biens (qu'il soit ou non exploité ou utilisé par ce résident) sauf lorsque l'objet principal du voyage est de transporter des passagers ou des biens entre des points situés dans l'autre État contractant.

2. Pour l'application, à un moment donné, de la Convention par un État contractant, toute expression qui n'y est pas définie a le sens que lui attribue, à ce moment, le droit de cet État aux fins des impôts auxquels s'applique la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.



## Article 4

Resident

1. For the purposes of this Convention, the term "resident of a Contracting State" means:

- a) any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of the person's domicile, residence, place of management, place of incorporation or any other criterion of a similar nature;
- b) the Government of that State or a political subdivision or local authority thereof or any agency or instrumentality of any such government, subdivision or authority.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1, an individual is a resident of both Contracting States, then the individual's status shall be determined as follows:

- a) the individual shall be deemed to be a resident of the State in which the individual has a permanent home available; if the individual has a permanent home available in both States, the individual shall be deemed to be a resident of the State with which the individual's personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
- b) if the State in which the individual's centre of vital interests cannot be determined, of if there is not a permanent home available to the individual in either State, the individual shall be deemed to be a resident of the State in which the individual has an habitual abode;
- c) an individual who has an habitual abode in both States or in neither of them shall be deemed to be a resident of the State of which the individual is a national;
- d) in any other case, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, the competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement endeavour to settle the question and to determine the mode of application of the Convention to such person. In the absence of such agreement such person shall be considered to be outside the scope of Articles 6 to 21 inclusive and Article 23.

## Article 5

Permanent Establishment

1. For the purposes of this Convention, the term "permanent establishment" means a fixed place of business through which the business of a resident of a Contracting State is wholly or partly carried on.



## Article 4

Résident

1. Au sens de la présente Convention, l'expression «résident d'un État contractant» désigne:

- a) toute personne qui, en vertu de la législation de cet État, est assujettie à l'impôt dans cet État en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction, de son lieu de constitution ou de tout autre critère de nature analogue;
- b) le gouvernement de cet État ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ou toute personne morale ressortissant au droit public d'un tel gouvernement, subdivision ou collectivité.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux États contractants, sa situation est réglée de la manière suivante:

- a) cette personne est considérée comme un résident de l'État où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux États, elle est considérée comme un résident de l'État avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);
- b) si l'État où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des États, elle est considérée comme un résident de l'État où elle séjourne de façon habituelle;
- c) une personne qui séjourne de façon habituelle dans les deux États ou qui ne séjourne pas de façon habituelle dans aucun d'eux, est considérée comme un résident de l'État dont elle possède la nationalité;
- d) dans tout autre cas, les autorités compétentes des États contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux États contractants, les autorités compétentes des États contractants s'efforcent d'un commun accord de trancher la question et de déterminer les modalités d'application de la Convention à ladite personne. À défaut d'un tel accord, ladite personne est considérée comme étant exclue du champ d'application des articles 6 à 21 inclus et de l'article 23.

## Article 5

Établissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression «établissement stable» désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle un résident d'un État contractant exerce tout ou partie de son activité.



2. The term "permanent establishment" includes especially:

- a) a place of management;
- b) a branch;
- c) an office;
- d) a factory;
- e) a workshop, and
- f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.

3. The term "permanent establishment" likewise encompasses a building site, a construction, assembly or installation project or supervisory activities in connection therewith, but only where such site, project or activities continue for a period of more than six months.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term "permanent establishment" in respect of a resident of a Contracting State shall be deemed not to include:

- a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the resident;
- b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the resident solely for the purpose of storage, display or delivery;
- c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the resident solely for the purpose of processing by another person;
- d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the resident;
- e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of advertising, for the supply of information, for scientific research, or for preparations relating to the placement of loans or for similar activities which have a preparatory or auxiliary character, for the resident;
- f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in subparagraphs a) to e) provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person - other than an agent of an independent status to whom paragraph 7 applies - is acting on behalf of a resident of a Contracting State and has, and habitually exercises in the other Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the resident, that resident shall be deemed to have a permanent establishment in that other State in respect of any business activities which that person



2. L'expression «établissement stable» comprend notamment:

- a) un siège de direction;
- b) une succursale;
- c) un bureau;
- d) une usine;
- e) un atelier; et
- f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.

3. L'expression «établissement stable» comprend également un chantier de construction ou une chaîne de montage ou d'assemblage ou des activités de surveillance s'y exerçant, lorsque ce chantier, cette chaîne ou ces activités ont une durée supérieure à six mois.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas «établissement stable» à l'égard d'un résident d'un État contractant si:

- a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant au résident;
- b) des marchandises appartenant au résident sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
- c) des marchandises appartenant au résident sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre personne;
- d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour le résident;
- e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de publicité, de fourniture d'informations, de recherche scientifique, de travaux reliés au placement de prêts ou d'activités analogues qui ont un caractère préparatoire ou auxiliaire, pour le résident;
- f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne - autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 7 - agit pour le compte d'un résident d'un État contractant et dispose dans l'autre État contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom du résident, ce résident est considéré comme ayant un établissement stable dans cet autre État pour toutes les activités commerciales que cette personne exerce pour le résident, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par



undertakes for the resident unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, an insurance company which is a resident of a Contracting State shall, except in regard to re-insurance, be deemed to have a permanent establishment in the other Contracting State if it collects premiums in the territory of that other State or insures risk situated therein through a representative who is employed or carries on business in that other State, other than an agent of an independent status to whom paragraph 7 applies.

7. A resident of a Contracting State shall not be deemed to have a permanent establishment in the other Contracting State merely because it carries on business in that other State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business. However, when the activities of such an agent are exercised wholly or almost wholly on behalf of that resident, that agent will not be considered an agent of an independent status within the meaning of this paragraph.

8. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

### III. TAXATION OF INCOME

#### Article 6

##### Income from Immovable Property

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. For the purposes of this Convention, the term "immovable property" shall have the meaning which it has for the purposes of the taxation law of the Contracting State in which the property in question is situated and shall include any option or similar right in respect thereof. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property and to income from the alienation of such property.



l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, sauf en matière de réassurance, une société d'assurance qui est un résident d'un État contractant est considérée comme ayant un établissement stable dans l'autre État contractant si elle perçoit des primes sur le territoire de cet autre État ou assure des risques qui y sont encourus, par l'intermédiaire d'un représentant qui est employé ou qui exerce une activité industrielle ou commerciale dans cet autre État, autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 7.

7. Un résident d'un État contractant n'est pas considéré comme ayant un établissement stable dans l'autre État contractant du seul fait qu'il y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité. Toutefois, lorsque les activités d'un tel agent sont exercées exclusivement ou presque exclusivement pour le compte de ce résident, il n'est pas considéré comme un agent jouissant d'un statut indépendant au sens du présent paragraphe.

8. Le fait qu'une société qui est un résident d'un État contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre État contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

### III. IMPOSITION DES REVENUS

#### Article 6

##### Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre État contractant, sont imposables dans cet autre État.

2. Au sens de la présente Convention, l'expression «biens immobiliers» a le sens qui lui est attribué aux fins de la législation fiscale de l'État contractant où les biens considérés sont situés et comprend une option ou droit semblable y relatif. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers et aux revenus provenant de l'aliénation de tels biens.



4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property used in carrying on a business or in the performance of independent personal services.

## Article 7

### Business Profits

1. The business profits of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the resident carries on or has carried on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the resident carries on or has carried on business as aforesaid, the business profits of the resident may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment. If a company which is a resident of a Contracting State has a permanent establishment in the other Contracting State and alienates property to persons in that other State that is identical or similar to property alienated through that permanent establishment, the profits from such alienations shall be attributed to that permanent establishment. However, the profits derived from such alienations shall not be attributed to that permanent establishment if the company establishes that such alienations have been carried out for a purpose other than that of obtaining a benefit from the provisions of this Convention.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where a resident of a Contracting State carries on or has carried on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the business profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate person engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the resident and with all other persons.

3. In the determination of the business profits of a permanent establishment of a person, there shall be allowed those deductible expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment including executive and general administrative expenses, whether incurred in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere. However, no such deduction shall be allowed in respect of amounts, if any, paid (otherwise than as a reimbursement of actual expenses) by the permanent establishment to the head office or any other office of the person as royalties, fees or other similar payments in return for the use of patents or other rights, or by way of a commission, for specific services performed or for management, or, except in the case of a bank, as interest on moneys lent to the permanent establishment.

4. No business profits shall be attributed to a permanent establishment of a person by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the person.

5. For the purposes of the preceding paragraphs, the business profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.



4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers utilisés dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale ou dans l'exercice d'une profession indépendante.

## Article 7

### Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'entreprise d'un résident d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État, à moins que le résident n'exerce ou n'a exercé son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si le résident exerce ou a exercé son activité d'une telle façon, les bénéfices d'entreprise du résident sont imposables dans l'autre État mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable. Si une société qui est un résident d'un État contractant a un établissement stable dans l'autre État contractant et aliène, au bénéfice d'une personne dans cet autre État, un bien qui est identique ou similaire à des biens qui sont aliénés par l'intermédiaire de l'établissement stable, les bénéfices provenant d'une telle aliénation sont imputables à cet établissement stable. Toutefois, les bénéfices provenant de cette aliénation ne sont pas imputables à cet établissement stable si la société établie que ladite aliénation a été faite dans un but autre que celui de tirer avantage des dispositions de la présente Convention.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'un résident d'un État contractant exerce ou a exercé son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque État contractant, à cet établissement stable les bénéfices d'entreprise qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une personne distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec le résident dont il constitue un établissement stable et avec toutes autres personnes.

3. Pour déterminer les bénéfices d'entreprise d'un établissement stable d'une personne, sont admises en déduction les dépenses déductibles qui sont exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'État où est situé cet établissement stable, soit ailleurs. Toutefois, aucune déduction n'est admise pour les sommes qui seraient, le cas échéant, versées (à d'autres titres que le remboursement de frais encourus) par l'établissement stable au siège central ou à l'un quelconque des autres bureaux de la personne en tant que redevances, honoraires ou autres paiements similaires pour l'usage d'un brevet ou d'autres droits, ou comme commission, pour des services précis rendus ou pour des activités de direction ou, sauf dans le cas d'une banque, en tant qu'intérêts sur des sommes prêtées à l'établissement stable.

4. Aucun bénéfice d'entreprise n'est imputé à un établissement stable d'une personne du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour cette personne.

5. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices d'entreprise à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.



6. Where business profits include items of income which are dealt with separately in other Article of the Convention, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

## Article 8

### Shipping and Air Transport

1. Profits derived by a resident of a Contracting State from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 and Article 7, profits derived from the operation of ships or aircraft used principally to transport passengers or goods exclusively between places in a Contracting State may be taxed in that State.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall also apply to profits referred to in those paragraphs derived by a resident of a Contracting State from its participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

4. In this Article,

a) the term "profits" includes:

- (i) profits, net profits, gross receipts and revenues derived directly from the operation of ships or aircraft in international traffic, and
- (ii) interest on sums generated directly from the operation of ships or aircraft in international traffic provided that such interest is incidental to the operation.

b) the term "operation of ships or aircraft" in international traffic by a person, includes

- (i) the charter or rental of ships or aircraft,
- (ii) the rental of containers and related equipment, and
- (iii) the alienation of ships, aircraft, containers and related equipment,

by that person provided that such charter, rental or alienation is incidental to the operation by that person of ships or aircraft in international traffic but does not include the transportation by a person by any other means of transport or the provision of accommodation.



6. Lorsque les bénéfices d'entreprise comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

## Article 8

### Navigation maritime et aérienne

1. Les bénéfices qu'un résident d'un État contractant tire de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans cet État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 et de l'article 7, les bénéfices provenant de l'exploitation de navires ou d'aéronefs utilisés principalement pour transporter des passagers ou des marchandises exclusivement entre des points situés dans un État contractant sont imposables dans cet État.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 s'appliquent aussi aux bénéfices visés audits paragraphes qu'un résident d'un État contractant tire de sa participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

4. Au sens du présent article,

a) le terme «bénéfices» comprend:

- (i) les bénéfices, les bénéfices nets, les recettes brutes et les revenus provenant directement de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs, et
- (ii) les intérêts sur les sommes provenant directement de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs à condition que ces intérêts soient accessoires à cette exploitation.

b) l'expression «exploitation de navires ou d'aéronefs» en trafic international par une personne, comprend

- (i) l'affrètement ou la location de navires ou d'aéronefs,
- (ii) la location de conteneurs et d'équipements accessoires, et
- (iii) l'aliénation de navires, d'aéronefs, de conteneurs et d'équipements accessoires,

par cette personne pourvu que cet affrètement, location ou aliénation soit accessoire à l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs par cette personne mais ne comprend pas le transport, par une personne, par tout autre moyen de transport ni la fourniture de logement.



## Article 9

Associated Persons

## 1. Where

- a) a resident of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of a resident of the other Contracting State, or
- b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of a resident of a Contracting State and a resident of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two persons in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent persons, then any income or profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the persons, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the income or profits of that person and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the income or profits of a resident of that State - and taxes accordingly - income or profits on which a resident of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the amount so included is income or profits which would have accrued to the first-mentioned person if the conditions made between the two persons had been those which would have been made between independent persons, then that other State shall where it agrees with the inclusion make an appropriate adjustment to the amount of tax charged therein on that income or those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.

3. A Contracting State shall not change the income or profits of a person in the circumstances referred to in paragraph 1 after the expiry of the time limits provided in its national laws and, in any case, after five years from the end of the year in which the income or profits which would be subject to such change would, but for the conditions referred to in paragraph 1, have accrued to that person.

4. The provisions of paragraphs 2 and 3 shall not apply in the case of fraud, wilful default or neglect.

## Article 10

Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the dividends the tax so charged shall not exceed:



## Article 9

Personnes associées

## 1. Lorsque

- a) un résident d'un État contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'un résident de l'autre État contractant, ou que
- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'un résident d'un État contractant et d'un résident de l'autre État contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux personnes sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des personnes indépendantes, les revenus ou les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des personnes mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les revenus ou les bénéfices de cette personne et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un État contractant inclut dans les revenus ou les bénéfices d'un résident de cet État - et impose en conséquence - des revenus ou des bénéfices sur lesquels un résident de l'autre État contractant a été imposé dans cet autre État, et que les montants ainsi inclus sont des revenus ou des bénéfices qui auraient été réalisés par la personne du premier État si les conditions convenues entre les deux personnes avaient été celles qui auraient été convenues entre des personnes indépendantes, s'il est d'accord avec les montants inclus l'autre État procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces revenus ou ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des États contractants se consultent.

3. Un État contractant ne rectifiera pas les revenus ou les bénéfices d'une personne dans les cas visés au paragraphe 1 après l'expiration des délais prévus par sa législation nationale et, en tout cas, après l'expiration de cinq ans à dater de la fin de l'année au cours de laquelle les revenus ou les bénéfices qui feraient l'objet d'une telle rectification auraient, sans les conditions mentionnées au paragraphe 1, été réalisés par cette personne.

4. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas en cas de fraude, d'omission volontaire ou de négligence.

## Article 10

Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un État contractant à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident et selon la législation de cet État, mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder:



- a) 10 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company which controls directly or indirectly at least 25 per cent of the voting power in the company paying the dividends;
- b) 15 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company on the profits out of which the dividends are paid.

3. The term "dividends" as used in this Article means income from shares, "jouissance" share or "jouissance" rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the State of which the company making the distribution is a resident.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

5. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

6. Nothing in this Convention shall be construed as preventing a Contracting State from imposing on the earnings of a company attributable to a permanent establishment in that State, a tax in addition to the tax which would be chargeable on the earnings of a company which is a national of that State, provided that any additional tax so imposed shall not exceed 10 per cent of the amount of such earnings which have not been subjected to such additional tax in previous taxation years. For the purpose of this provision, the term "earnings" means the profits or income attributable to a permanent establishment or immovable property in a Contracting State and gains that may be taxed in that State in accordance with the provisions of Article 13 after deducting therefrom all taxes, other than the additional tax referred to herein, imposed in that State on such profits, income or gains.



- a) 10 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui contrôle directement ou indirectement au moins 25 pour cent des droits de vote de la société qui paie les dividendes;
- b) 15 pour cent du montant brut des dividendes, dans tous les autres cas.

Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société sur les bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme «dividendes» employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'État dont la société distributrice est un résident.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un État contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre État contractant, cet autre État ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre État ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre État, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre État.

6. Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme empêchant un État contractant de percevoir, sur les revenus d'une société imputables à un établissement stable dans cet État, un impôt qui s'ajoute à l'impôt qui serait applicable aux revenus d'une société qui est un national de cet État, pourvu que l'impôt additionnel ainsi établi n'excède pas 10 pour cent du montant des revenus qui n'ont pas été assujettis audit impôt additionnel au cours des années d'imposition précédentes. Au sens de la présente disposition, le terme «revenus» désigne les bénéfices ou les revenus imputables à un établissement stable ou à des biens immobiliers dans un État contractant et les gains qui sont imposables dans cet État conformément aux dispositions de l'article 13, après déduction de tous les impôts, autres que l'impôt additionnel visé au présent paragraphe, prélevés par cet État sur lesdits bénéfices, revenus ou gains.



## Article 11

Interest

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. However, such interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises, and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the interest the tax so charged shall not exceed 15 per cent of the gross amount of the interest.
3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2,
  - a) interest arising in a Contracting State may be taxed only in the other Contracting State where the beneficial owner is a resident of that other State and the person paying the interest or the recipient thereof is the Government of a Contracting State or a political subdivision or local authority thereof;
  - b) interest arising in Mexico and paid to a resident of Canada who is the beneficial owner thereof shall be taxable only in Canada if it is paid in respect of a loan for a period of not less than three years made, guaranteed or insured, or a credit for such period extended, guaranteed or insured by the Export Development Corporation;
  - c) interest arising in Canada and paid to a resident of Mexico who is the beneficial owner thereof shall be taxable only in Mexico if it is paid in respect of a loan for a period of not less than three years made, guaranteed or insured, or a credit for such period extended, guaranteed or insured by Banco Nacional de Comercio Exterior, S.N.C..
4. The term "interest" as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures, as well as income which is subjected to the same taxation treatment as income from money lent by the laws of the State in which the income arises. However, the term "interest" does not include income dealt with in Article 8 or Article 10.
5. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.



## Article 11

Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'État contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet État, mais si la personne qui reçoit les intérêts en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2,

- a) les intérêts provenant d'un État contractant ne sont imposables que dans l'autre État contractant lorsque le bénéficiaire effectif est un résident de cet autre État et la personne qui paie les intérêts ou le récipiendaire de ces intérêts est le gouvernement d'un État contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales;
- b) les intérêts provenant du Mexique et payés à un résident du Canada qui en est le bénéficiaire effectif ne sont imposables qu'au Canada s'ils sont payés en raison d'un prêt d'une durée minimum de trois ans fait, garanti ou assuré, ou d'un crédit d'une telle durée consenti, garanti ou assuré par la Société pour l'expansion des exportations; et
- c) les intérêts provenant du Canada et payés à un résident du Mexique qui en est le bénéficiaire effectif ne sont imposables qu'au Mexique s'ils sont payés en raison d'un prêt d'une durée minimum de trois ans fait, garanti ou assuré, ou d'un crédit d'une telle durée consenti, garanti ou assuré par la Banque nationale du Commerce extérieur (Banco Nacional de Comercio Exterior, S.N.C.).

4. Le terme «intérêts» employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunt, y compris les primes et lots attachés à ces titres, ainsi que tous autres revenus soumis au même régime fiscal que les revenus de sommes prêtées par la législation de l'État d'où proviennent les revenus. Toutefois, le terme «intérêts» ne comprend pas les revenus visés à l'article 8 ou à l'article 10.

5. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.



6. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether that person is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person;

- a) the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention;
- b) the conditions (including amount) of the debt-claim differ from those that would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the interest thereon may be taxable according to paragraph 2 of Article 10.

## Article 12

### Royalties

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may also be taxed in the Contracting State in which they arise, and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the royalties the tax so charged shall not exceed 15 per cent of the gross amount of the royalties.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, copyright royalties and other like payments in respect of the production or reproduction of any cultural, dramatic, musical or other artistic work (but not including royalties in respect of motion picture films and works on film or videotape or other means of reproduction for use in connection with television) arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State who is subject to tax thereon shall be taxable only in that other State.

4. The term "royalties" as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright, patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process or other intangible property, or for the use of, or the right to use, industrial, commercial or scientific equipment, or for information concerning, industrial, commercial or scientific experience, and



6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'État où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes,

- a) le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention;
- b) les conditions (y compris le montant) de la créance sont différentes de celles dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les intérêts sur cette créance peuvent être imposés conformément au paragraphe 2 de l'article 10.

## Article 12

### Redevances

1. Les redevances provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'État contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet État, mais si la personne qui reçoit les redevances en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du montant brut des redevances.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les redevances à titre de droits d'auteur et autres rémunérations similaires concernant la production ou la reproduction d'une oeuvre culturelle, dramatique, musicale ou autre oeuvre artistique (à l'exclusion des redevances concernant les films cinématographiques et les oeuvres enregistrées sur films ou bandes magnétoscopiques ou autres moyens de reproduction destinés à la télévision) provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant qui est assujéti à l'impôt à l'égard de ces redevances, ne sont imposables que dans cet autre État.

4. Le terme «redevances» employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets ou de tout autre bien incorporel, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique; ce terme



includes payments of any kind in respect of motion picture films and works on film, videotape or other means of reproduction for use in connection with television. The term "royalties" also includes gains derived from the alienation of any such right or property which are contingent on the productivity or use thereof.

5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

6. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether that person is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the obligation to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

#### Article 13

##### Capital Gains

1. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which a resident of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise carried on by such resident) or of such a fixed base may be taxed in that other State.



comprend aussi les rémunérations de toute nature concernant les films cinématographiques et les oeuvres enregistrées sur films, bandes magnétoscopiques ou autres moyens de reproduction destinés à la télévision. Le terme «redevances» comprend également les gains provenant de l'aliénation des droits ou des biens qui dépendent de la productivité ou de l'utilisation de tels droits ou biens.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

6. Les redevances sont considérées comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel l'obligation donnant lieu au paiement des redevances a été conclue et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'État où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

### Article 13

#### Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un État contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers situés dans l'autre État contractant, sont imposables dans cet autre État.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'un résident d'un État contractant a dans l'autre État contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un État contractant dispose dans l'autre État contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation globale de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise exploitée par un tel résident) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre État.



3. Gains from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic by a resident of a Contracting State or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft, shall be taxable only in that State.

4. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of

a) shares (other than shares quoted on an approved stock exchange in the other State) forming part of a substantial interest in the capital stock of a company which is a resident of that other Contracting State the value of which shares is derived principally from immovable property situated in that other State; or

b) a substantial interest in a partnership, trust or estate the value of which is derived principally from immovable property situated in that other State,

may be taxed in that other State. For the purposes of this paragraph, the term "immovable property" includes the shares of a company referred to in subparagraph a) or an interest in a partnership, trust or estate referred to in subparagraph b) but does not include any property, other than rental property, in which the business of the company, partnership, trust or estate is carried on.

5. Where a resident of one of the Contracting States alienates property in the course of a corporate amalgamation or division or of a corporate reorganization involving an exchange of shares and profit, gain or income with respect to such alienation is not recognized for the purpose of taxation in that State, if requested to do so by the person acquiring the property, the competent authority of the other Contracting State may agree, subject to terms and conditions satisfactory to such competent authority, to defer the recognition of the profit, gain or income with respect to such property for the purpose of income taxation in that other State until such time and in such manner as may be stipulated in the agreement.

6. Except as provided in Article 12, gains from the alienation of any property, other than that referred to in paragraphs 1, 2, 3 and 4 shall be taxable only in the contracting State of which the alienator is a resident.

7. The provisions of paragraph 6 shall not affect the right of a Contracting State to levy, according to its law, a tax on gains from the alienation of any property derived by an individual who is a resident of the other Contracting State and has been a resident of the first-mentioned State at any time during the six years immediately preceding the alienation of the property.

#### Article 14

##### Independent Personal Services

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that State unless the resident has regularly available a fixed base in the other Contracting State



3. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international par un résident d'un État contractant ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs ne sont imposables que dans cet État.

4. Les gains qu'un résident d'un État contractant tire de l'aliénation

- a) d'actions (autres que des actions cotées à une bourse de valeurs approuvée dans l'autre État) faisant partie d'une participation substantielle dans le capital d'une société qui est un résident de cet autre État contractant et dont la valeur des actions est principalement tirée de biens immobiliers situés dans cet autre État, ou
- b) d'une participation substantielle dans une société de personnes, une fiducie ou une succession dont la valeur est principalement tirée de biens immobiliers situés dans cet autre État,

sont imposables dans cet autre État. Au sens du présent paragraphe, l'expression «biens immobiliers» comprend des actions d'une société visée à l'alinéa a) ou une participation dans une société de personnes, une fiducie ou une succession visée à l'alinéa b) mais ne comprend pas les biens, autres que les biens locatifs, dans lesquels la société, la société de personnes, la fiducie ou la succession exerce son activité.

5. Lorsqu'un résident d'un État contractant aliène un bien lors d'une fusion ou d'une scission ou d'une réorganisation de sociétés impliquant un échange d'actions, et que les bénéfices, gains ou revenus relatifs à cette aliénation ne sont pas reconnus aux fins d'imposition dans cet État, si la personne qui acquiert les biens le demande, l'autorité compétente de l'autre État contractant peut, sous réserve des modalités qui lui sont satisfaisantes, accepter de différer la reconnaissance des bénéfices, gains ou revenus relatifs audit bien aux fins de l'impôt sur le revenu dans cet autre État jusqu'au moment et de la façon qui sont précisés dans l'entente.

6. Sauf dans les cas prévus à l'article 12, les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 ne sont imposables que dans l'État contractant dont le cédant est un résident.

7. Les dispositions du paragraphe 6 ne portent pas atteinte au droit de chacun des États contractants de percevoir, conformément à sa législation, un impôt sur les gains provenant de l'aliénation d'un bien et réalisés par une personne physique qui est un résident de l'autre État contractant et qui a été un résident du premier État à un moment quelconque au cours des six années précédant immédiatement l'aliénation du bien.

#### Article 14

##### Professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un État contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet État, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre État contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. Si le résident dispose, ou a disposé, d'une



for the purpose of performing such activities. If the resident has or had such a fixed base, the income may be taxed in the other State but only so much of it as is attributable to the fixed base. For the purposes of this Convention a resident of a Contracting State shall be considered to have a fixed base in the other Contracting State throughout any twelve month period if the resident is present in that other State for more than 183 days in aggregate in that period.

2. The term "professional services" includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants. \*

## Article 15

### Dependent Personal Services

1. Subject to the provisions of Article 16, 18 and 19, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the calendar year concerned, and either

- a) the remuneration earned in the other Contracting State in the calendar year concerned does not exceed one thousand five hundred Canadian dollars (\$1,500) or its equivalent in Mexican pesos or such amount as may be specified and agreed in letters exchanged between the competent authorities of the Contracting States; or
- b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and such remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic by a resident of a Contracting State, shall be taxable only in that State unless the remuneration is derived by a resident of the other Contracting State.

## Article 16

### Directors' Fees

1. Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in that resident's capacity as a member of the board of directors or a



telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre État mais uniquement dans la mesure où ils sont imposables à cette base fixe. Au sens de la présente Convention, un résident d'un État contractant est considéré comme ayant une base fixe dans l'autre État contractant au cours de toute période de douze mois si ce résident séjourne dans cet autre État pour plus de 183 jours au total pendant cette période.

2. L'expression «profession libérale» comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

## Article 15

### Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18 et 19, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre État contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre État contractant ne sont imposables que dans le premier État si le bénéficiaire séjourne dans l'autre État pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de toute période de douze mois commençant ou se terminant dans une année civile donnée, et

- a) si les rémunérations gagnées dans l'autre État contractant au cours de l'année civile considérée n'excèdent pas mille cinq cent dollars canadiens (\$1500) ou l'équivalent en pesos mexicains; ou tout autre montant désigné et accepté par échange de lettres entre les autorités compétentes des États contractants; ou
- b) si les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre État et si la charge de ces rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre État.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international par un résident d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État sauf si ces rémunérations sont reçues par un résident de l'autre État contractant.

## Article 16

### Tantièmes

1. Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration



similar organ of a company which is a resident of the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in that resident's capacity as an official in a top-level managerial position of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

#### Article 17

##### Artists and Athletes

1. Notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as an athlete, from that resident's personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State. Income derived by an entertainer or an athlete who is a resident of a Contracting State from that resident's personal activities relating to that resident's reputation as an entertainer or athlete exercised in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or an athlete in that individual's capacity as such accrues not to the entertainer or athlete personally but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or athlete are exercised.

3. The provisions of paragraph 2 shall not apply if it is established that neither the entertainer or the athlete nor persons related thereto, participate directly or indirectly in the profits of the person referred to in that paragraph.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply to income derived from activities performed in a Contracting State by a resident of the other Contracting State in the context of a visit in the first-mentioned State of a non-profit organization of the other State, provided the visit is substantially supported by public funds.

#### Article 18

##### Pensions and Annuities

1. Pensions and annuities arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. Pensions arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may also be taxed in the State in which they arise, and according to the law of that State. However, in the case of periodic pension payments, the tax so charged shall not exceed the lesser of

- a) 15 per cent of the gross amount of the payment, and



ou de surveillance ou d'un organe analogue d'une société qui est un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit en sa qualité de dirigeant occupant un poste de direction de haut niveau dans une société qui est un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

#### Article 17

##### Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre État contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre État. Les revenus qu'un artiste du spectacle ou un sportif qui est un résident d'un État contractant tire de ses activités personnelles reliées à sa réputation d'artiste du spectacle ou de sportif exercées dans l'autre État contractant, sont imposables dans cet autre État.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif personnellement mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'État contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas s'il est établi que ni l'artiste du spectacle ou le sportif, ni des personnes qui lui sont associées, ne participent directement ou indirectement aux bénéfices de la personne visée audit paragraphe.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas aux revenus tirés des activités exercées dans un État contractant par un résident de l'autre État contractant dans le cadre d'une visite, dans le premier État, d'une organisation sans but lucratif de l'autre État pourvu que la visite soit substantiellement supportée par des fonds publics.

#### Article 18

##### Pensions et rentes

1. Les pensions et les rentes provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Les pensions provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont aussi imposables dans l'État d'où elles proviennent et selon la législation de cet État. Toutefois, dans le cas de paiements périodiques d'une pension, l'impôt ainsi établi ne peut excéder le moins élevé des deux taux suivants:

- a) 15 pour cent du montant brut du paiement, et



- b) the rate determined by reference to the amount of tax that the recipient of the payment would otherwise be required to pay for the year on the total amount of the periodic pension payments received by that individual in the year, if that individual were a resident of the Contracting State in which the payment arises.

3. Annuities, other than pensions, arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may also be taxed in the State in which they arise, and according to the law of the State; but the tax so charged shall not exceed 15<sup>4</sup> per cent of the portion thereof that is subject to tax in that State. For the purposes of this Convention, the term "annuities" means a stated sum paid periodically at stated times during life or during a specified number of years, under an obligation to make the payments in return for adequate and full consideration (other than services rendered), but does not include a payment that is not a periodic payment or any annuity the cost of which was deductible for the purposes of taxation in the Contracting State in which it was acquired.

4. Notwithstanding anything in the Convention:

- a) war pensions and allowances (including pensions and allowances paid to war veterans or paid as a consequence of damages or injuries suffered as a consequence of a war) arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State shall be exempt from tax in that other State to the extent that they would be exempt from tax if received by a resident of the first-mentioned State; and
- b) alimony and other similar payments arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State who is subject to tax therein in respect thereof, shall be taxable only in that other State. However, where a deduction or a credit for alimony or a similar payment is not allowed for the purposes of taxation in the Contracting State in which such payment arises, such payment shall not be taxable in the other Contracting State.

Article 19

Government Service

- 1. a) Salaries, wages and similar remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to the State or subdivision or authority in any other State shall be taxable only in the first-mentioned State.
- b) However, such salaries, wages or similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of that State who:



- b) le taux calculé en fonction du montant d'impôt que le bénéficiaire du paiement devrait autrement verser pour l'année à l'égard du montant total des paiements périodiques de pensions qu'il a reçus au cours de l'année s'il était un résident de l'État contractant d'où provient le paiement.

3. Les rentes, autres que les pensions, provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont aussi imposables dans l'État d'où elles proviennent et selon la législation de cet État, mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent de la fraction du paiement qui est assujettie à l'impôt dans cet État. Au sens de la présente Convention, le terme «rentes» désigne une somme déterminée payable périodiquement à échéances fixes, à titre viager ou pendant un nombre d'années déterminé, en vertu d'un engagement d'effectuer les paiements en échange d'une contrepartie pleine et suffisante (autre que des services rendus), mais ne comprend pas un paiement qui n'est pas un paiement périodique ni une rente dont le coût était déductible aux fins d'imposition dans l'État contractant dans lequel elle a été acquise.

4. Nonobstant toute disposition de la Convention,

- a) les pensions et allocations de guerre (incluant les pensions et allocations payées aux anciens combattants ou payées en conséquence des dommages ou blessures subis à l'occasion d'une guerre) provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant seront exonérées d'impôt dans cet autre État dans la mesure où elles seraient exonérées d'impôt si elles étaient reçues par un résident du premier État; et
- b) les pensions alimentaires et autres paiements semblables provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant qui y est assujetti à l'impôt à l'égard de ceux-ci, ne sont imposables que dans cet autre État. Toutefois, si aucune déduction ni crédit n'est accordé pour les pensions alimentaires et autres paiements semblables aux fins d'imposition dans l'État contractant d'où proviennent ces paiements, ces paiements sont exonérés d'impôt dans l'autre État contractant.

## Article 19

### Fonctions publiques

- 1. a) Les traitements, salaires et rémunérations semblables, autres que les pensions, payées par un État contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique au titre de services rendus, dans tout autre État, à ce premier État, subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans ce premier État.
- b) Toutefois, ces traitements, salaires et rémunérations semblables ne sont imposables que dans l'autre État contractant si les services sont rendus dans cet État et si la personne physique est un résident de cet État qui:



- (i) is a national of that State; or
- (ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof.

## Article 20

### Students

Payments which a student, apprentice or business trainee who is, or was immediately before visiting a Contracting State, a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of that individual's education or training receives for the purposes of that individual's maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

## Article 21

### Other Income

1. Subject to the provisions of paragraph 2, items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Convention shall be taxable only in that State.

2. However, if such income is derived by a resident of a Contracting State from sources in the other Contracting State, such income may also be taxed in the State in which it arises, and according to the law of that State. However, in the case of income from an estate or trust, the tax so charged shall, provided that the income is taxable in the Contracting State of which the beneficial owner is a resident, not exceed 15 per cent of the gross amount of the income.

## IV. METHODS FOR PREVENTION OF DOUBLE TAXATION

## Article 22

### Elimination of Double Taxation

1. In the case of Canada, double taxation shall be avoided as follows:

- a) Subject to the existing provisions of the law of Canada regarding the deduction from tax payable in Canada of tax paid in the territory outside Canada and to any subsequent modification of those provisions -
  - which shall not affect the general principle hereof -- and unless a greater deduction or relief is provided under the laws of Canada, tax payable in Mexico on profits, income or gains arising in Mexico shall be deducted from any Canadian tax payable in respect of such profits, income or gains.



- (i) possède la nationalité de cet État, ou
- (ii) n'est pas devenu un résident de cet État à seule fin de rendre les services.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux rémunérations payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un État contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

#### Article 20

##### Étudiants

Les sommes qu'un étudiant, un stagiaire ou un apprenti qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un État contractant, un résident de l'autre État contractant et qui séjourne dans le premier État à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet État, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet État.

#### Article 21

##### Autres revenus

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, les éléments du revenu d'un résident d'un État contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet État.

2. Toutefois, si ces revenus perçus par un résident d'un État contractant proviennent de sources situées dans l'autre État contractant, ils sont aussi imposables dans l'État d'où ils proviennent et selon la législation de cet État. Mais, dans le cas d'un revenu provenant d'une succession ou d'une fiducie, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du montant brut du revenu pourvu que celui-ci soit imposable dans l'État contractant dont le bénéficiaire effectif est un résident.

#### IV. DISPOSITIONS PRÉVENTIVES DE LA DOUBLE IMPOSITION

#### Article 22

##### Élimination de la double imposition

1. En ce qui concerne le Canada, la double imposition est évitée de la façon suivante:

- a) Sous réserve des dispositions existantes de la législation canadienne concernant l'imputation de l'impôt payé dans un territoire en dehors du Canada sur l'impôt canadien payable et de toute modification ultérieure de ces dispositions qui n'en affecterait pas le principe général, et sans préjudice d'une déduction ou d'un dégrèvement plus important prévu par la législation canadienne, l'impôt dû au Mexique à raison de bénéfices, revenus ou gains provenant du Mexique est porté en déduction de tout impôt canadien dû à raison des mêmes bénéfices, revenus ou gains.



- b) Subject to the existing provisions of the law of Canada regarding the determination of the exempt surplus of a foreign affiliate and to any subsequent modification of those provisions -- which shall not affect the general principle hereof -- for the purpose of computing Canadian tax, a company which is a resident of Canada shall be allowed to deduct in computing its taxable income any dividend received by it out of the exempt surplus of a foreign affiliate resident in Mexico.

2. In the case of Mexico, double taxation shall be avoided as follows:

- a) residents of Mexico may credit against the Mexican tax on income arising in Canada the income tax paid in Canada in any amount not exceeding the tax payable in Mexico on such income; and
- b) subject to the provision of Mexican law, companies which are residents of Mexico may also credit against Mexican tax on dividends paid by companies that are residents of Canada the income tax paid in Canada on the profits out of which the dividends are paid.

3. For the purpose of subparagraph a) of paragraph 1, tax of 15 per cent shall be deemed to have been paid on a dividend paid by a company which is a resident of Mexico, the earnings of which are primarily from businesses carried on in Mexico.

4. For the purposes of this Article, profits, income or gains of a resident of a Contracting State which are taxed in the other Contracting State in accordance with this Convention shall be deemed to arise from sources in that other State.

## V. SPECIAL PROVISIONS

### Article 23

#### Non-Discrimination

1. The nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances are or may be subjected.

2. The taxation on a permanent establishment which a resident of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on residents of that other State carrying on the same activities.

3. Nothing in this Article shall be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.



- b) Sous réserve des dispositions existantes de la législation canadienne concernant la détermination du surplus exonéré d'une corporation étrangère affiliée et de toute modification ultérieure de ces dispositions qui n'en affecterait pas le principe général, une société qui est un résident du Canada peut, aux fins de l'impôt canadien, déduire lors du calcul de son revenu imposable tout dividende reçu qui provient du surplus exonéré d'une corporation étrangère affiliée résidente au Mexique.

2. En ce qui concerne le Mexique, la double imposition est évitée de la façon suivante:

- a) les résidents du Mexique imputent, sur l'impôt mexicain applicable aux revenus provenant du Canada, l'impôt sur le revenu payé au Canada jusqu'à concurrence de l'impôt dû au Mexique sur ces revenus; et
- b) sous réserve des dispositions de la législation mexicaine, les sociétés qui sont des résidents du Mexique imputent également sur l'impôt mexicain sur les dividendes payés par des sociétés qui sont des résidents du Canada l'impôt sur le revenu payé au Canada sur les bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Aux fins de l'alinéa a) du paragraphe 1, un impôt de 15 pour cent est considéré comme ayant été payé sur les dividendes distribués par une société qui est un résident du Mexique et dont les revenus sont principalement tirés d'une activité industrielle ou commerciale au Mexique.

4. Pour l'application du présent article, les bénéfices, revenus ou gains d'un résident d'un État contractant ayant supporté l'impôt de l'autre État contractant conformément à la présente Convention, sont considérés comme provenant de sources situées dans cet autre État.

## V. DISPOSITIONS SPÉCIALES

### Article 23

#### Non-discrimination

1. Les nationaux d'un État contractant ne sont soumis dans l'autre État contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre État qui se trouvent dans la même situation.

2. L'imposition d'un établissement stable qu'un résident d'un État contractant a dans l'autre État contractant n'est pas établie dans cet autre État d'une façon moins favorable que l'imposition des résidents de cet autre État qui exercent la même activité.

3. Aucune disposition du présent article ne peut être interprétée comme obligeant un État contractant à accorder aux résidents de l'autre État contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.



4. Companies which are residents of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar companies which are resident of the first-mentioned State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of a third State, are or may be subjected.

5. In this Article, the term "taxation" means taxes which are the subject of this Convention.

#### Article 24

##### Mutual Agreement procedure

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for that person in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, that person may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, address to the competent authority of the Contracting State of which that person is a resident an application in writing stating the grounds for claiming the revision of such taxation. To be admissible, the said application must be submitted within two years from the first notification of the action which gives rise to taxation not in accordance with the Convention.

2. The competent authority referred to in paragraph 1 shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation not in accordance with the Convention.

3. A Contracting State shall not, after the expiry of the time limits provided in its national laws and, in any case, after five years from the end of the taxable period in which the income concerning has accrued, increase the tax base of a resident of either of the Contracting States by including therein items of income which have also been charged to tax in the other Contracting State. This paragraph shall not apply in the case of fraud, wilful default or neglect.

4. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention and may communicate with each other directly for the purpose of applying the Convention.

#### Article 25

##### Exchange of Information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Convention or of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by the Convention insofar as the taxation thereunder is not contrary to the



4. Les sociétés qui sont des résidents d'un État contractant et dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre État contractant, ne sont soumises dans le premier État à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres sociétés similaires qui sont des résidents du premier État et dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents d'un État tiers.

5. Le terme «imposition» désigne, dans le présent article, les impôts visés par la présente Convention.

#### Article 24

##### Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un État contractant ou par les deux États contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces États, adresser à l'autorité compétente de l'État contractant dont elle est un résident, une demande écrite et motivée de révision de cette imposition. Pour être recevable, ladite demande doit être présentée dans un délai de deux ans à compter de la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme à la Convention.

2. L'autorité compétente visée au paragraphe 1 s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre État contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention.

3. Un État contractant n'augmente pas la base imposable d'un résident de l'un ou l'autre État contractant en y incluant des éléments de revenu qui ont déjà été imposés dans l'autre État contractant, après l'expiration des délais prévus par sa législation nationale et, en tout cas, après l'expiration de cinq ans à dater de la fin de la période imposable au cours de laquelle les revenus en cause ont été réalisés. Le présent paragraphe ne s'applique pas en cas de fraude, d'omission volontaire ou de négligence.

4. Les autorités compétentes des États contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention et elles peuvent communiquer directement entre elles aux fins de l'application de la Convention.

#### Article 25

##### Échange de renseignements

1. Les autorités compétentes des États contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou celles de la législation interne des États contractants relative aux impôts visés par la Convention dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la



Convention. The exchange of information is not restricted by Article 1. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the enforcement in respect of, or the determination of appeals in relation to, the taxes imposed by that State. Such persons or authorities shall use the information only for tax purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

2. Nothing in paragraph 1 shall be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

- a) to carry out administrative measures at variance with the laws or the administrative practice of that or of the other Contracting State;
- b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
- c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (ordre public).

3. If information is requested by a Contracting State in accordance with this Article, the other Contracting State shall endeavour to obtain the information to which the request relates in the same way as if its own taxation was involved notwithstanding the fact that that other State does not, at that time, need such information. If specifically requested by the competent authority of a Contracting State, the competent authority of the other Contracting State shall endeavour to provide information under this Article in the form requested, such as depositions of witnesses and copies of unedited original documents (including books, papers, statements, records, accounts or writings), to the same extent such depositions and document can be obtained under the laws and administrative practices of that other State with respect to its own taxes.

## Article 26

### Diplomatic Agents and Consular Officers

Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of diplomatic agents or consular officers under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

## Article 27

### Miscellaneous Rules

1. The provisions of this Convention shall not be construed to restrict in any manner any exemption, allowance, credit or other deduction accorded



Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1. Les renseignements reçus par un État contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet État et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts perçus par cet État, par la mise à exécution de ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à des fins d'imposition. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un État contractant l'obligation:

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre État contractant;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre État contractant;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

3. Lorsqu'un État contractant demande des renseignements en conformité avec le présent article, l'autre État contractant s'efforce d'obtenir les renseignements relatifs à cette demande de la même façon que si ses propres impôts étaient en jeu même si cet autre État n'a pas besoin, au même moment, de ces renseignements. Si la demande le requiert expressément, les autorités compétentes de cet autre État s'efforcent de fournir les renseignements demandés en vertu du présent article sous la forme requise, tel les dépositions de témoins ou les copies de documents originaux non altérés (incluant livres, états, registres, comptes ou écrits), dans la mesure où ces dépositions ou documents peuvent être obtenus sur la base de la législation ou dans le cadre de la pratique administrative relative aux propres impôts de cet autre État.

#### Article 26

##### Agents diplomatiques et fonctionnaires consulaires

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les agents diplomatiques ou les fonctionnaires consulaires en vertu soit des règles générales du droit des gens, soit des dispositions d'accords particuliers.

#### Article 27

##### Dispositions diverses

1. Les dispositions de la présente Convention ne peuvent être interprétées comme limitant d'une manière quelconque les exonérations, abattements, déductions, crédits ou autres allègements qui sont ou seront accordés



- a) by the laws of a Contracting State in the determination of the tax imposed by that State; or
- b) by any other agreement entered into by a Contracting State.

2. Nothing in the Convention shall be construed as preventing a Contracting State from imposing a tax on amounts included in the income of a resident of that State with respect to a partnership, trust, or controlled foreign affiliate, in which the resident has an interest.

3. The Convention shall not apply to any company, trust or partnership that is a resident of a Contracting State and is beneficially owned or controlled directly or indirectly by one or more persons who are not residents of that State, if the amount of the tax imposed on the income or capital of the company, trust or partnership by that State is substantially lower than the amount that would be imposed by the State if all of the shares of the capital stock of the company or all of the interests in the trust or partnership, as the case may be, were beneficially owned by one or more individuals who were residents of that State.

## VI. FINAL PROVISIONS

### Article 28

#### Entry Into Force

1. This Convention shall enter into force on the date on which the Contracting States exchange notes through diplomatic channels notifying each other that the last of such things has been done as is necessary to make the Convention applicable in Canada and in Mexico, as the case may be, and thereupon the Convention shall have effect:

- a) in respect of tax withheld at the source on amounts paid or credited to non-residents on or after the first day of January in the calendar year in which the Convention enters into force; and
- b) in respect of other tax for taxation years beginning on or after the first day of January in the calendar year in which the Convention enters into force.

2. The existing agreement between Canada and the United Mexican States for the avoidance of double taxation of income derived from the operation of ships or aircraft in international traffic concluded by exchange of notes at Mexico City on January 29, 1974, shall terminate upon the entry into force of the Convention. However, the provisions of the said agreement shall continue in effect until the provisions of the Convention, in accordance with the provisions of paragraph 1, shall have effect.



- a) par la législation d'un État contractant pour la détermination de l'impôt prélevé par cet État, ou
- b) par tout autre accord conclu par un État contractant.

2. Aucune disposition de la Convention ne peut être interprétée comme empêchant un État contractant de prélever un impôt sur les montants inclus dans le revenu d'un résident de cet État à l'égard d'une société de personnes, une fiducie ou une corporation étrangère affiliée contrôlée dans laquelle ledit résident possède une participation.

3. La Convention ne s'applique pas à une société, une fiducie ou une société de personnes qui est un résident d'un État contractant et dont une ou plusieurs personnes qui ne sont pas des résidents de cet État en sont les bénéficiaires effectifs ou qui est contrôlée, directement ou indirectement, par de telles personnes, si le montant de l'impôt exigé par cet État sur le revenu ou la fortune de la société, fiducie ou société de personnes est largement inférieur au montant qui serait exigé par cet État si une ou plusieurs personnes physiques qui sont des résidents de cet État étaient le bénéficiaire effectif de toutes les actions de capital de la société ou de toutes les participations dans la fiducie ou la société de personnes, suivant les cas.

## VI. DISPOSITIONS FINALES

### Article 28

#### Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur à la date à laquelle les États contractants se seront notifiés, au moyen de notes échangées par la voie diplomatique, que la dernière des mesures nécessaires a été prise pour rendre la Convention applicable au Canada et au Mexique, suivant les cas, et que dès lors la Convention prendra effet:

- a) à l'égard de l'impôt retenu à la source sur les montants payés à des non-résidents ou portés à leur crédit à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile de l'entrée en vigueur de la Convention; et
- b) à l'égard des autres impôts, pour toute année d'imposition commençant à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile de l'entrée en vigueur de la Convention.

2. L'accord actuel entre le Canada et les États-Unis Mexicains en vue d'éviter les doubles impositions des revenus provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs conclu par un échange de notes à Mexico le 29 janvier 1974 prend fin au moment de l'entrée en vigueur de la Convention. Toutefois, les dispositions de cet accord continueront d'être applicables jusqu'au moment où les dispositions de la Convention deviendront applicables conformément aux dispositions du paragraphe 1.



## Article 29

Termination

This Convention shall continue in effect indefinitely but either Contracting State may, on or before June 30 of any calendar year after the year in which it entered into force, give to the other Contracting State a notice of termination in writing through diplomatic channels; in such event, the Convention shall cease to have effect:

- a) in respect of tax withheld at the source on amounts paid or credited to non-residents on or after the first day of January of the next following calendar year; and
- b) in respect of other tax for taxation years beginning on or after the first day of January of the next following calendar year.



## Article 29

Dénonciation

La présente Convention restera indéfiniment en vigueur, mais chacun des États contractants pourra, jusqu'au 30 juin inclus de toute année civile postérieure à l'année de son entrée en vigueur, donner par la voie diplomatique un avis de dénonciation écrit à l'autre État contractant; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable:

- a) à l'égard de l'impôt retenu à la source sur les montants payés à des non-résidents ou portés à leur crédit à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile subséquente; et
- b) à l'égard des autres impôts, pour toute année d'imposition commençant à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile subséquente.



DONE at Ottawa this <sup>8<sup>th</sup></sup> day of April, 1991, in two originals, each in the English, French and Spanish languages, the texts in each of the three languages being equally authentic.

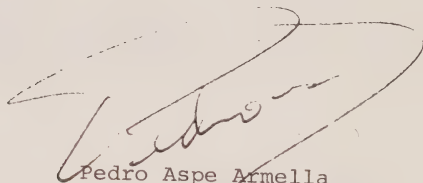
FAIT à Ottawa ce <sup>8<sup>ème</sup></sup> jour d'avril 1991, en deux exemplaires, chacun en langues anglaise, française et espagnole, le texte dans chacune des trois langues faisant également foi.



Michael Wilson

FOR THE GOVERNMENT  
OF CANADA

POUR LE GOUVERNEMENT  
DU CANADA



Pedro Aspe Armella  
FOR THE GOVERNMENT OF THE  
UNITED MEXICAN STATES

POUR LE GOUVERNEMENT DES  
ÉTATS-UNIS MEXICAINS







## PROTOCOL

At the moment of signing the Convention this day concluded between the Government of Canada and the Government of the United Mexican States for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income, the undersigned have agreed upon the following provision which shall be an integral part of the Convention.

In the event that pursuant to an Agreement or Convention concluded with a country that is a member of the Organisation for Economic Co-operation and Development after the date of signature of this Convention, Mexico agrees to a rate of tax on interest or royalties that is lower than 15 per cent, then such lower rate (but not in any event a rate below 10 per cent) shall apply for the purpose of paragraph 2 of Article 11 with respect to interest or paragraph 2 of Article 12 with respect to royalties, as the case may be.



## PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention conclue ce jour entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis Mexicains en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, les soussignés plénipotentiaires sont convenus de la disposition supplémentaire suivante qui fait partie intégrante de la Convention.

Dans l'éventualité où le Mexique, dans le cadre d'un Accord ou d'une Convention avec un pays qui est membre de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques conclu après la date de signature de la présente Convention, accepterait un taux inférieur à 15 pour cent pour l'imposition des intérêts ou des redevances, ce taux inférieur (mais en aucun cas un taux inférieur à 10 pour cent) s'appliquera aux fins du paragraphe 2 de l'article 11 à l'égard des intérêts ou aux fins du paragraphe 2 de l'article 12 à l'égard des redevances, suivant les cas.



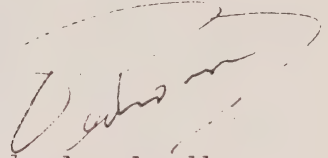
DONE at Ottawa this 8<sup>th</sup> day of April, 1991, in two originals, each in the English, French and Spanish languages, the texts in each of the three languages being equally authentic.

FAIT à Ottawa ce 8<sup>ème</sup> jour d'avril 1991, en deux exemplaires, chacun en langues anglaise, française et espagnole, le texte dans chacune des trois langues faisant également foi.



Michael Wilson  
FOR THE GOVERNMENT  
OF CANADA

POUR LE GOUVERNEMENT  
DU CANADA



Pedro Aspe Armella  
FOR THE GOVERNMENT OF THE  
UNITED MEXICAN STATES

POUR LE GOUVERNEMENT DES  
ÉTATS-UNIS MEXICAINS







© Minister of Supply and Services Canada 1992

Available in Canada through

your local bookseller

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing  
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1992/15  
ISBN 0-660-57940-5

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1992

En vente au Canada chez

votre libraire local

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition  
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1992/15  
ISBN 0-660-57940-5













CANADA

TREATY SERIES 1992/16 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## TAXATION

Convention between the Government of CANADA and the Government of the CZECH AND SLOVAK FEDERAL REPUBLIC for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income and on Capital

Prague, August 30, 1990

In force July 22, 1992



---

## IMPÔTS

Convention entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement de la RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE TCHÈQUE ET SLOVAQUE en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune

Prague, le 30 août 1990

En vigueur le 22 juillet 1992

---









CANADA

TREATY SERIES 1992/16 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## TAXATION

Convention between the Government of CANADA and the Government of the CZECH AND SLOVAK FEDERAL REPUBLIC for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income and on Capital

Prague, August 30, 1990

In force July 22, 1992

---

## IMPÔTS

Convention entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement de la RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE TCHÈQUE ET SLOVAQUE en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune

Prague, le 30 août 1990

En vigueur le 22 juillet 1992

---



CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF  
THE CZECH AND SLOVAK FEDERAL REPUBLIC FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE  
TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION WITH RESPECT TO  
TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL

The Government of Canada and the Government of the  
Czech and Slovak Federal Republic desiring to conclude a  
Convention for the avoidance of double taxation and the  
prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and  
on capital, have agreed as follows:

ARTICLE 1

Personal Scope

This Convention shall apply to persons who are  
residents of one or both of the Contracting States.

ARTICLE 2

Taxes Covered

1. This Convention shall apply to taxes on income and on  
capital imposed on behalf of Canada and on behalf of  
Czechoslovakia or of its political subdivisions or local  
authorities, irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income and on  
capital all taxes imposed on total income, on total capital, or  
on elements of income or of capital, including taxes on gains  
from the alienation of movable or immovable property, taxes on  
the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as  
well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Convention shall apply  
are:

(a) in the case of Canada:



CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE  
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE TCHÈQUE ET SLOVAQUE EN VUE D'ÉVITER LES  
DOUBLES IMPOSITIONS ET DE PRÉVENIR L'ÉVASION FISCALE EN MATIÈRE  
D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE

Le Gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque et le Gouvernement du Canada, désireux de conclure une convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE 1

Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un État contractant ou des deux États contractants.

ARTICLE 2

Impôts visés

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte du Canada et pour le compte de la Tchécoslovaquie ou de l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment:



the income and capital taxes imposed by the Government of Canada under the Income Tax Act, (hereinafter referred to as "Canadian tax");

- (b) in the case of Czechoslovakia:
  - the taxes on profits;
  - the wages tax;
  - the tax on income from literary and artistic activities;
  - the agricultural tax;
  - the tax on population income; and,
  - the house tax,

(hereinafter referred to as "Czechoslovak tax").

4. The Convention shall also apply to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any significant changes which have been made in their respective taxation laws.

### ARTICLE 3

#### General Definitions

1. In this Convention, unless the context otherwise requires:

(a) the term "Canada" used in a geographical sense, means the territory of Canada, including

(i) any area beyond the territorial seas of Canada which, in accordance with international law and the laws of Canada, is an area within which Canada may exercise rights with respect to the seabed and subsoil and their natural resources;

(ii) the seas and airspace above every area referred to in subparagraph (i) in respect of any activity carried on in connection with the exploration for or the exploitation of the natural resources referred to therein;



a) en ce qui concerne le Canada:

les impôts sur le revenu et la fortune qui sont perçus par le Gouvernement du Canada en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (ci-après dénommés "impôt canadien");

b) en ce qui concerne la Tchécoslovaquie:

l'impôt sur les bénéfices;  
l'impôt sur les salaires;  
l'impôt sur les activités littéraires et artistiques;  
l'impôt agricole;  
l'impôt sur le revenu de la population; et  
l'impôt sur les habitations,

(ci-après dénommés "impôt tchécoslovaque").

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des États contractants se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

### ARTICLE 3

#### Définitions générales

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente:

a) le terme "Canada", employé dans un sens géographique, désigne le territoire du Canada, y compris

(i) toute région située au-delà des mers territoriales du Canada qui, conformément au droit international et en vertu des lois du Canada, est une région à l'intérieur de laquelle le Canada peut exercer des droits à l'égard du fond et du sous-sol de la mer et de leurs ressources naturelles; et



(b) the term "Czechoslovakia" means the Czech and Slovak Federal Republic;

(c) the terms "a Contracting State" and "the other Contracting State" mean Canada or Czechoslovakia as the context requires;

(d) the term "person" comprises an individual, an estate, a trust, a company and any other body of persons;

(e) the term "company" means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purposes; in French, the term "société" also means a "corporation" within the meaning of Canadian law;

(f) the terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean, respectively, an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;

(g) the term "national" means:

(i) any individual possessing the nationality of a Contracting State;

(ii) any legal person, association or other body of persons deriving its status as such from the law in force in a Contracting State;

(h) the term "international traffic" means any transport by a ship or aircraft operated by a resident of a Contracting State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;

(i) the term "competent authority" means:

(i) in the case of Canada, the Minister of National Revenue or his authorized representative;

(ii) in the case of Czechoslovakia, the Minister of Finance of the Czech and Slovak Federal Republic or his authorized representative.



(ii) les mers et l'espace aérien au-dessus de la région visée à l'alinéa (i), à l'égard de toute activité poursuivie en rapport avec l'exploration ou l'exploitation des ressources naturelles qui y sont visées;

b) le terme "Tchécoslovaquie" désigne la République fédérative tchèque et slovaque;

c) les expressions "un État contractant" et "l'autre État contractant" désignent, suivant le contexte, le Canada ou la Tchécoslovaquie;

d) le terme "personne" comprend les personnes physiques, les successions (estates), les fiducies (trusts), les sociétés et tous autres groupements de personnes;

e) le terme "société" désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition; il désigne également une "corporation" au sens du droit canadien;

f) les expressions "entreprise d'un État contractant" et "entreprise de l'autre État contractant" désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un État contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre État contractant;

g) le terme "national" désigne:

(i) toute personne physique qui possède la nationalité d'un État contractant;

(ii) toute personne morale, association ou autre groupement de personnes constitué conformément à la législation en vigueur dans un État contractant;

h) l'expression "trafic international" désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par un résident d'un État contractant sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre État contractant;

i) l'expression "autorité compétente" désigne:



2. In the application of the Convention by a Contracting State, any term not otherwise defined shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has under the laws of that Contracting State concerning the taxes to which the Convention applies.

#### ARTICLE 4

##### Resident

1. For the purposes of this Convention, the term "resident of a Contracting State" means any person who, under the law of that State, is liable to taxation therein by reason of his domicile, residence, place of management, place of incorporation or any other criterion of a similar nature. This term also includes the Government of the Contracting State or a political subdivision or local authority thereof or any agency or instrumentality of any such government, subdivision or authority.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined in accordance with the following rules:

(a) he shall be deemed to be a resident of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);

(b) if the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident of the State in which he has an habitual abode;

(c) if he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident of the State of which he is a national;



(i) en ce qui concerne le Canada, le ministre du Revenu national ou son représentant autorisé;

(ii) en ce qui concerne la Tchécoslovaquie, le ministre des Finances de la République fédérative tchèque et slovaque ou son représentant autorisé.

2. Pour l'application de la Convention par un État contractant, toute expression qui n'est pas autrement définie a le sens que lui attribue le droit de cet État contractant concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

#### ARTICLE 4

##### Résident

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "résident d'un État contractant" désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet État, est assujettie à l'impôt dans cet État en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction, ou de son lieu d'incorporation ou de tout autre critère de nature analogue. Cette expression comprend aussi le Gouvernement de cet État contractant ou une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ou tout préposé ou mandataire d'un tel gouvernement, subdivision ou collectivité.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux États contractants, sa situation est réglée selon les règles suivantes:

a) cette personne est considérée comme un résident de l'État où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux États, elle est considérée comme un résident de l'État avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);

b) si l'État où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des États, elle



(d) if he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, then:

(a) he shall be deemed to be a resident of the State of which he is a national;

(b) if he is a national of neither of the States, the competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement endeavour to settle the question and to determine the mode of application of the Convention to such person.

## ARTICLE 5

### Permanent Establishment

1. For the purposes of this Convention the term "permanent establishment" means a fixed place of business in which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term "permanent establishment" includes especially:

(a) a place of management;

(b) a branch;

(c) an office;

(d) a factory;

(e) a workshop;

(f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources; and

(g) a building site or construction or installation project which exists for more than 12 months.



est considérée comme un résident de l'État où elle séjourne de façon habituelle;

c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux États ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'État dont elle possède la nationalité;

d) si cette personne possède la nationalité des deux États ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des États contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux États contractants

a) elle est considérée comme un résident de l'État dont elle est un national;

b) si elle n'est un national d'aucun des États, les autorités compétentes des États contractants s'efforcent d'un commun accord de trancher la question et de déterminer les modalités d'application de la Convention à ladite personne.

## ARTICLE 5

### Établissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "établissement stable" désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression "établissement stable" comprend notamment:

a) un siège de direction;

b) une succursale;

c) un bureau;



3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term "permanent establishment" shall be deemed not to include:

(a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;

(b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;

(c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;

(d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;

(e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character.

4. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person - other than an agent of an independent status to whom paragraph 5 applies - is acting principally in a Contracting State on behalf of an enterprise of the other Contracting State, that person shall be deemed to be a permanent establishment of the enterprise in the first-mentioned State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 3 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

5. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, where such persons are acting in the ordinary course of their business.



- d) une usine;
- e) un atelier;
- f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles; et
- g) un chantier de construction ou de montage dont la durée dépasse douze mois.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas "établissement stable" si:

- a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
- b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
- c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
- d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise;
- e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire.

4. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne - autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 5 - agit dans un État contractant principalement pour le compte d'une entreprise de l'autre État contractant, cette personne est considérée comme constituant un établissement stable de l'entreprise dans le premier État pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 3 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer



6. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

#### ARTICLE 6

##### Income from Immovable Property

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. For the purposes of this Convention, the term "immovable property" shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

#### ARTICLE 7

##### Business Profits

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries



cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

5. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un État contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, pourvu que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

6. Le fait qu'une société qui est un résident d'un État contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre État contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

## ARTICLE 6

### Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre État contractant, sont imposables dans cet autre État.

2. Au sens de la présente Convention, l'expression "biens immobiliers" a le sens que lui attribue la loi de l'État contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.



on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on or has carried on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In the determination of the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions those deductible expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

5. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

6. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Convention, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

## ARTICLE 8

### Shipping and Air Transport

1. Profits derived by a resident of a Contracting State



4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise et aux revenus provenant des biens immobiliers utilisés dans l'exercice d'une profession indépendante.

## ARTICLE 7

### Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce ou a exercé son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre État mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un État contractant exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque État contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses autrement déductibles qui sont exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'État où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait que cet établissement a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

5. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année



from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 and Article 7, profits derived from the operation of ships or aircraft used principally to transport passengers or goods exclusively between places in a Contracting State may be taxed in that State.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall also apply to profits derived by a resident of a Contracting State from its participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

## ARTICLE 9

### Associated Enterprises

1. Where

(a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or

(b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State - and taxes accordingly - profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between



selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

6. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

## ARTICLE 8

### Navigation maritime et aérienne

1. Les bénéfices qu'un résident d'un État contractant tire de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans cet État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 et de l'article 7, les bénéfices provenant de l'exploitation de navires ou d'aéronefs utilisés principalement pour transporter des passagers ou des marchandises exclusivement entre des points situés dans un État contractant sont imposables dans cet État.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 s'appliquent aussi aux bénéfices qu'un résident d'un État contractant tire de sa participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

## ARTICLE 9

### Entreprises associées

1. Lorsque

a) une entreprise d'un État contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre État contractant, ou que

b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un État contractant et d'une entreprise de l'autre État contractant,



independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.

3. A Contracting State shall not change the profits of an enterprise in the circumstances referred to in paragraph 1 after the expiry of the time limits provided in its national laws and, in any case, after five years from the end of the year in which the profits which would be subject to such change would have accrued to an enterprise of that State.

4. The provisions of paragraphs 2 and 3 shall not apply in the case of fraud, willful default or neglect.

#### ARTICLE 10

##### Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, and according to the law of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the dividends the tax so charged shall not exceed:

(a) 10 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company which controls directly or indirectly at least 10 per cent of the voting power in the company paying the dividends;

(b) 15 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.



et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un État contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet État - et impose en conséquence - des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre État contractant a été imposé dans cet autre État, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier État si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre État procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si nécessaire, les autorités compétentes des États contractants se consultent.

3. Un État contractant ne rectifiera pas les bénéfices d'une entreprise dans les cas visés au paragraphe 1 après l'expiration des délais prévus par sa législation nationale et, en tout cas, après l'expiration de cinq ans à dater de la fin de l'année au cours de laquelle les revenus qui feraient l'objet d'une telle rectification auraient été réalisés par une entreprise de cet État.

4. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas en cas de fraude, d'omission volontaire ou de négligence.

#### ARTICLE 10

##### Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un État contractant à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.



3. The term "dividends" as used in this Article means income from shares, or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the taxation law of the State of which the company making the distribution is a resident.

4. The provisions of paragraph 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

5. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

6. Nothing in this Convention shall be construed as preventing a Contracting State from imposing on the earnings of a company attributable to a permanent establishment in that State, tax in addition to the tax which would be chargeable on the earnings of a company which is a national of that State, provided that any additional tax so imposed shall not exceed 10 per cent of the amount of such earnings which have not been subjected to such additional tax in previous taxation years. For the purpose of this provision, the term "earnings" means the profits attributable to a permanent establishment in a Contracting State in a year and previous years after deducting therefrom all taxes, other than the additional tax referred to herein, imposed on such profits by that State.



2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident et selon la législation de cet État, mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder:

a) 10 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui contrôle directement ou indirectement au moins 10 pour cent des droits de vote de la société qui paie les dividendes;

b) 15 pour cent du montant brut des dividendes, dans tous les autres cas.

Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société sur les bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme "dividendes" employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la loi fiscale de l'État dont la société distributrice est un résident.

4. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un État contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre État contractant, cet autre État ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre État ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés



## ARTICLE 11

Interest

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. However, such interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the interest the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the interest.
3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2,
  - (a) interest arising in a Contracting State and paid in respect of a bond, debenture or other similar obligation of the government of that Contracting State or of a political subdivision or local authority thereof shall, provided that the interest is beneficially owned by a resident of the other Contracting State, be taxable only in that other State;
  - (b) interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State shall be taxable only in that other State if it is paid in respect of a loan made, guaranteed or insured, or a credit extended, guaranteed or insured by an entity wholly-owned and controlled by the government of that other State, provided this loan or credit is in respect of imports or exports;
  - (c) interest arising in a Contracting State, beneficially owned by a resident of the other Contracting State and paid in connection with the sale on credit of any equipment, merchandise or services except where the sale is made between persons not dealing with each other at arm's length, shall be taxable only in that other State.
4. The term "interest" as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage, and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government



dans cet autre État, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre État.

6. Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme empêchant un État contractant de percevoir, sur les revenus d'une société imputables à un établissement stable dans cet État, un impôt qui s'ajoute à l'impôt qui serait applicable aux revenus d'une société qui est un national dudit État, pourvu que l'impôt additionnel ainsi établi n'excède pas 10 pour cent du montant des revenus qui n'ont pas été assujettis audit impôt additionnel au cours des années d'imposition précédentes. Au sens de cette disposition, le terme "revenus" désigne les bénéfices imputables à un établissement stable dans un État contractant, pour l'année ou pour les années antérieures, après déduction de tous les impôts, autres que l'impôt additionnel visé au présent paragraphe, prélevés par cet État sur lesdits bénéfices.

#### ARTICLE 11

##### Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'État contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet État, mais si la personne qui reçoit les intérêts en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2,

a) les intérêts provenant d'un État contractant et payés sur une obligation, un billet ou autre titre semblable du gouvernement dudit État contractant ou de l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, ne sont imposables que dans l'autre État contractant pourvu qu'un



securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures, as well as income which is subjected to the same taxation treatment as income from money lent by the laws of the State in which the income arises. However, the term "interest" does not include income dealt with in Article 10.

5. The provisions of paragraphs 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on in the other Contracting State in which the interest arises a business through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case, the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

6. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest paid, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

## ARTICLE 12

### Royalties

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a



résident de cet autre État en soit le bénéficiaire effectif;

b) les intérêts provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant ne sont imposables que dans cet autre État s'ils sont payés en raison d'un prêt fait, garanti ou assuré, ou d'un crédit consenti, garanti ou assuré par une entité possédée en propriété exclusive et contrôlée par le gouvernement de cet autre État, pourvu que ce prêt ou crédit se rattache à des importations ou exportations;

c) les intérêts provenant d'un État contractant, dont un résident de l'autre État contractant est le bénéficiaire effectif et qui sont payés en liaison avec la vente à crédit d'un équipement, de marchandises ou de services quelconques, ne sont imposables que dans cet autre État sauf lorsque la vente a lieu entre des personnes ayant entre elles un lien de dépendance.

4. Le terme "intérêts" employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunt, y compris les primes et lots attachés à ces titres, ainsi que tous autres revenus soumis au même régime fiscal que les revenus de sommes prêtées par la législation de l'État d'où proviennent les revenus. Toutefois, le terme "intérêts" ne comprend pas les revenus visés à l'article 10.

5. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un



resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may also be taxed in the Contracting State in which they arise, and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the royalties the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the royalties.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, copyright royalties and other like payments in respect of the production or reproduction of any literary, dramatic, musical or other artistic work arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State who is subject to tax thereon shall be taxable only in that other State.

4. The term "royalties" as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including films, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for the use of, or the right to use, industrial, commercial, or scientific equipment, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

5. The provisions of paragraphs 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on in the other Contracting State in which the royalties arise a business through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

6. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or fixed base in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed



résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'État où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts payé, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

## ARTICLE 12

### Redevances

1. Les redevances provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'État contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet État, mais si la personne qui reçoit les redevances en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des redevances.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les redevances à titre de droits d'auteur et autres rémunérations similaires concernant la production ou la reproduction d'une oeuvre littéraire, dramatique, musicale ou autre oeuvre artistique provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant qui est assujetti à l'impôt à l'égard de ces redevances, ne sont imposables que dans cet autre État.

4. Le terme "redevances" employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou



base, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties paid, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

## ARTICLE 13

### Capital Gains and Profits

1. Profits and gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property may be taxed in the Contracting State in which such immovable property is situated.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or together with the whole enterprise) or of such a fixed base, may be taxed in the other State. However, gains from the alienation of movable property dealt with in paragraph 3 of Article 22 shall be taxable only in the Contracting State in which such movable property is taxable according to the said paragraph.

3. Gains from the alienation of

(a) shares of the capital stock of a company the property of which consists principally of immovable property situated in a Contracting State, and



la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

5. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un État contractant, exerce dans l'autre État contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

6. Les redevances sont considérées comme provenant d'un État contractant lorsque le débiteur est un résident de cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un État contractant, a dans un État contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel l'obligation donnant lieu au paiement des redevances a été conclue et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'État où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances payé, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.



(b) an interest in a partnership, trust or estate, the property of which consists principally of immovable property situated in a Contracting State,

may be taxed in that State. For the purposes of this paragraph, the term "immovable property" includes the shares of a company referred to in subparagraph (a) or an interest in a partnership, trust or estate referred to in subparagraph (b).

4. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2, and 3, shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

5. The provisions of paragraph 4 shall not affect the right of either of the Contracting States to levy, according to its law, a tax on gains from the alienation of any property derived by an individual who is a resident of the other Contracting State and has been a resident of the first-mentioned State at any time during the six years immediately preceding the alienation of the property.

#### ARTICLE 14

##### Independent Personal Services

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that State unless he has a fixed base regularly available to him in the other Contracting State for the purpose of performing his activities. If he has or had such a fixed base, the income may be taxed in the other State but only so much of it as is attributable to that fixed base. For the purposes of this paragraph a person who is present in a Contracting State for at least 183 days in any twelve month period commencing or ending in a calendar year shall be deemed to have a fixed base in that State in that year.

2. The term "professional services" includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.



## ARTICLE 13

Gains en capital et bénéfices

1. Les bénéfices et gains qu'un résident d'un État contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers sont imposables dans l'État contractant où ces biens immobiliers sont situés.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un État contractant dispose dans l'autre État contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation globale de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise exploitée par tel résident) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre État. Toutefois, les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers visés au paragraphe 3 de l'article 22 ne sont imposables que dans l'État contractant où ces biens mobiliers sont imposables selon ledit paragraphe.

3. Les gains provenant de l'aliénation

á) d'actions du capital d'une société dont les actifs sont constitués principalement de biens immobiliers situés dans un État contractant, ou

b) d'une participation dans une société de personnes, une fiducie ou une succession dont les biens sont constitués principalement de biens immobiliers situés dans un État contractant,

sont imposables dans cet État. Au sens du présent paragraphe, l'expression "biens immobiliers" comprend des actions d'une société visée à l'alinéa a) ou une participation dans une société de personnes, une fiducie ou une succession visée à l'alinéa b).

4. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2 et 3 ne sont imposables que dans l'État contractant dont le cédant est un résident.



## ARTICLE 15

Dependent Personal Services

1. Subject to the provisions of Articles 16, 18 and 19, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

(a) the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the calendar year concerned, and

(b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and

(c) the remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated by a resident of a Contracting State in international traffic shall be taxable only in that State.

## ARTICLE 16

Directors' Fees

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors or other similar organ of a company which



5. Les dispositions du paragraphe 4 ne portent pas atteinte au droit de chacun des États contractants de percevoir, conformément à sa législation, un impôt sur les gains provenant de l'aliénation d'un bien et réalisés par une personne physique qui est un résident de l'autre État contractant et qui a été un résident du premier État à un moment quelconque au cours des six années précédant immédiatement l'aliénation du bien.

#### ARTICLE 14

##### Professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un État contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet État, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre État contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose, ou a disposé, d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre État mais uniquement dans la mesure où ils sont imposables à cette base fixe. Au sens du présent paragraphe, une personne qui séjourne dans un État contractant pendant au moins 183 jours au cours de toute période de douze mois commençant ou se terminant dans une année civile donnée est considérée comme disposant d'une base fixe dans cet État durant l'année.

2. L'expression "profession libérale" comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

#### ARTICLE 15

##### Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18 et 19, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre État contractant. Si



is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

## ARTICLE 17

### Artistes and Athletes

1. Notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as an athlete, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.
2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or an athlete in his capacity as such accrues not to the entertainer or athlete himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or athlete are exercised.
3. The provisions of paragraph 2 shall not apply if it is established that neither the entertainer or the athlete nor persons related thereto, participate directly or indirectly in the profits of the person referred to in that paragraph.
4. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, income derived by entertainers and athletes who are residents of a Contracting State from activities performed in the other Contracting State within the framework of cultural exchanges established under cultural conventions concluded between the two Contracting States, shall be exempt from tax in that other State.

## ARTICLE 18

### Pensions and Annuities

1. Pensions and annuities arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.



l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre État contractant ne sont imposables que dans le premier État si:

a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre État pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de toute période de douze mois commençant ou se terminant dans une année civile donnée, et

b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre État, et

c) la charge de ces rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre État.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international par un résident d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État.

#### ARTICLE 16

##### Tantièmes

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance ou d'un autre organe analogue d'une société qui est un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

#### ARTICLE 17

##### Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un État contractant tire de ses



2. Pensions and annuities arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may also be taxed in the State in which they arise, and according to the law of that State. However, in the case of periodic pension and annuity payments, the tax so charged shall not exceed 15 per cent of the gross amount of the payment. However, this limitation does not apply to lump-sum payments arising on the surrender, cancellation, redemption, sale or other alienation of a pension plan or an annuity.

3. Notwithstanding anything in this Convention: \*

(a) war veterans pensions and allowances arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State shall be exempt from tax in that other State;

(b) alimony, maintenance and other similar payments arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State who is subject to tax therein in respect thereof, shall be taxable only in that other State.

#### ARTICLE 19

##### Government Service

1. (a) Salaries, wages and similar remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or political subdivision or local authority shall be taxable only in that State.

(b) However, such remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of that State who:

(i) is a national of that State; or

(ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.



activités personnelles exercées dans l'autre État contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre État.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'État contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas s'il est établi que ni l'artiste du spectacle ou le sportif, ni des personnes qui lui sont associées, ne participent directement ou indirectement aux bénéfices de la personne visée audit paragraphe.

4. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les revenus tirés par des artistes et sportifs qui sont des résidents d'un État contractant d'activités exercées dans l'autre État contractant dans le cadre d'échanges culturels établis par des conventions culturelles conclues entre les deux États contractants sont exonérés d'impôt dans cet autre État.

## ARTICLE 18

### Pensions et rentes

1. Les pensions et les rentes provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

2. Les pensions et rentes provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont aussi imposables dans l'État d'où elles proviennent et selon la législation de cet État. Toutefois, dans le cas de paiements périodiques d'une pension ou d'une rente, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du montant brut du paiement. Toutefois, cette limitation ne s'applique pas aux paiements forfaitaires découlant de l'abandon, de l'annulation, du rachat,



2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a political subdivision or a local authority thereof.

#### ARTICLE 20

##### Students

Payments which a student or business apprentice who is present in a Contracting State solely for the purpose of his education or training and who is or was immediately before such visit a resident of the other Contracting State received for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in the first-mentioned Contracting State, provided that such payments are made to him from sources outside that State.

#### ARTICLE 21

##### Other Income

1. Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not expressly mentioned in the foregoing Articles of this Convention shall be taxable only in that State.

2. Notwithstanding paragraph 1, items of income of a resident of a Contracting State not expressly mentioned in the foregoing Articles of this Convention and arising in the other Contracting State may also be taxed in that other State. However, in the case of income of a resident of Czechoslovakia from an estate or trust, the rate of Canadian tax shall not exceed 15 per cent of the gross amount of the income.

#### ARTICLE 22

##### Capital

1. Capital represented by immovable property may be taxed in the Contracting State in which the immovable property is situated.



de la vente ou d'une autre forme d'aliénation d'une pension ou d'une rente.

3. Nonobstant toute disposition de la présente Convention,

a) les pensions et allocations de guerre provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant sont exonérées d'impôt dans cet autre État;

b) les pensions alimentaires, paiements de soutien et autres paiements semblables provenant d'un État contractant et payés à un résident de l'autre État contractant qui y est assujetti à l'impôt à l'égard de ceux-ci, ne sont imposables que dans cet autre État.

## ARTICLE 19

### Fonctions publiques

1. a) Les traitements, salaires et rémunérations semblables, autres que les pensions, payés par un État contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique au titre de services rendus à ce premier État, subdivision politique ou collectivité locale, ne sont imposables que dans ce premier État.

b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'autre État contractant si les services sont rendus dans cet État et si la personne physique est un résident de cet État qui:

(i) possède la nationalité de cet État, ou

(ii) n'est pas devenu un résident de cet État à seule fin de rendre les services.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux rémunérations payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un État contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.



2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or by movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, may be taxed in that other State.

3. Ships and aircraft operated by a resident of a Contracting State in international traffic and movable property pertaining to the operation of such ships and aircraft, shall be taxable only in that State.

4. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

#### ARTICLE 23

##### Elimination of Double Taxation

1. In the case of Canada, double taxation shall be avoided as follows:

(a) Subject to the existing provisions of the law of Canada regarding the deduction from tax payable in Canada of tax paid in a territory outside Canada and to any subsequent modification of those provisions -- which shall not affect the general principle hereof -- and unless a greater deduction or relief is provided under the laws of Canada, tax payable in Czechoslovakia on profits, income or gains arising in Czechoslovakia shall be deducted from any Canadian tax payable in respect of such profits, income or gains.

(b) Subject to the existing provisions of the law of Canada regarding the determination of the exempt surplus of a foreign affiliate and to any subsequent modification of those provisions -- which shall not affect the general principle hereof -- for the purpose of computing Canadian tax, a company resident in Canada shall be allowed to deduct in computing its taxable income any dividend received by it



## ARTICLE 20

Étudiants

Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui séjourne dans un État contractant à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation et qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans cet État contractant, un résident de l'autre État contractant, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans le premier État contractant, à condition qu'elles lui soient payées en provenance de sources situées en dehors de cet État.

## ARTICLE 21

Autres revenus

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un État contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas explicitement mentionnés dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet État.
2. Nonobstant le paragraphe 1, les éléments du revenu d'un résident d'un État contractant qui ne sont pas explicitement mentionnés dans les articles précédents de la présente Convention et qui proviennent de l'autre État contractant sont aussi imposables dans cet autre État. Cependant, dans le cas du revenu d'un résident de la Tchécoslovaquie provenant d'une succession ou d'une fiducie, le taux d'impôt canadien ne peut excéder 15 pour cent du montant brut du revenu.

## ARTICLE 22

Fortune

1. La fortune constituée par des biens immobiliers est imposable dans l'État contractant où sont situés les biens immobiliers.



out of the exempt surplus of a foreign affiliate resident in Czechoslovakia.

2. In the case of Czechoslovakia, double taxation shall be avoided as follows:

(a) Where a resident of Czechoslovakia derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Canada, Czechoslovakia shall, subject to the provisions of subparagraph (b) of this paragraph, exempt such income or such capital from<sup>a</sup> tax but may, in calculating tax on the remaining income or capital of that person, apply the rate of tax which would have been applicable if the exempted income or capital had not been so exempted.

(b) Czechoslovakia when imposing taxes on its residents may include in the tax base upon which such taxes are imposed the items of income which according to the provision of Articles 10, 11, 12, 16, 17 and 21 of this Convention may also be taxed in Canada but shall allow as a deduction from the amount of tax computed on such a base an amount equal to the tax paid in Canada. Such deduction shall not, however, exceed that part of the Czechoslovak tax, as computed before the deduction is given, which is appropriate to the income which, in accordance with the provisions of Articles 10, 11, 12, 16, 17 and 21 of this Convention may be taxed in Canada.

3. <sup>a</sup> For the purposes of this Article, profits, income or gains of a resident of a Contracting State which are taxed in the other Contracting State in accordance with this Convention shall be deemed to arise from sources in that other State.

#### ARTICLE 24

##### Non-Discrimination

1. The nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances are or may be subjected.



2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un État contractant dispose dans l'autre État contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans cet autre État.

3. Les navires et aéronefs exploités en trafic international par un résident d'un État contractant, ainsi que les biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires et aéronefs, ne sont imposables que dans cet État.

4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un État contractant ne sont imposables que dans cet État.

#### ARTICLE 23

##### Élimination de la double imposition

1. En ce qui concerne le Canada, la double imposition est évitée de la façon suivante:

a) Sous réserve des dispositions existantes de la législation canadienne concernant l'imputation de l'impôt payé dans un territoire en dehors du Canada sur l'impôt canadien payable et de toute modification ultérieure de ces dispositions qui n'en affecterait pas le principe général, et sans préjudice d'une déduction ou d'un dégrèvement plus important prévu par la législation canadienne, l'impôt dû en Tchécoslovaquie à raison de bénéfices, revenus ou gains provenant de la Tchécoslovaquie est porté en déduction de tout impôt canadien dû à raison des mêmes bénéfices, revenus ou gains.

b) Sous réserve des dispositions existantes de la législation canadienne concernant la détermination du surplus exonéré d'une corporation étrangère affiliée et de toute modification ultérieure de ces dispositions qui n'en affecterait pas le principe général, une société résidant au Canada peut, aux fins de l'impôt canadien, déduire lors du calcul de son revenu imposable tout dividende reçu qui provient du surplus exonéré d'une corporation étrangère affiliée résidant en Tchécoslovaquie.



2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities.

3. Nothing in this Article shall be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

4. Companies which are residents of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar companies which are residents of the first-mentioned State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of a third State, are or may be subjected.

5. In this Article, the term "taxation" means taxes which are the subject of this Convention.

#### ARTICLE 25

##### Mutual Agreement Procedure

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, address to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident an application in writing stating the grounds for claiming the revision of such taxation. To be admissible, the said application must be submitted within two years from the first notification of the action which gives rise to taxation not in accordance with the Convention.



2. En ce qui concerne la Tchécoslovaquie, la double imposition est évitée de la façon suivante:

a) Lorsqu'un résident de la Tchécoslovaquie reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables au Canada, la Tchécoslovaquie exempte de l'impôt ces revenus ou cette fortune sous réserve des dispositions de l'alinéa b) mais peut, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus ou de la fortune de cette personne, appliquer le même taux que si les revenus ou la fortune en question n'avaient pas été ainsi exemptés.

b) Aux fins de l'imposition de ses résidents, la Tchécoslovaquie peut, pour calculer le montant imposable sur lequel l'impôt s'applique, inclure les éléments du revenu qui sont aussi imposables au Canada selon les dispositions des articles 10, 11, 12, 16, 17 et 21 de la présente Convention mais permet alors de déduire de l'impôt ainsi calculé un montant égal à l'impôt payé au Canada. La somme ainsi déduite ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt tchécoslovaque, calculé avant la déduction, correspondant aux revenus qui, selon les dispositions des articles 10, 11, 12, 16, 17 et 21 de la présente Convention, sont imposables au Canada.

3. Pour l'application du présent article, les bénéfices, revenus ou gains d'un résident d'un État contractant ayant supporté l'impôt de l'autre État contractant conformément à la présente Convention, sont considérés comme provenant de sources situées dans cet autre État.

#### ARTICLE 24

##### Non-discrimination

1. Les nationaux d'un État contractant ne sont soumis dans l'autre État contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre État qui se trouvent dans la même situation.



2. The competent authority referred to in paragraph 1 shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at an appropriate solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation not in accordance with the Convention.

3. A Contracting State shall not, after the expiry of the time limits provided in its national laws and, in any case, after five years from the end of the taxable period in which the income concerned has accrued, increase the tax base of a resident of either of the Contracting States by including therein items of income which have also been charged to tax in the other Contracting State. This paragraph shall not apply in the case of fraud, willful default or neglect.

4. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

5. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.

## ARTICLE 26

### Exchange of Information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Convention and of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by the Convention insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by Article 1. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as secret information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the enforcement in respect of, or the determination of



2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant n'est pas établie dans cet autre État d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre État qui exercent la même activité.

3. Aucune disposition du présent article ne peut être interprétée comme obligeant un État contractant à accorder aux résidents de l'autre État contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

4. Les sociétés qui résident dans un État contractant et dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre État contractant, ne sont soumises dans le premier État à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres sociétés similaires qui résident dans le premier État et dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents d'un État tiers.

5. Dans le présent article, le terme "imposition" désigne les impôts visés par la présente Convention.

## ARTICLE 25

### Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un État contractant ou par les deux États contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces États, adresser à l'autorité compétente de l'État contractant dont elle est un résident, une demande écrite et motivée de révision de cette imposition. Pour être recevable, ladite demande doit être présentée dans un délai de deux ans à compter de la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme à la Convention.



appeals in relation to, the taxes covered by the Convention. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

2. Nothing in paragraph 1 shall be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

- (a) to carry out administrative measures at variance with the laws or the administrative practice of that or of the other Contracting State;
- (b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
- (c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (ordre public).

3. If information is requested by a Contracting State in accordance with this Article, the other Contracting State shall endeavour to obtain the information to which the request relates in the same way as if its own taxation was involved notwithstanding the fact that the other State does not, at that time, need such information. If specifically requested by the competent authority of a Contracting State, the competent authority of the other Contracting State shall endeavour to provide information under this Article in the form requested to the same extent such information can be obtained under the laws and administrative practices of that other State with respect to its own taxes.

## ARTICLE 27

### Diplomatic Agents and Consular Officers

1. Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of diplomatic agents or consular officers under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.



2. L'autorité compétente visée au paragraphe 1 s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre État contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention.

3. Un État contractant n'augmente pas la base imposable d'un résident de l'un ou l'autre État contractant en y incluant des éléments de revenu qui ont déjà été imposés dans l'autre État contractant, après l'expiration des délais prévus par sa législation nationale et, en tout cas, après l'expiration de cinq ans à dater de la fin de la période imposable au cours de laquelle les revenus en cause ont été réalisés. Le présent paragraphe ne s'applique pas en cas de fraude, d'omission volontaire ou de négligence.

4. Les autorités compétentes des États contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

5. Les autorités compétentes peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

## ARTICLE 26

### Échange de renseignements

1. Les autorités compétentes des États contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou celles de la législation interne des États contractants relative aux impôts visés par la Convention dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1. Les renseignements reçus par un État contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements secrets obtenus en application de la législation interne de cet État et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les



2. Notwithstanding Article 4, an individual who is a member of a diplomatic mission, consular post or permanent mission of a Contracting State which is situated in the other Contracting State or in a third State shall be deemed for the purposes of the Convention to be a resident of the sending State if he is liable in the sending State to the same obligations in relation to tax on his total income as are residents of that sending State.

3. The Convention shall not apply to international organizations, to organs or officials thereof and to persons who are members of a diplomatic mission, consular post or permanent mission of a third State or group of States, being present in a Contracting State and who are not liable in either Contracting State to the same obligations in relation to tax on their total income as are residents thereof.

#### ARTICLE 28

##### Miscellaneous Rules

1. The provisions of this Convention shall not be construed to restrict in any manner any exemption, allowance, credit or other deduction accorded

(a) by the laws of a Contracting State in the determination of the tax imposed by that State; or

(b) by any other agreement entered into by a Contracting State.

2. Nothing in the Convention shall be construed as preventing a Contracting State from imposing a tax on amounts included in the income of a resident of that State with respect to a partnership, trust, or controlled foreign affiliate, in which the resident has an interest.

#### ARTICLE 29

##### Entry into Force

1. This Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Ottawa.



tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par la mise à exécution de ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un État contractant l'obligation:

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation ou à sa pratique administrative ou à celles de l'autre État contractant;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre État contractant;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

3. Lorsqu'un État contractant demande des renseignements en conformité avec le présent article, l'autre État s'efforce d'obtenir les renseignements relatifs à cette demande de la même façon que si ses propres impôts étaient en jeu même si cet autre État n'a pas besoin, au même moment, de ces renseignements. Si la demande le requiert expressément, les autorités compétentes de cet autre État s'efforce de fournir les renseignements demandés en vertu du présent article sous la forme requise dans la mesure où ces renseignements peuvent être obtenus sur la base de la législation ou dans le cadre de la pratique administrative relative aux propres impôts de cet autre État.

## ARTICLE 27

### Agents diplomatiques et fonctionnaires consulaires

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les agents



2. The Convention shall enter into force upon the exchange of instruments of ratification and its provisions shall have effect:

(a) in Canada:

(i) in respect of tax withheld at the source on amounts paid or credited to non-residents on or after the first day of the month next following that in which the Convention enters into force; and

(ii) in respect of other Canadian tax for taxation years beginning on or after the first day of the month next following that in which the Convention enters into force;

(b) in Czechoslovakia:

(i) in respect of taxes withheld at source, to amounts derived on or after the first day of the month next following that in which the Convention enters into force;

(ii) in respect of other taxes on income and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after the first day of the month next following that in which the Convention enters into force.

3. Paragraph 1 of Article 9 of the Agreement between Canada and Czechoslovakia on air transport signed in Prague on the 20th of March, 1969, shall cease to have effect when the provisions of this Convention come into effect.

#### ARTICLE 30

##### Termination

This Convention shall continue in effect indefinitely but either Contracting State may, on or before June 30 of any calendar year beginning after the expiration of five years from the date of its entry into force, give to the other Contracting



diplomatiques ou les fonctionnaires consulaires en vertu soit des règles générales du droit des gens, soit des dispositions d'accords particuliers.

2. Nonobstant l'article 4, une personne physique qui est membre d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un État contractant qui est situé dans l'autre État contractant ou dans un État tiers est considérée, aux fins de la Convention, comme un résident de l'État accréditant à condition qu'elle soit soumise dans l'État accréditant aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble de son revenu, que les résidents de cet État.

3. La Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un État tiers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un État contractant et ne sont pas soumis dans l'un ou l'autre État contractant aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble du revenu, que les résidents desdits États.

## ARTICLE 28

### Dispositions diverses

1. Les dispositions de la présente Convention ne peuvent être interprétées comme limitant d'une manière quelconque les exonérations, abattements, déductions, crédits ou autres allègements qui sont ou seront accordés

a) par la législation d'un État contractant pour la détermination de l'impôt prélevé par cet État, ou

b) par tout autre accord conclu par un État contractant.

2. Les dispositions de la Convention ne peuvent être interprétées comme empêchant un État contractant de prélever un impôt sur les montants inclus dans le revenu d'un résident de cet État à l'égard d'une société de personnes, une fiducie ou une corporation étrangère affiliée contrôlée dans laquelle le résident possède une participation.



State a notice of termination in writing through diplomatic channels; in such event, the Convention shall cease to have effect:

(a) in Canada:

(i) in respect of tax withheld at the source on amounts paid or credited to non-residents on or after the first day of January of the next following calendar year; and

(ii) in respect of other Canadian tax for taxation years beginning on or after the first day of January of the next following calendar year;

(b) in Czechoslovakia:

(i) in respect of taxes withheld at source, to amounts derived on or after the first day January of the next following calendar year;

(ii) in respect of other taxes on income and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after the first day of January of the next following calendar year.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized thereto, have signed this Convention.

DONE in duplicate at *Praque*, this *30<sup>th</sup>* day of *August 1990*

in the English, French and Czech languages, each version being equally authentic.



Otto Jelínek  
FOR THE GOVERNMENT  
OF CANADA:



Václava Klauše  
FOR THE GOVERNMENT OF THE  
CZECH AND SLOVAK FEDERAL  
REPUBLIC:



## ARTICLE 29

Entrée en vigueur

1. La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Ottawa.

2. La Convention entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification et ses dispositions seront applicables:

a) au Canada:

(i) à l'égard de l'impôt retenu à la source sur les montants payés à des non-résidents ou portés à leur crédit à partir du premier jour du mois qui suit immédiatement le mois de l'entrée en vigueur de la Convention; et

(ii) à l'égard des autres impôts canadiens, pour toute année d'imposition commençant à partir du premier jour du mois qui suit immédiatement le mois de l'entrée en vigueur de la Convention.

b) en Tchécoslovaquie :

(i) à l'égard des impôts retenus à la source sur les montants gagnés à partir du premier jour du mois qui suit immédiatement le mois de l'entrée en vigueur de la Convention;

(ii) à l'égard des autres impôts sur le revenu et les impôts sur la fortune, aux impôts payables pour toute année d'imposition commençant à partir du premier jour du mois qui suit immédiatement le mois de l'entrée en vigueur de la Convention.

3. Le paragraphe 1 de l'Article 9 de l'Accord entre le Canada et la Tchécoslovaquie sur le transport aérien signé à Prague le 20 mars 1969 cesse d'être applicable à partir du moment où les dispositions de cette Convention sont applicables.







## ARTICLE 30

Dénonciation

La présente Convention restera indéfiniment en vigueur, mais chacun des États contractants pourra, jusqu'au 30 juin inclus de toute année civile qui commence une fois révolue la cinquième année suivant la date de son entrée en vigueur, donner par la voie diplomatique un avis écrit de dénonciation à l'autre État contractant; dans ce cas, la Convention cesse d'être applicable:

## a) au Canada:

(i) à l'égard de l'impôt retenu à la source sur les montants payés à des non-résidents ou portés à leur crédit à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile subséquente; et

(ii) à l'égard des autres impôts canadiens, pour toute année d'imposition commençant à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile subséquente;

## b) en Tchécoslovaquie:

(i) à l'égard des impôts retenus à la source sur les montants gagnés à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile subséquente; et

(ii) à l'égard des autres impôts sur le revenu et les impôts sur la fortune, aux impôts payables pour toute année d'imposition commençant à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile subséquente.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.





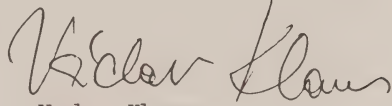


FAIT en double exemplaire à Prague le 30<sup>ième</sup> jour  
du mois d'août 1990,

en langues française, anglaise et tchécoslovaque , chaque version  
faisant également foi.



Otto Jelínek  
POUR LE GOUVERNEMENT  
DU CANADA



Vaclava Klaus  
POUR LE GOUVERNEMENT DE  
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE  
TCHÈQUE ET SLOVAQUE











© Minister of Supply and Services Canada 1992

Available in Canada through  
your local bookseller  
or by mail from

Canada Communication Group — Publishing  
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1992/16  
ISBN 0-660-57476-4

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1992

En vente au Canada par l'entremise des  
votre libraire local  
ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition  
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1992/16  
ISBN 0-660-57476-4













CANADA

TREATY SERIES 1992/17 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## SOCIAL SECURITY

Protocol between the Government of CANADA and the Government of AUSTRALIA amending the Reciprocal Agreement on Social Security signed at Canberra, July 4, 1988

Ottawa, October 11, 1990

In force January 1, 1992 with effect from  
September 1, 1989



## SÉCURITÉ SOCIALE

Protocole entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement de l'AUSTRALIE modifiant l'Accord réciproque de sécurité sociale signé à Canberra le 4 juillet 1988

Ottawa, le 11 octobre 1990

En vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1992 avec effet à partir du  
1<sup>er</sup> septembre 1989

---









CANADA

TREATY SERIES 1992/17 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## SOCIAL SECURITY

Protocol between the Government of CANADA and the Government of AUSTRALIA amending the Reciprocal Agreement on Social Security signed at Canberra, July 4, 1988

Ottawa, October 11, 1990

In force January 1, 1992 with effect from  
September 1, 1989

---

## SÉCURITÉ SOCIALE

Protocole entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement de l'AUSTRALIE modifiant l'Accord réciproque de sécurité sociale signé à Canberra le 4 juillet 1988

Ottawa, le 11 octobre 1990

En vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1992 avec effet à partir du  
1<sup>er</sup> septembre 1989



PROTOCOL AMENDING THE RECIPROCAL AGREEMENT ON  
SOCIAL SECURITY BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA  
AND THE GOVERNMENT OF AUSTRALIA SIGNED AT  
CANBERRA ON THE 4TH DAY OF JULY 1988.

The Government of Canada and the Government of Australia

Desiring to amend the Reciprocal Agreement on Social Security signed  
by them at Canberra on the 4th day of July 1988 (in this Protocol  
referred to as "the Agreement")

Have agreed as follows:



PROTOCOLE MODIFIANT L'ACCORD RÉCIPROQUE DE SÉCURITÉ  
SOCIALE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE  
GOUVERNEMENT DE L'AUSTRALIE SIGNÉ À CANBERRA  
LE 4 JUILLET 1988.

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Australie

qui veulent modifier l'Accord réciproque de sécurité sociale qu'ils ont  
signé à Canberra le 4 juillet 1988 (appelé dans le présent protocole  
"l'Accord")

sont convenus des dispositions suivantes:



## ARTICLE 1

Article 1 of the Agreement is amended by omitting from paragraph 1 the definition of "widow" and substituting the following definition of "widowed person":

" 'widowed person' means, in relation to Australia, a person who:

- (i) stops being a married person or becomes a single person because of the death of the person's spouse; or
  - (ii) is a class B widow because of the death of her legal husband or because she is a dependent female,
- but does not include a person who has a new spouse."

## ARTICLE 2

Article 2 of the Agreement is amended by omitting from subparagraph 1(a)(v) the word "widows" and substituting the words "widowed persons".

## ARTICLE 3

Article 6 of the Agreement is amended by:

- (a) omitting from paragraphs 2 and 3 the word "widow" where appearing and substituting the words "widowed person";
- (b) omitting from paragraph 3 the word "her" where first appearing and substituting the words "the person's";
- (c) omitting from paragraph 3 the word "her" where second appearing and substituting the word "the"; and
- (d) omitting paragraph 6 and substituting the following paragraph:

"6. The minimum period to be taken into account for the purposes of subparagraph 1(b) shall be as follows:

- (a) for a person who is residing outside Australia;
  - (i) in regard to a benefit other than an invalid pension, a minimum period of residence in



### ARTICLE 1

L'article 1 de l'Accord est modifié en enlevant du paragraphe 1 la définition de "veuve" et en la remplaçant par la définition suivante de "personne veuve":

" 'personne veuve' désigne, en ce qui concerne l'Australie, une personne qui:

- (i) arrête d'être une personne mariée ou qui devient une personne seule en raison du décès du conjoint de la personne; ou
- (ii) est une veuve de catégorie B parce que son conjoint légal est décédé ou parce qu'elle est une femme à charge, mais ne comprend pas une personne qui a un nouveau conjoint."

### ARTICLE 2

L'article 2 de l'Accord est modifié en enlevant de l'alinéa 1(a)(v) le mot "veuves" et en le remplaçant par l'expression "personnes veuves".

### ARTICLE 3

L'article 6 de l'Accord est modifié:

- (a) en enlevant des paragraphes 2 et 3 le mot "veuve" où il apparaît et en le remplaçant par l'expression "personne veuve";
- (b) en enlevant du paragraphe 3 l'expression "son conjoint" où il apparaît la première fois et en la remplaçant par l'expression "le conjoint de la personne";
- (c) en enlevant du paragraphe 3 le mot "son" où il apparaît la deuxième fois et en le remplaçant par "le"; et
- (d) en enlevant le paragraphe 6 et en le remplaçant par le paragraphe suivant:

"6. La période minimale à prendre en considération aux fins de l'alinéa 1(b) est la suivante:



- Australia of one year of which at least 6 months must be continuous; and
- (ii) in regard to an invalid pension, a minimum period of residence in Australia of 2 years of which at least 6 months must be continuous; and
- (b) for an Australian resident;
  - (i) in regard to a benefit other than an invalid pension, a minimum period as an Australian resident of one year of which at least 6 months must be continuous; and
  - (ii) in regard to an invalid pension, a minimum period as an Australian resident of 2 years of which at least 6 months must be continuous."

#### ARTICLE 4

Article 9 of the Agreement is deleted and the following Article is substituted:

#### ARTICLE 9

##### Pensions Payable to Widowed Persons

Where, under the legislation of Australia, a person lodges a claim for a pension payable to a widowed person, matters which concern that person's former spouse and affect that claim shall be considered for the purposes of that claim by reference only to the last-deceased spouse of that person."

#### ARTICLE 5

Article 15 of the Agreement is amended by:

- (a) omitting paragraph 2;
- (b) renumbering paragraph 3 as paragraph 4; and



- (a) pour une personne qui réside à l'extérieur de l'Australie;
  - (i) en ce qui a trait à une prestation autre qu'une pension d'invalidité, une période minimale de résidence en Australie d'une année, dont une période continue d'au moins 6 mois; et
  - (ii) en ce qui a trait à une pension d'invalidité, une période minimale de résidence en Australie de 2 ans, dont une période continue d'au moins 6 mois; et
- (b) pour un résident australien;
  - (i) en ce qui a trait à une prestation autre qu'une pension d'invalidité, une période minimale en tant que résident australien d'une année, dont une période continue d'au moins 6 mois; et
  - (ii) en ce qui a trait à une pension d'invalidité, une période minimale en tant que résident australien de 2 ans, dont une période continue d'au moins 6 mois."

#### ARTICLE 4

L'article 9 de l'Accord est supprimé et l'article suivant le remplace:

#### ARTICLE 9

##### Pensions payables aux personnes veuves

Si, aux termes de la législation de l'Australie, une personne présente une demande de pension payable à une personne veuve, toute question concernant l'ancien conjoint et touchant ladite demande, est considérée aux fins de ladite demande, uniquement en relation au dernier conjoint décédé de cette personne."



- (c) inserting the following new paragraphs 2 and 3:
- "2. The benefits payable by virtue of this Agreement and listed in this paragraph shall be payable within and outside Australia and Canada:
- (a) for Australia:
    - (i) age pension;
    - (ii) invalid pension;
    - (iii) wife's pension;
    - (iv) a pension payable to a widowed person who became a widowed person while both the person and the spouse were Australian residents;
    - (v) Class "B" widow's pension; and
  - (b) for Canada:
    - subject to subparagraph 3(c) of Article 11, the benefits referred to in the legislation of Canada.
3. A pension payable to a widowed person or a carer's pension, whether payable by virtue of this Agreement or otherwise, shall be paid in Australia and Canada with no limitation by time."

#### ARTICLE 6

This Protocol, which shall form an integral part of the Agreement, shall enter into force on a date specified in notes exchanged by the Parties through the diplomatic channel notifying each other that all matters as are necessary to give effect to this Protocol have been finalized and, thereupon, this Protocol shall have effect as from the date on which the Agreement entered into force.



## ARTICLE 5

L'article 15 de l'Accord est modifié:

- (a) en enlevant le paragraphe 2;
- (b) en renumérotant le paragraphe 3 "paragraphe 4"; et
- (c) en insérant les nouveaux paragraphes 2 et 3 suivants:

"2. Les prestations payables en vertu du présent Accord et indiquées dans le présent paragraphe sont versées à l'intérieur et à l'extérieur de l'Australie et du Canada:

- (a) pour l'Australie:
  - (i) la pension de vieillesse;
  - (ii) la pension d'invalidité;
  - (iii) la pension d'épouse;
  - (iv) une pension payable à une personne veuve qui est devenue une personne veuve pendant que ladite personne et son conjoint étaient des résidents australiens;
  - (v) la pension de veuve de catégorie "B"; et
- (b) pour le Canada:

sous réserve des dispositions de l'alinéa 3(c) de l'article 11, les prestations mentionnées dans la législation du Canada.

- 3. Une pension payable à une personne veuve ou une pension pour personne qui prend soin d'une personne invalide, qu'elle soit due en vertu du présent Accord ou autrement, est versée en Australie et au Canada sans limite de temps."

## ARTICLE 6

Le présent Protocole, qui fait partie intégrale de l'Accord, entrera en vigueur à la date spécifiée dans les notes qui seront échangées par les Parties par voies diplomatiques pour s'aviser l'une et l'autre que toutes les mesures requises pour donner effet au présent Protocole ont été réglées de façon définitive, après quoi, le présent Protocole sera mis en application à dater de l'entrée en vigueur de l'Accord.

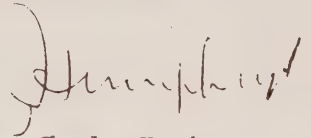


IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Protocol.

DONE in two copies at Ottawa, this *11<sup>th</sup>* day of October 1990, in the English and French languages, each text being equally authoritative.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Perrin Beatty".

**FOR THE GOVERNMENT  
OF CANADA**

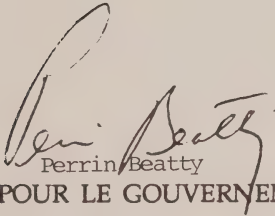
A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Charles Humphreys".

**FOR THE GOVERNMENT  
OF AUSTRALIA**



EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet égard par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

FAIT en deux exemplaires à Ottawa, ce 11<sup>ième</sup> jour d'octobre 1990, dans les langues française et anglaise, chaque texte faisant également foi.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Perrin Beatty".

POUR LE GOUVERNEMENT  
DU CANADA

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Charles Humphreys".

POUR LE GOUVERNEMENT  
DE L'AUSTRALIE



© Minister of Supply and Services Canada 1992

Available in Canada through

your local bookseller

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing  
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1992/17  
ISBN 0-660-57490-X

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1992

En vente au Canada chez

votre libraire local

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition  
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1992/17  
ISBN 0-660-57490-X













CAI  
EAIO  
- T67  
CANADA

Government  
Publications

TREATY SERIES 1992/18 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## ARCTIC

Agreement between the Government of CANADA and the Government of the RUSSIAN FEDERATION on Cooperation in the Arctic and the North (with Annex)

Ottawa, June 19, 1992

In Force June 19, 1992

---

## ARCTIQUE

Accord entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement de la FÉDÉRATION DE RUSSIE sur la coopération dans l'Arctique et le Nord (avec Annexe)

Ottawa, le 19 juin 1992

En vigueur le 19 juin 1992











CANADA

TREATY SERIES 1992/18 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## ARCTIC

Agreement between the Government of CANADA and the Government of the RUSSIAN FEDERATION on Cooperation in the Arctic and the North (with Annex)

Ottawa, June 19, 1992

In Force June 19, 1992

---

## ARCTIQUE

Accord entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement de la FÉDÉRATION DE RUSSIE sur la coopération dans l'Arctique et le Nord (avec Annexe)

Ottawa, le 19 juin 1992

En vigueur le 19 juin 1992

---



**AGREEMENT BETWEEN  
THE GOVERNMENT OF CANADA  
AND THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN FEDERATION  
ON  
COOPERATION IN THE ARCTIC AND THE NORTH**

**The Government of Canada and the Government of the Russian Federation** (hereinafter referred to as "the Parties")

**Noting** the geographical, ecological and cultural similarities between these two sovereign countries in their respective Arctic and northern regions,

**Guided** by the desire to develop a new mutually beneficial partnership aimed at solving common problems for the benefits of the inhabitants of the Arctic and northern regions of the Parties,

**Taking** into account that Canada and the Russian Federation, as Arctic states, play leading roles in Arctic and northern studies and development and that the Arctic region is of particular importance for both countries,

**Bearing** in mind the rights and obligations of Canada and the Russian Federation, in accordance with international law, especially as Arctic states,

**Aware** of the existing and growing commitment of the circumpolar countries to work together on Arctic matters, on the protection of the interests of its population, on the rational use of its resources, and on fostering prosperity in the region, through enhanced circumpolar cooperation,

**Convinced** of the importance of the direct participation and contribution of provincial (republican), regional and local governments and northerners, aboriginal and non-aboriginal, to Arctic and northern development in Canada and the Russian Federation,

**Drawing** on the experience gained in past long-standing bilateral contacts and culminating in exchanges in the field of Arctic and northern development under the Canada-USSR Protocols on Scientific and Technical Cooperation in the Arctic and the North of April 16, 1984, and February 26, 1987, and the Agreement Between the Government of Canada and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics on Cooperation in the Arctic and the North of November 20, 1989,

**Taking** into account the joint Canada-Russia Declaration on Friendship and Cooperation of February 1, 1992,

**In accordance** with the Treaty of Concord and Cooperation Between Canada and the Russian Federation of June 19, 1992,

**Have agreed as follows:**



**ACCORD ENTRE  
LE GOUVERNEMENT DU CANADA  
ET LE GOUVERNEMENT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE  
SUR  
LA COOPÉRATION DANS L'ARCTIQUE ET LE NORD**

**Le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Fédération de Russie (ci-après dénommés "les Parties"):**

**Notant les similitudes sur le plan géographique, écologique et culturel des deux pays souverains dans leurs régions respectives de l'Arctique et du Nord,**

**Animés du désir d'établir un nouveau partenariat mutuellement avantageux axé sur la solution des problèmes communs au profit des résidents des régions de l'Arctique et du Nord des Parties,**

**Tenant compte du fait que le Canada et la Fédération de Russie, en tant qu'États de l'Arctique, jouent un rôle majeur dans l'étude et la mise en valeur de la région arctique et que celle-ci revêt une importance particulière pour les deux pays,**

**Ayant à l'esprit les droits conférés et les obligations imposées par le droit international au Canada et à la Fédération de Russie, en tant qu'États de l'Arctique,**

**Conscients de l'engagement actuel et croissant des pays circumpolaires à l'égard de la coopération en ce qui concerne l'Arctique, la protection des intérêts de sa population, l'utilisation rationnelle de ses ressources et la progression de la région dans la voie de la prospérité grâce à l'amélioration de la coopération circumpolaire,**

**Convaincus de l'importance de la participation et de la contribution directes des gouvernements provinciaux (républicains), régionaux et locaux, des habitants du Nord, des autochtones et des non-autochtones au développement de l'Arctique et du Nord au sein du Canada et de la Fédération de Russie,**

**S'inspirant de l'expérience des contacts et échanges bilatéraux concernant le développement de l'Arctique et du Nord acquise dans le cadre des Protocoles canado-soviétiques sur la coopération scientifique et technique du 16 avril 1984 et du 26 février 1987 et de l'Accord canado-soviétique sur la coopération dans l'Arctique et le Nord du 20 novembre 1989,**

**Tenant compte de la Déclaration d'amitié et de coopération entre le Canada et la Fédération de Russie, en date du 1<sup>er</sup> février 1992,**

**Conformément au Traité d'entente et de coopération entre le Canada et la Fédération de Russie, en date du 19 juin 1992,**

**Sont convenus de ce qui suit:**



## ARTICLE 1

1. The Parties shall promote mutually beneficial cooperation between Canada and the Russian Federation on matters relating to the Arctic and the North, considering it as an important factor conducive to all-round development of their bilateral relations on a stable and long-term basis in the region.
2. The Parties shall determine and agree upon the areas in which both countries will cooperate. A list of priority areas to develop is annexed to the Agreement. The list is subject to periodical revision and can be updated in the manner agreed by the Parties.
3. Cooperation under the present Agreement shall be carried out in consideration of other existing agreements.

## ARTICLE 2

1. The Parties will pursue a new partnership on matters relating to the Arctic and the North on the basis of mutual benefit, equality and reciprocity.
2. Cooperation between the Parties may take the following forms:
  - a) exchanges of and/or visits by delegations, including both short-term and long-term exchanges of and/or visits by officials, experts and northern inhabitants;
  - b) exchange of information and documentation;
  - c) joint research and development, and/or exchange of results;
  - d) contract services provided by experts;
  - e) joint symposia, conferences and seminars for experts;
  - f) joint publications;
  - g) trade missions;
  - h) joint commercial ventures and activities;
  - i) technology exchange and transfer;
  - j) establishment of representative offices; and
  - k) other mutually agreed forms of cooperation.



**ARTICLE PREMIER**

1. Les Parties favorisent une coopération mutuellement avantageuse entre le Canada et la Fédération de Russie sur les questions relatives à l'Arctique et au Nord, y voyant une contribution importante au développement général de leurs relations bilatérales sur une base stable et à long terme dans la région.

2. Les Parties déterminent et s'entendent sur les domaines de coopération entre les deux pays. La liste des secteurs prioritaires est annexée à l'Accord. Cette liste fera l'objet de révisions périodiques et sera mise à jour selon les conditions prescrites par les Parties.

3. Aux termes du présent Accord, la coopération est mise en oeuvre en fonction des autres ententes.

**ARTICLE 2**

1. Les Parties établiront un nouveau partenariat en rapport avec les questions liées à l'Arctique et au Nord en fonction des principes d'avantages mutuels, d'égalité et de réciprocité.

2. La coopération entre les Parties peut prendre les formes suivantes:

- a) échanges ou visites de délégations, notamment des échanges ou des visites à court et à long terme de représentants officiels, de spécialistes et d'habitants du Nord;
- b) échanges d'information et de documents;
- c) activités conjointes de recherche et développement et échanges des résultats;
- d) services contractuels offerts par des spécialistes;
- e) organisation conjointe de symposiums, de conférences et de séminaires à l'intention des spécialistes;
- f) publications conjointes;
- g) missions commerciales;
- h) entreprises et activités commerciales conjointes;
- i) échange et transfert de la technologie;
- j) établissement de bureaux représentatifs; et
- k) autres formes de coopération mutuellement acceptées.



## ARTICLE 3

1. For the purpose of this Agreement, the Parties will promote, encourage and facilitate the development of cooperative and direct contacts between governmental and non-governmental organizations, scientific research and other institutions, business associations and firms of the two countries, including the conclusion of working arrangements in accordance with the present Agreement.
2. The Parties will promote, facilitate and support the development of cooperative and direct contacts and exchanges between provincial (republican), regional and local governments, as well as native groups and organizations, of the Arctic and northern regions of the two countries, based on their own working arrangements in accordance with the present Agreement.
3. To ensure mutually beneficial cooperation, each Party will provide assistance for travel to areas, institutions and organizations of the other country appropriate for the conduct of activities under the present Agreement.
4. Information obtained as a result of cooperation will be accessible to the participants and be transmitted between them as soon as practicable. Such information may be freely used by the participants unless specified otherwise.
5. The cooperation provided for in this Agreement is subject to the laws and regulations of the Parties.

## ARTICLE 4

1. For the purpose of this Agreement, a Canada-Russia Mixed Commission on Cooperation in the Arctic and the North shall be established. The following organizations will be responsible for supervising the implementation of the Agreement: for the Government of Canada - the Department of Indian Affairs and Northern Development; for the Government of the Russian Federation - the State Committee for Socio-Economic Development of the North.
2. The Mixed Commission will:
  - a) promote the development of programmes of cooperation between Canada and the Russian Federation in the Arctic and the North, with respect to the areas specified in the Annex;
  - b) review and report on the implementation of the programmes and ensure that the activities approved are properly carried out;
  - c) provide general policy directions and management for the Agreement; and
  - d) consider proposals for the development of additional fields of cooperation, and amend accordingly the Annex.



## ARTICLE 3

1. Aux fins du présent Accord, les Parties favoriseront l'établissement de relations directes et coopératives entre les organisations gouvernementales et autres, les établissements de recherche scientifique et autres, les associations et entreprises commerciales des deux pays, y compris la conclusion d'arrangements pratiques conformément au présent Accord.

2. Les Parties faciliteront l'établissement de contacts directs et coopératifs et d'échanges entre les gouvernements provinciaux (républicains), régionaux et locaux, ainsi que les groupes et organisations autochtones, des régions de l'Arctique et du Nord des deux pays, sur la base de leurs propres arrangements convenus conformément au présent Accord.

3. Afin d'assurer une coopération mutuellement avantageuse, chaque Partie fournira une assistance à l'autre au titre des voyages à destination des régions ou auprès des établissements et organisations pour assurer la poursuite des activités prévues dans le présent Accord.

4. Les renseignements obtenus au cours des activités de coopération seront accessibles aux participants et leur seront transmis aussitôt que possible. Les participants seront libres d'utiliser ces renseignements, à moins d'avis contraire.

5. La coopération prévue au présent Accord est assujettie aux lois et règlements des Parties.

## ARTICLE 4

1. Aux fins du présent Accord, une Commission mixte canado-russe sur la coopération sera établie. Les organisations suivantes seront chargées de la mise en oeuvre de l'Accord: pour le Gouvernement du Canada - le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien - et pour la Fédération de Russie - le Comité d'État pour le développement socio-économique du Nord.

2. La Commission mixte:

- a) favorisera le développement de programmes de coopération entre le Canada et la Fédération de Russie dans l'Arctique et le Nord, en ce qui a trait aux secteurs désignés en annexe;
- b) surveillera la mise en oeuvre des programmes et veillera à la bonne exécution des activités approuvées, et en fera rapport;
- c) veillera à l'orientation et à la gestion courantes de l'Accord;
- d) examinera les propositions visant l'élargissement de la coopération à d'autres domaines et modifiera l'annexe en conséquence.



3. The Mixed Commission will meet at least once every two years, alternately in the Russian Federation and Canada. Each Party will designate its representatives to the Commission's sessions in accordance with its own procedures and practices.

4. The Mixed Commission will be co-chaired by the Minister of Indian Affairs and Northern Development, on the Canadian side, and the Chairman of the State Committee of Socio-Economic Development of the North, on the Russian side.

5. Each Party shall maintain a Secretariat, headed by an Executive Secretary, to support the work of the Mixed Commission. To facilitate the liaison, the Parties may consider the exchange of officials of the Secretariat for an agreed period of time.

6. For the purpose of the implementation of the programmes of cooperation, working groups may be set up, working plans may be elaborated, and separate protocols and memoranda may be agreed to, by the Mixed Commission.

#### ARTICLE 5

1. Each Party shall bear the expenses of its participation in the activities carried out, unless otherwise agreed.

2. During the exchange of delegations in the course of programmes, the sending Party shall bear the expenses of two-way travel to a mutually agreed point and the receiving Party shall bear the expenses during the stay of the delegation in the receiving country, unless otherwise agreed.

3. The duration of the stay in the receiving country and the number of persons in each delegation will be agreed prior to their departure from the sending country. The exchanges will be based on the principle of equal number of delegations and equal durations of stay, unless otherwise agreed.

4. Matters of a commercial or juridical character that may arise during cooperation shall be resolved by special agreements or contracts, or both.

#### ARTICLE 6

1. The Agreement Between the Government of Canada and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics on Cooperation in the Arctic and the North of November 20, 1989 ceases upon the entry into force of this Convention.

2. The workplans, Protocols and Memoranda of Cooperation agreed to under the 1989 Agreement Between the Government of Canada and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics on Cooperation in the Arctic and the North shall be subsumed with the corresponding changes under the present Agreement.



3. Au moins une fois tous les deux ans, la Commission mixte se réunira alternativement dans la Fédération de Russie et au Canada. Chaque Partie désignera ses représentants aux séances de la Commission conformément à ses usages.
4. Les deux coprésidents de la Commission mixte seront, pour le compte du Canada, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et, pour le compte de la Fédération de Russie, le président du comité d'État pour le développement socio-économique.
5. Chaque Partie établit un Secrétariat, dirigé par un secrétaire exécutif, afin d'assurer les services de soutien de la Commission mixte. Pour faciliter la liaison, les Parties peuvent faire l'échange de représentants du Secrétariat pendant une période déterminée.
6. Aux fins de l'exécution des programmes de coopération, la Commission mixte peut établir des groupes de travail, élaborer des plans de travail ainsi que des protocoles et des mémoires distincts.

#### ARTICLE 5

1. Sauf entente contraire, chaque Partie assume les frais occasionnés par sa participation aux activités exercées dans le cadre du présent Accord.
2. Au cours des échanges de délégations dans le cadre de programmes, et à moins qu'il n'en soit convenu autrement, la Partie d'envoi assume les frais de voyage à destination et en provenance d'un point mutuellement convenu et la Partie d'accueil prend à sa charge les frais relatifs au séjour des délégations sur son territoire.
3. La durée du séjour dans le pays d'accueil et la composition numérique de chaque délégation seront convenues préalablement au départ du pays d'envoi. Les échanges s'effectueront sur la base de l'égalité quant au nombre de délégations et à la durée du séjour, sauf avis contraire.
4. Les questions d'ordre commercial ou juridique pouvant surgir dans le cadre de la coopération sont résolues par voie d'accords spéciaux ou de contrats, ou des deux.

#### ARTICLE 6

1. L'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques sur la coopération dans l'Arctique et le Nord du 21 novembre 1989 prend fin dès l'entrée en vigueur du présent Accord.
2. Les plans de travail, les protocoles et les mémoires de coopération approuvés aux termes de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques sur la coopération dans l'Arctique et le Nord de 1989 sont couverts, avec les changements correspondants, par le présent Accord.



**ARTICLE 7**

1. This Agreement shall enter into force on the date of its signature.
2. This Agreement shall remain in force for a period of five years, and thereafter shall be extended automatically for further periods of five years unless either Party gives notice of termination not less than six months prior to the expiration of the initial period or any extension thereof.
3. The termination of this Agreement shall not affect the validity of any arrangements initiated under it which are incomplete at the time of termination.
4. This Agreement may be amended at any time by mutual agreement of the Parties in writing.



## ARTICLE 7

1. Le présent accord entre en vigueur à la date de sa signature.
2. Le présent Accord demeure en vigueur pendant une période de cinq ans et est ensuite prorogé tacitement par périodes successives de cinq ans, à moins que l'une des Parties ne notifie son intention de le dénoncer au moins six mois avant l'expiration de la période initiale ou de toute période de prorogation.
3. La fin de l'Accord ne doit pas influencer sur la validité des arrangements pris en application de celui-ci et qui n'ont pas été menés à terme au moment de sa suppression.
4. Le présent Accord peut être modifié en tout temps, pourvu que les Parties y consentent mutuellement par écrit.



DONE in duplicate at Ottawa this 19<sup>th</sup> day of June, 1992, in the English, French and Russian languages, each version being equally authentic.

FAIT en deux exemplaires à Ottawa le 19<sup>e</sup> jour de juin 1992, en langues française, anglaise et russe, chaque version faisant également foi.

FOR THE GOVERNMENT  
OF CANADA

POUR LE GOUVERNEMENT  
DU CANADA

Brian Mulroney

FOR THE GOVERNMENT OF  
THE RUSSIAN FEDERATION

POUR LE GOUVERNEMENT DE  
LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Boris Yeltsin

The block contains two handwritten signatures in dark ink. On the left is the signature of Brian Mulroney, written in a cursive style. On the right is the signature of Boris Yeltsin, also in cursive, appearing more compact and stylized.







## ANNEX

The Parties identified as priority areas of cooperation to develop:

- a) economic development, including small business;
- b) socio-economic and cultural problems; relations and contacts between aboriginal peoples;
- c) land use planning and management;
- d) construction in the Arctic and northern regions;
- e) geology in the Arctic and northern regions;
- f) effects and transport of contaminants;
- g) development of renewable and non-renewable resources;
- h) education and professional training;
- i) policy and legislation related to the administration of Arctic and northern territories;
- j) hydrometeorological research and monitoring;
- k) fisheries science and technology;
- l) Arctic air, land, and marine technology;
- m) medical services and health care delivery;
- n) tourism;
- o) transportation; and
- p) such other areas as may be mutually agreed.



## ANNEXE

Les Parties ont inscrit au rang des priorités en matière de coopération les éléments suivants:

- a) le développement économique, y compris les petites entreprises;
- b) les problèmes socio-économiques et culturels; les relations et la communication entre les peuples autochtones;
- c) l'aménagement et la gestion des terres;
- d) la construction dans les régions de l'Arctique et du Nord;
- e) la géologie dans les régions de l'Arctique et du Nord;
- f) le transport des contaminants et leurs effets;
- g) le développement des ressources renouvelables et non renouvelables;
- h) l'éducation et la formation professionnelle;
- i) la politique et la législation concernant l'administration des territoires de l'Arctique et du Nord;
- j) recherche et observations hydrométéorologiques;
- k) la science et la technologie des pêcheries;
- l) la technologie aérienne, terrestre et marine dans l'Arctique;
- m) les services médicaux et la prestation de soins de santé;
- n) le tourisme;
- o) le transport;
- p) tout autre domaine mutuellement acceptable.



© Minister of Supply and Services Canada 1992

Available in Canada through

your local bookseller

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing  
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1992/18  
ISBN 0-660-57941-3

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1992

En vente au Canada chez

votre libraire local

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition  
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1992/18  
ISBN 0-660-57941-3













CAI  
EA10  
-T67  
CANADA

Consent  
Publication

TREATY SERIES 1992/19 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## ENVIRONMENT

Basel Convention on the Control of Transboundary Movements of Hazardous Wastes and Their Disposal (with Annexes)

Done at Basel, March 22, 1989

Signed by Canada March 22, 1989

Ratified by Canada August 28, 1992

In force for Canada November 26, 1992

---

## ENVIRONNEMENT

Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (avec Annexes)

Faite à Bâle le 22 mars 1989

Signée par le Canada le 22 mars 1989

Ratifiée par le Canada le 28 août 1992

En vigueur pour le Canada le 26 novembre 1992

---











CANADA

TREATY SERIES 1992/19 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## ENVIRONMENT

Basel Convention on the Control of Transboundary Movements of  
Hazardous Wastes and Their Disposal (with Annexes)

Done at Basel, March 22, 1989

Signed by Canada March 22, 1989

Ratified by Canada August 28, 1992

In force for Canada November 26, 1992

---

## ENVIRONNEMENT

Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de  
déchets dangereux et de leur élimination (avec Annexes)

Faite à Bâle le 22 mars 1989

Signée par le Canada le 22 mars 1989

Ratifiée par le Canada le 28 août 1992

En vigueur pour le Canada le 26 novembre 1992

---



## PREAMBLE

The Parties to this Convention,

Aware of the risk of damage to human health and the environment caused by hazardous wastes and other wastes and the transboundary movement thereof,

Mindful of the growing threat to human health and the environment posed by the increased generation and complexity, and transboundary movement of hazardous wastes and other wastes,

Mindful also that the most effective way of protecting human health and the environment from the dangers posed by such wastes is the reduction of their generation to a minimum in terms of quantity and/or hazard potential,

Convinced that States should take necessary measures to ensure that the management of hazardous wastes and other wastes including their transboundary movement and disposal is consistent with the protection of human health and the environment whatever the place of their disposal,

Noting that States should ensure that the generator should carry out duties with regard to the transport and disposal of hazardous wastes and other wastes in a manner that is consistent with the protection of the environment, whatever the place of disposal,



## PREAMBULE

Les Parties à la présente Convention,

Conscientes des dommages que les déchets dangereux et d'autres déchets ainsi que les mouvements transfrontières de ces déchets risquent de causer à la santé humaine et à l'environnement,

Ayant présente à l'esprit la menace croissante que représentent pour la santé humaine et l'environnement la complexité grandissante et le développement de la production de déchets dangereux et d'autres déchets et leurs mouvements transfrontières,

Ayant également présent à l'esprit le fait que la manière la plus efficace de protéger la santé humaine et l'environnement des dangers que représentent ces déchets consiste à réduire leur production au minimum du point de vue de la quantité et/ou du danger potentiel,

Convaincues que les Etats devraient prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que la gestion des déchets dangereux et d'autres déchets, y compris leurs mouvements transfrontières et leur élimination, soit compatible avec la protection de la santé humaine et de l'environnement, quel que soit le lieu où ces déchets sont éliminés,

Notant que les Etats devraient veiller à ce que le producteur s'acquitte des obligations ayant trait au transport et à l'élimination des déchets dangereux et d'autres déchets d'une manière qui soit compatible avec la protection de l'environnement, quel que soit le lieu où ils sont éliminés,

Reconnaissant pleinement que tout Etat possède le droit souverain d'interdire l'entrée ou l'élimination de déchets dangereux et d'autres déchets d'origine étrangère sur son territoire,

Reconnaissant également le sentiment croissant favorable à l'interdiction des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination dans d'autres Etats, en particulier dans les pays en développement.

Convaincues que les déchets dangereux et d'autres déchets devraient, dans toute la mesure où cela est compatible avec une gestion écologiquement rationnelle et efficace, être éliminés dans l'Etat où ils ont été produits,

Conscientes également que les mouvements transfrontières de ces déchets de l'Etat de leur production vers tout autre Etat ne devraient être autorisés que lorsqu'ils sont réalisés dans des conditions ne présentant aucun danger pour la santé humaine et l'environnement et conformes aux dispositions de la présente Convention,

Considérant que le contrôle accru des mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets encouragera une gestion écologiquement rationnelle de ces déchets et une réduction du volume des mouvements transfrontières correspondants,



Fully recognizing that any State has the sovereign right to ban the entry or disposal of foreign hazardous wastes and other wastes in its territory,

Recognizing also the increasing desire for the prohibition of transboundary movements of hazardous wastes and their disposal in other States, especially developing countries,

Convinced that hazardous wastes and other wastes should, as far as is compatible with environmentally sound and efficient management, be disposed of in the State where they were generated,

Aware also that transboundary movements of such wastes from the State of their generation to any other State should be permitted only when conducted under conditions which do not endanger human health and the environment, and under conditions in conformity with the provisions of this Convention,

Considering that enhanced control of transboundary movement of hazardous wastes and other wastes will act as an incentive for their environmentally sound management and for the reduction of the volume of such transboundary movement,

Convinced that States should take measures for the proper exchange of information on and control of the transboundary movement of hazardous wastes and other wastes from and to those States,

Noting that a number of international and regional agreements have addressed the issue of protection and preservation of the environment with regard to the transit of dangerous goods.

Taking into account the Declaration of the United Nations Conference on the Human Environment (Stockholm, 1972), the Cairo Guidelines and Principles for the Environmentally Sound Management of Hazardous Wastes adopted by the Governing Council of the United Nations Environment Programme (UNEP) by decision 14/30 of 17 June 1987, the Recommendations of the United Nations Committee of Experts on the Transport of Dangerous Goods (formulated in 1957 and updated biennially), relevant recommendations, declarations, instruments and regulations adopted within the United Nations system and the work and studies done within other international and regional organizations,

Mindful of the spirit, principles, aims and functions of the World Charter for Nature adopted by the General Assembly of the United Nations at its thirty-seventh session (1982) as the rule of ethics in respect of the protection of the human environment and the conservation of natural resources,

Affirming that States are responsible for the fulfilment of their international obligations concerning the protection of human health and protection and preservation of the environment, and are liable in accordance with international law,

Recognizing that in the case of a material breach of the provisions of this Convention or any protocol thereto the relevant international law of treaties shall apply,



Convaincues que les Etats devraient prendre des mesures pour assurer un échange approprié d'informations et un contrôle effectif des mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets en provenance et à destination de ces Etats,

Notant qu'un certain nombre d'accords internationaux et régionaux ont porté sur la question de la protection et de la préservation de l'environnement lorsqu'il y a transit de marchandises dangereuses.

Tenant compte de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement (Stockholm, 1972), des Lignes directrices et Principes du Caire concernant la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux, adoptés par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) par sa décision 14/30 du 17 juin 1987, des recommandations du Comité d'experts des Nations Unies en matière de transport des marchandises dangereuses (formulées en 1957 et mises à jour tous les deux ans), des recommandations, déclarations, instruments et règlements pertinents adoptés dans le cadre du système des Nations Unies ainsi que des travaux et études effectués par d'autres organisations internationales et régionales,

Conscientes de l'esprit, des principes, des buts et des fonctions de la Charte mondiale de la nature adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa trente-septième session (1982) en tant que règle d'éthique concernant la protection de l'environnement humain et la conservation des ressources naturelles,

Affirmant que les Etats sont tenus de s'acquitter de leurs obligations internationales concernant la protection de la santé humaine ainsi que la protection et la sauvegarde de l'environnement et sont responsables à cet égard conformément au droit international,

Reconnaissant que, dans le cas d'une violation substantielle des dispositions de la présent Convention ou de tout protocole y relatif, les dispositions pertinentes du droit international des traités s'appliqueront,

Conscientes que la nécessité de continuer à mettre au point et à appliquer des techniques peu polluantes et écologiquement rationnelles, des mesures de recyclage et des systèmes appropriés de maintenance et de gestion en vue de réduire au minimum la production de déchets dangereux et d'autres déchets,

Conscientes également du fait que la communauté internationale est de plus en plus préoccupée par la nécessité de contrôler rigoureusement les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets et par la nécessité de réduire dans la mesure du possible ces mouvements au minimum,

Préoccupées par le problème du trafic transfrontière illicite de déchets dangereux, et d'autres déchets

Tenant compte aussi de ce que les pays en développement n'ont que des capacités limitées de gestion des déchets dangereux et d'autres déchets,



Aware of the need to continue the development and implementation of environmentally sound low-waste technologies, recycling options, good house-keeping and management systems with a view to reducing to a minimum the generation of hazardous wastes and other wastes,

Aware also of the growing international concern about the need for stringent control of transboundary movement of hazardous wastes and other wastes, and of the need as far as possible to reduce such movement to a minimum,

Concerned about the problem of illegal transboundary traffic in hazardous wastes and other wastes,

Taking into account also the limited capabilities of the developing countries to manage hazardous wastes and other wastes,

Recognizing the need to promote the transfer of technology for the sound management of hazardous wastes and other wastes produced locally, particularly to the developing countries in accordance with the spirit of the Cairo Guidelines and decision 14/16 of the Governing Council of UNEP on Promotion of the transfer of environmental protection technology,

Recognizing also that hazardous wastes and other wastes should be transported in accordance with relevant international conventions and recommendations,

Convinced also that the transboundary movement of hazardous wastes and other wastes should be permitted only when the transport and the ultimate disposal of such wastes is environmentally sound, and

Determined to protect, by strict control, human health and the environment against the adverse effects which may result from the generation and management of hazardous wastes and other wastes,

HAVE AGREED AS FOLLOWS:



Reconnaissant qu'il est nécessaire de promouvoir le transfert, surtout vers les pays en développement, de techniques destinées à assurer une gestion rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets produits localement, dans l'esprit des Lignes directrices du Caire et de la décision 14/16 du Conseil d'administration du PNUE sur la promotion du transfert des techniques de protection de l'environnement,

Reconnaissant également que les déchets dangereux et d'autres déchets devraient être transportés conformément aux conventions et recommandations internationales pertinentes,

Convaincues également que les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets ne devraient être autorisés que si le transport et l'élimination finale de ces déchets sont écologiquement rationnels,

Déterminées à protéger par un contrôle strict la santé humaine et l'environnement contre les effets nocifs qui peuvent résulter de la production et de la gestion des déchets dangereux et d'autres déchets,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

#### Article premier

##### Champ d'application de la Convention

1. Les déchets ci-après, qui font l'objet de mouvements transfrontières, seront considérés comme des "déchets dangereux" aux fins de la présente Convention:

a) Les déchets qui appartiennent à l'une des catégories figurant à l'annexe I, à moins qu'ils ne possèdent aucune des caractéristiques indiquées à l'annexe III; et

b) Les déchets auxquels les dispositions de l'alinéa a) ne s'appliquent pas, mais qui sont définis ou considérés comme dangereux par la législation interne de la Partie d'exportation, d'importation ou de transit.

2. Les déchets qui appartiennent à l'une des catégories figurant à l'annexe II et font l'objet de mouvements transfrontières seront considérés comme "d'autres déchets" aux fins de la présente Convention.

3. Les déchets qui, en raison de leur radioactivité, sont soumis à d'autres systèmes de contrôle internationaux, y compris des instruments internationaux, s'appliquant spécifiquement aux matières radioactives sont exclus du champ d'application de la présente Convention.

4. Les déchets provenant de l'exploitation normale d'un navire et dont le rejet fait l'objet d'un autre instrument international sont exclus du champ d'application de la présente Convention.



Article 1

Scope of the Convention

1. The following wastes that are subject to transboundary movement shall be "hazardous wastes" for the purposes of this Convention:

(a) Wastes that belong to any category contained in Annex I, unless they do not possess any of the characteristics contained in Annex III; and

(b) Wastes that are not covered under paragraph (a) but are defined as, or are considered to be, hazardous wastes by the domestic legislation of the Party of export, import or transit.

2. Wastes that belong to any category contained in Annex II that are subject to transboundary movement shall be "other wastes" for the purposes of this Convention.

3. Wastes which, as a result of being radioactive, are subject to other international control systems, including international instruments, applying specifically to radioactive materials, are excluded from the scope of this Convention.

4. Wastes which derive from the normal operations of a ship, the discharge of which is covered by another international instrument, are excluded from the scope of this Convention.



## Article 2

### Définitions

Aux fins de la présente Convention:

1. On entend par "déchets" des substances ou objets qu'on élimine, qu'on a l'intention d'éliminer ou qu'on est tenu d'éliminer en vertu des dispositions du droit national;
2. On entend par "gestion" la collecte, le transport et l'élimination des déchets dangereux ou d'autres déchets, y compris la surveillance des sites d'élimination;
3. On entend par "mouvement transfrontière" tout mouvement de déchets dangereux ou d'autres déchets en provenance d'une zone relevant de la compétence nationale d'un Etat et à destination d'une zone relevant de la compétence nationale d'un autre Etat, ou en transit par cette zone, ou d'une zone ne relevant de la compétence nationale d'aucun Etat, ou en transit par cette zone, pour autant que deux Etats au moins soient concernés par le mouvement;
4. On entend par "élimination" toute opération prévue à l'annexe IV de la présente Convention;
5. On entend par "site ou installation agréé" un site ou une installation où l'élimination des déchets dangereux ou d'autres déchets a lieu en vertu d'une autorisation ou d'un permis d'exploitation délivré par une autorité compétente de l'Etat où le site ou l'installation se trouve;
6. On entend par "autorité compétente" l'autorité gouvernementale désignée par une Partie pour recevoir, dans la zone géographique que la Partie peut déterminer, la notification d'un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets ainsi que tous les renseignements qui s'y rapportent et pour prendre position au sujet de cette notification comme le prévoit l'article 6;
7. On entend par "correspondant" l'organisme d'une Partie mentionné à l'article 5 et chargé de recevoir et de communiquer les renseignements prévus aux articles 13 et 16;
8. On entend par "gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux ou d'autres déchets" toutes mesures pratiques permettant d'assurer que les déchets dangereux ou d'autres déchets sont gérés d'une manière qui garantisse la protection de la santé humaine et de l'environnement contre les effets nuisibles que peuvent avoir ces déchets;
9. On entend par "zone relevant de la compétence nationale d'un Etat" toute zone terrestre, maritime ou aérienne à l'intérieur de laquelle un Etat exerce conformément au droit international des compétences administratives et réglementaires en matière de protection de la santé humaine ou de l'environnement;



Article 2Definitions

For the purposes of this Convention:

1. "Wastes" are substances or objects which are disposed of or are intended to be disposed of or are required to be disposed of by the provisions of national law;
2. "Management" means the collection, transport and disposal of hazardous wastes or other wastes, including after-care of disposal sites;
3. "Transboundary movement" means any movement of hazardous wastes or other wastes from an area under the national jurisdiction of one State to or through an area under the national jurisdiction of another State or to or through an area not under the national jurisdiction of any State, provided at least two States are involved in the movement;
4. "Disposal" means any operation specified in Annex IV to this Convention;
5. "Approved site or facility" means a site or facility for the disposal of hazardous wastes or other wastes which is authorized or permitted to operate for this purpose by a relevant authority of the State where the site or facility is located;
6. "Competent authority" means one governmental authority designated by a Party to be responsible, within such geographical areas as the Party may think fit, for receiving the notification of a transboundary movement of hazardous wastes or other wastes, and any information related to it, and for responding to such a notification, as provided in Article 6;
7. "Focal point" means the entity of a Party referred to in Article 5 responsible for receiving and submitting information as provided for in Articles 13 and 16;
8. "Environmentally sound management of hazardous wastes or other wastes" means taking all practicable steps to ensure that hazardous wastes or other wastes are managed in a manner which will protect human health and the environment against the adverse effects which may result from such wastes;
9. "Area under the national jurisdiction of a State" means any land, marine area or airspace within which a State exercises administrative and regulatory responsibility in accordance with international law in regard to the protection of human health or the environment;
10. "State of export" means a Party from which a transboundary movement of hazardous wastes or other wastes is planned to be initiated or is initiated;
11. "State of import" means a Party to which a transboundary movement of hazardous wastes or other wastes is planned or takes place for the purpose of disposal therein or for the purpose of loading prior to disposal in an area not under the national jurisdiction of any State;



10. On entend par "Etat d'exportation" toute Partie d'où est prévu le déclenchement ou où est déclenché un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets;

11. On entend par "Etat d'importation" toute Partie vers laquelle est prévu ou a lieu un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets pour qu'ils y soient éliminés ou aux fins de chargement avant élimination dans une zone qui ne relève de la compétence nationale d'aucun Etat;

12. On entend par "Etat de transit" tout Etat, autre que l'Etat d'exportation ou d'importation, à travers lequel un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets est prévu ou a lieu;

13. On entend par "Etats concernés" les Parties qui sont Etats d'exportation ou d'importation et les Etats de transit, qu'ils soient ou non Parties;

14. On entend par "personne" toute personne physique ou morale;

15. On entend par "exportateur" toute personne qui relève de la juridiction de l'Etat d'exportation et qui procède à l'exportation de déchets dangereux ou d'autres déchets;

16. On entend par "importateur" toute personne qui relève de la juridiction de l'Etat d'importation et qui procède à l'importation de déchets dangereux ou d'autres déchets;

17. On entend par "transporteur" toute personne qui transporte des déchets dangereux ou d'autres déchets;

18. On entend par "producteur" toute personne dont l'activité produit des déchets dangereux ou d'autres déchets ou, si cette personne est inconnue, la personne qui est en possession de ces déchets et/ou qui les contrôle;

19. On entend par "éliminateur" toute personne à qui sont expédiés des déchets dangereux ou d'autres déchets et qui effectue l'élimination desdits déchets;

20. On entend par "organisation d'intégration politique ou économique" toute organisation constituée d'Etats souverains à laquelle les Etats membres ont donné compétence dans les domaines régis par la présente Convention et qui a été dûment autorisée, selon ses procédures internes, à signer, ratifier, accepter, approuver ou confirmer formellement la Convention ou à y adhérer;

21. On entend par "trafic illicite" tout mouvement de déchets dangereux ou d'autres déchets tel que précisé dans l'article 9.

### Article 3

#### Définitions nationales des déchets dangereux

1. Chacune des Parties informe le secrétariat de la Convention, dans un délai de six mois après être devenue Partie à la Convention, des déchets, autres que ceux indiqués dans les annexes I et II, qui sont considérés ou



12. "State of transit" means any State, other than the State of export or import, through which a movement of hazardous wastes or other wastes is planned or takes place;
13. "States concerned" means Parties which are States of export or import, or transit States, whether or not Parties;
14. "Person" means any natural or legal person;
15. "Exporter" means any person under the jurisdiction of the State of export who arranges for hazardous wastes or other wastes to be exported;
16. "Importer" means any person under the jurisdiction of the State of import who arranges for hazardous wastes or other wastes to be imported;
17. "Carrier" means any person who carries out the transport of hazardous wastes or other wastes;
18. "Generator" means any person whose activity produces hazardous wastes or other wastes or, if that person is not known, the person who is in possession and/or control of those wastes;
19. "Disposer" means any person to whom hazardous wastes or other wastes are shipped and who carries out the disposal of such wastes;
20. "Political and/or economic integration organization" means an organization constituted by sovereign States to which its member States have transferred competence in respect of matters governed by this Convention and which has been duly authorized, in accordance with its internal procedures, to sign, ratify, accept, approve, formally confirm or accede to it;
21. "Illegal traffic" means any transboundary movement of hazardous wastes or other wastes as specified in Article 9.

### Article 3

#### National Definitions of Hazardous Wastes

1. Each Party shall, within six months of becoming a Party to this Convention, inform the Secretariat of the Convention of the wastes, other than those listed in Annexes I and II, considered or defined as hazardous under its national legislation and of any requirements concerning transboundary movement procedures applicable to such wastes.
2. Each Party shall subsequently inform the Secretariat of any significant changes to the information it has provided pursuant to paragraph 1.
3. The Secretariat shall forthwith inform all Parties of the information it has received pursuant to paragraphs 1 and 2.
4. Parties shall be responsible for making the information transmitted to them by the Secretariat under paragraph 3 available to their exporters.



définis comme dangereux par sa législation nationale, ainsi que de toute autre disposition concernant les procédures en matière de mouvement transfrontière applicables à ces déchets;

2. Chacune des Parties informe par la suite le secrétariat de toute modification importante aux renseignements communiqués par elle en application du paragraphe 1;

3. Le secrétariat informe immédiatement toutes les Parties des renseignements qu'il a reçus en application des paragraphes 1 et 2;

4. Les Parties sont tenues de mettre à la disposition de leurs exportateurs les renseignements qui leur sont communiqués par le secrétariat en application du paragraphe 3.

#### Article 4

##### Obligations générales

1. a) Les Parties exerçant leur droit d'interdire l'importation de déchets dangereux ou d'autres déchets en vue de leur élimination en informent les autres Parties conformément aux dispositions de l'article 13;

b) Les Parties interdisent ou ne permettent pas l'exportation de déchets dangereux et d'autres déchets dans les Parties qui ont interdit l'importation de tels déchets, lorsque cette interdiction a été notifiée conformément aux dispositions de l'alinéa a) ci-dessus;

c) Les Parties interdisent ou ne permettent pas l'exportation de déchets dangereux et d'autres déchets si l'Etat d'importation ne donne pas par écrit son accord spécifique pour l'importation de ces déchets, dans le cas où cet Etat d'importation n'a pas interdit l'importation de ces déchets;

2. Chaque Partie prend les dispositions voulues pour:

a) Veiller à ce que la production de déchets dangereux et d'autres déchets à l'intérieur du pays soit réduite au minimum, compte tenu des considérations sociales, techniques et économiques;

b) Assurer la mise en place d'installations adéquates d'élimination, qui devront, dans la mesure du possible, être situées à l'intérieur du pays, en vue d'une gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets en quelque lieu qu'ils soient éliminés;

c) Veiller à ce que les personnes qui s'occupent de la gestion des déchets dangereux ou d'autres déchets à l'intérieur du pays prennent les mesures nécessaires pour prévenir la pollution résultant de cette gestion et, si une telle pollution se produit, pour en réduire au minimum les conséquences pour la santé humaine et l'environnement;



Article 4General Obligations

1. (a) Parties exercising their right to prohibit the import of hazardous wastes or other wastes for disposal shall inform the other Parties of their decision pursuant to Article 13.

(b) Parties shall prohibit or shall not permit the export of hazardous wastes and other wastes to the Parties which have prohibited the import of such wastes, when notified pursuant to subparagraph (a) above.

(c) Parties shall prohibit or shall not permit the export of hazardous wastes and other wastes if the State of import does not consent in writing to the specific import, in the case where that State of import has not prohibited the import of such wastes.

2. Each Party shall take the appropriate measures to:

(a) Ensure that the generation of hazardous wastes and other wastes within it is reduced to a minimum, taking into account social, technological and economic aspects;

(b) Ensure the availability of adequate disposal facilities, for the environmentally sound management of hazardous wastes and other wastes, that shall be located, to the extent possible, within it, whatever the place of their disposal;

(c) Ensure that persons involved in the management of hazardous wastes or other wastes within it take such steps as are necessary to prevent pollution due to hazardous wastes and other wastes arising from such management and, if such pollution occurs, to minimize the consequences thereof for human health and the environment;

(d) Ensure that the transboundary movement of hazardous wastes and other wastes is reduced to the minimum consistent with the environmentally sound and efficient management of such wastes, and is conducted in a manner which will protect human health and the environment against the adverse effects which may result from such movement;

(e) Not allow the export of hazardous wastes or other wastes to a State or group of States belonging to an economic and/or political integration organization that are Parties, particularly developing countries, which have prohibited by their legislation all imports, or if it has reason to believe that the wastes in question will not be managed in an environmentally sound manner, according to criteria to be decided on by the Parties at their first meeting.

(f) Require that information about a proposed transboundary movement of hazardous wastes and other wastes be provided to the States concerned, according to Annex V A, to state clearly the effects of the proposed movement on human health and the environment;



d) Veiller à ce que les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets soient réduits à un minimum compatible avec une gestion efficace et écologiquement rationnelle desdits déchets et qu'ils s'effectuent de manière à protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets nocifs qui pourraient en résulter;

e) Interdire les exportations de déchets dangereux ou d'autres déchets à destination des Etats ou groupes d'Etats appartenant à des organisations d'intégration politique ou économique qui sont Parties, particulièrement les pays en développement, qui ont interdit par leur législation toute importation, ou si elle a des raisons de croire que les déchets en question n'y seront pas gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles telles que définies par les critères que retiendront les Parties à leur première réunion;

f) Exiger que les renseignements sur les mouvements transfrontières proposés de déchets dangereux et d'autres déchets soient communiqués aux Etats concernés, conformément à l'annexe V-A, pour qu'ils puissent évaluer les conséquences pour la santé humaine et l'environnement des mouvements envisagés;

g) Empêcher les importations de déchets dangereux et d'autres déchets si elle a des raisons de croire que les déchets en question ne seront pas gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles;

h) Coopérer avec les autres Parties et les autres organisations intéressées, directement et par l'intermédiaire du secrétariat, à des activités portant notamment sur la diffusion de renseignements sur les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets, afin d'améliorer la gestion écologiquement rationnelle desdits déchets et d'empêcher le trafic illicite;

3. Les Parties considèrent que le trafic illicite de déchets dangereux ou d'autres déchets constitue une infraction pénale.

4. Chaque Partie prend les mesures juridiques, administratives et autres qui sont nécessaires pour mettre en oeuvre et faire respecter les dispositions de la présente Convention, y compris les mesures voulues pour prévenir et réprimer tout comportement en contravention de la Convention.

5. Les Parties n'autorisent pas les exportations de déchets dangereux ou d'autres déchets vers un Etat non Partie ou l'importation de tels déchets en provenance d'un Etat non Partie.

6. Les Parties conviennent d'interdire l'exportation de déchets dangereux ou d'autres déchets en vue de leur élimination dans la zone située au sud du soixantième parallèle de l'hémisphère Sud, que ces déchets fassent ou non l'objet d'un mouvement transfrontière.

7. En outre, chaque Partie:

a) Interdit à toute personne relevant de sa compétence nationale de transporter ou d'éliminer des déchets dangereux ou d'autres déchets, à moins que la personne en question ne soit autorisée ou habilitée à procéder à ce type d'opération;



(g) Prevent the import of hazardous wastes and other wastes if it has reason to believe that the wastes in question will not be managed in an environmentally sound manner;

(h) Co-operate in activities with other Parties and interested organizations, directly and through the Secretariat, including the dissemination of information on the transboundary movement of hazardous wastes and other wastes, in order to improve the environmentally sound management of such wastes and to achieve the prevention of illegal traffic;

3. The Parties consider that illegal traffic in hazardous wastes or other wastes is criminal.

4. Each Party shall take appropriate legal, administrative and other measures to implement and enforce the provisions of this Convention, including measures to prevent and punish conduct in contravention of the Convention.

5. A Party shall not permit hazardous wastes or other wastes to be exported to a non-Party or to be imported from a non-Party.

6. The Parties agree not to allow the export of hazardous wastes or other wastes for disposal within the area south of 60° South latitude, whether or not such wastes are subject to transboundary movement.

7. Furthermore, each Party shall:

(a) Prohibit all persons under its national jurisdiction from transporting or disposing of hazardous wastes or other wastes unless such persons are authorized or allowed to perform such types of operations;

(b) Require that hazardous wastes and other wastes that are to be the subject of a transboundary movement be packaged, labelled, and transported in conformity with generally accepted and recognized international rules and standards in the field of packaging, labelling, and transport, and that due account is taken of relevant internationally recognized practices;

(c) Require that hazardous wastes and other wastes be accompanied by a movement document from the point at which a transboundary movement commences to the point of disposal.

8. Each Party shall require that hazardous wastes or other wastes, to be exported, are managed in an environmentally sound manner in the State of import or elsewhere. Technical guidelines for the environmentally sound management of wastes subject to this Convention shall be decided by the Parties at their first meeting.

9. Parties shall take the appropriate measures to ensure that the transboundary movement of hazardous wastes and other wastes only be allowed if:

(a) The State of export does not have the technical capacity and the necessary facilities, capacity or suitable disposal sites in order to dispose of the wastes in question in an environmentally sound and efficient manner; or



b) Exige que les déchets dangereux et d'autres déchets qui doivent faire l'objet d'un mouvement transfrontière soient emballés, étiquetés et transportés conformément aux règles et normes internationales généralement acceptées et reconnues en matière d'emballage, d'étiquetage et de transport, et qu'il soit dûment tenu compte des pratiques internationalement admises en la matière;

c) Exige que les déchets dangereux et d'autres déchets soient accompagnés d'un document de mouvement depuis le lieu d'origine du mouvement jusqu'au lieu d'élimination.

8. Chaque Partie exige que les déchets dangereux ou d'autres déchets dont l'exportation est prévue soient gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles dans l'Etat d'importation ou ailleurs. A leur première réunion, les Parties arrêteront des directives techniques pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets entrant dans le cadre de la présente Convention.

9. Les Parties prennent les mesures requises pour que les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets ne soient autorisés que:

a) Si l'Etat d'exportation ne dispose pas des moyens techniques et des installations nécessaires ou des sites d'élimination voulus pour éliminer les déchets en question selon des méthodes écologiquement rationnelles et efficaces; ou

b) Si les déchets en question constituent une matière brute nécessaire pour les industries de recyclage ou de récupération de l'Etat d'importation; ou

c) Si le mouvement transfrontière en question est conforme à d'autres critères qui seront fixés par les Parties pour autant que ceux-ci ne soient pas en contradiction avec les objectifs de la présente Convention.

10. L'obligation, aux termes de la présente Convention, des Etats producteurs de déchets dangereux et d'autres déchets d'exiger que les déchets soient traités selon des méthodes écologiquement rationnelles ne peut en aucun cas être transférée à l'Etat d'importation ou de transit.

11. Rien dans la présente Convention n'empêche une Partie d'imposer, pour mieux protéger la santé humaine et l'environnement, des conditions supplémentaires qui soient compatibles avec les dispositions de la présente Convention et conformes aux règles du droit international.

12. Aucune disposition de la présente Convention ne portera atteinte de quelque façon que ce soit à la souveraineté des Etats sur leurs eaux territoriales établie conformément au droit international, ni aux droits souverains et à la juridiction qu'exercent les Etats dans leur zone économique exclusive et sur leur plateau continental conformément au droit international, ni à l'exercice par les navires et les aéronefs de tous les Etats des droits et de la liberté de navigation tels qu'ils sont régis par le droit international et qu'ils ressortent des instruments internationaux pertinents.



(b) The wastes in question are required as a raw material for recycling or recovery industries in the State of import; or

(c) The transboundary movement in question is in accordance with other criteria to be decided by the Parties, provided those criteria do not differ from the objectives of this Convention.

10. The obligation under this Convention of States in which hazardous wastes and other wastes are generated to require that those wastes are managed in an environmentally sound manner may not under any circumstances be transferred to the States of import or transit.

11. Nothing in this Convention shall prevent a Party from imposing additional requirements that are consistent with the provisions of this Convention, and are in accordance with the rules of international law, in order better to protect human health and the environment.

12. Nothing in this Convention shall affect in any way the sovereignty of States over their territorial sea established in accordance with international law, and the sovereign rights and the jurisdiction which States have in their exclusive economic zones and their continental shelves in accordance with international law, and the exercise by ships and aircraft of all States of navigational rights and freedoms as provided for in international law and as reflected in relevant international instruments.

13. Parties shall undertake to review periodically the possibilities for the reduction of the amount and/or the pollution potential of hazardous wastes and other wastes which are exported to other States, in particular to developing countries.

## Article 5

### Designation of Competent Authorities and Focal Point

To facilitate the implementation of this Convention, the Parties shall:

1. Designate or establish one or more competent authorities and one focal point. One competent authority shall be designated to receive the notification in case of a State of transit.
2. Inform the Secretariat, within three months of the date of the entry into force of this Convention for them, which agencies they have designated as their focal point and their competent authorities.
3. Inform the Secretariat, within one month of the date of decision, of any changes regarding the designation made by them under paragraph 2 above.



13. Les Parties s'engagent à examiner périodiquement les possibilités de réduire le volume et/ou le potentiel de pollution des déchets dangereux et d'autres déchets qui sont exportés vers d'autres Etats, en particulier vers les pays en développement.

#### Article 5

##### Désignation des autorités compétentes et du correspondant

Pour faciliter l'application de la présente Convention, les Parties:

1. Désignent ou créent une ou plusieurs autorités compétentes et un correspondant. Une autorité compétente est désignée pour recevoir les notifications dans le cas d'un Etat de transit.
2. Informent le Secrétariat, dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la Convention à leur égard, des organes qu'elles ont désignés comme correspondant et autorités compétentes.
3. Informent le Secrétariat de toute modification apportée aux désignations qu'elles ont faites en application du paragraphe 2 ci-dessus, dans un délai d'un mois à compter de la date où la modification a été décidée.

#### Article 6

##### Mouvements transfrontières entre Parties

1. L'Etat d'exportation informe par écrit, par l'intermédiaire de l'autorité compétente de l'Etat d'exportation, l'autorité compétente des Etats concernés de tout mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets envisagé, ou exige du producteur ou de l'exportateur qu'il le fasse. Ces notifications doivent contenir les déclarations et renseignements spécifiés à l'annexe V-A, rédigés dans une langue acceptable pour l'Etat d'importation. Une seule notification est envoyée à chacun des Etats concernés.
2. L'Etat d'importation accuse par écrit réception de la notification à celui qui l'a donnée en consentant au mouvement avec ou sans réserve, ou en refusant l'autorisation de procéder au mouvement, ou en demandant un complément d'information. Une copie de la réponse définitive de l'Etat d'importation est envoyée aux autorités compétentes des Etats concernés qui sont Parties.
3. L'Etat d'exportation n'autorise pas le producteur ou l'exportateur à déclencher le mouvement transfrontière avant d'avoir reçu confirmation écrite que :

a) L'auteur de la notification a reçu le consentement écrit de l'Etat d'importation; et que



## Article 6

### Transboundary Movement between Parties

1. The State of export shall notify, or shall require the generator or exporter to notify, in writing, through the channel of the competent authority of the State of export, the competent authority of the States concerned of any proposed transboundary movement of hazardous wastes or other wastes. Such notification shall contain the declarations and information specified in

Annex V A, written in a language acceptable to the State of import. Only one notification needs to be sent to each State concerned.

2. The State of import shall respond to the notifier in writing, consenting to the movement with or without conditions, denying permission for the movement, or requesting additional information. A copy of the final response of the State of import shall be sent to the competent authorities of the States concerned which are Parties.

3. The State of export shall not allow the generator or exporter to commence the transboundary movement until it has received written confirmation that:

(a) The notifier has received the written consent of the State of import; and

(b) The notifier has received from the State of import confirmation of the existence of a contract between the exporter and the disposer specifying environmentally sound management of the wastes in question.

4. Each State of transit which is a Party shall promptly acknowledge to the notifier receipt of the notification. It may subsequently respond to the notifier in writing, within 60 days, consenting to the movement with or without conditions, denying permission for the movement, or requesting additional information. The State of export shall not allow the transboundary movement to commence until it has received the written consent of the State of transit. However, if at any time a Party decides not to require prior written consent, either generally or under specific conditions, for transit transboundary movements of hazardous wastes or other wastes, or modifies its requirements in this respect, it shall forthwith inform the other Parties of its decision pursuant to Article 13. In this latter case, if no response is received by the State of export within 60 days of the receipt of a given notification by the State of transit, the State of export may allow the export to proceed through the State of transit.

5. In the case of a transboundary movement of wastes where the wastes are legally defined as or considered to be hazardous wastes only:

(a) By the State of export, the requirements of paragraph 9 of this Article that apply to the importer or disposer and the State of import shall apply mutatis mutandis to the exporter and State of export, respectively;



b) L'auteur de la notification a reçu de l'Etat d'importation confirmation de l'existence d'un contrat entre l'exportateur et l'éliminateur spécifiant une gestion écologiquement rationnelle des déchets considérés.

4. Chaque Etat de transit qui est Partie accuse sans délai réception de la notification à celui qui l'a donnée. Il peut ultérieurement prendre position par réponse écrite à l'auteur de la notification dans un délai de 60 jours en consentant au mouvement avec ou sans réserve, ou en refusant l'autorisation de procéder au mouvement, ou en demandant un complément d'information. L'Etat d'exportation n'autorise pas le déclenchement du mouvement transfrontière avant d'avoir reçu le consentement écrit de l'Etat de transit. Cependant, si, à quelque moment que ce soit, une Partie décide de ne pas demander un accord préalable écrit, en général ou dans des conditions particulières, pour ce qui concerne des mouvements transfrontières de transit de déchets dangereux ou d'autres déchets, ou si elle modifie ses exigences à cet égard, elle informe immédiatement les autres Parties de sa décision conformément aux dispositions de l'article 13. Dans ce dernier cas, si l'Etat d'exportation ne reçoit aucune réponse dans un délai de 60 jours à compter de la réception de la notification donnée par l'Etat de transit, l'Etat d'exportation peut permettre que cette exportation se fasse à travers l'Etat de transit.

5. Lorsque, dans un mouvement transfrontière de déchets, ces déchets ne sont juridiquement définis ou considérés comme dangereux que:

a) Par l'Etat d'exportation, les dispositions du paragraphe 9 du présent article qui s'appliquent à l'importateur ou à l'éliminateur et à l'Etat d'importation s'appliqueront mutatis mutandis à l'exportateur et à l'Etat d'exportation, respectivement;

b) Par l'Etat d'importation ou par les Etats d'importation et de transit qui sont Parties, les dispositions des paragraphes 1, 3, 4 et 6 du présent article qui s'appliquent à l'exportateur et à l'Etat d'exportation s'appliqueront mutatis mutandis à l'importateur ou à l'éliminateur et à l'Etat d'importation, respectivement;

c) Pour tout Etat de transit qui est Partie, les dispositions du paragraphe 4 s'appliqueront audit Etat.

6. L'Etat d'exportation peut, sous réserve du consentement écrit des Etats concernés, autoriser le producteur ou l'exportateur à utiliser une procédure de notification générale lorsque des déchets dangereux ou d'autres déchets ayant les mêmes caractéristiques physiques et chimiques sont régulièrement expédiés au même éliminateur par le même poste douanier de sortie de l'Etat d'exportation, le même poste douanier d'entrée du pays d'importation et, en cas de transit, par les mêmes postes douaniers d'entrée et de sortie du ou des Etats de transit.

7. Les Etats concernés peuvent subordonner leur consentement écrit à l'emploi de la procédure de notification générale visée au paragraphe 6 pour la communication de certains renseignements, tels que la quantité exacte des déchets dangereux ou d'autres déchets, à expédier ou la liste périodique de ces déchets.



(b) By the State of import, or by the States of import and transit which are Parties, the requirements of paragraphs 1, 3, 4 and 6 of this Article that apply to the exporter and State of export shall apply mutatis mutandis to the importer or disposer and State of import, respectively; or

(c) By any State of transit which is a Party, the provisions of paragraph 4 shall apply to such State.

6. The State of export may, subject to the written consent of the States concerned, allow the generator or the exporter to use a general notification where hazardous wastes or other wastes having the same physical and chemical characteristics are shipped regularly to the same disposer via the same customs office of exit of the State of export via the same customs office of entry of the State of import, and, in the case of transit, via the same customs office of entry and exit of the State or States of transit.

7. The States concerned may make their written consent to the use of the general notification referred to in paragraph 6 subject to the supply of certain information, such as the exact quantities or periodical lists of hazardous wastes or other wastes to be shipped.

8. The general notification and written consent referred to in paragraphs 6 and 7 may cover multiple shipments of hazardous wastes or other wastes during a maximum period of 12 months.

9. The Parties shall require that each person who takes charge of a transboundary movement of hazardous wastes or other wastes sign the movement document either upon delivery or receipt of the wastes in question. They shall also require that the disposer inform both the exporter and the competent authority of the State of export of receipt by the disposer of the wastes in question and, in due course, of the completion of disposal as specified in the notification. If no such information is received within the State of export, the competent authority of the State of export or the exporter shall so notify the State of import.

10. The notification and response required by this Article shall be transmitted to the competent authority of the Parties concerned or to such governmental authority as may be appropriate in the case of non-Parties.

11. Any transboundary movement of hazardous wastes or other wastes shall be covered by insurance, bond or other guarantee as may be required by the State of import or any State of transit which is a Party.

#### Article 7

##### Transboundary Movement from a Party through States which are not Parties

Paragraph 2 of Article 6 of the Convention shall apply mutatis mutandis to transboundary movement of hazardous wastes or other wastes from a Party through a State or States which are not Parties.



8. La notification générale et le consentement écrit visés aux paragraphes 6 et 7 peuvent porter sur des expéditions multiples de déchets dangereux ou d'autres déchets au cours d'une période maximum de 12 mois.

9. Les Parties exigent de toute personne prenant en charge un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets qu'elle signe le document de mouvement à la livraison ou à la réception des déchets en question. Elles exigent aussi de l'éliminateur qu'il informe l'exportateur et l'autorité compétente de l'Etat d'exportation de la réception des déchets en question et, en temps voulu, de l'achèvement des opérations d'élimination selon les modalités indiquées dans la notification. Si cette information n'est pas reçue par l'Etat d'exportation, l'autorité compétente de cet Etat ou l'exportateur en informe l'Etat d'importation.

10. La notification et la réponse exigées aux termes du présent article sont communiquées à l'autorité compétente des Parties concernées ou à l'organisme gouvernemental compétent dans le cas des Etats non Parties.

11. Les Etats d'importation ou de transit qui sont Parties peuvent exiger comme condition d'entrée que tout mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets soit couvert par une assurance, un cautionnement ou d'autres garanties.

#### Article 7

##### Mouvements transfrontières en provenance d'une Partie à travers le territoire d'Etats qui ne sont pas Parties

Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 6 de la Convention s'appliquent mutatis mutandis aux mouvements transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets en provenance d'une Partie à travers un ou plusieurs Etats qui ne sont pas Parties.

#### Article 8

##### Obligation de réimporter

Lorsqu'un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets auquel les Etats concernés ont consenti, sous réserve des dispositions de la présente Convention, ne peut être mené à terme conformément aux clauses du contrat, l'Etat d'exportation veille, si d'autres dispositions ne peuvent être prises pour éliminer les déchets selon des méthodes écologiquement rationnelles dans un délai de 90 jours à compter du moment où l'Etat concerné a informé l'Etat d'exportation et le Secrétariat, ou tout autre période convenue par les Etats concernés, à ce que l'exportateur réintroduise ces déchets dans l'Etat d'exportation. A cette fin, l'Etat d'exportation et toute Partie de transit ne s'opposent pas à la réintroduction de ces déchets dans l'Etat d'exportation, ni ne l'entravent ou ne l'empêchent.



Article 8Duty to Re-import

When a transboundary movement of hazardous wastes or other wastes to which the consent of the States concerned has been given, subject to the provisions of this Convention, cannot be completed in accordance with the terms of the contract, the State of export shall ensure that the wastes in question are taken back into the State of export, by the exporter, if alternative arrangements cannot be made for their disposal in an environmentally sound manner, within 90 days from the time that the importing State informed the State of export and the Secretariat, or such other period of time as the States concerned agree. To this end, the State of export and any Party of transit shall not oppose, hinder or prevent the return of those wastes to the State of export.



Article 9Trafic illicite

1. Aux fins de la présente Convention, est réputé constituer un trafic illicite tout mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets:

a) effectué sans qu'une notification ait été donnée à tous les Etats concernés conformément aux dispositions de la présente Convention; ou

b) effectué sans le consentement que doit donner l'Etat intéressé conformément aux dispositions de la présente Convention; ou

c) effectué avec le consentement des Etats intéressés obtenu par falsification, fausse déclaration ou fraude; ou

d) qui n'est pas conforme matériellement aux documents; ou

e) qui entraîne une élimination délibérée (par exemple, déversement) de déchets dangereux ou d'autres déchets, en violation des dispositions de la présente Convention et des principes généraux du droit international.

2. Au cas où un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets est considéré comme trafic illicite du fait du comportement de l'exportateur ou du producteur, l'Etat d'exportation veille à ce que les déchets dangereux en question soient:

a) repris par l'exportateur ou le producteur ou, s'il y a lieu, par lui-même sur son territoire ou, si cela est impossible,

b) éliminés d'une autre manière conformément aux dispositions de la présente Convention, dans un délai de 30 jours à compter du moment où l'Etat d'exportation a été informé du trafic illicite ou tout autre délai dont les Etats concernés pourraient convenir. A cette fin, les Parties concernées ne s'opposent pas au retour de ces déchets dans l'Etat d'exportation ni ne l'entravent ou ne l'empêchent.

3. Lorsqu'un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets est considéré comme trafic illicite par suite du comportement de l'importateur ou de l'éliminateur, l'Etat d'importation veille à ce que les déchets dangereux en question soient éliminés d'une manière écologiquement rationnelle par l'importateur ou l'éliminateur ou, s'il y a lieu, par lui-même dans un délai de 30 jours à compter du moment où le trafic illicite a retenu l'attention de l'Etat d'importation ou tout autre délai dont les Etats concernés pourraient convenir. A cette fin, les Parties concernées coopèrent, selon les besoins, pour éliminer les déchets selon des méthodes écologiquement rationnelles.



Article 9Illegal Traffic

1. For the purpose of this Convention, any transboundary movement of hazardous wastes or other wastes:

(a) without notification pursuant to the provisions of this Convention to all States concerned; or

(b) without the consent pursuant to the provisions of this Convention of a State concerned; or

(c) with consent obtained from States concerned through falsification, misrepresentation or fraud; or

(d) that does not conform in a material way with the documents; or

(e) that results in deliberate disposal (e.g. dumping) of hazardous wastes or other wastes in contravention of this Convention and of general principles of international law,

shall be deemed to be illegal traffic.

2. In case of a transboundary movement of hazardous wastes or other wastes deemed to be illegal traffic as the result of conduct on the part of the exporter or generator, the State of export shall ensure that the wastes in question are:

(a) taken back by the exporter or the generator or, if necessary, by itself into the State of export, or, if impracticable,

(b) are otherwise disposed of in accordance with the provisions of this Convention,

within 30 days from the time the State of export has been informed about the illegal traffic or such other period of time as States concerned may agree. To this end the Parties concerned shall not oppose, hinder or prevent the return of those wastes to the State of export.

3. In the case of a transboundary movement of hazardous wastes or other wastes deemed to be illegal traffic as the result of conduct on the part of the importer or disposer, the State of import shall ensure that the wastes in question are disposed of in an environmentally sound manner by the importer or disposer or, if necessary, by itself within 30 days from the time the illegal traffic has come to the attention of the State of import or such other period of time as the States concerned may agree. To this end, the Parties concerned shall co-operate, as necessary, in the disposal of the wastes in an environmentally sound manner.



4. Lorsque la responsabilité du trafic illicite ne peut être imputée ni à l'exportateur ou au producteur, ni à l'importateur ou à l'éliminateur, les Parties concernées ou d'autres Parties, le cas échéant, coopèrent pour veiller à ce que les déchets dangereux en question soient éliminés le plus tôt possible selon des méthodes écologiquement rationnelles dans l'Etat d'exportation, dans l'Etat d'importation ou ailleurs, s'il y a lieu.

5. Chaque Partie adopte les lois nationales/internes voulues pour interdire et réprimer sévèrement le trafic illicite. Les Parties coopèrent en vue de parvenir aux objectifs énoncés dans le présent article.

#### Article 10

##### Coopération internationale

1. Les Parties coopèrent entre elles afin d'améliorer et d'assurer la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets.

2. A cette fin, les Parties:

a) Communiquent sur demande des renseignements, sur base bilatérale ou multilatérale, en vue d'encourager la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets, y compris par l'harmonisation des normes et pratiques techniques visant à une bonne gestion des déchets dangereux et d'autres déchets;

b) Coopèrent en vue de surveiller les effets de la gestion des déchets dangereux sur la santé humaine et l'environnement;

c) Coopèrent, sous réserve des dispositions de leurs lois, réglementations et politiques nationales, à la mise au point et à l'application de nouvelles techniques écologiquement rationnelles produisant peu de déchets et à l'amélioration des techniques existantes en vue d'éliminer dans la mesure du possible, la production de déchets dangereux et d'autres déchets et d'élaborer des méthodes plus efficaces pour en assurer la gestion d'une manière écologiquement rationnelle, notamment en étudiant les conséquences économiques, sociales et environnementales de l'adoption de ces innovations ou perfectionnements techniques;

d) Coopèrent activement, sous réserve des dispositions de leurs lois, réglementations et politiques nationales, au transfert des techniques relatives à la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets et des systèmes d'organisation de cette gestion. Elles coopèrent aussi pour favoriser le développement des moyens techniques des Parties et notamment de celles qui auraient besoin d'une aide technique dans ce domaine et en feraient la demande;

e) Coopèrent à la mise au point de directives techniques et/ou de codes de bonne pratique appropriés.

3. Les Parties utiliseront les moyens appropriés pour coopérer afin d'aider les pays en développement à appliquer les dispositions contenues dans les alinéas a), b), c) et d) du paragraphe 2 de l'article 4.



4. In cases where the responsibility for the illegal traffic cannot be assigned either to the exporter or generator or to the importer or disposer, the Parties concerned or other Parties, as appropriate, shall ensure, through co-operation, that the wastes in question are disposed of as soon as possible in an environmentally sound manner either in the State of export or the State of import or elsewhere as appropriate.

5. Each Party shall introduce appropriate national/domestic legislation to prevent and punish illegal traffic. The Parties shall co-operate with a view to achieving the objects of this Article.

#### Article 10

##### International Co-operation

1. The Parties shall co-operate with each other in order to improve and achieve environmentally sound management of hazardous wastes and other wastes.

2. To this end, the Parties shall:

(a) Upon request, make available information, whether on a bilateral or multilateral basis, with a view to promoting the environmentally sound management of hazardous wastes and other wastes, including harmonization of technical standards and practices for the adequate management of hazardous wastes and other wastes;

(b) Co-operate in monitoring the effects of the management of hazardous wastes on human health and the environment;

(c) Co-operate, subject to their national laws, regulations and policies, in the development and implementation of new environmentally sound low-waste technologies and the improvement of existing technologies with a view to eliminating, as far as practicable, the generation of hazardous wastes and other wastes and achieving more effective and efficient methods of ensuring their management in an environmentally sound manner, including the study of the economic, social and environmental effects of the adoption of such new or improved technologies;

(d) Co-operate actively, subject to their national laws, regulations and policies, in the transfer of technology and management systems related to the environmentally sound management of hazardous wastes and other wastes. They shall also co-operate in developing the technical capacity among Parties, especially those which may need and request technical assistance in this field;

(e) Co-operate in developing appropriate technical guidelines and/or codes of practice.

3. The Parties shall employ appropriate means to co-operate in order to assist developing countries in the implementation of subparagraphs a, b, c and d of paragraph 2 of Article 4.

4. Taking into account the needs of developing countries, co-operation between Parties and the competent international organizations is encouraged to promote, inter alia, public awareness, the development of sound management of hazardous wastes and other wastes and the adoption of new low-waste technologies.



4. Compte tenu du besoin des pays en développement, la coopération entre les Parties et les organisations internationales compétentes est encouragée, afin de promouvoir, entre autres, la sensibilisation du public, le développement d'une gestion rationnelle de déchets dangereux et d'autres déchets et l'adoption de nouvelles techniques peu polluantes.

#### Article 11

##### Accords bilatéraux, multilatéraux et régionaux

1. Nonobstant les dispositions de l'article 4, paragraphe 5, les Parties peuvent conclure des accords ou arrangements bilatéraux, multilatéraux ou régionaux touchant les mouvements transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets avec des Parties ou des non Parties à condition que de tels accords ou arrangements ne dérogent pas à la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets prescrite dans la présente Convention. Ces accords ou arrangements doivent énoncer des dispositions qui ne sont pas moins écologiquement rationnelles que celles prévues dans la présente Convention, compte tenu notamment des intérêts des pays en développement.

2. Les Parties notifient au Secrétariat tout accord ou arrangement bilatéral, multilatéral ou régional visé au paragraphe 1, ainsi que ceux qu'ils ont conclus avant l'entrée en vigueur à leur égard de la présente Convention aux fins de contrôler les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets qui se déroulent entièrement entre les Parties auxdits accords. Les dispositions de la présente Convention sont sans effet sur les mouvements transfrontières conformes à de tels accords à condition que ceux-ci soient compatibles avec la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets tel que prescrit dans la présente Convention.

#### Article 12

##### Consultations sur les questions de responsabilité

Les Parties coopèrent en vue d'adopter le plus tôt possible un protocole établissant les procédures appropriées en ce qui concerne la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages résultant d'un mouvement transfrontière de déchets dangereux et d'autres déchets.

#### Article 13

##### Communication de renseignements

1. Les Parties veillent à ce que, chaque fois qu'ils en ont connaissance, en cas d'accident survenu au cours du mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets ou de leur élimination susceptible de présenter des risques pour la santé humaine et l'environnement d'autres Etats, ceux-ci soient immédiatement informés.



## Article 11

### Bilateral, Multilateral and Regional Agreements

1. Notwithstanding the provisions of Article 4 paragraph 5, Parties may enter into bilateral, multilateral, or regional agreements or arrangements regarding transboundary movement of hazardous wastes or other wastes with Parties or non-Parties provided that such agreements or arrangements do not derogate from the environmentally sound management of hazardous wastes and other wastes as required by this Convention. These agreements or arrangements shall stipulate provisions which are not less environmentally sound than those provided for by this Convention in particular taking into account the interests of developing countries.

2. Parties shall notify the Secretariat of any bilateral, multilateral or regional agreements or arrangements referred to in paragraph 1 and those which they have entered into prior to the entry into force of this Convention for them, for the purpose of controlling transboundary movements of hazardous wastes and other wastes which take place entirely among the Parties to such agreements. The provisions of this Convention shall not affect transboundary movements which take place pursuant to such agreements provided that such agreements are compatible with the environmentally sound management of hazardous wastes and other wastes as required by this Convention.

## Article 12

### Consultations on Liability

The Parties shall co-operate with a view to adopting, as soon as practicable, a protocol setting out appropriate rules and procedures in the field of liability and compensation for damage resulting from the transboundary movement and disposal of hazardous wastes and other wastes.



2. Les Parties s'informent mutuellement par l'intermédiaire du Secrétariat:

a) Des changements concernant la désignation des autorités compétentes et/ou des correspondants, conformément à l'article 5;

b) Des changements dans la définition nationale des déchets dangereux, conformément à l'article 3;

et, dès que possible,

c) Des décisions prises par elles de ne pas autoriser, en totalité ou en partie, l'importation de déchets dangereux ou d'autres déchets pour élimination dans une zone relevant de leur compétence nationale;

d) Des décisions prises par elles pour limiter ou interdire les exportations de déchets dangereux ou d'autres déchets;

e) De tout autre renseignement demandé conformément au paragraphe 4 du présent article.

3. Les Parties conformément aux lois et réglementations nationales, transmettent à la Conférence des Parties instituée en application de l'article 15, par l'intermédiaire du Secrétariat, et avant la fin de chaque année civile, un rapport sur l'année civile précédente contenant les renseignements suivants:

a) Les autorités compétentes et les correspondants qui ont été désignés par elles, conformément à l'article 5;

b) Des renseignements sur les mouvements transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets auquel elles ont participé, et notamment:

i) La quantité de déchets dangereux et d'autres déchets exportée, la catégorie à laquelle ils appartiennent et leurs caractéristiques, leur destination, le pays éventuel de transit et la méthode d'élimination utilisée comme spécifiée dans leur prise de position;

ii) La quantité de déchets dangereux et d'autres déchets importée, la catégorie à laquelle ils appartiennent et leurs caractéristiques, leur origine et la méthode d'élimination utilisée;

iii) Les éliminations auxquelles il n'a pas été procédé comme prévu;

iv) Les efforts entrepris pour parvenir à réduire le volume de déchets dangereux ou d'autres déchets faisant l'objet de mouvements transfrontières.

c) Des renseignements sur les mesures adoptées par elles en vue de l'application de la présente Convention;



Article 13Transmission of Information

1. The Parties shall, whenever it comes to their knowledge, ensure that, in the case of an accident occurring during the transboundary movement of hazardous wastes or other wastes or their disposal, which are likely to present risks to human health and the environment in other States, those states are immediately informed.

2. The Parties shall inform each other, through the Secretariat, of:

(a) Changes regarding the designation of competent authorities and/or focal points, pursuant to Article 5;

(b) Changes in their national definition of hazardous wastes, pursuant to Article 3;

and, as soon as possible,

(c) Decisions made by them not to consent totally or partially to the import of hazardous wastes or other wastes for disposal within the area under their national jurisdiction;

(d) Decisions taken by them to limit or ban the export of hazardous wastes or other wastes;

(e) Any other information required pursuant to paragraph 4 of this Article.

3. The Parties, consistent with national laws and regulations, shall transmit, through the Secretariat, to the Conference of the Parties established under Article 15, before the end of each calendar year, a report on the previous calendar year, containing the following information:

(a) Competent authorities and focal points that have been designated by them pursuant to Article 5;

(b) Information regarding transboundary movements of hazardous wastes or other wastes in which they have been involved, including:

(i) The amount of hazardous wastes and other wastes exported, their category, characteristics, destination, any transit country and disposal method as stated on the response to notification;

(ii) The amount of hazardous wastes and other wastes imported, their category, characteristics, origin, and disposal methods;

(iii) Disposals which did not proceed as intended;

(iv) Efforts to achieve a reduction of the amount of hazardous wastes or other wastes subject to transboundary movement;



d) Des renseignements sur les données statistiques pertinentes qu'elles ont compilées touchant les effets de la production, du transport et de l'élimination de déchets dangereux ou d'autres déchets sur la santé humaine et l'environnement;

e) Des renseignements sur les accords et arrangements bilatéraux, multilatéraux et régionaux conclus en application de l'article 12 de la présente Convention;

f) Des renseignements sur les accidents survenus durant les mouvements transfrontières et l'élimination de déchets dangereux et d'autres déchets et sur les mesures prises pour y faire face;

g) Des renseignements sur les diverses méthodes d'élimination utilisées dans la zone relevant de leur compétence nationale;

h) Des renseignements sur les mesures prises pour la mise au point de techniques tendant à réduire et/ou à éliminer la production de déchets dangereux et d'autres déchets;

i) Tous autres renseignements sur les questions que la Conférence des Parties peut juger utiles.

4. Les Parties conformément aux lois et réglementations nationales, veillent à ce qu'une copie de chaque notification concernant un mouvement transfrontière donné de déchets dangereux ou d'autres déchets et de chaque prise de position y relative soit envoyée au Secrétariat, lorsqu'une Partie dont l'environnement risque d'être affecté par ledit mouvement transfrontière l'a demandé.

#### Article 14

##### Questions financières

1. Les Parties conviennent de créer, en fonction des besoins particuliers de différentes régions et sous-régions, des centres régionaux ou sous-régionaux de formation et de transfert de technologie pour la gestion des déchets dangereux et d'autres déchets et la réduction de leur production. Les Parties décideront de l'institution de mécanismes appropriés de financement de caractère volontaire.

2. Les Parties envisageront la création d'un fonds renouvelable pour aider à titre provisoire à faire face aux situations d'urgence afin de limiter au minimum les dommages entraînés par des accidents découlant du mouvement transfrontière ou de l'élimination des déchets dangereux et d'autres déchets.



(c) Information on the measures adopted by them in implementation of this Convention;

(d) Information on available qualified statistics which have been compiled by them on the effects on human health and the environment of the generation, transportation and disposal of hazardous wastes or other wastes;

(e) Information concerning bilateral, multilateral and regional agreements and arrangements entered into pursuant to Article 11 of this Convention;

(f) Information on accidents occurring during the transboundary movement and disposal of hazardous wastes and other wastes and on the measures undertaken to deal with them;

(g) Information on disposal options operated within the area of their national jurisdiction;

(h) Information on measures undertaken for development of technologies for the reduction and/or elimination of production of hazardous wastes and other wastes; and

(i) Such other matters as the Conference of the Parties shall deem relevant.

4. The Parties, consistent with national laws and regulations, shall ensure that copies of each notification concerning any given transboundary movement of hazardous wastes or other wastes, and the response to it, are sent to the Secretariat when a Party considers that its environment may be affected by that transboundary movement has requested that this should be done.

#### Article 14

##### Financial Aspects

1. The Parties agree that, according to the specific needs of different regions and subregions, regional or sub-regional centres for training and technology transfers regarding the management of hazardous wastes and other wastes and the minimization of their generation should be established. The Parties shall decide on the establishment of appropriate funding mechanisms of a voluntary nature.

2. The Parties shall consider the establishment of a revolving fund to assist on an interim basis in case of emergency situations to minimize damage from accidents arising from transboundary movements of hazardous wastes and other wastes or during the disposal of those wastes.



Article 15Conférence des Parties

1. Il est institué une Conférence des Parties. La première session de la Conférence des Parties sera convoquée par le Directeur exécutif du PNUE un an au plus tard après l'entrée en vigueur de la présente Convention. Par la suite, les sessions ordinaires de la Conférence des Parties auront lieu régulièrement, selon la fréquence déterminée par la Conférence à sa première session.

2. Des sessions extraordinaires de la Conférence des Parties pourront avoir lieu à tout autre moment si la Conférence le juge nécessaire, ou à la demande écrite d'une Partie, sous réserve que cette demande soit appuyée par un tiers au moins des Parties dans les six mois suivant sa communication auxdites Parties par le Secrétariat.

3. La Conférence des Parties arrêtera et adoptera par consensus son propre règlement intérieur et celui de tout organe subsidiaire qu'elle pourra créer, ainsi que le règlement financier qui fixera en particulier la participation financière des Parties au titre de la présente Convention.

4. A leur première réunion, les Parties examineront toutes mesures supplémentaires qui seraient nécessaires pour les aider à s'acquitter de leurs responsabilités en ce qui concerne la protection et la sauvegarde du milieu marin dans le cadre de la présente Convention.

5. La Conférence des Parties examine en permanence l'application de la présente Convention et, en outre:

a) encourage l'harmonisation des politiques, stratégies et mesures nécessaires pour réduire au minimum les dommages causés à la santé humaine et à l'environnement par les déchets dangereux et d'autres déchets;

b) examine et adopte, selon qu'il convient, les amendements à la présente Convention et à ses annexes, compte tenu notamment des informations scientifiques, techniques, économiques et écologiques disponibles;

c) examine et prend toute autre mesure nécessaire à la poursuite des objectifs de la présente Convention en fonction des enseignements tirés de son application ainsi que de l'application des accords et arrangements envisagés à l'article 11;

d) examine et adopte des protocoles en tant que de besoin;

e) crée les organes subsidiaires jugés nécessaires à l'application de la présente Convention.

6. L'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, de même que tout Etat non Partie à la présente Convention, peuvent se faire représenter en qualité d'observateurs aux sessions de la Conférence des Parties. Tout autre organe ou organisme national ou international, gouvernemental ou non gouvernemental, qualifié dans les domaines liés aux



Article 15Conference of the Parties

1. A Conference of the Parties is hereby established. The first meeting of the Conference of the Parties shall be convened by the Executive Director of UNEP not later than one year after the entry into force of this Convention. Thereafter, ordinary meetings of the Conference of the Parties shall be held at regular intervals to be determined by the Conference at its first meeting.

2. Extraordinary meetings of the Conference of the Parties shall be held at such other times as may be deemed necessary by the Conference, or at the written request of any Party, provided that, within six months of the request being communicated to them by the Secretariat, it is supported by at least one third of the Parties.

3. The Conference of the Parties shall by consensus agree upon and adopt rules of procedure for itself and for any subsidiary body it may establish, as well as financial rules to determine in particular the financial participation of the Parties under this Convention.

4. The Parties at their first meeting shall consider any additional measures needed to assist them in fulfilling their responsibilities with respect to the protection and the preservation of the marine environment in the context of this Convention.

5. The Conference of the Parties shall keep under continuous review and evaluation the effective implementation of this Convention, and, in addition, shall:

(a) Promote the harmonization of appropriate policies, strategies and measures for minimizing harm to human health and the environment by hazardous wastes and other wastes;

(b) Consider and adopt, as required, amendments to this Convention and its annexes, taking into consideration, inter alia, available scientific, technical, economic and environmental information;

(c) Consider and undertake any additional action that may be required for the achievement of the purposes of this Convention in the light of experience gained in its operation and in the operation of the agreements and arrangements envisaged in Article 11;

(d) Consider and adopt protocols as required; and

(e) Establish such subsidiary bodies as are deemed necessary for the implementation of this Convention.



déchets dangereux ou d'autres déchets qui a informé le Secrétariat de son désir de se faire représenter en qualité d'observateur à une session de la Conférence des Parties peut être admis à y prendre part, à moins qu'un tiers au moins des Parties présentes n'y fasse objection. L'admission et la participation des observateurs sont subordonnées au respect du règlement intérieur adopté par la Conférence des Parties.

7. Trois ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention, et par la suite au moins tous les six ans, la Conférence des Parties entreprend une évaluation de son efficacité et, si elle le juge nécessaire, envisage l'adoption d'une interdiction totale ou partielle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets à la lumière des informations scientifiques, environnementales, techniques et économiques les plus récentes.

### Article 16

#### Secrétariat

1. Les fonctions du Secrétariat sont les suivantes:

a) Organiser les réunions prévues aux articles 15 et 17 et en assurer le service;

b) Etablir et transmettre des rapports fondés sur les renseignements reçus conformément aux articles 3, 4, 5, 6, 11 et 13 ainsi que sur les renseignements obtenus à l'occasion des réunions des organes subsidiaires créés en vertu de l'article 15 et, le cas échéant, sur les renseignements fournis par les organismes intergouvernementaux ou non gouvernementaux compétents;

c) Etablir des rapports sur les activités menées dans l'exercice des fonctions qui lui sont assignées en vertu de la présente Convention et les présenter à la Conférence des Parties;

d) Assurer la coordination nécessaire avec les organismes internationaux compétents, et en particulier conclure les arrangements administratifs et contractuels qui pourraient lui être nécessaires pour s'acquitter efficacement de ses fonctions;

e) Communiquer avec les correspondants et autorités compétentes désignés par les Parties conformément à l'article 5 de la présente Convention;

f) Recueillir des renseignements sur les installations et les sites nationaux agréés disponibles pour l'élimination de leurs déchets dangereux et d'autres déchets et diffuser ces renseignements auprès des Parties.

g) Recevoir les renseignements en provenance des Parties et communiquer à celles-ci des informations sur:



6. The United Nations, its specialized agencies, as well as any State not party to this Convention, may be represented as observers at meetings of the Conference of the Parties. Any other body or agency, whether national or international, governmental or non-governmental, qualified in fields relating to hazardous wastes or other wastes which has informed the Secretariat of its wish to be represented as an observer at a meeting of the Conference of the Parties, may be admitted unless at least one third of the Parties present object. The admission and participation of observers shall be subject to the rules of procedure adopted by the Conference of the Parties.

7. The Conference of the Parties shall undertake three years after the entry into force of this Convention, and at least every six years thereafter, an evaluation of its effectiveness and, if deemed necessary, to consider the adoption of a complete or partial ban of transboundary movements of hazardous wastes and other wastes in light of the latest scientific, environmental, technical and economic information.



- les sources d'assistance technique et de formation;
- les compétences techniques et scientifiques disponibles;
- les sources de conseils et de services d'expert; et
- les ressources disponibles

pour les aider, sur leur demande, dans des domaines tels que:

- l'administration du système de notification prévue par la présente Convention;
- la gestion des déchets dangereux et d'autres déchets;
- les techniques écologiquement rationnelles se rapportant aux déchets dangereux et d'autres déchets telles que les techniques peu polluantes et sans déchets;
- l'évaluation des moyens et sites d'élimination;
- la surveillance des déchets dangereux et d'autres déchets; et
- les interventions en cas d'urgence;

h) Communiquer aux Parties, sur leur demande, les renseignements sur les consultants ou bureaux d'études ayant les compétences techniques requises en la matière qui pourront les aider à examiner une notification de mouvement transfrontière, à vérifier qu'une expédition de déchets dangereux et d'autres déchets est conforme à la notification pertinente et/ou que les installations proposées pour l'élimination des déchets dangereux ou d'autres déchets sont écologiquement rationnelles, lorsqu'elles ont des raisons de croire que les déchets en question ne feront pas l'objet d'une gestion écologiquement rationnelle. Tout examen de ce genre ne serait pas à la charge du Secrétariat;

i) Aider les Parties, sur leur demande, à déceler les cas de trafic illicite et à communiquer immédiatement aux Parties concernées tous les renseignements qu'il aura reçus au sujet de trafic illicite ;

j) Coopérer avec les Parties et avec les organisations et institutions internationales intéressées et compétentes pour fournir les experts et le matériel nécessaires à une aide rapide aux Etats en cas d'urgence;

k) S'acquitter des autres fonctions entrant dans le cadre de la présente Convention que la Conférence des Parties peut décider de lui assigner.

2. Les fonctions du Secrétariat seront provisoirement exercées par le PNUE, jusqu'à la fin de la première réunion de la Conférence des Parties tenue conformément à l'article 15.

3. A sa première réunion, la Conférence des Parties désignera le Secrétariat parmi les organisations internationales compétentes existantes qui se sont proposées pour assurer les fonctions de secrétariat prévus par la présente Convention. A cette session, la Conférence des Parties évaluera aussi la façon dont le secrétariat intérimaire se sera acquitté des fonctions qui lui étaient confiées, en particulier aux termes du paragraphe 1 ci-dessus, et elle décidera des structures qui conviennent à l'exercice de ces fonctions.



Article 16Secretariat

## 1. The functions of the Secretariat shall be:

(a) To arrange for and service meetings provided for in Article 15 and 17;

(b) To prepare and transmit reports based upon information received in accordance with Articles 3, 4, 6, 11 and 13 as well as upon information derived from meetings of subsidiary bodies established under Article 15 as well as upon, as appropriate, information provided by relevant intergovernmental and non-governmental entities;

(c) To prepare reports on its activities carried out in implementation of its functions under this Convention and present them to the Conference of the Parties;

(d) To ensure the necessary coordination with relevant international bodies, and in particular to enter into such administrative and contractual arrangements as may be required for the effective discharge of its functions;

(e) To communicate with focal points and competent authorities established by the Parties in accordance with Article 5 of this Convention;

(f) To compile information concerning authorized national sites and facilities of Parties available for the disposal of their hazardous wastes and other wastes and to circulate this information among Parties;

(g) To receive and convey information from and to Parties on;

- sources of technical assistance and training;
- available technical and scientific know-how;
- sources of advice and expertise; and
- availability of resources

with a view to assisting them, upon request, in such areas as:

- the handling of the notification system of this Convention;
- the management of hazardous wastes and other wastes;
- environmentally sound technologies relating to hazardous wastes and other wastes, such as low- and non-waste technology;
- the assessment of disposal capabilities and sites;
- the monitoring of hazardous wastes and other wastes; and
- emergency responses;



## Article 17

### Amendements à la Convention

1. Toute Partie peut proposer des amendements à la présente Convention et toute Partie à un protocole peut proposer des amendements à ce protocole. Ces amendements tiennent dûment compte, entre autres, des considérations scientifiques et techniques pertinentes.

2. Les amendements à la présente Convention sont adoptés lors des réunions de la Conférence des Parties. Les amendements à un protocole sont adoptés lors des réunions des Parties au protocole considéré. Le texte de tout amendement proposé à la présente Convention ou aux Protocoles, sauf s'il en est disposé autrement dans lesdits protocoles, est communiqué par le Secrétariat aux Parties six mois au moins avant la réunion à laquelle il est proposé pour adoption. Le Secrétariat communique aussi les amendements proposés aux signataires de la présente Convention pour information.

3. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir, au sujet de tout amendement proposé à la présente Convention, à un accord par consensus. Si tous les efforts en vue d'un consensus ont été épuisés et si un accord ne s'est pas dégagé, l'amendement est adopté en dernier recours par un vote à la majorité des trois quarts des Parties présentes à la réunion et ayant exprimé leur vote, et soumis par le Dépositaire à toutes les Parties pour ratification, approbation, confirmation formelle ou acceptation.

4. La procédure énoncée au paragraphe 3 ci-dessus s'applique à l'adoption des amendements aux protocoles, à ceci près que la majorité des deux tiers des Parties aux protocoles considérés présentes à la réunion et ayant exprimé leur vote suffit.

5. Les instruments de ratification, d'approbation, de confirmation formelle ou d'acceptation des amendements sont déposés auprès du Dépositaire. Les amendements adoptés conformément aux paragraphes 3 ou 4 ci-dessus entrent en vigueur entre les Parties les ayant acceptés le quatre-vingt-dixième jour après que le Dépositaire a reçu leur instrument de ratification, d'approbation, de confirmation formelle ou d'acceptation par les trois quarts au moins des Parties les ayant acceptés ou par les deux tiers au moins des Parties au protocole considéré les ayant acceptés, sauf disposition contraire dudit protocole. Les amendements entrent en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt par ladite Partie de son instrument de ratification, d'approbation, de confirmation formelle ou d'acceptation des amendements.

6. Aux fins du présent article, l'expression "Parties présentes et ayant exprimé leur vote" s'entend des Parties présentes qui ont émis un vote affirmatif ou négatif.



(h) To provide Parties, upon request, with information on consultants or consulting firms having the necessary technical competence in the field, which can assist them to examine a notification for a transboundary movement, the concurrence of a shipment of hazardous wastes or other wastes with the relevant notification, and/or the fact that the proposed disposal facilities for hazardous wastes or other wastes are environmentally sound, when they have reason to believe that the wastes in question will not be managed in an environmentally sound manner. Any such examination would not be at the expense of the Secretariat;

(i) To assist Parties upon request in their identification of cases of illegal traffic and to circulate immediately to the Parties concerned any information it has received regarding illegal traffic;

(j) To co-operate with Parties and with relevant and competent international organizations and agencies in the provision of experts and equipment for the purpose of rapid assistance to States in the event of an emergency situation; and

(k) To perform such other functions relevant to the purposes of this Convention as may be determined by the Conference of the Parties.

2. The secretariat functions will be carried out on an interim basis by UNEP until the completion of the first meeting of the Conference of the Parties held pursuant to Article 15.

3. At its first meeting, the Conference of the Parties shall designate the Secretariat from among those existing competent intergovernmental organizations which have signified their willingness to carry out the secretariat functions under this Convention. At this meeting, the Conference of the Parties shall also evaluate the implementation by the interim Secretariat of the functions assigned to it, in particular under paragraph 1 above, and decide upon the structures appropriate for those functions.



### Article 18

#### Adoption et amendement des annexes

1. Les annexes à la présente Convention ou à tout protocole y relatif font partie intégrante de la Convention ou du protocole considéré et, sauf disposition contraire expresse, toute référence à la présente Convention ou à ses protocoles est aussi une référence aux annexes à ces instruments. Lesdites annexes sont limitées aux questions scientifiques, techniques et administratives.

2. Sauf disposition contraire des protocoles au sujet de leurs annexes la proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur d'annexes supplémentaires à la présente Convention ou aux protocoles y relatifs sont régies par la procédure suivante:

a) Les annexes à la présente Convention et à ses protocoles sont proposées et adoptées selon la procédure décrite aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 17;

b) Toute Partie qui n'est pas en mesure d'accepter une annexe supplémentaire à la présente Convention ou à l'un des protocoles auxquels elle est Partie en donne par écrit notification au Dépositaire dans les six mois qui suivent la date de communication de l'adoption par le Dépositaire. Ce dernier informe sans délai toutes les Parties de toute notification reçue. Une Partie peut à tout moment accepter une annexe à laquelle elle avait déclaré précédemment faire objection, et cette annexe entre alors en vigueur à l'égard de cette Partie;

c) A l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de l'envoi de la communication par le Dépositaire, l'annexe prend effet à l'égard de toutes les Parties à la présente Convention ou à tout protocole considéré qui n'ont pas soumis de notification conformément à l'alinéa b) ci-dessus.

3. La proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur des amendements aux annexes à la présente Convention ou à tout protocole y relatif sont soumises à la même procédure que la proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur des annexes à la Convention ou à tout protocole y relatif. Les annexes et les amendements y relatifs tiennent dûment compte, entre autres, des considérations scientifiques et techniques pertinentes.

4. Si une annexe supplémentaire ou un amendement à une annexe nécessite un amendement à la Convention ou à tout protocole y relatif, l'annexe supplémentaire ou l'annexe modifiée n'entre en vigueur que lorsque l'amendement à la Convention ou à tout protocole y relatif entre lui-même en vigueur.



Article 17Amendment of the Convention

1. Any Party may propose amendments to this Convention and any Party to a protocol may propose amendments to that protocol. Such amendments shall take due account, inter alia, of relevant scientific and technical considerations.
2. Amendments to this Convention shall be adopted at a meeting of the Conference of the Parties. Amendments to any protocol shall be adopted at a meeting of the Parties to the protocol in question. The text of any proposed amendment to this Convention or to any protocol, except as may otherwise be provided in such protocol, shall be communicated to the Parties by the Secretariat at least six months before the meeting at which it is proposed for adoption. The Secretariat shall also communicate proposed amendments to the Signatories to this Convention for information.
3. The Parties shall make every effort to reach agreement on any proposed amendment to this Convention by consensus. If all efforts at consensus have been exhausted, and no agreement reached, the amendment shall as a last resort be adopted by a three-fourths majority vote of the Parties present and voting at the meeting, and shall be submitted by the Depositary to all Parties for ratification, approval, formal confirmation or acceptance.
4. The procedure mentioned in paragraph 3 above shall apply to amendments to any protocol, except that a two-thirds majority of the Parties to that protocol present and voting at the meeting shall suffice for their adoption.
5. Instruments of ratification, approval, formal confirmation or acceptance of amendments shall be deposited with the Depositary. Amendments adopted in accordance with paragraphs 3 or 4 above shall enter into force between Parties having accepted them on the ninetieth day after the receipt by the Depositary of their instrument of ratification, approval, formal confirmation or acceptance by at least three-fourths of the Parties who accepted ~~the amendments to the protocol concerned~~, except as may otherwise be provided in such protocol. The amendments shall enter into force for any other Party on the ninetieth day after that Party deposits its instrument of ratification, approval, formal confirmation or acceptance of the amendments.
6. For the purpose of this Article, "Parties present and voting" means Parties present and casting an affirmative or negative vote.

**\*Should read: them or by at least two thirds of the parties  
to the protocol concerned who accepted them,**

**Instead of : the amendments to the protocol concerned,**



## Article 19

### Vérification

Toute Partie qui a des raisons de croire qu'une autre Partie agit ou a agi en violation des obligations découlant des dispositions de la présente Convention peut en informer le Secrétariat, et dans ce cas elle informe simultanément et immédiatement, directement ou par l'intermédiaire du Secrétariat, la Partie faisant l'objet des allégations. Tous les renseignements pertinents devraient être transmis aux Parties par le Secrétariat.

## Article 20

### Règlement des différends

1. Si un différend surgit entre les Parties à propos de l'interprétation, de l'application ou du respect de la présente Convention ou de tout protocole y relatif, ces Parties s'efforcent de le régler par voie de négociations ou par tout autre moyen pacifique de leur choix.

2. Si les Parties en cause ne peuvent régler leur différend par les moyens mentionnés au paragraphe précédent, ce différend, si les Parties en conviennent ainsi, est soumis à la Cour internationale de Justice ou à l'arbitrage dans les conditions définies dans l'annexe VI relative à l'arbitrage. Toutefois, si les Parties ne parviennent pas à s'entendre en vue de soumettre le différend à la Cour internationale de Justice ou à l'arbitrage, elles ne sont pas relevées de leur responsabilité de continuer à chercher à le résoudre selon les moyens mentionnés au paragraphe 1.

3. Lorsqu'il ratifie, accepte, approuve ou confirme formellement la présente Convention ou y adhère, ou à tout moment par la suite, tout Etat ou toute organisation d'intégration politique ou économique peut déclarer qu'il reconnaît comme étant obligatoire ipso facto et sans accord spécial, à l'égard de toute Partie acceptant la même obligation, la soumission du différend:

- a) à la Cour internationale de Justice; et/ou
- b) à l'arbitrage conformément aux procédures énoncées dans l'annexe VI.

Cette déclaration est notifiée par écrit au Secrétariat qui la communique aux Parties.

## Article 21

### Signature

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats, de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, et des organisations d'intégration politique ou économique à Bâle le 22 mars 1989, au Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse, à Berne, du 23 mars 1989 au 30 juin 1989, et au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 1er juillet 1989 au 22 mars 1990.



## Article 18

### Adoption and Amendment of Annexes

1. The annexes to this Convention or to any protocol shall form an integral part of this Convention or of such protocol, as the case may be and, unless expressly provided otherwise, a reference to this Convention or its protocols constitutes at the same time a reference to any annexes thereto. Such annexes shall be restricted to scientific, technical and administrative matters.

2. Except as may be otherwise provided in any protocol with respect to its annexes, the following procedure shall apply to the proposal, adoption and entry into force of additional annexes to this Convention or of annexes to a protocol:

- (a) Annexes to this Convention and its protocols shall be proposed and adopted according to the procedure laid down in Article 17, paragraphs 2, 3 and 4;
- (b) Any Party that is unable to accept an additional annex to this Convention or an annex to any protocol to which it is party shall so notify the Depositary, in writing, within six months from the date of the communication of the adoption by the Depositary. The Depositary shall without delay notify all Parties of any such notification received. A Party may at any time substitute an acceptance for a previous declaration of objection and the annexes shall thereupon enter into force for that Party;
- (c) On the expiry of six months from the date of the circulation of the communication by the Depositary, the annex shall become effective for all Parties to this Convention or to any protocol concerned, which have not submitted a notification in accordance with the provision of subparagraph (b) above.

3. The proposal, adoption and entry into force of amendments to annexes to this Convention or to any protocol shall be subject to the same procedure as for the proposal, adoption and entry into force of annexes to the Convention or annexes to a protocol. Annexes and amendments thereto shall take due account, inter alia, of relevant scientific and technical considerations.

4. If an additional annex or an amendment to an annex involves an amendment to this Convention or to any protocol, the additional annex or amended annex shall not enter into force until such time as the amendment to this Convention or to the protocol enters into force.



## Article 22

### Ratification, acceptation, confirmation formelle ou approbation

1. La présente Convention est soumise à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des Etats et de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, ainsi qu'à la confirmation formelle ou à l'approbation des organisations d'intégration politique ou économique. Les instruments de ratification, d'acceptation formelle ou d'approbation seront déposés auprès du Dépositaire.

2. Toute organisation visée au paragraphe 1 ci-dessus qui devient Partie à la présente Convention et dont aucun Etat membre n'est lui-même Partie est liée par toutes les obligations énoncées dans la Convention. Lorsqu'un ou plusieurs Etats membres d'une de ces organisations sont Parties à la Convention, l'organisation et ses Etats membres conviennent de leurs responsabilités respectives en ce qui concerne l'exécution de leurs obligations en vertu de la Convention. Dans de tels cas, l'organisation et les Etats membres ne sont pas habilités à exercer simultanément leurs droits au titre de la Convention.

3. Dans leurs instruments de confirmation formelle ou d'approbation, les organisations visées au paragraphe 1 ci-dessus indiquent l'étendue de leurs compétences dans les domaines régis par la Convention. Ces organisations notifient également toute modification importante de l'étendue de leurs compétences au Dépositaire qui en informe les Parties.

## Article 23

### Adhésion

1. La présente Convention est ouverte à l'adhésion des Etats, de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, et des organisations d'intégration politique ou économique à partir de la date à laquelle la Convention n'est plus ouverte à la signature. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Dépositaire.

2. Dans leurs instruments d'adhésion, les organisations visées au paragraphe 1 ci-dessus indiquent l'étendue de leurs compétences dans les domaines régis par la Convention. Elles notifient également au Dépositaire toute modification importante de l'étendue de leurs compétences.

3. Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 22 s'appliquent aux organisations d'intégration politique ou économique qui adhèrent à la présente Convention.



## Article 19

### Verification

Any Party which has reason to believe that another Party is acting or has acted in breach of its obligations under this Convention may inform the Secretariat thereof, and in such an event, shall simultaneously and immediately inform, directly or through the Secretariat, the Party against whom the allegations are made. All relevant information should be submitted by the Secretariat to the Parties.

## Article 20

### Settlement of Disputes

1. In case of a dispute between Parties as to the interpretation or application of, or compliance with, this Convention or any protocol thereto, they shall seek a settlement of the dispute through negotiation or any other peaceful means of their own choice.

2. If the Parties concerned cannot settle their dispute through the means mentioned in the preceding paragraph, the dispute, if the parties to the dispute agree, shall be submitted to the International Court of Justice or to arbitration under the conditions set out in Annex VI on Arbitration. However, failure to reach common agreement on submission of the dispute to the International Court of Justice or to arbitration shall not absolve the Parties from the responsibility of continuing to seek to resolve it by the means referred to in paragraph 1.

3. When ratifying, accepting, approving, formally confirming or acceding to this Convention, or at any time thereafter, a State or political and/or economic integration organization may declare that it recognizes as compulsory ipso facto and without special agreement, in relation to any Party accepting the same obligation:

(a) submission of the dispute to the International Court of Justice; and/or

(b) arbitration in accordance with the procedures set out in Annex VI.

Such declaration shall be notified in writing to the Secretariat which shall communicate it to the Parties.

## Article 21

### Signature

This Convention shall be open for signature by States, by Namibia, represented by the United Nations Council for Namibia, and by political and/or economic integration organizations, in Basel on 22 March 1989, at the Federal Department of Foreign Affairs of Switzerland in Berne from 23 March 1989 to 30 June 1989, and at United Nations Headquarters in New York from 1 July 1989 to 22 March 1990.



## Article 24

### Droit de vote

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 ci-dessous, chaque Partie à la Convention dispose d'une voix.

2. Les organisations d'intégration politique ou économique disposent, conformément au paragraphe 3 de l'article 22 et au paragraphe 2 de l'article 23 pour exercer leur droit de vote dans les domaines qui relèvent de leur compétence, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats membres qui sont Parties à la Convention ou aux protocoles pertinents. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si leurs Etats membres exercent le leur, et inversement.

## Article 25

### Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation, de confirmation formelle, d'approbation ou d'adhésion.

2. A l'égard de chacun des Etats ou des organisations d'intégration politique ou économique qui ratifie, accepte, approuve ou confirme formellement la présente Convention ou y adhère, après la date de dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de confirmation formelle ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt, par ledit Etat ou ladite organisation d'intégration politique ou économique, de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de confirmation formelle ou d'adhésion.

3. Aux fins des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, aucun des instruments déposés par une organisation d'intégration politique ou économique ne doit être considéré comme un instrument venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les Etats membres de ladite organisation.

## Article 26

### Réserves et déclarations

1. Aucune réserve ou dérogation ne pourra être faite à la présente Convention.

2. Le paragraphe 1 du présent article n'empêche pas un Etat ou une organisation d'intégration politique ou économique, lorsqu'il signe, ratifie, accepte ou approuve ou confirme formellement la présente Convention ou y adhère, de faire des déclarations ou des exposés, quelle que soit l'appellation qui leur est donnée en vue, entre autres, d'harmoniser ses lois et règlements avec les dispositions de la présente Convention, à condition



### Article 22

#### Ratification, Acceptance, Formal Confirmation or Approval

1. This Convention shall be subject to ratification, acceptance or approval by States and by Namibia, represented by the United Nations Council for Namibia, and to formal confirmation or approval by political and/or economic integration organizations. Instruments of ratification, acceptance, formal confirmation, or approval shall be deposited with the Depositary.

2. Any organization referred to in paragraph 1 above which becomes a Party to this Convention without any of its member States being a Party shall be bound by all the obligations under the Convention. In the case of such organizations, one or more of whose member States is a Party to the Convention, the organization and its member States shall decide on their respective responsibilities for the performance of their obligations under the Convention. In such cases, the organization and the member States shall not be entitled to exercise rights under the Convention concurrently.

3. In their instruments of formal confirmation or approval, the organizations referred to in paragraph 1 above shall declare the extent of their competence with respect to the matters governed by the Convention. These organizations shall also inform the Depositary, who will inform the Parties of any substantial modification in the extent of their competence.

### Article 23

#### Accession

1. This Convention shall be open for accession by States, by Namibia, represented by the United Nations Council for Namibia, and by political and/or economic integration organizations from the day after the date on which the Convention is closed for signature. The instruments of accession shall be deposited with the Depositary.

2. In their instruments of accession, the organizations referred to in paragraph 1 above shall declare the extent of their competence with respect to the matters governed by the Convention. These organizations shall also inform the Depositary of any substantial modification in the extent of their competence.

3. The provisions of Article 22 paragraph 2, shall apply to political and/or economic integration organizations which accede to this Convention.

### Article 24

#### Right to Vote

1. Except as provided for in paragraph 2 below, each Contracting Party to this Convention shall have one vote.

2. Political and/or economic integration organizations, in matters within their competence, in accordance with Article 22, paragraph 3, and Article 23, paragraph 2, shall exercise their right to vote with a number of votes equal to the number of their member States which are Parties to the Convention or the relevant protocol. Such organizations shall not exercise their right to vote if their member States exercise theirs, and vice versa.



que ces déclarations ou exposés ne visent pas à annuler ou à modifier les effets juridiques des dispositions de la Convention dans leur application à cet Etat.

#### Article 27

#### Dénonciation

1. Après l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard d'une Partie, ladite Partie pourra à tout moment dénoncer la Convention par notification écrite donnée au Dépositaire.

2. La dénonciation prendra effet un an après la réception de la notification par le Dépositaire, ou à toute autre date ultérieure qui pourra être spécifiée dans la notification.

#### Article 28

#### Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sera le Dépositaire de la présente Convention et de tout protocole y relatif.

#### Article 29

#### Textes faisant foi

Les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe originaux de la présente Convention font également foi.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment habilités, ont signé la présente Convention.

Fait à ...Bâle....., le ..22 mars..... mil neuf cent quatre-vingt-neuf.



## Article 25

### Entry into Force

1. This Convention shall enter into force on the ninetieth day after the date of deposit of the twentieth instrument of ratification, acceptance, formal confirmation, approval or accession.
2. For each State or political and/or economic integration organization which ratifies, accepts, approves or formally confirms this Convention or accedes thereto after the date of the deposit of the twentieth instrument of ratification, acceptance, approval, formal confirmation or accession, it shall enter into force on the ninetieth day after the date of deposit by such State or political and/or economic integration organization of its instrument of ratification, acceptance, approval, formal confirmation or accession.
3. For the purposes of paragraphs 1 and 2 above, any instrument deposited by a political and/or economic integration organization shall not be counted as additional to those deposited by member States of such organization.

## Article 26

### Reservations and Declarations

1. No reservation or exception may be made to this Convention.
2. Paragraph 1 of this Article does not preclude a State or political and/or economic integration organization, when signing, ratifying, accepting, approving, formally confirming or acceding to this Convention, from making declarations or statements, however phrased or named, with a view, *inter alia*, to the harmonization of its laws and regulations with the provisions of this Convention, provided that such declarations or statements do not purport to exclude or to modify the legal effects of the provisions of the Convention in their application to that State.

## Article 27

### Withdrawal

1. At any time after three years from the date on which this Convention has entered into force for a Party, that Party may withdraw from the Convention by giving written notification to the Depositary.
2. Withdrawal shall be effective one year from receipt of notification by the Depositary, or on such later date as may be specified in the notification.

## Article 28

### Depositary

The Secretary-General of the United Nations shall be the Depositary of this Convention and of any protocol thereto.







Article 29

Authentic texts

The original Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish texts of this Convention are equally authentic.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized to that effect, have signed this Convention.

Done at ...Basel..... on the 22nd day of .....March..... 1989







Annex I

## CATEGORIES OF WASTES TO BE CONTROLLED

Waste Streams

- Y1 Clinical wastes from medical care in hospitals, medical centers and clinics
- Y2 Wastes from the production and preparation of pharmaceutical products
- Y3 Waste pharmaceuticals, drugs and medicines
- Y4 Wastes from the production, formulation and use of biocides and phytopharmaceuticals
- Y5 Wastes from the manufacture, formulation and use of wood preserving chemicals
- Y6 Wastes from the production, formulation and use of organic solvents
- Y7 Wastes from heat treatment and tempering operations containing cyanides
- Y8 Waste mineral oils unfit for their originally intended use
- Y9 Waste oils/water, hydrocarbons/water mixtures, emulsions
- Y10 Waste substances and articles containing or contaminated with polychlorinated biphenyls (PCBs) and/or polychlorinated terphenyls (PCTs) and/or polybrominated biphenyls (PBBs)
- Y11 Waste tarry residues arising from refining, distillation and any pyrolytic treatment
- Y12 Wastes from production, formulation and use of inks, dyes, pigments, paints, lacquers, varnish
- Y13 Wastes from production, formulation and use of resins, latex, plasticizers, glues/adhesives



Annexe I

## CATEGORIES DE DECHETS A CONTROLER

Flux de déchets

- Y1 Déchets cliniques provenant de soins médicaux dispensés dans des hôpitaux, centres médicaux et cliniques
- Y2 Déchets issus de la production et de la préparation de produits pharmaceutiques
- Y3 Déchets de médicaments et produits pharmaceutiques
- Y4 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de biocides et de produits phytopharmaceutiques
- Y5 Déchets issus de la fabrication, de la préparation et de l'utilisation des produits de préservation du bois
- Y6 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de solvants organiques
- Y7 Déchets cyanurés de traitements thermiques et d'opérations de trempe
- Y8 Déchets d'huiles minérales impropres à l'usage initialement prévu
- Y9 Mélanges et émulsions huile/eau ou hydrocarbure/eau
- Y10 Substances et articles contenant, ou contaminés par, des diphényles polychlorés (PCB), des terphényles polychlorés (PCT) ou des diphényles polybromés (PBB)
- Y11 Résidus goudronneux de raffinage, de distillation ou de toute opération de pyrolyse
- Y12 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation d'encres, de colorants, de pigments, de peintures, de laques ou de vernis
- Y13 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de résines, de latex, de plastifiants ou de colles et adhésifs
- Y14 Déchets de substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche, de développement ou d'enseignement, et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus
- Y15 Déchets de caractère explosible non soumis à une législation différente
- Y16 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de produits et matériels photographiques
- Y17 Déchets de traitements de surface des métaux et matières plastiques
- Y18 Résidus d'opérations d'élimination des déchets industriels

Déchets ayant comme constituants:

- Y19 Métaux carbonyles
- Y20 Béryllium, composés du béryllium
- Y21 Composés du chrome hexavalent
- Y22 Composés du cuivre
- Y23 Composés du zinc
- Y24 Arsenic, composés de l'arsenic
- Y25 Sélénium, composés du sélénium
- Y26 Cadmium, composés du cadmium
- Y27 Antimoine, composés de l'antimoine
- Y28 Tellure, composés du tellure
- Y29 Mercure, composés du mercure



- Y14 Waste chemical substances arising from research and development or teaching activities which are not identified and/or are new and whose effects on man and/or the environment are not known
- Y15 Wastes of an explosive nature not subject to other legislation
- Y16 Wastes from production, formulation and use of photographic chemicals and processing materials
- Y17 Wastes resulting from surface treatment of metals and plastics
- Y18 Residues arising from industrial waste disposal operations

Wastes having as constituents:

- Y19 Metal carbonyls
- Y20 Beryllium; beryllium compounds
- Y21 Hexavalent chromium compounds
- Y22 Copper compounds
- Y23 Zinc compounds
- Y24 Arsenic; arsenic compounds
- Y25 Selenium; selenium compounds
- Y26 Cadmium; cadmium compounds
- Y27 Antimony; antimony compounds
- Y28 Tellurium; tellurium compounds
- Y29 Mercury; mercury compounds
- Y30 Thallium; thallium compounds
- Y31 Lead; lead compounds
- Y32 Inorganic fluorine compounds excluding calcium fluoride
- Y33 Inorganic cyanides
- Y34 Acidic solutions or acids in solid form
- Y35 Basic solutions or bases in solid form
- Y36 Asbestos (dust and fibres)
- Y37 Organic phosphorous compounds
- Y38 Organic cyanides
- Y39 Phenols; phenol compounds including chlorophenols
- Y40 Ethers
- Y41 Halogenated organic solvents
- Y42 Organic solvents excluding halogenated solvents
- Y43 Any congener of polychlorinated dibenzo-furan
- Y44 Any congener of polychlorinated dibenzo-p-dioxin
- Y45 Organohalogen compounds other than substances referred to in this Annex (eg. Y39, Y41, Y42, Y43, Y44).

Annex II

CATEGORIES OF WASTES REQUIRING SPECIAL CONSIDERATION

- Y46 Wastes collected from households
- Y47 Residues arising from the incineration of household wastes



- Y30 Thallium, composés du thallium
- Y31 Plomb, composés du plomb
- Y32 Composés inorganiques du fluor, à l'exclusion du fluorure de calcium
- Y33 Cyanures inorganiques
- Y34 Solutions acides ou acides sous forme solide
- Y35 Solutions basiques ou bases sous forme solide
- Y36 Amiante (poussières et fibres)
- Y37 Composés organiques du phosphore
- Y38 Cyanures organiques
- Y39 Phénols, composés phénolés, y compris les chlorophénols
- Y40 Ethers
- Y41 Solvants organiques halogénés
- Y42 Solvants organiques, sauf solvants halogénés
- Y43 Tout produit de la famille des dibenzofurannes polychlorés
- Y44 Tout produit de la famille des dibenzoparadioxines polychlorées
- Y45 Composés organohalogénés autres que les matières figurant dans la présente Annexe (par exemple Y39, Y41, Y42, Y43, Y44).

## Annexe II

### CATEGORIES DE DECHETS DEMANDANT UN EXAMEN SPECIAL

- Y46 Déchets ménagers collectés
- Y47 Résidus provenant de l'incinération des déchets ménagers

## Annexe III

### LISTE DES CARACTERISTIQUES DE DANGER

Classe ONU*	<u>Code</u>	<u>Caractéristiques</u>
-------------	-------------	-------------------------

#### 1 H1 Matières explosives

Une matière ou un déchet explosif est une matière (ou un mélange de matières) solide ou liquide qui peut elle-même, par réaction chimique, émettre des gaz à une température et une pression et à une vitesse telle qu'il en résulte des dégâts dans la zone environnement.

#### 3 H3 Matières inflammables

Les liquides inflammables sont les liquides, mélanges de liquides, ou liquides contenant des solides en solution ou suspension (peintures, vernis, laques, etc., par exemple, à l'exclusion cependant des matières ou déchets classés ailleurs en raison de leurs caractéristiques dangereuses), qui émettent des vapeurs inflammables à une température ne dépassant pas 60,5°C en creuset fermé ou 65,6°C en creuset ouvert. (Comme les résultats des essais en creuset ouvert et en



Annex III

## LIST OF HAZARDOUS CHARACTERISTICS

<u>UN Class*</u>	<u>Code</u>	<u>Characteristics</u>
1	H1	<p><b>Explosive</b></p> <p>An explosive substance or waste is a solid or liquid substance or waste (or mixture of substances or wastes) which is in itself capable by chemical reaction of producing gas at such a temperature and pressure and at such a speed as to cause damage to the surroundings.</p>
3	H3	<p><b>Flammable liquids</b></p> <p>The word "flammable" has the same meaning as "inflammable". Flammable liquids are liquids, or mixtures of liquids, or liquids containing solids in solution or suspension (for example, paints, varnishes, lacquers, etc., but not including substances or wastes otherwise classified on account of their dangerous characteristics) which give off a flammable vapour at temperatures of not more than 60.5°C, closed-cup test, or not more than 65.6°C, open-cup test. (Since the results of open-cup tests and of closed-cup tests are not strictly comparable and even individual results by the same test are often variable, regulations varying from the above figures to make allowance for such differences would be within the spirit of this definition.)</p>
4.1	H4.1	<p><b>Flammable solids</b></p> <p>Solids, or waste solids, other than those classed as explosives, which under conditions encountered in transport are readily combustible, or may cause or contribute to fire through friction.</p>
4.2	H4.2	<p><b>Substances or wastes liable to spontaneous combustion</b></p> <p>Substances or wastes which are liable to spontaneous heating under normal conditions encountered in transport, or to heating up on contact with air, and being then liable to catch fire.</p>
4.3	H4.3	<p><b>Substances or wastes which, in contact with water emit flammable gases</b></p> <p>Substances or wastes which, by interaction with water, are liable to become spontaneously flammable or to give off flammable gases in dangerous quantities.</p>

---

\* Corresponds to the hazard classification system included in the United Nations Recommendations on the Transport of Dangerous Goods (ST/SG/AC.10/1/Rev.5, United Nations, New York, 1988).



creuset fermé ne sont pas strictement comparables entre eux et que même les résultats de plusieurs essais effectués selon la même méthode diffèrent souvent, les règlements qui s'écarteraient des chiffres ci-dessus pour tenir compte de ces différences demeureraient conformes à l'esprit de cette définition.)

#### 4.1 H4.1 Matières solides inflammables

Les solides ou déchets solides inflammables sont les matières solides autres que celles classées comme explosives, qui, dans les conditions rencontrées lors du transport, s'enflamment facilement ou peuvent causer un incendie sous l'effet du frottement, ou le favoriser.

#### 4.2 H4.2 Matières spontanément inflammables

Matières ou déchets susceptibles de s'échauffer spontanément dans des conditions normales de transport, ou de s'échauffer au contact de l'air, et pouvant alors s'enflammer.

#### 4.3 H4.3 Matières ou déchets qui, au contact de l'eau, émettent des gaz inflammables

Matières ou déchets qui, par réaction avec l'eau, sont susceptibles de s'enflammer spontanément ou d'émettre des gaz inflammables en quantités dangereuses.

#### 5.1 H5.1 Matières comburantes

Matières ou déchets qui, sans être toujours combustibles eux-mêmes, peuvent, en général en cédant de l'oxygène, provoquer ou favoriser la combustion d'autres matières.

#### 5.2 H5.2 Peroxydes organiques

Matières organiques ou déchets contenant la structure bivalente -O-O- sont des matières thermiquement instables, qui peuvent subir une décomposition auto-accélérée exothermique.

#### 6.1 H6.1 Matières toxiques (aigües)

Matières ou déchets qui, par ingestion, inhalation ou pénétration cutanée, peuvent causer la mort ou une lésion grave ou nuire à la santé humaine.

---

\* Cette numérotation correspond au système de classification de danger adopté dans les recommandations des Nations Unies pour le transport des marchandises dangereuses (ST/SG/AC.10/1/Rev.5, Nations Unies, New York, 1988).



- 5.1 H5.1 Oxidizing  
Substances or wastes which, while in themselves not necessarily combustible, may, generally by yielding oxygen cause, or contribute to, the combustion of other materials.
- 5.2 H5.2 Organic Peroxides  
Organic substances or wastes which contain the bivalent-O-O-structure are thermally unstable substances which may undergo exothermic self-accelerating decomposition.
- 6.1 H6.1 Poisonous (Acute)  
Substances or wastes liable either to cause death or serious injury or to harm human health if swallowed or inhaled or by skin contact.
- 6.2 H6.2 Infectious substances  
Substances or wastes containing viable micro organisms or their toxins which are known or suspected to cause disease in animals or humans.
- 8 H8 Corrosives  
Substances or wastes which, by chemical action, will cause severe damage when in contact with living tissue, or, in the case of leakage, will materially damage, or even destroy, other goods or the means of transport; they may also cause other hazards.
- 9 H10 Liberation of toxic gases in contact with air or water  
Substances or wastes which, by interaction with air or water, are liable to give off toxic gases in dangerous quantities.
- 9 H11 Toxic (Delayed or chronic)  
Substances or wastes which, if they are inhaled or ingested or if they penetrate the skin, may involve delayed or chronic effects, including carcinogenicity.
- 9 H12 Ecotoxic  
Substances or wastes which if released present or may present immediate or delayed adverse impacts to the environment by means of bioaccumulation and/or toxic effects upon biotic systems.
- 9 H13 Capable, by any means, after disposal, of yielding another material, e.g., leachate, which possesses any of the characteristics listed above.



## 6.2 H6.2 Matières infectieuses

Matières ou déchets contenant des micro-organismes viables ou leurs toxines, dont on sait, ou dont on a de bonnes raisons de croire, qu'ils causent la maladie chez les animaux ou chez l'homme.

## 8 H8 Matières corrosives

Matières ou déchets qui, par action chimique, causent des dommages graves aux tissus vivants qu'elles touchent, ou qui peuvent en cas de fuite endommager sérieusement, voire détruire, les autres marchandises transportées ou les engins de transport et qui peuvent aussi comporter d'autres risques.

## 9 H10 Matières libérant des gaz toxiques au contact de l'air ou de l'eau

Matières ou déchets qui, par réaction avec l'air ou l'eau, sont susceptibles d'émettre des gaz toxiques en quantités dangereuses.

## 9 H11 Matières toxiques (effets différés ou chroniques)

Matières ou déchets qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent entraîner des effets différés ou chroniques, ou produire le cancer.

## 9 H12 Matières écotoxiques

Matières ou déchets qui, si ils sont rejetés, provoquent ou risquent de provoquer, par bio-accumulation et/ou effets toxiques sur les systèmes biologiques, des impacts nocifs immédiats ou différés sur l'environnement.

## 9 H13 Matières susceptibles après élimination de donner lieu, par quelque moyen que ce soit, à une autre substance, par exemple un produit de lixiviation, qui possède l'une des caractéristiques énumérées ci-dessus.

### Epreuves

Les dangers que certains types de déchets sont susceptibles de présenter ne sont pas encore bien connus; il n'existe pas d'épreuves d'appréciation quantitative de ces dangers. Des recherches plus approfondies sont nécessaires afin d'élaborer les moyens de caractériser les dangers que ces types de déchets peuvent présenter pour l'homme ou l'environnement. Des épreuves normalisées ont été mises au point pour des substances et matières pures. De nombreux pays membres ont élaboré des tests nationaux que l'on peut appliquer aux matières destinées à être éliminées par les opérations



### Tests

The potential hazards posed by certain types of wastes are not yet fully documented; tests to define quantitatively these hazards do not exist. Further research is necessary in order to develop means to characterise potential hazards posed to man and/or the environment by these wastes. Standardized tests have been derived with respect to pure substances and materials. Many countries have developed national tests which can be applied to materials listed in Annex I, in order to decide if these materials exhibit any of the characteristics listed in this Annex.

### Annex IV

#### DISPOSAL OPERATIONS

##### A. OPERATIONS WHICH DO NOT LEAD TO THE POSSIBILITY OF RESOURCE RECOVERY, RECYCLING, RECLAMATION, DIRECT RE-USE OR ALTERNATIVE USES

Section A encompasses all such disposal operations which occur in practice.

- D1 Deposit into or onto land, (e.g., landfill, etc.)
- D2 Land treatment, (e.g., biodegradation of liquid or sludgy discards in soils, etc.)
- D3 Deep injection, (e.g., injection of pumpable discards into wells, salt domes or naturally occurring repositories, etc.)
- D4 Surface impoundment, (e.g., placement of liquid or sludge discards into pits, ponds or lagoons, etc.)
- D5 Specially engineered landfill, (e.g., placement into lined discrete cells which are capped and isolated from one another and the environment, etc.)
- D6 Release into a water body except seas/oceans
- D7 Release into seas/oceans including sea-bed insertion
- D8 Biological treatment not specified elsewhere in this Annex which results in final compounds or mixtures which are discarded by means of any of the operations in Section A
- D9 Physico chemical treatment not specified elsewhere in this Annex which results in final compounds or mixtures which are discarded by means of any of the operations in Section A, (e.g., evaporation, drying, calcination, neutralisation, precipitation, etc.)
- D10 Incineration on land
- D11 Incineration at sea
- D12 Permanent storage (e.g., emplacement of containers in a mine, etc.)
- D13 Blending or mixing prior to submission to any of the operations in Section A
- D14 Repackaging prior to submission to any of the operations in Section A
- D15 Storage pending any of the operations in Section A



figurant à l'annexe III à la Convention en vue de décider si ces matières présentent une quelconque des caractéristiques énumérées dans la présente Annexe.

#### Annexe IV

##### OPERATIONS D'ELIMINATION

A. OPERATIONS NE DEBOUCHANT PAS SUR UNE POSSIBILITE DE RECUPERATION DE RECYCLAGE, DE REUTILISATION, DE REEMPLOI DIRECT, OU TOUTE AUTRE UTILISATION DES DECHETS

La section A récapitule toutes ces opérations d'élimination telles qu'elles sont effectuées en pratique.

- D1 Dépôt sur ou dans le sol (par exemple mise en décharge, etc.)
- D2 Traitement en milieu terrestre (par exemple biodégradation de déchets liquides ou de boues dans les sols, etc.)
- D3 Injection en profondeur (par exemple des déchets pompables dans des puits, des dômes de sel, ou des failles géologiques naturelles, etc.)
- D4 Lagunage (par exemple déversement de déchets liquides ou de boues dans des puits, des étangs ou des bassins, etc.)
- D5 Mise en décharge spécialement aménagée (par exemple placement dans des alvéoles étanches séparées, recouvertes et isolées les unes des autres et de l'environnement, etc.)
- D6 Rejet dans le milieu aquatique sauf l'immersion en mer
- D7 Immersion en mer, y compris enfouissement dans le sous-sol marin
- D8 Traitement biologique non spécifié ailleurs dans la présente Annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés énumérés à la section A
- D9 Traitement physico-chimique non spécifié ailleurs dans la présente Annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés énumérés à la section A (par exemple évaporation, séchage, calcination, neutralisation, précipitation, etc.)
- D10 Incinération à terre
- D11 Incinération en mer
- D12 Stockage permanent (par exemple placement de conteneurs dans une mine, etc.)
- D13 Regroupement préalablement à l'une des opérations de la section A
- D14 Reconditionnement préalablement à l'une des opérations de la section A
- D15 Stockage préalablement à l'une des opérations de la section A

B. OPERATIONS DEBOUCHANT SUR UNE POSSIBILITE DE RECUPERATION, DE RECYCLAGE, DE REUTILISATION, DE REEMPLOI DIRECT, OU TOUTE AUTRE UTILISATION DES DECHETS

La section B est censée récapituler toutes ces opérations, concernant des matières qui sont considérées ou légalement définies comme déchets dangereux et qui auraient sinon subi l'une des opérations énoncées à la section A.



B. OPERATIONS WHICH MAY LEAD TO RESOURCE RECOVERY, RECYCLING,  
RECLAMATION, DIRECT RE-USE OR ALTERNATIVE USES

Section B encompasses all such operations with respect to materials legally defined as or considered to be hazardous wastes and which otherwise would have been destined for operations included in Section A

- R1 Use as a fuel (other than in direct incineration) or other means to generate energy
- R2 Solvent reclamation/regeneration
- R3 Recycling/reclamation of organic substances which are not used as solvents
- R4 Recycling/reclamation of metals and metal compounds
- R5 Recycling/reclamation of other inorganic materials
- R6 Regeneration of acids or bases
- R7 Recovery of components used for pollution abatement
- R8 Recovery of components from catalysts
- R9 Used oil re-refining or other reuses of previously used oil
- R10 Land treatment resulting in benefit to agriculture or ecological improvement
- R11 Uses of residual materials obtained from any of the operations numbered R1-R10
- R12 Exchange of wastes for submission to any of the operations numbered R1-R11
- R13 Accumulation of material intended for any operation in Section B



- R1 Utilisation comme combustible (autrement qu'en incinération directe) ou autre moyen de produire de l'énergie
- R2 Récupération ou régénération des solvants
- R3 Recyclage ou récupération de substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants
- R4 Recyclage ou récupération des métaux ou des composés métalliques
- R5 Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques
- R6 Régénération des acides ou des bases
- R7 Récupération des produits servant à capter les polluants
- R8 Récupération des produits provenant des catalyseurs
- R9 Régénération ou autres réemplois des huiles usées
- R10 Epandage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie
- R11 Utilisation de matériaux résiduels obtenus à partir de l'une des opérations numérotées R1 à R10
- R12 Echange de déchets en vue de les soumettre à l'une des opérations numérotées R1 à R11
- R13 Mise en réserve de matériaux en vue de les soumettre à l'une des opérations figurant à la section B

#### Annexe V-A

##### INFORMATIONS A FOURNIR LORS DE LA NOTIFICATION

- 1. Motif de l'exportation de déchets
- 2. Exportateur des déchets 1/
- 3. Producteur(s) des déchets et lieu de production 1/
- 4. Eliminateur des déchets et lieu effectif d'élimination 1/
- 5. Transporteur(s) prévu(s) des déchets ou leurs agents, lorsqu'ils sont connus 1/
- 6. Pays d'exportation des déchets  
Autorité compétente 2/
- 7. Pays de transit prévus  
Autorité compétente 2/
- 8. Pays d'importation des déchets  
Autorité compétente 2/
- 9. Notification générale ou notification unique
- 10. Date(s) prévue(s) du(des) transfert(s), durée de l'exportation des déchets et itinéraire prévu (notamment points d'entrée et de sortie) 3/
- 11. Moyen(s) de transport prévu(s) (route, rail, mer, air, voie de navigation intérieure, etc.)
- 12. Informations relatives à l'assurance 4/



Annex V A

## INFORMATION TO BE PROVIDED ON NOTIFICATION

1. Reason for waste export
2. Exporter of the waste 1/
3. Generator(s) of the waste and site of generation 1/
4. Disposer of the waste and actual site of disposal 1/
5. Intended carrier(s) of the waste or their agents, if known 1/
6. Country of export of the waste  
Competent authority 2/
7. Expected countries of transit  
Competent authority 2/
8. Country of import of the waste  
Competent authority 2/
9. General or single notification
10. Projected date(s) of shipment(s) and period of time over which waste is to be exported and proposed itinerary (including point of entry and exit) 3/
11. Means of transport envisaged (road, rail, sea, air, inland waters)
12. Information relating to insurance 4/
13. Designation and physical description of the waste including Y number and UN number and its composition 5/ and information on any special handling requirements including emergency provisions in case of accidents
14. Type of packaging envisaged (eg. bulk, drummed, tanker)
15. Estimated quantity in weight/volume 6/
16. Process by which the waste is generated 7/
17. For wastes listed in Annex I, classifications from Annex III: hazardous characteristic, H number, and UN class.
18. Method of disposal as per Annex IV
19. Declaration by the generator and exporter that the information is correct
20. Information transmitted (including technical description of the plant) to the exporter or generator from the disposer of the waste upon which the latter has based his assessment that there was no reason to believe that the wastes will not be managed in an environmentally sound manner in accordance with the laws and regulations of the country of import.
21. Information concerning the contract between the exporter and disposer.



13. Dénomination et description physique des déchets, y compris numéro Y et numéro ONU, composition de ceux-ci 5/ et renseignements sur toute disposition particulière relative à la manipulation, notamment mesures d'urgence à prendre en cas d'accident
14. Type de conditionnement prévu (par exemple vrac, fûts, citernes)
15. Quantité estimée en poids/volume 6/
16. Processus dont proviennent les déchets 7/
17. Pour les déchets énumérés à l'Annexe I, classification de l'Annexe III, caractéristique de danger, numéro H, classe de l'ONU
18. Mode d'élimination selon l'Annexe IV
19. Déclaration du producteur et de l'exportateur certifiant l'exactitude des informations
20. Informations (y compris la description technique de l'installation) communiquées à l'exportateur ou au producteur par l'éliminateur des déchets et sur lesquelles ce dernier s'est fondé pour estimer qu'il n'y aucune raison de croire que les déchets ne seront pas gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles conformément aux lois et règlements du pays importateur.
21. Renseignements concernant le contrat conclu entre l'exportateur et l'éliminateur.

#### Notes

- 1/ Nom et adresse complets, numéros de téléphone, de télex ou de télécopieur, ainsi que nom, adresse et numéro de téléphone, de télex ou de télécopieur de la personne à contacter.
- 2/ Nom et adresse complets, numéros de téléphone, de télex ou de télécopieur.
- 3/ En cas de notification générale couvrant plusieurs transferts, indiquer soit les dates prévues de chaque transport, soit, si celles-ci ne sont pas connues, la fréquence prévue des transports.
- 4/ Informations à fournir sur les dispositions pertinentes relatives à l'assurance et sur la manière dont l'exportateur, le transporteur et l'éliminateur s'en acquittent.



20. Information transmitted (including technical description of the plant) to the exporter or generator from the disposer of the waste upon which the latter has based his assessment that there was no reason to believe that the wastes will not be managed in an environmentally sound manner in accordance with the laws and regulations of the country of import.
21. Information concerning the contract between the exporter and disposer.

Notes

- 1/ Full name and address, telephone, telex or telefax number and the name, address, telephone, telex or telefax number of the person to be contacted.
- 2/ Full name and address, telephone, telex or telefax number.
- 3/ In the case of a general notification covering several shipments, either the expected dates of each shipment or, if this is not known, the expected frequency of the shipments will be required.
- 4/ Information to be provided on relevant insurance requirements and how they are met by exporter, carrier and disposer.
- 5/ The nature and the concentration of the most hazardous components, in terms of toxicity and other dangers presented by the waste both in handling and in relation to the proposed disposal method.
- 6/ In the case of a general notification covering several shipments, both the estimated total quantity and the estimated quantities for each individual shipment will be required.
- 7/ Insofar as this is necessary to assess the hazard and determine the appropriateness of the proposed disposal operation.



- 5/ Indiquer la nature et la concentration des composés les plus dangereux au regard de la toxicité et des autres dangers présentés par les déchets tant pour la manipulation que pour le mode d'élimination prévu.
- 6/ En cas de notification générale couvrant plusieurs transferts, indiquer à la fois la quantité totale estimée et les quantités estimées pour chacun des transferts.
- 7/ Dans la mesure où ce renseignement est nécessaire pour évaluer les risques et déterminer la validité de l'opération d'élimination proposée.

Annexe V-B

INFORMATIONS A FOURNIR DANS LE DOCUMENT DE MOUVEMENT

- 1. Exportateur des déchets 1/
- 2. Producteur(s) des déchets et lieu de production 1/
- 3. Eliminateur des déchets et lieu effectif d'élimination 1/
- 4. Transporteur(s) des déchets 1/ ou son(ses) agent(s)
- 5. Sujet à notification générale ou à notification unique
- 6. Date de début du mouvement transfrontière et date(s) et signature de la réception par chaque personne qui prend en charge les déchets
- 7. Moyen de transport (route, rail, voie de navigation intérieure, mer, air) y compris pays d'exportation, de transit et d'importation ainsi que points d'entrée et de sortie lorsque ceux-ci sont connus
- 8. Description générale des déchets (état physique, appellation exacte et classe d'expédition ONU, numéro ONU, numéro Y et numéro H le cas échéant)
- 9. Renseignements sur les dispositions particulières relatives à la manipulation y compris mesures d'intervention en cas d'accident
- 10. Type et nombre de colis
- 11. Quantité en poids/volume
- 12. Déclaration du producteur ou de l'exportateur certifiant l'exactitude des informations
- 13. Déclaration du producteur ou de l'exportateur certifiant l'absence d'objections de la part des autorités compétentes de tous les Etats concernés qui sont Parties



Annex V B

## INFORMATION TO BE PROVIDED ON THE MOVEMENT DOCUMENT

1. Exporter of the waste 1/
2. Generator(s) of the waste and site of generation 1/
3. Disposer of the waste and actual site of disposal 1/
4. Carrier(s) of the waste 1/ or his agent(s)
5. Subject of general or single notification
6. The date the transboundary movement started and date(s) and signature on receipt by each person who takes charge of the waste
7. Means of transport (road, rail, inland waterway, sea, air) including countries of export, transit and import, also point of entry and exit where these have been designated
8. General description of the waste (physical state, proper UN shipping name and class, UN number, Y number and H number as applicable)
9. Information on special handling requirements including emergency provision in case of accidents
10. Type and number of packages
11. Quantity in weight/volume
12. Declaration by the generator or exporter that the information is correct
13. Declaration by the generator or exporter indicating no objection from the competent authorities of all States concerned which are Parties.
14. Certification by disposer of receipt at designated disposal facility and indication of method of disposal and of the approximate date of disposal.

Notes

The information required on the movement document shall where possible be integrated in one document with that required under transport rules. Where this is not possible the information should complement rather than duplicate that required under the transport rules. The movement document shall carry instructions as to who is to provide information and fill-out any form.

- 1/ Full name and address, telephone, telex or telefax number and the name, address, telephone, telex or telefax number of the person to be contacted in case of emergency.



14. Attestation de l'éliminateur de la réception à l'installation d'élimination désignée et indication de la méthode d'élimination et de la date approximative d'élimination

#### Notes

Les informations à fournir sur le document de mouvement devraient, chaque fois que possible, être rassemblées dans un seul et même document avec celles exigées par la réglementation des transports. En cas d'impossibilité, ces informations devraient compléter et non répéter celles exigées par la réglementation des transports. Le document de mouvement contiendra des instructions quant à la personne habilitée à fournir les renseignements et à remplir les formulaires.

1/ Nom et adresse complets, numéros de téléphone, de télex ou de télécopieur, ainsi que nom, adresse et numéro de téléphone, de télex ou de télécopieur de la personne à contacter en cas d'urgence.

#### Annexe VI

#### ARBITRAGE

#### Article premier

Sauf dispositions contraires de l'accord prévu à l'article 20 de la Convention, la procédure d'arbitrage est conduite conformément aux dispositions des articles 2 à 10 ci-après.

#### Article 2

La Partie requérante notifie au Secrétariat que les Parties sont convenues de soumettre le différend à l'arbitrage conformément au paragraphe 2 ou au paragraphe 3 de l'article 20 de la Convention, en indiquant notamment les articles de la Convention dont l'interprétation ou l'application sont en cause. La Secrétariat communique les informations ainsi reçues à toutes les Parties à la Convention.

#### Article 3

Le tribunal arbitral est composé de trois membres. Chacune des Parties au différend nomme un arbitre et les deux arbitres ainsi nommés désignent d'un commun accord le troisième arbitre, qui assume la présidence du tribunal. Ce dernier ne doit pas être ressortissant de l'une des Parties au différend ni avoir sa résidence habituelle sur le territoire de l'une de ces Parties, ni se trouver au service de l'une d'elles, ni s'être déjà occupé de l'affaire à aucun titre.



Annex VI

## ARBITRATION

Article 1

Unless the agreement referred to in Article 20 of the Convention provides otherwise, the arbitration procedure shall be conducted in accordance with Articles 2 to 10 below.

Article 2

The claimant party shall notify the Secretariat that the parties have agreed to submit the dispute to arbitration pursuant to paragraph 2 or paragraph 3 of Article 20 and include, in particular, the Articles of the Convention the interpretation or application of which are at issue. The Secretariat shall forward the information thus received to all Parties to the Convention.

Article 3

The arbitral tribunal shall consist of three members. Each of the Parties to the dispute shall appoint an arbitrator, and the two arbitrators so appointed shall designate by common agreement the third arbitrator, who shall be the chairman of the tribunal. The latter shall not be a national of one of the parties to the dispute, nor have his usual place of residence in the territory of one of these parties, nor be employed by any of them, nor have dealt with the case in any other capacity.

Article 4

1. If the chairman of the arbitral tribunal has not been designated within two months of the appointment of the second arbitrator, the Secretary-General of the United Nations shall, at the request of either party, designate him within a further two months period.

2. If one of the parties to the dispute does not appoint an arbitrator within two months of the receipt of the request, the other party may inform the Secretary-General of the United Nations who shall designate the chairman of the arbitral tribunal within a further two months' period. Upon designation, the chairman of the arbitral tribunal shall request the party which has not appointed an arbitrator to do so within two months. After such period, he shall inform the Secretary-General of the United Nations, who shall make this appointment within a further two months' period.

Article 5

1. The arbitral tribunal shall render its decision in accordance with international law and in accordance with the provisions of this Convention.

2. Any arbitral tribunal constituted under the provisions of this Annex shall draw up its own rules of procedure.



#### Article 4

1. Si, dans un délai de deux mois après la nomination du deuxième arbitre, le Président du tribunal arbitral n'est pas désigné, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies procède, à la requête de l'une des deux Parties, à sa désignation dans un nouveau délai de deux mois.

2. Si, dans un délai de deux mois après la réception de la requête, l'une des Parties au différend ne procède pas à la nomination d'un arbitre, l'autre Partie peut saisir le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui désigne le Président du tribunal arbitral dans un nouveau délai de deux mois. Dès sa désignation le Président du tribunal arbitral demande à la Partie qui n'a pas nommé d'arbitre de le faire dans un délai de deux mois. Passé ce délai, il saisit le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui procède à cette nomination dans un nouveau délai de deux mois.

#### Article 5

1. Le tribunal rend sa sentence conformément au droit international et aux dispositions de la présente Convention.

2. Tout tribunal arbitral constitué aux termes de la présente annexe établit ses propres règles de procédure.

#### Article 6

1. Les décisions du tribunal arbitral, tant sur la procédure que sur le fond, sont prises à la majorité des voix de ses membres.

2. Le tribunal peut prendre toutes mesures appropriées pour établir les faits. Il peut, à la demande de l'une des parties, recommander les mesures conservatoires indispensables.

3. Les Parties au différend fourniront toutes facilités nécessaires pour la bonne conduite de la procédure.

4. L'absence ou le défaut d'une Partie au différend ne fait pas obstacle à la procédure.

#### Article 7

Le tribunal peut connaître et décider des demandes reconventionnelles directement liées à l'objet du différend.

#### Article 8

A moins que le tribunal d'arbitrage n'en décide autrement en raison des circonstances particulières de l'affaire, les dépenses du tribunal, y compris la rémunération de ses membres, sont prises en charge à parts égales par les Parties au différend. Le tribunal tient un relevé de toutes ses dépenses et en fournit un état final aux Parties.



Article 6

1. The decisions of the arbitral tribunal both on procedure and on substance, shall be taken by majority vote of its members.
2. The tribunal may take all appropriate measures in order to establish the facts. It may, at the request of one of the parties, recommend essential interim measures of protection.
3. The parties to the dispute shall provide all facilities necessary for the effective conduct of the proceedings.
4. The absence or default of a party in the dispute shall not constitute an impediment to the proceedings.

Article 7

The tribunal may hear and determine counter-claims arising directly out of the subject-matter of the dispute.

Article 8

Unless the arbitral tribunal determines otherwise because of the particular circumstances of the case, the expenses of the tribunal, including the remuneration of its members, shall be borne by the parties to the dispute in equal shares. The tribunal shall keep a record of all its expenses, and shall furnish a final statement thereof to the parties.

Article 9

Any Party that has an interest of a legal nature in the subject-matter of the dispute which may be affected by the decision in the case, may intervene in the proceedings with the consent of the tribunal.

Article 10

1. The tribunal shall render its award within five months of the date on which it is established unless it finds it necessary to extend the time-limit for a period which should not exceed five months.
2. The award of the arbitral tribunal shall be accompanied by a statement of reasons. It shall be final and binding upon the parties to the dispute.
3. Any dispute which may arise between the parties concerning the interpretation or execution of the award may be submitted by either party to the arbitral tribunal which made the award or, if the latter cannot be seized thereof, to another tribunal constituted for this purpose in the same manner as the first.

-----



### Article 9

Toute Partie ayant, en ce qui concerne l'objet du différend, un intérêt d'ordre juridique susceptible d'être affecté par la décision peut intervenir dans la procédure, avec le consentement du tribunal.

### Article 10

1. Le tribunal prononce la sentence dans un délai de cinq mois à partir de la date à laquelle il est créé, à moins qu'il n'estime nécessaire de prolonger ce délai pour une période qui ne devrait pas excéder cinq mois.

2. La sentence du tribunal arbitral est motivée. Elle est définitive et obligatoire pour les Parties au différend.

3. Tout différend qui pourrait surgir entre les Parties concernant l'interprétation ou l'exécution de la sentence peut être soumis par l'une des deux Parties au tribunal arbitral qui l'a rendue, ou, si ce dernier ne peut en être saisi, à un autre tribunal arbitral constitué à cet effet de la même manière que le premier.











© Minister of Supply and Services Canada 1992

Available in Canada through

your local bookseller

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing  
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1992/19  
ISBN 0-660-57942-1

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1992

En vente au Canada chez

votre libraire local

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition  
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1992/19  
ISBN 0-660-57942-1













CANADA

TREATY SERIES 1992/20 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## BOUNDARY WATERS

Exchange of Notes between the Government of CANADA and the Government of the **UNITED STATES OF AMERICA** constituting an Agreement further amending the Agreement of March 9, 1959 concerning the Application of Tolls on the St. Lawrence Seaway (with Memorandum of Agreement)

Washington, June 15 and 30, 1992

In force June 30, 1992

---

## EAUX LIMITOPHES

Échange de Notes constituant un Accord entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des **ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE** modifiant de nouveau l'Accord du 9 mars 1959 concernant l'application des taux de péage sur la Voie maritime du Saint-Laurent (avec Memorandum d'Accord)

Washington les 15 et 30 juin 1992

En vigueur le 30 juin 1992

---











CANADA

TREATY SERIES 1992/20 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## BOUNDARY WATERS

Exchange of Notes between the Government of CANADA and the Government of the **UNITED STATES OF AMERICA** constituting an Agreement further amending the Agreement of March 9, 1959 concerning the Application of Tolls on the St. Lawrence Seaway (with Memorandum of Agreement)

Washington, June 15 and 30, 1992

In force June 30, 1992

---

## EAUX LIMITROPHES

Échange de Notes constituant un Accord entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des **ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE** modifiant de nouveau l'Accord du 9 mars 1959 concernant l'application des taux de péage sur la Voie maritime du Saint-Laurent (avec Memorandum d'Accord)

Washington les 15 et 30 juin 1992

En vigueur le 30 juin 1992

---



Canadian Embassy



Ambassade du Canada

Washington, D.C., June 15, 1992

No. 105

Mr. Secretary,

I have the honour to refer to the discussions which took place recently between officials on The St. Lawrence Seaway Authority of Canada and the Saint Lawrence Seaway Development Corporation of the United States regarding the Memorandum of Agreement between those agencies, dated January 29, 1959, and the Tariff of Tolls set out therein, which were attached to the Exchange of Notes of March 9, 1959,<sup>(1)</sup> between our two Governments, and amended in 1964,<sup>(2)</sup> 1967,<sup>(3)</sup> 1972,<sup>(4)</sup> 1978,<sup>(5)</sup> 1980,<sup>(6)</sup> 1982,<sup>(7)</sup> 1984,<sup>(8)</sup> 1985,<sup>(9)</sup> 1986,<sup>(10)</sup> 1987,<sup>(11)</sup> 1988,<sup>(12)</sup> 1989,<sup>(13)</sup> and 1991.<sup>(14)</sup>

The discussions resulted in the signature of the enclosed Memorandum of Agreement by the Administrator of the Saint Lawrence Seaway Development Corporation at Washington, D.C. on January 28, 1992, and by the President of The St. Lawrence Seaway Authority at Ottawa on January 30, 1992. This Memorandum of Agreement sets forth amendments to the Memorandum of Agreement of January 1959, as amended, which deal with the tariff classification of materials for recycling and the extension of the incentive tolls program to passenger vessels.

The Honourable James Baker III  
Secretary of State  
Washington, D.C. 20520

- (1) Canada Treaty Series 1959 No. 5
- (2) Canada Treaty Series 1964 No. 13
- (3) Canada Treaty Series 1967 No. 2
- (4) Canada Treaty Series 1972 No. 24
- (5) Canada Treaty Series 1978 No. 6
- (6) Canada Treaty Series 1980 No. 19
- (7) Canada Treaty Series 1982 No. 28
- (8) Canada Treaty Series 1984 No. 44

- (9) Canada Treaty Series 1985 No. 24
- (10) Canada Treaty Series 1986 No. 35
- (11) Canada Treaty Series 1987 No. 33
- (12) Canada Treaty Series 1988 No. 30
- (13) Canada Treaty Series 1989 No. 19
- (14) Canada Treaty Series 1991 No. 6
- Canada Treaty Series 1991 No. 11
- Canada Treaty Series 1991 No. 38



Canadian Embassy



Ambassade du Canada

Washington, D.C., le 15 juin 1992

No. 105

Monsieur le Secrétaire,

J'ai l'honneur de me référer aux discussions qui ont récemment eu lieu entre les représentants de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, au Canada, et de la Saint Lawrence Seaway Development Corporation, aux États-Unis d'Amérique, concernant le Mémorandum d'accord conclu entre ces organismes en date du 29 janvier 1959 et auquel est annexé le Tarif des péages de la Voie maritime du Saint-Laurent. Le Mémorandum était joint à l'Échange de Notes du 9 mars 1959 entre nos deux gouvernements et a été modifié en 1964, 1967, 1972, 1978, 1980, 1982, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989 et 1991.

Les discussions ont mené à la signature du Mémorandum d'accord ci-joint par l'Administrateur de la Saint Lawrence Seaway Development Corporation, le 28 janvier 1992 à Washington, D.C., et par le Président de l'Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent, le 30 janvier 1992 à Ottawa. Ce Mémorandum d'accord prévoit des modifications au Mémorandum d'accord de janvier 1959, tel qu'amendé, relatives au classement des matières destinées au recyclage et au prolongement du programme de rabais des péages aux navires de passagers.

l'honorable James Baker III  
Secrétaire d'État  
Washington, D.C. 20520

- (1) Recueil des traités du Canada 1959 N° 5
- (2) Recueil des traités du Canada 1964 N° 13
- (3) Recueil des traités du Canada 1967 N° 2
- (4) Recueil des traités du Canada 1972 N° 24
- (5) Recueil des traités du Canada 1978 N° 6
- (6) Recueil des traités du Canada 1980 N° 19
- (7) Recueil des traités du Canada 1982 N° 28
- (8) Recueil des traités du Canada 1984 N° 44

- (9) Recueil des traités du Canada 1985 N° 24
- (10) Recueil des traités du Canada 1986 N° 35
- (11) Recueil des traités du Canada 1987 N° 33
- (12) Recueil des traités du Canada 1988 N° 30
- (13) Recueil des traités du Canada 1989 N° 19
- (14) Recueil des traités du Canada 1991 N° 6
- Recueil des traités du Canada 1991 N° 11
- Recueil des traités du Canada 1991 N° 38



I have the further honour to propose that this Note and the enclosed Memorandum of Agreement, which are both authentic in English and French, if such meets with the approval of your Government, together with your Note in reply indicating such concurrence, shall constitute an Agreement between our two Governments, which shall enter into force on the date of your reply.

Upon entry into force, this Agreement shall amend the St. Lawrence Seaway Tariff of Tolls effected by the exchange of Notes of March 1959, as previously amended.

Accept, Mr. Secretary, the renewed assurances of my highest consideration.

A handwritten signature in dark ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the end.

Marc H. Brault  
Minister and  
Deputy Head of Mission

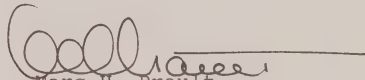
Enclosure  
Memorandum of Agreement



J'ai en outre l'honneur de proposer que la présente Note et le Mémorandum d'accord ci-joint, dont les versions française et anglaise font également foi, s'ils emportent l'agrément de votre gouvernement, ainsi que votre Note en réponse marquant tel agrément constituent entre nos deux gouvernements un Accord qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Dès son entrée en vigueur, cet Accord modifiera le Tarif des péages de la Voie maritime du Saint-Laurent établi par l'Échange de Notes du 9 mars 1959, tel qu'antérieurement modifié.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire, les assurances de ma considération distinguée.



Marc H. Brault  
Ministre et  
Chef de mission adjoint

Pièce jointe  
Mémorandum d'accord



MEMORANDUM OF AGREEMENT

MEMORANDUM OF AGREEMENT between The St. Lawrence Seaway Authority, hereinafter referred to as "Authority" and the Saint Lawrence Seaway Development Corporation, hereinafter referred to as "Corporation", respecting the Memorandum of Agreement between the parties dated January 29, 1959, as amended, hereinafter referred to as the "Agreement" and the St. Lawrence Seaway Tariff of Tolls.

WHEREAS Clause 4 of the 1959 Agreement respecting the said Tariff, between the Authority and the Corporation, provides that such changes as "will be compatible with the general terms of the Tariff" may be made by the Authority and the Corporation.

NOW THEREFORE, the Authority and the Corporation have agreed to recommend to their respective Governments the following amendments to the St. Lawrence Seaway Tariff of Tolls:

1. THAT the St. Lawrence Seaway Tariff of Tolls be amended by adding thereto, immediately after paragraph 2(b)(ix) thereof, the following paragraph:

(x) material for recycling, scrap material, refuse and waste.

2.- THAT the St. Lawrence Seaway Tariff of Tolls be further amended by adding thereto, immediately after subsection 7(5) thereof, the following subsections:

(6) Notwithstanding anything contained in this Tariff, the charge per passenger per lock charged on new business shall be reduced by

(i) twenty-five percent for a transit beginning within the Seaway after the opening of navigation and prior to July 1 or beginning on or after October 1 in the years 1992 and 1993 and ending at the closing of navigation in the years 1992 and 1993; or

(ii) fifty percent for a transit beginning on or after July 1 and prior to October 1 in the years 1992 and 1993.

(7) The reduction mentioned in (6) above shall be granted at the end of the applicable navigation season after payment of the full toll specified in the Schedule under the Tariff if:



MEMORANDUM D'ACCORD

MEMORANDUM D'ACCORD intervenu entre l'Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent, ci-après dénommée l'"Administration", et la Saint Lawrence Seaway Development Corporation, ci-après dénommée la "Corporation", relativement au Mémorandum d'accord entre les parties en date du 29 janvier 1959, tel que modifié, ci-après dénommé l'"Accord", et au Tarif des péages de la Voie maritime du Saint-Laurent.

ATTENDU QUE l'alinéa 4 de l'Accord de 1959 concernant ledit Tarif, intervenu entre l'Administration et la Corporation, porte que les parties peuvent apporter au Tarif tout "changement compatible avec les conditions générales au Tarif".

EN CONSEQUENCE, l'Administration et la Corporation sont convenues de recommander à leurs gouvernements respectifs les modifications suivantes au Tarif des péages de la Voie maritime du Saint-Laurent.

1. QUE le Tarif des péages de la Voie maritime du Saint-Laurent soit modifié par insertion, après l'alinéa 2(b)(ix), de ce qui suit:

(x) les matières destinées au recyclage, la ferraille, les ordures et les déchets.

2. QUE le Tarif des péages de la Voie maritime du Saint-Laurent soit modifié par insertion, après le paragraphe 7(5), des paragraphes qui suivent:

(6) Nonobstant toute disposition du présent Tarif, le taux imposé par passager par écluse pour tout nouveau transit est réduit de:

(i) vingt-cinq pour cent pour un transit qui, au cours des années 1992 et 1993, a débuté dans la Voie maritime après l'ouverture de la navigation et avant le 1er juillet ou qui a débuté le ou après le 1er octobre, et qui est terminé au moment de la fermeture de la navigation pour les années 1992 et 1993;

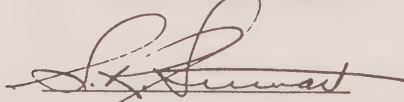
(ii) cinquante pour cent pour un transit ayant débuté le ou après le 1er juillet et avant le 1er octobre, au cours des années 1992 et 1993.

(7) Les réductions mentionnées en 6 sont consenties à la fin de la saison de navigation appropriée, après



- (a) a vessel carries 20 passengers or more during a transit qualifying as new business; and
  - (b) an application for a new business refund is submitted to the Authority or the Corporation for audit by the Authority or the Corporation.
- (8) For the purposes of this section, "new business" means
- (a) a passenger vessel that has not moved through a Seaway lock during the navigation seasons of 1988 and 1989 or the three navigation seasons immediately preceding the season in which a new business refund is submitted.
- (9) When a passenger vessel's transit qualifies as new business, at any time during 1992 or 1993, it shall continue to qualify until the end of the 1993 navigation season as long as it carries a minimum of 20 passengers.
3. AND THAT the terms of the Agreement and the St. Lawrence Seaway Tariff of Tolls as previously amended, except as herein modified, shall continue to remain in full force and effect.

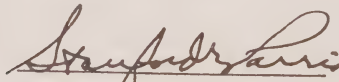
THE ST. LAWRENCE SEAWAY AUTHORITY



GLENDON R. STEWART, PRESIDENT

Executed at Ottawa this 30th day of January 1992.

SAINT LAWRENCE SEAWAY DEVELOPMENT CORPORATION



STANFORD PARAIS, ADMINISTRATOR

Executed at Washington, DC this 28<sup>th</sup> day of January 1992.



paiement intégral des péages prévus à l'annexe du Tarif, si:

- (a) un navire transporte un minimum de 20 passagers au cours d'un transit reconnu comme un nouveau transit; et
  - (b) une formule de demande de remboursement sur le nouveau transit a été soumise à l'Administration ou à la Corporation pour vérification par l'Administration ou la Corporation.
- (8) Aux fins de l'application du présent article, "nouveau transit" désigne:
- (a) un navire transportant des passagers qui n'a franchi aucune des écluses de la Voie maritime au cours des saisons de navigation 1988 et 1989 ou au cours des trois dernières saisons précédant celle pour laquelle est soumise une demande de remboursement au titre d'un nouveau transit.
- (9) Un navire transportant des passagers dont le transit est reconnu, à tout moment au cours des années 1992 ou 1993, comme un nouveau transit, sera considéré comme tel jusqu'à la fin de la saison de navigation de 1993, tant qu'il transporte un minimum de 20 passagers.

3. ET QUE les dispositions de l'Accord et du Tarif des péages de la Voie maritime du Saint-Laurent, telles que précédemment modifiées, et sous réserve des modifications apportées par les présentes, continuent d'être pleinement en vigueur.

POUR L'ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

---

GLENDON R. STEWART, PRESIDENT

Fait à Ottawa, le 30e jour de janvier 1992.

POUR LA SAINT LAWRENCE SEAWAY DEVELOPMENT CORPORATION

---

STANFORD PARRIS, ADMINISTRATEUR

Fait à Washington, D.C., le 28e jour de janvier 1992.



DEPARTMENT OF STATE  
WASHINGTON

JUN 30 1992

Excellency:

I have the honor to refer to your Note number 105, dated June 15, 1992, which refers to the Agreement between our two Governments governing tolls on the St. Lawrence Seaway, effected by exchange of Notes March 9, 1959, with the annexed Memorandum of Agreement of January 29, 1959, as amended, and to the Memorandum of Agreement signed January 28 and January 30, 1992, by officials of the St. Lawrence Seaway Development Corporation of the United States and the St. Lawrence Seaway Authority of Canada, which was enclosed with your Note, and which sets forth amendments to the Memorandum of Agreement of January 29, 1959.

I have the further honor to inform your Excellency that the proposals to amend the tariff classification of materials for recycling and the provision concerning the extension of the incentive tolls program to passenger vessels are acceptable to the Government of the United States of America and that your Excellency's Note, with the enclosed Memorandum of Agreement, together with this Note in reply shall constitute an Agreement between our Governments to further amend the Agreement governing tolls on the St. Lawrence Seaway, and which shall enter into force on the date of this note.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

For the Secretary of State:



His Excellency  
Derek H. Burney,  
Ambassador of Canada



(Traduction)

Département d'État  
Washington

Le 30 juin 1992

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer à votre Note n° 105, en date du 15 juin 1992, concernant l'Accord conclu entre nos deux gouvernements, lequel régit le Tarif de péage de la Voie maritime du Saint-Laurent, établi par l'Échange de Notes du 9 mars 1959, auquel est joint le Mémoire d'accord du 29 janvier 1959, tel que modifié, ainsi qu'au Mémoire d'accord signé les 28 et 30 janvier 1992 par les représentants de la St. Lawrence Seaway Development Corporation, aux États-Unis, et par les représentants de l'Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent, au Canada, qui accompagnait votre Note, et qui prévoit des modifications au Mémoire d'accord du 29 janvier 1959.

J'ai en outre l'honneur d'informer Votre Excellence que les propositions visant à modifier la classification tarifaire des matières destinées au recyclage, ainsi que les dispositions visant le prolongement du programme de rabais des péages aux navires de passagers, sont acceptables au gouvernement des États-Unis d'Amérique, et que votre Note et le Mémoire d'accord ci-joint, ainsi que la présente Note en réponse, constituent entre nos deux gouvernements un Accord qui modifiera l'Accord régissant le Tarif de péage de la Voie maritime du Saint-Laurent, qui entrera en vigueur à la date de la présente Note.

Je vous prie d'accepter, Excellence, les assurances de ma considération distinguée.

Pour le secrétaire d'État,  
(Signé)Son Excellence  
Derek H. Burney  
Ambassadeur du Canada



© Minister of Supply and Services Canada 1994

Available in Canada through

Associated Bookstores  
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing  
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1992/20  
ISBN 0-660-59688-1

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1994

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées  
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition  
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1992/20  
ISBN 0-660-59688-1











CAI  
EA10  
-T67



CANADA

TREATY SERIES 1992/21 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## COMMERCE

Agreement between the Government of CANADA and the  
Government of the RUSSIAN FEDERATION on Trade and  
Commerce

Ottawa, June 19, 1992

In force December 29, 1992



---

## COMMERCE

Accord de Commerce entre le gouvernement du CANADA et le  
gouvernement de la FÉDÉRATION DE RUSSIE

Ottawa, le 19 juin 1992

En vigueur le 29 décembre 1992

---









CANADA

TREATY SERIES 1992/21 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## COMMERCE

Agreement between the Government of CANADA and the  
Government of the RUSSIAN FEDERATION on Trade and  
Commerce

Ottawa, June 19, 1992

In force December 29, 1992

---

## COMMERCE

Accord de Commerce entre le gouvernement du CANADA et le  
gouvernement de la FÉDÉRATION DE RUSSIE

Ottawa, le 19 juin 1992

En vigueur le 29 décembre 1992

---



**AGREEMENT**  
**BETWEEN CANADA AND THE RUSSIAN FEDERATION**  
**ON TRADE AND COMMERCE**

Canada and the Russian Federation (hereinafter referred to collectively as "Parties" and individually as "Party"),

CONVINCED that the development of bilateral trade in goods and services will contribute to increased mutual understanding and cooperation between the people of Canada and of the Russian Federation;

CONSCIOUS that trade and commercial relations are essential elements of the bilateral relationship between Canada and the Russian Federation;

RECOGNIZING that the economic restructuring and progress towards a market-based economy in the Russian Federation is creating additional possibilities for expanded bilateral trade;

NOTING Canada's status as a contracting party of the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), and the participation of the Russian Federation as an Observer in the Sessions of the Contracting Parties and in meetings of the Council of Representatives of the GATT and in certain other GATT bodies;

LOOKING FORWARD to the accession of the Russian Federation to the GATT on terms to be agreed between the Russian Federation and the GATT CONTRACTING PARTIES.

RECALLING the Long Term Agreement to Facilitate Economic, Industrial, Scientific and Technical Co-operation done in Ottawa on July 14, 1976, the Agreement for the Avoidance of Double Taxation on Income done in Moscow on June 13 1985 and the Agreement for the Promotion and Reciprocal Protection of Investments done in Moscow on November 20, 1989;

REAFFIRMING their desire to further expand commercial relations in accordance with the principles and conditions of the Final Act signed in Helsinki on August 1 1975, and other documents of the Conference on Security and Co-operation in Europe, notably the Document of the Bonn Conference on Economic Co-operation convened in accordance with the relevant



**ACCORD DE COMMERCE**  
**ENTRE LE CANADA ET LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

Le Canada et la Fédération de Russie (ci-après appelés collectivement «Parties», et individuellement «Partie»),

CONVAINCUS que le développement du commerce bilatéral des biens et des services améliorera la compréhension et renforcera la coopération entre les peuples du Canada et de la Fédération de Russie,

CONSCIENTS que les échanges commerciaux sont une composante essentielle de la relation bilatérale entre le Canada et la Fédération de Russie,

RECONNAISSANT que la restructuration économique et la progression vers l'établissement d'une économie de marché dans la Fédération de Russie offrent la possibilité d'accroître le commerce bilatéral,

NOTANT le statut du Canada en tant que partie contractante à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et la participation de la Fédération de Russie en tant qu'observateur aux sessions des Parties contractantes et aux réunions du Conseil des représentants du GATT ainsi qu'au sein de certains autres organismes du GATT,

ATTENDANT AVEC INTÉRÊT que la Fédération de Russie adhère au GATT selon des modalités à convenir entre elle et les PARTIES CONTRACTANTES DU GATT,

RAPPELANT l'Accord à long terme visant à faciliter la coopération économique, industrielle, scientifique et technique fait à Ottawa le 14 juillet 1976, l'Accord en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu fait à Moscou le 13 juin 1985, et l'Accord sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements fait à Moscou le 20 novembre 1989,

RÉAFFIRMANT leur désir d'intensifier leurs relations commerciales en conformité avec les principes et les modalités de l'Acte final signé à Helsinki le 1<sup>er</sup> août 1975 et d'autres documents de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, notamment le Document de la Conférence de Bonn sur la coopération économique en Europe tenue conformément aux



provisions of the Concluding Document of the Vienna Meeting of the Conference on Security and Co-operation in Europe;

Have agreed as follows:

#### ARTICLE I

#### OBJECTIVE

The objective of this Agreement, as elaborated more specifically in its provisions, is to establish a framework of balanced rights and obligations and agreed rules for the conduct of trade and commercial relations between Canada and the Russian Federation.

#### ARTICLE II

#### DEFINITIONS

Territory

"Territory" means:

with respect to Canada, the territory to which its customs laws apply, including any areas beyond the territorial seas of Canada within which, in accordance with international law and its domestic laws, Canada may exercise rights with respect to the seabed and subsoil and their natural resources; and

with respect to the Russian Federation, the territory to which its customs laws apply, including any areas beyond the territorial seas of the Russian Federation within which, in accordance with international law and its domestic laws, the Russian Federation may exercise rights with respect to the seabed and subsoil and their natural resources.

Person

"Person" of a country means a citizen or permanent resident of the country or a body corporate constituted under the laws applicable in, or principally carrying on its business within the territory of the country.



dispositions pertinentes du Document de clôture de la Réunion de Vienne de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe,

Sont convenus de ce qui suit :

## ARTICLE PREMIER

### OBJECTIF

Le présent Accord, que développent ses dispositions, vise à établir un ensemble équilibré de droits et d'obligations et à fixer les règles relatives à la conduite des relations commerciales entre le Canada et la Fédération de Russie.

## ARTICLE II

### DÉFINITIONS

Territoire «Territoire» signifie

dans le cas du Canada, le territoire auquel s'applique la législation douanière du Canada, y compris les régions s'étendant au delà des eaux territoriales du Canada et qui, conformément au droit international et aux lois du Canada, sont des régions à l'égard desquelles le Canada est habilité à exercer des droits pour ce qui concerne les fonds marins et leur sous-sol ainsi que leurs ressources naturelles; et,

dans le cas de la Fédération de Russie, le territoire auquel s'applique la législation douanière de la Fédération de Russie, y compris les régions s'étendant au delà des eaux territoriales de la Fédération de Russie et qui, conformément au droit international et aux lois de la Fédération de Russie, sont des régions à l'égard desquelles la Fédération de Russie est habilitée à exercer des droits pour ce qui concerne les fonds marins et leur sous-sol ainsi que leurs ressources naturelles.

Personne «Personne» d'un pays désigne un citoyen ou un résident permanent du pays en question ou une personne morale constitué(e) légalement sur le territoire du pays ou y menant la majeure partie de ses activités.



**Third country** "Third country" means any country other than Canada or the Russian Federation.

**Transit** "Transit" means the passage across the territory of a country, with or without trans-shipment, warehousing, breaking bulk, or change in the mode or means of transport, when such passage is only a portion of a complete journey beginning and terminating beyond the frontier of the country across whose territory the traffic passes.

**Textile products**

"Textile products" means tops, yarns, piece-goods, made-up articles, garments and other textile manufactured products (being products which derive their chief characteristics from their textile components) of cotton, wool, man-made fibres, or blends thereof, in which any or all of those fibres in combination represent either the chief value of the fibres or fifty (50) percent or more by weight (or seventeen (17) percent or more by weight of wool) of the product; artificial and synthetic staple fibre, tow, waste, simple mono- and multi-filaments, as well as textiles made of vegetable fibres, blends of vegetable fibres with fibres specified above, and blends containing silk, which are directly competitive with textiles made of fibres specified above and for which any or all of those fibres in combination represent either the chief value of the fibres or 50 (fifty) per cent or more by weight of the products.

ARTICLE III

MOST-FAVOURED-NATION TREATMENT

1. Each Party shall accord to the like product of the other Party immediately and unconditionally, and irrespective of the nationality of the carrier, any advantage, favour, privilege or immunity that has been or may hereafter be accorded by it to any product originating in or destined for the territory of any third country with respect to:



**Pays tiers** «Pays tiers» désigne tout pays autre que le Canada ou la Fédération de Russie.

**Transit** «Transit» signifie le passage à travers le territoire d'un pays, qu'il s'effectue ou non avec transbordement, entreposage, rupture de charge ou changement dans le mode de transport lorsque ce passage ne constitue qu'une fraction d'un voyage complet commençant et se terminant au-delà des frontières du pays à travers duquel transite le trafic.

**Produits textiles**

«Produits textiles» comprend les peignés, fils, tissus, articles de confection simple, vêtements et autres produits textiles manufacturés (produits qui tirent leurs caractéristiques principales de leurs composants textiles) en coton, laine, fibres artificielles et synthétiques, ou mélanges des fibres précitées, dans lesquels l'une quelconque de ces fibres ou toutes ces fibres combinées constituent soit l'élément de principale valeur des fibres contenues dans le produit, soit cinquante pour cent (50 %) ou plus, en poids (ou dix-sept pour cent (17 %) ou plus en poids de laine); les fibres discontinues, câbles pour discontinus, déchets, monofilaments et multifilaments simples, artificiels et synthétiques, ainsi que les textiles constitués de fibres végétales, de mélanges de fibres végétales et de fibres spécifiées plus haut, et les mélanges contenant de la soie, qui font une concurrence directe aux textiles constitués des fibres spécifiées ci-haut et dans lesquelles l'une quelconque de ces fibres ou toutes ces fibres combinées constituent soit l'élément de principale valeur des fibres, soit cinquante pour cent (50 %) ou plus du poids du produit.

ARTICLE III

TRAITEMENT DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE

1. Chacune des Parties accorde à tout produit similaire de l'autre Partie immédiatement et sans condition, et indépendamment de la nationalité du transporteur, tout avantage, faveur, privilège ou immunité qui a déjà été accordé ou pourra l'être ultérieurement par cette Partie à l'égard d'un produit provenant d'un pays tiers ou destiné à un pays tiers en ce qui concerne:



(a) customs duties and charges of any kind imposed on or in connection with importation or exportation of products or imposed on the international transfer of payments for imports or exports;

(b) the method of levying the duties and charges referred to in clause (a) of this paragraph;

(c) the rules and formalities connected with their importation or exportation;

(d) all internal taxes or internal charges of any kind imposed in connection with imported or exported products; and

(e) all laws, regulations and requirements affecting sale, offering for sale, purchase, transportation or distribution of imported products within the territory of the Party.

2. No prohibition or restriction, whether made effective through quotas, import or export licenses or other measures, shall be instituted or maintained by either Party on the importation of any product of the other Party or on the exportation or sale for export of any product destined for the territory of the other Party unless the importation of the like product of all third countries or the exportation of the like product to the territory of all third countries is similarly prohibited or restricted.

3. Each Party shall accord to the other Party and persons of the other Party treatment no less favourable than it accords to any third country or the persons of any third country in all matters relating to the allocation of foreign exchange for transactions involving the importation and exportation of products and in the administration of foreign exchange regulations in relation to such transactions.

4. The most-favoured-nation treatment provisions of this Agreement shall not apply to advantages now accorded, or which may hereafter be accorded, by either Party resulting from:

(a) membership in a customs union or free trade area to which either Party is now or may become a party;



- a) les droits de douane et redevances de toute nature imposés ou se rapportant à l'importation ou à l'exportation de produits ou frappant les transferts internationaux de fonds en règlement d'importations ou d'exportations;
  - b) la méthode de perception des droits et redevances visés à l'alinéa a) du présent paragraphe;
  - c) les règles et formalités relatives à leur importation et à leur exportation;
  - d) les taxes intérieures ou autres redevances intérieures de toute nature imposées à l'importation et à l'exportation de produits; et
  - e) toutes lois, règlements et conditions visant la vente, l'offre en vente, l'achat, le transport ou la distribution de produits importés sur le territoire de la Partie.
2. Aucune prohibition ou restriction, qu'elle soit appliquée par des quotas, par des licences d'importation ou d'exportation ou par d'autres mesures, n'est établie ou maintenue par l'une des Parties à l'égard de l'importation d'un produit quelconque de l'autre Partie ou à l'égard de l'exportation ou de la vente pour exportation de tout produit destiné au territoire de l'autre Partie à moins que l'importation du produit similaire en provenance de tous les pays tiers ou l'exportation du produit similaire à destination du territoire de tous les pays tiers ne fasse l'objet d'une semblable prohibition ou restriction.
3. Chacune des Parties accorde à l'autre Partie et aux personnes de l'autre Partie un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à n'importe quel pays tiers ou aux personnes de n'importe quel pays tiers en tout ce qui concerne l'allocation de devises étrangères pour des transactions comportant l'importation et l'exportation de produits et dans l'application des règlements du change à ces transactions.
4. Les dispositions du présent Accord relatives au traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliquent pas aux avantages qui sont ou pourront être accordés par l'une ou l'autre des Parties comme suite
- a) à l'adhésion à une union douanière ou à une zone de libre-échange à laquelle l'une ou l'autre des Parties est ou peut devenir partie;



- (b) preferences or advantages granted to other countries and authorized under the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) or under other international agreements consistent with the GATT;
- (c) advantages accorded by Canada to countries and their overseas dependencies that are entitled to benefits of the British Preferential Tariff (BPT); or
- (d) advantages that are or may be accorded by the Russian Federation to other countries that are members of the Commonwealth of Independent States, or which were located within the customs territory of the former Union of Soviet Socialist Republics (USSR);
- (e) advantages that are accorded to third countries on a reciprocal basis in accordance with instruments negotiated within the Uruguay Round and subsequent arrangements concluded under the GATT.

#### ARTICLE IV

##### TRANSIT FACILITATION

1. In accordance with applicable laws and regulations, each Party shall facilitate the freedom of transit, via the established routes most convenient for international transit, of products of the other Party across its territory. Products in transit across the territory of a Party that are not released from customs control and have not entered into the commerce of such Party shall not be subject to any unnecessary delays or restrictions and shall be exempt from all duties, taxes and other charges, except charges for transportation, administrative expenses or services rendered in relation to transit.
2. With respect to all charges, regulations and formalities applicable to products in transit, each Party shall accord to products of the other Party in transit across its territory treatment no less favourable than the treatment accorded to products of any third country in transit across its territory.
3. Each Party shall accord to the products of the other Party, which have been in transit across the territory of any third country and have not been released from customs control or entered into the commerce of such third country, treatment no less favourable than that which would have been accorded to such products had they been transported from their place of origin to their destination without going across the territory of such third country.



- b) aux préférences ou avantages accordés à d'autres pays et autorisés en vertu de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) ou d'autres accords internationaux compatibles avec le GATT;
- c) aux avantages que le Canada accorde aux pays et à leurs territoires dépendants d'outre-mer qui ont droit aux avantages du Tarif de préférence britannique (TPB);
- d) aux avantages que la Fédération de Russie accorde ou pourra accorder à d'autres pays qui sont membres de la Communauté des États indépendants, ou qui faisaient partie du territoire douanier de l'ancienne Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS); ou
- e) aux avantages accordés à des pays tiers sous réserve de réciprocité, en conformité avec les instruments négociés dans le cadre de l'Uruguay Round et d'arrangements ultérieurs conclus en vertu du GATT.

#### ARTICLE IV FACILITATION DU TRANSIT

1. En conformité avec les lois et règlements applicables, chacune des Parties facilite la liberté de transit, par les voies établies les plus commodes pour le transit international, de produits de l'autre Partie à travers son territoire. Les produits en transit à travers le territoire d'une Partie qui ne sont pas dédouanés et qui ne font pas l'objet de commerce sur le territoire de cette Partie ne sont pas soumis à des délais ou à des restrictions inutiles et sont exonérés de tous droits, de toutes taxes et de toute autre imposition, à l'exception des frais de transport, des dépenses administratives ou des services rendus relativement au transit.
2. En ce qui concerne tous les droits, règlements et formalités applicables aux produits en transit, chacune des Parties accorde aux produits de l'autre Partie passés en transit par son territoire un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux produits de tout pays tiers en transit sur son territoire.
3. Chacune des Parties accorde aux produits qui sont passés en transit par le territoire de tout pays tiers et qui n'ont pas été dédouanés ou ne font pas l'objet de commerce sur le territoire dudit pays tiers, un traitement non moins favorable que celui qui leur aurait été accordé s'ils avaient été transportés de leur lieu d'origine à leur lieu de destination sans passer par ce territoire.



ARTICLE VSTATE TRADING ENTERPRISES

1. Each Party undertakes that if it establishes or maintains a state enterprise wherever located, or grants to any enterprise, formally or in effect, exclusive or special privileges, such enterprise shall, in its purchases of imports or sales of exports, act in a manner consistent with the principles of non-discriminatory treatment provided for in the present Agreement. To this end, such enterprises shall make any purchases of imports or sales of exports solely in accordance with commercial considerations including price, quality, availability and other conditions, and shall afford to the enterprises of the other Party adequate opportunity in accordance with customary business practice to compete for participation in such transactions.
2. The provisions of paragraph 1 of this Article shall not apply to imports of products for immediate or ultimate consumption in governmental use and not otherwise for resale or use in the production of goods for sale.

ARTICLE VIDISRUPTIVE TRADE PRACTICES

1. Nothing in this Agreement prejudices or qualifies the right of either Party to enact and administer laws and regulations:
  - (a) consistent with the requirements of Article VI of the GATT and the related codes or successor agreements concluded under the GATT; or
  - (b) applicable to products imported in such increased quantities and under such conditions as to cause or threaten to cause serious injury to domestic producers of like or directly competitive products.
2. As soon as possible after a request for initiation of an investigation is accepted by the authorities of one Party pursuant to a law or regulation referred to in paragraph (1) of this Article, and in any event before the initiation of any investigation, the other Party shall be afforded an adequate opportunity for consultations with the aim of clarifying the situation and arriving at a mutually agreed solution.



ARTICLE V  
ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT

1. Chacune des Parties s'engage à ce que, si elle fonde ou maintient une entreprise d'État, en quelque lieu que ce soit, ou si elle accorde à une entreprise, en droit ou en fait, des privilèges exclusifs ou spéciaux, cette entreprise se conforme, dans ses achats ou ses ventes impliquant des importations ou des exportations, au principe de non-discrimination prescrit par le présent Accord. À cette fin, de telles entreprises doivent procéder à tout achat ou à toute vente impliquant des importations ou des exportations en s'inspirant uniquement de considérations d'ordre commercial telles que le prix, la qualité, la disponibilité et d'autres conditions et offrir aux entreprises de l'autre Partie toutes facilités de participer à ces transactions dans des conditions de libre concurrence et conformément aux usages commerciaux ordinaires.
2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas aux importations de produits destinés à être immédiatement ou finalement consommés par les pouvoirs publics ou pour leur compte et non à être revendus ou à servir à la production de marchandises, en vue de la vente.

ARTICLE VI  
PRATIQUES QUI PERTURBENT LE COMMERCE

1. Rien dans le présent Accord n'affecte ni ne limite le droit de l'une ou l'autre des Parties d'adopter et d'appliquer des lois et des règlements
  - a) conformes aux exigences de l'article VI du GATT et des codes ou des accords consécutifs négociés dans le cadre du GATT; ou
  - b) applicables aux produits dont l'importation est accrue à un tel point ou faite dans des conditions telles qu'elle cause ou menace de causer un préjudice important aux producteurs nationaux de produits similaires ou de produits directement concurrentiels.
2. Le plus tôt possible après qu'il a été fait droit à une demande d'ouverture d'enquête par les autorités de l'une des Parties conformément à une loi ou à un règlement dont il a été fait mention au paragraphe 1 du présent article, et en tout état de cause avant l'ouverture de toute enquête, il est donné à l'autre Partie une possibilité adéquate de procéder à des



Furthermore, throughout the period of investigation, the other Party shall be afforded an adequate opportunity to continue consultations, with a view to clarifying the factual situation and to arriving at a mutually agreed solution.

3. The Party which intends to initiate any investigation or is conducting such an investigation shall permit, upon request, access to non-confidential evidence and data being used for initiating or conducting the investigation.
4. Each Party shall ensure that its laws and regulations referred to in paragraph 1 of this Article are transparent and afford affected parties an opportunity to submit their views. Such laws and regulations shall not be applied in a manner that discriminates arbitrarily or unjustifiably between products of the other Party and products of any third country.
5. Notwithstanding paragraphs 1 and 2 of Article III or subparagraph 1(b) of this Article, paragraphs 6 to 9 of this Article shall apply to trade in textile products.
6. The Parties agree to consult promptly at the request of either Party that considers that an actual or prospective increase in imports of a textile product of the other Party is causing or threatening to cause market disruption in its market.
7. The consultations provided for in paragraph 6 shall be concluded within sixty days from the date of request by the importing Party for such consultations, unless the Parties otherwise agree.
8. If, during such consultations, the Parties do not agree upon a means to prevent or to remedy the market disruption, the importing Party may restrain the imports of the product of the other Party by the date of import.
9. In critical circumstances, where delay would cause damage that would be difficult to repair, the importing Party may take action to restrain imports of a textile product on a provisional basis, provided that a request for consultations shall be effected by the importing Party within 30 days of taking action.



consultations en vue d'élucider la situation concernant les questions visées et d'en arriver à une solution mutuellement convenue. En outre, pendant toute la durée de l'enquête, il est donné à l'autre Partie une possibilité adéquate de poursuivre les consultations en vue d'élucider la situation de fait et d'en arriver à une solution mutuellement convenue.

3. La Partie qui a l'intention d'ouvrir une enquête, ou qui mène à une enquête, donne sur demande l'autorisation de prendre connaissance des éléments de preuve et information non confidentiels utilisés pour l'ouverture ou la conduite de l'enquête.

4. Chacune des Parties s'assure que ses lois et règlements dont il est fait mention au paragraphe 1 du présent article sont transparents et donnent aux parties intéressées la possibilité de présenter leurs vues. Ces lois et règlements ne sont pas appliqués d'une façon qui établit une discrimination arbitraire et injustifiée entre les produits de l'autre Partie et les produits de tout pays tiers.

5. Nonobstant les paragraphes 1 et 2 de l'article III ou l'alinéa 1 b) du présent article, les paragraphes 6 à 9 du présent article s'appliquent au commerce des produits textiles.

6. Les Parties conviennent que, sur demande, elles procéderont sans tarder à des consultations si l'une ou l'autre des Parties estime qu'une augmentation effective ou envisagée d'un produit textile en provenance de l'autre Partie perturbe ou menace de perturber son marché.

7. Sauf entente contraire entre les Parties, les consultations prévues au paragraphe 6 doivent être achevées dans les soixante jours suivant la date de la demande de la Partie importatrice.

8. Si, à l'occasion de telles consultations, les Parties ne s'entendent pas sur une façon de prévenir ou de corriger la perturbation du marché, la Partie importatrice peut imposer des restrictions sur le produit de l'autre Partie basées sur la date d'importation.

9. Dans des circonstances critiques, où tout délai pourrait causer un préjudice auquel il serait difficile de remédier, la Partie importatrice peut prendre des mesures afin de restreindre de façon provisoire les importations d'un produit textile, sous réserve qu'elle fasse une demande de consultations dans les trente jours qui suivent de telles mesures.



ARTICLE VIITRANSPARENCY OF INFORMATION

1. Each Party shall make available publicly on a timely basis all laws and regulations related to commercial activity, including trade, investment, taxation, banking, insurance, financial services, transport and labour.
2. Each Party shall provide interested persons of the other Party access to available non-confidential, non-proprietary data on the national economy, and specific industrial, agricultural, commodity or service sectors, including data on foreign trade and investment.
3. Each Party shall allow the other Party, when interested, the opportunity to consult on the formulation of laws and regulations which govern the conduct of business activities.

ARTICLE VIIISERVICES

The Parties will enter into consultations with a view to broadening the scope of this Agreement to include trade in services, consistent with multilateral principles established as a result of the negotiations on the General Agreement on Trade in Services.

ARTICLE IXMERCHANT VESSELS AND WATERBORNE CARGOES

1. In international traffic, the merchant vessels of each Party, merchant vessels chartered by persons of each Party, and the cargoes of such vessels shall during arrival, stay at, and departure from the seaports of the other Party, enjoy treatment, including access to harbour services, accorded to the most-favoured nation. This provision shall not apply to pilotage.
2. In relation to products carried between Canada and the Russian Federation, neither Party shall create or maintain:



ARTICLE VII  
TRANSPARENCE DE L'INFORMATION

1. Chacune des Parties rend publics en temps opportun toutes les lois et tous les règlements relatifs aux activités commerciales, y compris les échanges commerciaux, les investissements, la fiscalité, les opérations bancaires, l'assurance, les services financiers, les transports et le travail.
2. Chacune des Parties donne aux personnes intéressées de l'autre Partie accès aux informations non confidentielles et ne faisant pas l'objet d'un droit de propriété, y compris les données sur le commerce extérieur et les investissements étrangers, sur l'économie nationale ainsi que sur des secteurs spécifiques de l'industrie, de l'agriculture, des produits de base ou des services.
3. Chacune des Parties donne à l'autre Partie, si celle-ci en manifeste le désir, l'occasion de procéder à des consultations sur l'élaboration des lois et des règlements qui régissent la conduite des affaires.

ARTICLE VIII  
SERVICES

Les Parties procéderont à des consultations en vue d'élargir la portée du présent Accord afin d'y englober le commerce des services, conformément aux principes multilatéraux établis par suite des négociations entourant l'Accord général sur le commerce des services.

ARTICLE IX  
NAVIRES MARCHANDS ET CARGAISONS

1. Pour ce qui est du trafic international, les navires marchands de chaque Partie et les navires marchands affrétés par des personnes de chaque Partie ainsi que les cargaisons qu'ils transportent jouissent du traitement de la nation la plus favorisée, y compris l'accès aux services portuaires, à leur arrivée dans les ports de mer de l'autre Partie, durant leur séjour dans ces ports et à leur départ. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas au pilotage.
2. En ce qui a trait aux produits transportés entre le Canada et la Fédération de Russie, ni l'une ni l'autre des Parties n'établit ni ne maintient



- (a) discriminatory measures of any kind to marketing the services of, seeking cargoes for, and transferring payments related to, the merchant vessels of the other Party or merchant vessels chartered by persons of the other Party; or
  - (b) discriminatory measures of any kind to the flow of waterborne cargoes through maritime cargo terminals or to the use of such terminals.
3. Each Party shall, on the basis of reciprocity with the other Party, permit the establishment and operation of offices to act as shipping and port agents for the merchant vessels of the other Party and for merchant vessels chartered by persons of the other Party.

#### ARTICLE X

##### TERMS OF PAYMENTS

1. Subject to the laws and regulations in force in Canada and the Russian Federation, all payments in respect of trade between the two countries shall be made on terms mutually agreed upon by the persons party to the commercial contracts governing that trade.
2. Neither Party shall require persons subject to their jurisdiction to engage in barter or countertrade transactions as a condition of bilateral trade between Canada and the Russian Federation.

#### ARTICLE XI

##### TRADE-RELATED FINANCE

The Parties shall endeavour to enhance the relationship between Export Development Corporation of Canada, or its successor or successors, and the Bank for Foreign Economic Affairs (Vnesheconombank), or its successor or successors, especially in relation to financing trade in capital goods, services, and commodities based on reasonable assessments of commercial risk and, where appropriate, sovereign risk guarantees.



- a) de mesures discriminatoires de quelque nature que ce soit, qu'il s'agisse de la commercialisation des services de navires marchands de l'autre Partie ou de navires marchands affrétés par des personnes de l'autre Partie, de la recherche de cargaisons pour ces navires et du transfert de paiements liés à leur utilisation; ou
  - b) de mesures discriminatoires de quelque nature que ce soit à l'égard du mouvement de cargaisons dans les terminaux maritimes ou de l'utilisation de tels terminaux.
3. Chacune des Parties permet, sous réserve de réciprocité, l'établissement et l'exploitation de bureaux qui agissent à titre d'agents maritimes et portuaires pour les navires marchands de l'autre Partie ou pour les navires marchands affrétés par des personnes de l'autre Partie.

#### ARTICLE X MODALITÉS DE PAIEMENT

1. Sous réserve des lois et des règlements en vigueur au Canada et dans la Fédération de Russie, tous les paiements résultant des échanges commerciaux entre les deux pays s'effectuent à des conditions dont conviendront les personnes parties aux contrats commerciaux qui régissent ces échanges.
2. Ni l'une ni l'autre des Parties n'impose à des personnes sous sa juridiction d'effectuer des opérations de troc ou des achats de compensation comme condition d'échanges bilatéraux entre le Canada et la Fédération de Russie.

#### ARTICLE XI FINANCEMENT LIÉ AU COMMERCE

Les Parties s'efforcent d'améliorer les rapports entre la Société pour l'expansion des exportations du Canada ou son ou ses successeurs et la Banque des affaires économiques étrangères (Vnesheconombank) ou son ou ses successeurs, particulièrement en ce qui concerne le financement du commerce de biens d'équipement, de services et de produits de base fondé sur une évaluation raisonnable du risque commercial et, lorsqu'il y a lieu, sur des garanties souveraines du risque.



ARTICLE XIILAW APPLICABLE TO CONTRACTS ANDSETTLEMENT OF COMMERCIAL DISPUTES

1. Neither Party shall interfere with the freedom of persons subject to its jurisdiction to agree with persons of the other Party on the choice of law to govern the conclusion and performance of contracts between them.
2. Persons of the Russian Federation, on the one hand, and persons of Canada, on the other hand, may agree to settle disputes arising out of commercial transactions by arbitration.
3. Such persons, involved in disputes arising out of individual commercial transactions may agree to arbitration in accordance with the Arbitration Rules of the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL), adopted in 1976.
4. Without prejudice to their ability to decide otherwise, the persons party to commercial transactions may agree on a place for conducting the arbitration in a country, other than the Russian Federation or Canada, which is a party to the UN Convention on the Recognition and Implementation of Foreign Arbitral Decisions, done in New York on the 10th of June, 1958.
5. Nothing in the present Agreement shall be interpreted in such a way as to hamper, nor shall either Party prevent, the parties to commercial transactions from agreeing on any other form of arbitration for the settling of commercial disputes, which they mutually prefer and which, in their opinion, best answers their commercial needs.
6. The persons of Canada and of the Russian Federation shall enjoy access to the courts of the other Party on the same basis as persons of any third country.

ARTICLE XIIINATIONAL SECURITY

The provisions of this Agreement shall not limit the right of either Party to take any action for the protection of its security interests.



ARTICLE XII  
DROIT APPLICABLE AUX CONTRATS ET  
AU RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS COMMERCIAUX

1. Ni l'une ni l'autre des Parties n'empiète sur la liberté des personnes sous sa juridiction de convenir avec les personnes de l'autre Partie des lois qui doivent régir la conclusion et l'exécution des contrats qu'elles passent entre elles.
2. Les personnes de la Fédération de Russie, d'une part, et les personnes du Canada, d'autre part, peuvent convenir de régler par arbitrage les différends découlant de transactions commerciales.
3. De telles personnes, si elles ont un différend lié à une transaction commerciale, peuvent convenir de recourir à l'arbitrage conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) adopté en 1976.
4. Sans préjudice de leur faculté d'en disposer autrement, les personnes parties à des transactions commerciales peuvent convenir d'un lieu d'arbitrage dans un pays autre que la Fédération de Russie ou le Canada qui adhère à la Convention des Nations Unies pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, faite à New-York le 10 juin 1958.
5. Rien dans le présent Accord ne doit être interprété de façon à empêcher les parties à des transactions commerciales de convenir de toute autre forme d'arbitrage de différends commerciaux qu'elles préfèrent l'une et l'autre et qui, à leur point de vue, répond le mieux à leurs besoins commerciaux, et ni l'une ni l'autre des Parties ne soulève d'obstacle à cet égard.
6. Les personnes du Canada et celles de la Fédération de Russie jouissent du même recours aux tribunaux de l'autre Partie que les personnes de pays tiers.

ARTICLE XIII  
SÉCURITÉ NATIONALE

Aucune disposition du présent Accord ne limite le droit de l'une ou l'autre Partie de prendre toute mesure jugée nécessaire à la protection des intérêts de sa sécurité.



ARTICLE XIVOTHER EXCEPTIONS

Subject to the requirement that such measures are not applied in a manner which would constitute a means of arbitrary or unjustifiable discrimination between countries where the same conditions prevail, or a disguised restriction on international trade, nothing in this Agreement shall be construed to prohibit the adoption or enforcement by either Party of:

- (a) measures necessary to secure compliance with laws or regulations which are not inconsistent with the provisions of this Agreement, or
- (b) any other measure referred to in Article XX of the GATT.

ARTICLE XVCONSULTATIONS

1. The Parties shall consult with each other from time to time regarding the operation of this Agreement or of any provision thereof.
2. The terms of reference for consultations held pursuant to paragraph 1 of this Article shall be:
  - (a) To keep under review the possibility of broadening this Agreement;
  - (b) To consider matters affecting trade and commerce between Canada and the Russian Federation;
  - (c) To exchange information and views on matters that might adversely affect either Party's existing levels or future development of trade;
  - (d) To review multilateral trade matters of common interest; and
  - (e) To review progress towards expanding bilateral trade, and to examine, where appropriate, proposals designed to encourage further growth in trade or to overcome hindrances to such growth.
3. Consultations pursuant to this Article may be initiated at the request of either Party on reasonable notice to the other Party.



ARTICLE XIV  
AUTRES EXCEPTIONS

Sous réserve que ces mesures ne soient pas appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiée entre des pays où les mêmes conditions existent, soit une restriction déguisée au commerce international, rien dans le présent Accord ne doit être interprété comme interdisant l'adoption ou l'application par l'une ou l'autre des Parties :

- a) des mesures nécessaires à l'application des lois et règlements qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions du présent Accord ou
- b) de toute autre mesure dont il est fait état à l'article XX du GATT.

ARTICLE XV  
CONSULTATIONS

1. Les Parties se consultent de temps à autre concernant l'application du présent Accord ou de l'une quelconque de ses dispositions.
2. Les consultations tenues aux termes du paragraphe 1 du présent article ont pour objet :
  - a) d'examiner la possibilité d'élargir la portée du présent Accord;
  - b) d'étudier les questions qui influent sur le commerce entre le Canada et la Fédération de Russie;
  - c) de permettre l'échange de renseignements et de vues sur des questions qui pourraient influencer défavorablement sur le niveau existant ou le développement futur du commerce de l'une ou l'autre Partie;
  - d) de passer en revue les questions commerciales multilatérales d'intérêt commun; et
  - e) de revoir les progrès réalisés en vue de l'expansion des échanges commerciaux entre les deux pays ainsi que d'examiner, s'il y a lieu, des propositions destinées à encourager le développement de ces échanges ou à surmonter les obstacles à ce développement.
3. Les consultations en application du présent article peuvent avoir lieu à la demande de l'une ou l'autre des



4. The location of meetings held pursuant to the present Article shall alternate between Canada and the Russian Federation unless the Parties agree otherwise. A representative of the Ministry for Foreign Economic Relations shall lead the Russian delegation and a representative of the Department of External Affairs and International Trade shall lead the Canadian delegation to such meetings. Each meeting shall be chaired by a representative of the host Party.

#### ARTICLE XVI

##### ENTRY INTO FORCE, TERM AND TERMINATION

1. For the purpose of the entry into force of this Agreement, the Parties will inform each other by an exchange of notes that their respective legal requirements have been completed. This Agreement shall enter into force on the date of the exchange of notes or, in the event that the exchange of notes does not take place on the same day, on the date of the last note.
2. On the entry into force of this Agreement, the Trade Agreement between Canada and the Union of Soviet Socialist Republics, signed at Ottawa on February 29, 1956 and extended by successive protocols to April 17, 1993, shall cease to have effect between Canada and the Russian Federation.
3. This Agreement shall remain in force unless terminated by either Party upon six months' notice to the other Party. Should this Agreement be terminated, both Parties will to the extent possible, seek to minimize possible disruption to their trade relations.
4. The rights and obligations arising out of contracts entered into between persons of the Parties shall be the responsibility of such persons only. Termination of this Agreement shall not affect the fulfilment of obligations or undertakings arising from contracts entered into during the period the Agreement was in force.
5. Except as expressly provided herein, nothing in this Agreement overrides or modifies agreements already in force between the Parties.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned have signed this Agreement.



Parties, sous réserve d'un préavis raisonnable donné à l'autre Partie.

4. Sauf entente contraire entre les Parties, les réunions qui sont tenues en application du présent article ont lieu par alternance au Canada et dans la Fédération de Russie. Un représentant du ministère des Relations économiques étrangères et un représentant du ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur dirigent respectivement la délégation de Russie et la délégation du Canada à ces réunions. Chaque réunion est présidée par un représentant de la Partie hôte.

#### ARTICLE XVI

##### ENTRÉE EN VIGUEUR, DURÉE ET DÉNONCIATION

1. Aux fins de l'entrée en vigueur du présent Accord, les Parties s'informeront par un échange de notes que les conditions fixées par leur législation respective ont été remplies. L'Accord entre en vigueur à la date dudit échange de notes ou, si les notes ne sont pas échangées le même jour, à la date de la dernière note.
2. Une fois le présent Accord entré en vigueur, l'Accord de commerce entre le Canada et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, signé à Ottawa le 29 février 1956 et prorogé jusqu'au 17 avril 1993 par des protocoles successifs, cesse d'avoir effet entre le Canada et la Fédération de Russie.
3. Le présent Accord reste en vigueur à moins qu'il ne soit dénoncé par l'une des Parties sous réserve d'un préavis de six mois à l'autre Partie. Dans une telle éventualité, les deux Parties chercheront, autant que faire se peut, à perturber le moins possible leurs relations commerciales.
4. Les droits et obligations découlant de contrats passés entre des personnes des Parties n'engagent que ces personnes. La dénonciation du présent Accord n'influe d'aucune façon sur l'exécution des obligations ou des engagements découlant de contrats passés durant la période de validité du présent Accord.
5. Sauf stipulation expresse dans les présentes, aucune disposition du présent Accord ne remplace ni ne modifie les accords déjà en vigueur entre les Parties.

EN FOI DE QUOI, les soussignés ont signé le présent Accord.



DONE in duplicate at Ottawa this 19<sup>th</sup> day of June, 1992, in the English, French and Russian languages, each version being equally authentic.

FAIT en deux exemplaires à Ottawa le 19<sup>e</sup> jour de juin 1992, en langues française, anglaise et russe, chaque version faisant également foi.

FOR CANADA

FOR THE RUSSIAN FEDERATION

POUR LE CANADA  
Brian Mulroney

POUR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE  
Boris Yeltsin

The image shows two handwritten signatures in black ink. On the left is the signature of Brian Mulroney, which is written in a cursive, flowing style. On the right is the signature of Boris Yeltsin, which is also cursive but more compact and stylized, with a prominent loop at the end.







©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1993

En vente au Canada chez

votre libraire local

ou par poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition  
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1992/21  
ISBN 0-660-58048-9

©Minister of Supply and Services Canada 1993

Available in Canada through

your local bookseller

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing  
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1992/21  
ISBN 0-660-58048-9











CA1  
CA10  
-T 67



CANADA

TREATY SERIES 1992/22 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## DEFENCE

Exchange of Notes between the Government of CANADA and the  
Government of the FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY  
constituting an Agreement on the Training of German Armed Forces  
in Canada

Brussels, December 10, 1992

In force December 10, 1992



---

## DÉFENSE

Échange de Notes entre le gouvernement du CANADA et le  
gouvernement de la RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE  
constituant un Accord relatif à l'entraînement des Forces armées  
allemandes au Canada

Bruxelles, le 10 décembre 1992

En vigueur le 10 décembre 1992

---









CANADA

TREATY SERIES 1992/22 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## DEFENCE

Exchange of Notes between the Government of CANADA and the Government of the FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY constituting an Agreement on the Training of German Armed Forces in Canada

Brussels, December 10, 1992

In force December 10, 1992

---

## DÉFENSE

Échange de Notes entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement de la RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE constituant un Accord relatif à l'entraînement des Forces armées allemandes au Canada

Bruxelles, le 10 décembre 1992

En vigueur le 10 décembre 1992

---



The Secretary of State for External Affairs



Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Canada

December 10<sup>th</sup>, 1992

No. JLAB-0422

Dear Minister,

I have the honour to refer to recent discussions between officials of the Government of Canada and of the Government of the Federal Republic of Germany concerning our mutual objective for the continuation of training of German Armed Forces in Canada which is currently being conducted pursuant to the Agreement between our two Governments constituted by the Exchange of Notes of 20 December 1983.

As a result of these discussions, I have the honour to propose that the aforementioned Agreement be replaced by an Agreement between our two governments in the following terms:

Mr. Volker Rühle  
Federal Minister of Defence  
of the Federal Republic of Germany



The Secretary of State for External Affairs



Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Canada

le 10 décembre 1992

N° JLAB-0422

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer aux discussions que des représentants du gouvernement du Canada et du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne ont eues récemment au sujet de notre objectif mutuel de poursuivre l'entraînement au Canada d'unités des Forces armées allemandes, et ce, en vertu de l'Accord conclu par nos gouvernements respectifs et constitué par l'Échange de Notes du 20 décembre 1983.

Comme suite à ces discussions, j'ai l'honneur de proposer que l'Accord susmentionné soit remplacé par un Accord entre nos gouvernements respectifs, selon les modalités suivantes :

Monsieur Volker Rühè  
Ministre fédéral de la Défense  
de la République fédérale d'Allemagne



1. The Federal Republic of Germany shall be permitted to train German Armed Forces units, use land, air space and installations, and station personnel and equipment at sites in Canada as may be mutually agreed upon by the Minister of National Defence of Canada and the Federal Minister of Defence of the Federal Republic of Germany in accordance with the terms and conditions set out in this Agreement and the Memoranda of Understanding subsumed under this Agreement. The period of such training, use, stationing and the activities to be carried out, shall be specified in the applicable Memorandum of Understanding.
2. The training programmes of German Armed Forces shall be governed by the terms of the Agreement between The Parties to the North Atlantic Treaty Regarding the Status Of their Forces (NATO SOFA), dated June 19, 1951 as supplemented by paragraph 8 of this Agreement, and implemented in Canada by the Visiting Forces Act.
3. The Canadian Forces shall exercise command and control over base and training facilities used by



1. La République fédérale d'Allemagne est autorisée à entraîner des unités des Forces armées allemandes, à utiliser le terrain, l'espace aérien et les installations, et à affecter du personnel et du matériel à des sites approuvés par le ministre de la Défense nationale du Canada et le ministre fédéral de la Défense de la République fédérale d'Allemagne, conformément aux conditions stipulées dans le présent Accord et dans les Protocoles d'entente y incorporés. La durée de ces activités doit être spécifiée dans le Protocole d'entente applicable.
2. Les programmes d'entraînement des Forces armées allemandes sont régis par les dispositions de la Convention entre les États faisant partie du Traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces (NATO SOFA), conclue le 19 juin 1951 et complétée par le paragraphe 8 du présent Accord, et mise en vigueur au Canada par les dispositions de la Loi sur les forces étrangères présentes au Canada.
3. Les Forces canadiennes assument le commandement et le contrôle des installations de la base et des installations d'entraînement utilisées par les Forces



the German Armed Forces and training activities shall be conducted in accordance with Canadian laws, regulations and orders and Canada's obligations under international law. All applicable Canadian safety regulations and standing operating procedures shall be followed. Subject to the foregoing, German training shall be governed by the relevant regulations of the German Armed Forces.

4. The German Armed Forces shall respect Canadian laws, regulations and orders applicable to the Canadian Forces with respect to the protection of the environment.
5. The Canadian Forces shall act as the agent for the German Armed Forces for the provision of all goods, services and facilities through Canadian sources for the purpose of this Agreement with the exception of such commodities as may be excluded by the terms of any relevant Memorandum of Understanding made under paragraph (9) of this Agreement. As agent, and in coordination with the German Armed Forces, the



armées allemandes, et les activités d'entraînement se déroulent conformément aux lois, règlements et décrets en vigueur au Canada, ainsi qu'aux obligations du Canada en vertu du droit international. Tous les règlements canadiens en matière de sécurité et toutes les instructions permanentes d'opérations du Canada qui sont applicables doivent être suivis. Sous réserve de ce qui précède, l'entraînement des unités allemandes est régi par les règlements pertinents des Forces armées allemandes.

4. Les Forces armées allemandes doivent respecter les lois, règlements et décrets applicables aux Forces canadiennes relativement à la protection de l'environnement.
5. Aux fins du présent Accord, les Forces canadiennes agissent à titre de mandataire des Forces armées allemandes pour la fourniture de tous les biens et services et de toutes les installations de provenance canadienne, à l'exception des fournitures exclues aux termes d'un Protocole d'entente passé en vertu du paragraphe 9 de cet Accord. En leur qualité de mandataire, et en liaison avec les Forces armées



Canadian Forces shall arrange for the procurement of materiel, equipment, installations, transportation, construction, maintenance, supplies, services and civil labour from private, commercial or government sources all in accordance with the procedures, terms and conditions applicable to such procurement for the Canadian Forces. Any significant change in the scale or scope of the support services provided to the Federal Republic of Germany by Canada shall be the subject of consultation between the two participants as soon as possible before the proposed change is due to be implemented in accordance with the terms of the appropriate Memorandum of Understanding.

6. The Federal Republic of Germany shall bear the costs of the training programmes of the German Armed Forces in Canada and shall share costs as agreed between users of the facilities in accordance with the arrangements set out in the relevant Memoranda of Understanding. These costs shall include costs for environmental studies, projects, undertakings or monitoring surveys as are required under Canadian laws, regulations and orders. Such arrangements,



allemandes, les Forces canadiennes s'occupent d'obtenir de sources gouvernementales, commerciales ou privées le matériel, l'équipement, les installations, le transport, la construction, l'entretien, l'approvisionnement, les services et la main-d'oeuvre civile nécessaires, en conformité avec les procédures et conditions applicables aux Forces canadiennes dans le cas de telles acquisitions. Tout changement important dans l'étendue des services de soutien que le Canada fournit à la République fédérale d'Allemagne doit faire l'objet d'une consultation entre les deux parties, et ce, le plus tôt possible avant que le changement proposé ne soit appliqué conformément aux dispositions du Protocole d'entente pertinent.

6. La République fédérale d'Allemagne supporte les frais des programmes d'entraînement des Forces armées allemandes au Canada et partage les frais d'utilisation des installations selon les conditions convenues entre les utilisateurs, conformément aux modalités énoncées dans les Protocoles d'entente pertinents. Ces frais comprennent les coûts engendrés par la réalisation d'études, projets et engagements pour la protection de l'environnement ou de relevés de contrôle selon les



including the financial obligations involved, shall be tabled at the annual joint meetings. The Federal Republic of Germany shall pay to Canada all costs incurred by Canada as a result of the German training programmes. The provisions of Article VIII of NATO SOFA, as supplemented by this Agreement, remain unaffected.

7. The costs to be paid to Canada for land, buildings and installations made available by Canada to the Government of the Federal Republic of Germany shall be only such agreed costs incurred as a result of the acquisition, construction, modification, operation, or lease of such land, buildings and installations in support of the German training programmes. The Federal Republic of Germany shall not be liable for the cost of the purchase of land for use by Canada in support of the German training programmes.
8. All claims arising out of or in connection with the present Agreement shall be dealt with in accordance



prescriptions des lois, règlements et décrets en vigueur au Canada. Ces arrangements, y compris les obligations financières en cause, sont arrêtés aux réunions mixtes annuelles. La République fédérale d'Allemagne doit rembourser le Canada de tous les frais engagés à l'égard des programmes d'entraînement des unités allemandes. Les dispositions de l'article VIII de la Convention de l'OTAN sur le statut de leurs forces (NATO SOFA), complétées par le présent Accord, restent inchangées.

7. Les frais dont le Canada doit être remboursé au titre des terrains, des bâtiments et des installations mis à la disposition du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne par le Canada sont limités aux frais convenus et engagés à l'égard de l'acquisition, de la construction, de la transformation, de l'exploitation ou de la location des terrains, bâtiments et installations à l'appui des programmes d'entraînement des unités allemandes. La République fédérale d'Allemagne n'est pas tenue de rembourser le Canada des frais engagés pour acquérir des terrains à l'usage du Canada dans le cadre des programmes d'entraînement des unités allemandes.



with Article VIII of the NATO Status of Forces Agreement (NATO SOFA) including any amendments thereto and any other related supplementary agreement. For the purpose of the present Agreement, civilian employees of a participant assigned to duty with its Department of National Defence or Ministry of Defence for the purpose of working under the present Agreement will be deemed for the purposes of Article VIII to be members of a civilian component within the meaning of Article I of the NATO SOFA whilst present in the territory of the other participant. Employees and agents of contractors shall not be deemed to be members of a civilian component for this purpose.

9. Implementing arrangements between the Ministry of Defence of the Federal Republic of Germany and the Department of National Defence of Canada shall be made by means of Memoranda of Understanding. The Memoranda of Understanding may be amended as provided therein subject to the requirement that any such amendments shall be consistent with the intent of this Agreement.



8. Toutes les demandes d'indemnités liées au présent Accord ou qui en découlent sont traitées conformément à l'article VIII de la Convention de l'OTAN sur le statut de leurs forces (NATO SOFA), y compris toute modification y apportée et tout autre accord supplémentaire. Aux fins du présent Accord, les employés civils de l'une ou l'autre partie contractante, en affectation au ministère de la Défense de leur pays, sont réputés aux fins de l'article VIII faire partie d'un élément civil aux termes de l'article I de NATO SOFA, lorsqu'ils seront sur le territoire de l'autre partie contractante. Les employés et les mandataires d'entreprises ne sont pas réputés faire partie d'un élément civil à cette fin.
  
9. Les arrangements d'exécution entre le ministère de la Défense de la République fédérale d'Allemagne et le ministère de la Défense nationale du Canada sont arrêtés au moyen de Protocoles d'entente. Les Protocoles d'entente peuvent être modifiés selon les modalités de chacun, à condition que le but du présent Accord soit respecté.



10. This Agreement shall supersede the Exchange of Notes of December 20, 1983.
11. This Agreement shall, subject to paragraph 12, remain in force until December 31, 2003, and be renewable for an additional five years, unless terminated in whole or in part by either Government by giving twelve months notice in writing to the other.
12. This Agreement may be suspended at any time, in whole or in part, by either of the two Governments, without notice to the other, if the Government suspending this Agreement considers such action necessary for reasons of extreme emergency such as war, invasion or insurrection, real or apprehended.
13. In the event of termination or suspension of this agreement, or any part thereof, financial consequences resulting therefrom shall be settled by negotiations regarding, inter alia, residual values of investments and termination costs associated with civilian employees rendered redundant and penalties and cancellation costs associated with the termination of leases, agreements and contracts. To



10. Le présent Accord remplace l'Échange de Notes du 20 décembre 1983.
11. Le présent Accord doit rester en vigueur, sous réserve du paragraphe 12, jusqu'au 31 décembre 2003, et peut être renouvelé pour une autre période de cinq ans, à moins que l'un des gouvernements ne le dénonce, en tout ou en partie, en informant l'autre gouvernement, douze mois à l'avance, par notification écrite.
12. Le présent Accord peut être suspendu en tout temps, en tout ou en partie, par l'un ou l'autre des gouvernements, sans notification, si le gouvernement qui suspend l'Accord estime cette action nécessaire en cas d'extrême urgence comme une guerre, une invasion ou une insurrection, réelle ou en puissance.
13. Les incidences financières afférentes à l'extinction ou à la suspension du présent Accord, ou d'une partie de celui-ci, doivent être déterminées par des négociations portant notamment sur la valeur résiduelle des investissements, les coûts de séparation associés aux employés civils dont les services ne sont plus requis ainsi que sur les sanctions et les coûts d'annulation



this effect, the military or economic value of these investments to the Government of Canada, as well as the proceeds of any sales made of these investments, shall be given due consideration.

14. Upon termination or suspension of this Agreement, or any part thereof, the Federal Republic of Germany shall not be obliged to remove any facilities, buildings or improvements thereto which have been constructed with its own funds, unless such an obligation was stipulated by Canada at the time of construction.

15. Following the termination or suspension of this Agreement in whole or in part, the Federal Republic of Germany shall share the proportionate costs to be agreed upon with Canada arising from the environmental clean-up and restoration to a reasonable level with a view to meeting Canadian laws and regulations, of land used by the Armed Forces of the Federal Republic of Germany including, inter alia, range sweep operations, disposal of unexploded munitions, disposal or clean-up of environmental contaminants and site restoration such



liés à la résiliation de baux, d'accords et de contrats. À cette fin, la valeur militaire ou économique de ces investissements pour le Gouvernement du Canada, de même que le produit de la vente de ces investissements, doivent être dûment pris en compte.

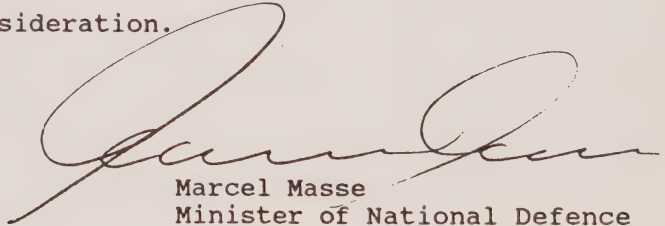
14. En cas d'extinction ou de suspension du présent Accord, ou d'une partie de celui-ci, la République fédérale d'Allemagne n'est pas tenue d'enlever l'infrastructure, les bâtiments construits ou les aménagements effectués à ses frais, à moins d'une stipulation contraire imposée par le Canada au moment de la construction.
15. À la suite de l'extinction ou de la suspension du présent Accord, en tout ou en partie, la République fédérale d'Allemagne partage les frais proportionnels convenus avec le Canada et occasionnés par le nettoyage et la remise en état, à un niveau raisonnable, en vue de satisfaire aux lois et règlements canadiens, des terrains utilisés par les Forces armées de la République fédérale d'Allemagne, dont notamment les opérations de nettoyage des champs de tir, l'élimination des munitions non explosées et des contaminants de l'environnement ou l'assainissement de



as the removal of field works. The costs of such environmental clean-up and site restoration shall be the subject of separate negotiations.

If the foregoing is acceptable to the Government of the Federal Republic of Germany, I have the honour to propose that this Letter, which is authentic in English and French, and your Letter in reply, which is authentic in German, shall constitute an Agreement between our two Governments replacing the Agreement of 20 December 1983 which shall enter into force on the date of your reply and shall remain in force until December 31, 2003 with the option of being renewed for an additional five years. It is understood however, that German Air Force Training at Goose Bay shall be conducted under a Multinational Memorandum of Understanding currently scheduled to expire on March 31, 1996.

Accept, Dear Minister, the assurance of my distinguished consideration.

A large, stylized handwritten signature in dark ink, likely belonging to Marcel Masse, is positioned above the printed name and title.

Marcel Masse  
Minister of National Defence

for The Secretary of State  
for External Affairs



celui-ci et la remise en état du site au moyen, par exemple, de l'enlèvement des ouvrages de campagne. Les frais de nettoyage et de remise en état du site font l'objet de négociations distinctes.

Si les conditions énoncées ci-dessus agréent au gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, j'ai l'honneur de proposer que la présente Lettre, qui fait foi en anglais et en français, et votre Lettre en réponse, qui fait foi en allemand, constituent entre nos gouvernements respectifs un Accord en remplacement de celui du 20 décembre 1983, qui entre en vigueur le jour de votre réponse et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2003, avec une option de renouvellement pour une autre période de cinq ans. Il est cependant entendu que l'entraînement de l'aviation allemande à Goose Bay devra se poursuivre en vertu d'un Protocole d'entente multinational qui prend fin le 31 mars 1996.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma considération distinguée.

La Secrétaire d'État  
aux Affaires extérieures,

A large, stylized handwritten signature in dark ink, likely belonging to Marcel Masse, is written over the typed name.

Par Marcel Masse  
Ministre de la Défense  
nationale



DER BUNDESMINISTER DER VERTEIDIGUNG

BONN, den 10. December 1992

The Honourable Marcel Masse  
Minister of National Defence  
of Canada

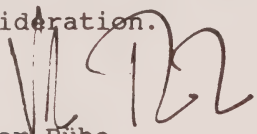
Dear Mr. Minister,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of 10. December 1992 in English and French, in which you propose on behalf of your Government to negotiate an Agreement between the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of Canada. The German version of your letter reads:

(See Canadian Letter of 10. December 1992)

I have the honour to inform you that my Government has agreed to the proposals contained in your letter. Your letter and this letter in reply thus constitute an Agreement between our two Governments becoming effective today.

Accept, dear Mr. Minister, the assurance of my distinguished consideration.



Volker Rühe  
Federal Minister of Defence  
of the Federal Republic of Germany



DER BUNDESMINISTER DER VERTEIDIGUNG

BONN, den 10 décembre 1992

L'honorable Marcel Masse  
Ministre de la Défense du Canada

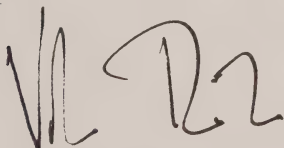
Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre Lettre du 10 décembre 1992, en anglais et en français, dans laquelle vous proposez au nom de votre Gouvernement qu'un accord soit négocié entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement du Canada. La version allemande de votre Lettre se lit comme suit:

(Voir la Lettre canadienne en date du 10 décembre 1992)

J'ai l'honneur de vous informer que mon Gouvernement souscrit aux propositions contenues dans votre Lettre. Votre Lettre et la présente Lettre constituent ainsi entre nos deux Gouvernements un accord qui prend effet le jour d'aujourd'hui.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération



Volker Rühe  
Ministre fédéral de la Défense  
de la République fédérale d'Allemagne











©Minister of Supply and Services Canada 1993

Available in Canada through

your local bookseller

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing  
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1992/22  
ISBN 0-660-58049-7

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1993

En vente au Canada chez

votre libraire local

ou par poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition  
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1992/22  
ISBN 0-660-58049-7













CANADA

TREATY SERIES 1992/23 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## ENVIRONMENT

Exchange of Notes between the Government of CANADA and the Government of the UNITED STATES OF AMERICA constituting an Agreement amending the Agreement concerning the Transboundary Movement of Hazardous Waste, signed October 28, 1986

Washington, November 4 and 25, 1992

In force November 25, 1992

---

## ENVIRONNEMENT

Échange de Notes entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE constituant un Accord modifiant l'Accord concernant les déplacements transfrontaliers de déchets dangereux, signé le 28 octobre 1986

Washington, les 4 et 25 novembre 1992

En vigueur le 25 novembre 1992











CANADA

TREATY SERIES 1992/23 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## ENVIRONMENT

Exchange of Notes between the Government of CANADA and the Government of the UNITED STATES OF AMERICA constituting an Agreement amending the Agreement concerning the Transboundary Movement of Hazardous Waste, signed October 28, 1986

Washington, November 4 and 25, 1992

In force November 25, 1992

---

## ENVIRONNEMENT

Échange de Notes entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE constituant un Accord modifiant l'Accord concernant les déplacements transfrontaliers de déchets dangereux, signé le 28 octobre 1986

Washington, les 4 et 25 novembre 1992

En vigueur le 25 novembre 1992

---



DEPARTMENT OF STATE  
WASHINGTON

November 4, 1992

Excellency:

I have the honor to refer to recent discussions between representatives of our two governments regarding the Agreement between the United States of America and Canada Concerning the Transboundary Movement of Hazardous Wastes, which was signed October 28, 1986,<sup>(1)</sup> and which entered into force November 8, 1986 ("the Agreement"), and to propose, on behalf of the Government of the United States of America, that the agreement be amended as follows:

1. That a new subparagraph (h) be added to Article 1 of the Agreement which reads as follows:

"(h) "Other waste" means municipal solid waste that is sent for final disposal or for incineration with energy recovery, and residues arising from the incineration of such waste, as defined by the Parties' respective national legislations and implementing regulations, but excluding waste covered under paragraph (b) of this Article."

2. That each reference to "hazardous waste" in the Agreement, other than those contained in Article 1, subparagraph (b) be amended to read "hazardous waste and other waste".

His Excellency

Derek H. Burney

Ambassador of Canada

(1) Canada Treaty Series 1986 No.39



(Traduction)

Excellence,

J'ai l'honneur de vous renvoyer aux récentes discussions entre les représentants de nos deux gouvernements relativement à l'Accord entre les États-Unis d'Amérique et le Canada concernant les déplacements transfrontaliers de déchets dangereux, signé le 28 octobre 1986<sup>(1)</sup> et entré en vigueur le 8 novembre 1986 l'«Accord»), et de proposer, pour le compte du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, que l'Accord soit modifié comme suit :

1. Qu'un nouveau sous-alinéa h) soit ajouté à l'article 1, libellé comme suit :

h) «Autres déchets» Déchets solides municipaux envoyés pour élimination finale ou pour incinération avec récupération de l'énergie, et résidus résultant de l'incinération de ces déchets, tels qu'ils sont définis par les lois et règlements nationaux des Parties, à l'exclusion des déchets visés par l'alinéa b) du présent article.»

2. Que chaque mention du terme «déchets dangereux» dans l'Accord, autre que celles contenues dans l'article 1, sous-alinéa b), soit remplacée par «déchets dangereux et autres déchets.»

3. Que le terme «règlements» dans l'article 5, alinéa 3, soit remplacé par : «lois et règlements».

4. Que la mention «marchandise dangereuse qui est un déchet» dans l'article 1, alinéa b), soit remplacée par «déchet dangereux».

5. Qu'un nouveau sous-alinéa g) soit ajouté à l'article 3 de l'Accord, qui stipule que :

g)«Pour les fins du présent article et de l'article 5, les exigences relatives aux manifestes peuvent, en ce qui concerne les autres déchets, être remplacées par d'autres exigences de localisation.»

Son Excellence

Derek H. Burney

Ambassadeur du Canada

(1) Recueil des traités du Canada 1986 No 39



3. That the references to "regulations" in Article 5, paragraph 3, be amended to read "laws and regulations."

4. That the reference to "waste dangerous goods" in Article 1, subparagraph (b) be amended to read "hazardous waste."

5. That a new subparagraph (g) be added to Article 3 of the Agreement which reads as follows:

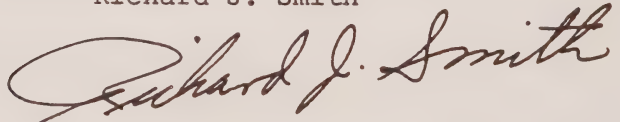
"(g) For the purposes of this Article and Article 5, manifest-related requirements may, with respect to other waste, be substituted by alternative tracking requirements."

If these proposals are acceptable to your Government, I have the further honor to propose that this note, together with your note in reply, shall constitute an agreement between our two Governments which shall enter into force on the date of Your Excellency's note in reply.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

For the Acting Secretary of State:

Richard J. Smith

A handwritten signature in dark ink, reading "Richard J. Smith". The signature is written in a cursive style with a large, looping initial "R".



Si ces propositions sont acceptables pour votre Gouvernement, j'ai l'honneur de proposer que la présente note, ainsi que la note que vous nous enverrez en réponse, constituent un accord entre nos deux Gouvernements qui entrera en vigueur à la date de la réponse de Votre Excellence.

Veillez agréer, Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

Pour le Sous-secrétaire d'État suppléant

Richard J. Smith



Canadian Embassy



Ambassade du Canada

Washington, November 25, 1992

No. 190

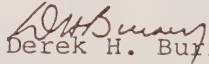
Excellency,

I have the honour to acknowledge with thanks receipt of your Note of November 4, 1992 which refers to recent discussions between representatives of our two governments regarding the Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America Concerning the Transboundary Movement of Hazardous Waste, which was signed October 28, 1986 and which entered into force on November 8, 1986.

I have the further honour to inform you that the proposals outlined in your Note are acceptable to the Government of Canada.

Therefore, your Note, and this Note in reply, which is equally authentic in English and French, shall constitute an Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America amending their 1986 Agreement Concerning the Transboundary Movement of Hazardous Waste which will enter into force on the date of this reply.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

  
Derek H. Burney  
Ambassador

The Honourable Lawrence Eagleburger  
Acting Secretary of State  
Department of State



Canadian Embassy



Ambassade du Canada

Washington, le 25 novembre 1992

No. 190

Monsieur le Secrétaire d'Etat intérimaire,

J'ai l'honneur d'accuser réception avec remerciements de votre Note du 4 novembre dernier qui se reporte aux récentes discussions entre les représentants de nos deux gouvernements au sujet de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique concernant les déplacements transfrontaliers de déchets dangereux, signé le 28 octobre 1986 et entré en vigueur le 8 novembre de la même année.

J'ai également l'honneur de vous informer que le gouvernement du Canada accepte les propositions énoncées dans votre Note.

En conséquence, votre Note et la présente Note en réponse, dont les versions française et anglaise font également foi, constituent entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique un Accord modifiant leur Accord de 1986 concernant les déplacements de déchets dangereux, qui entrera en vigueur à la date de la présente Note.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat intérimaire, les assurances renouvelées de ma considération distinguée.

l'Ambassadeur,  
Derek H. Burney

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Derek H. Burney".

L'honorable Lawrence Eagleburger  
Secrétaire d'Etat intérimaire  
Département d'Etat



©Minister of Supply and Services Canada 1993

Available in Canada through

Associated Bookstores  
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing  
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1992/23  
ISBN 0-660-58859-5

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1993

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées  
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition  
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1992/23  
ISBN 0-660-58859-5











CAI  
EAIO  
T67



CANADA

Government  
Publications

TREATY SERIES 1992/24 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## FINANCE

Agreement between the Government of CANADA and the  
Government of the REPUBLIC OF HUNGARY concerning the  
Guarantee of a Loan

Budapest, October 6, 1992

In force October 6, 1992

---

## FINANCE

Accord entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement de  
la RÉPUBLIQUE DE HONGRIE concernant une garantie  
d'emprunt

Budapest, le 6 octobre 1992

En vigueur le 6 octobre 1992











CANADA

TREATY SERIES 1992/24 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## FINANCE

Agreement between the Government of CANADA and the Government of the REPUBLIC OF HUNGARY concerning the Guarantee of a Loan

Budapest, October 6, 1992

In force October 6, 1992

---

## FINANCE

Accord entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement de la RÉPUBLIQUE DE HONGRIE concernant une garantie d'emprunt

Budapest, le 6 octobre 1992

En vigueur le 6 octobre 1992

---



AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT  
OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC  
OF HUNGARY CONCERNING THE GUARANTEE OF  
A LOAN

The Government of Canada and the Government of the Republic of Hungary,

Considering that by an agreement dated *5th October, 1992* between the Government of the Republic of Hungary and the Royal Bank of Canada (hereinafter called the "Bank"), the Bank has agreed to lend the Government of the Republic of Hungary up to CDN \$13,500,000 for balance of payment purposes, on the terms and conditions set forth in the loan agreement, but only on the condition that the Government of Canada agrees to guarantee the fulfilment of the obligations of the Government of the Republic of Hungary in respect of such loan;

Considering further that by an agreement between the Bank and the Government of Canada, the Government of Canada provided to the Bank full guarantees for the payment of all indebtedness of the Government of the Republic of Hungary outstanding from time to time under the above mentioned loan agreement;

Mindful that the Group of 24 industrial countries under the chairmanship of the Commission of the European Community has pledged to support the aforesaid programme;

Recognizing that the Government of the Republic of Hungary is undertaking fundamental political and economic reforms and has decided to adopt a market economy model;

Conscious that the Government of the Republic of Hungary has entered into an agreement with the International Monetary Fund on its programme to stabilize and modernize its economy and has the intention to make its currency convertible;

have agreed as follows:

Article 1

In the event of default on the part of the Government of the Republic of Hungary, as defined by the above loan agreement between the Government of the Republic of Hungary and the Bank, the Government of Canada shall fulfil the obligations of the Government of the Republic of Hungary, as provided by the agreement between the Government of Canada and the Bank, and:

- a) the Government of Canada shall become subrogated to the rights of the Bank with respect to the Government of the Republic of Hungary; and



ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA  
ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE HONGRIE  
CONCERNANT UNE GARANTIE D'EMPRUNT

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République de Hongrie,

Attendu que, par un contrat d'emprunt conclu le 5 Oct. 1991 entre le Gouvernement de la République de Hongrie et la Banque Royale du Canada (ci-après appelée «la Banque»), la Banque s'est engagée à prêter au Gouvernement de la République de Hongrie, afin de soutenir sa balance des paiements, jusqu'à 13,500,000 \$ CDN, selon les conditions énoncées dans le contrat d'emprunt, mais à la condition que le Gouvernement du Canada accepte de se porter caution pour l'exécution des obligations du Gouvernement de la République de Hongrie relativement à cet emprunt;

Attendu aussi que, par un accord entre la Banque et le Gouvernement du Canada, le Gouvernement du Canada a fourni des garanties complètes pour le remboursement du solde de l'emprunt contracté par le Gouvernement de la République de Hongrie aux termes du contrat ci-dessus mentionné;

Sachant que le Groupe des 24 pays industrialisés, sous la présidence de la Commission de la Communauté européenne, a promis d'appuyer l'opération;

Reconnaissant que le Gouvernement de la République de Hongrie a entrepris des réformes politiques et économiques en profondeur et qu'il a décidé d'adopter le modèle de l'économie de marché;

Conscients du fait que le Gouvernement de la République de Hongrie a conclu avec le Fonds monétaire international une entente concernant la stabilisation et la modernisation de l'économie hongroise et qu'il a l'intention de rendre sa monnaie convertible;

sont convenus de ce qui suit:

Article 1

En cas de défaillance du Gouvernement de la République de Hongrie, selon les conditions que prévoit le contrat d'emprunt conclu entre le Gouvernement de la République de Hongrie et la Banque, le Gouvernement du Canada remplira les obligations du Gouvernement de la République de Hongrie, comme il est prévu dans l'accord entre le Gouvernement du Canada et la Banque, et:

- a) le Gouvernement du Canada sera alors subrogé dans les droits de la Banque à l'égard du Gouvernement de la République de Hongrie; et



b) the Government of the Republic of Hungary shall accept this subrogation and reimburse the Government of Canada pursuant to the loan agreement with respect to the repayment of the principal, all interest as well as for any costs, losses or other expenses of any kind that the Government of Canada might incur in connection with ensuring repayment of the loan.

#### Article 2

The Government of the Republic of Hungary shall provide concurrently the Government of Canada with copies of all materials, reports and statements delivered to the Bank in connection with the loan.

#### Article 3

The Government of the Republic of Hungary agrees that the Government of Canada shall be entitled to share with the Bank any relevant financial information possessed by it regarding the Government of the Republic of Hungary.

#### Article 4

(a) Differences concerning the interpretation and application of provisions of this Agreement shall be settled, insofar as possible, through negotiations between the Governments. If any difference cannot be resolved within two months following the submission of a request for negotiation, it may be submitted at the request of either Government to an ad hoc tribunal, the decision of which shall be final and binding on both Governments.

(b) The arbitral tribunal shall consist of three members and shall be established as follows: each Government shall appoint one arbitrator; a third member, who shall act as Chairman, shall be appointed by the other two members. The Chairman shall not be a national of either country. The arbitrators shall be appointed within two months and the Chairman within three months of the date of receipt of either Government's request for arbitration.

(c) If the foregoing time limits are not met, either Government may, in the absence of any other agreement, request the President of the International Court of Justice or, in his absence, the Vice-president to make the necessary appointment or appointments and both Governments agree to accept such appointment or appointments.

(d) The arbitral tribunal shall decide by majority vote. Each Government shall bear the costs of the member of the arbitral tribunal appointed by it as well as the costs incidental to its own representation in the proceedings. The two countries shall bear other expenses in equal proportion.



b) le Gouvernement de la République de Hongrie acceptera cette subrogation et, conformément au contrat d'emprunt, remboursera le Gouvernement du Canada du principal et des intérêts, ainsi que des coûts, pertes et frais de toute nature que le Gouvernement du Canada aura supportés relativement au remboursement de l'emprunt.

#### Article 2

Le Gouvernement de la République de Hongrie fournira simultanément au Gouvernement du Canada des exemplaires de tous documents, rapports et états remis à la Banque relativement à l'emprunt.

#### Article 3

Le Gouvernement de la République de Hongrie convient que le Gouvernement du Canada aura le droit de partager avec la Banque toute information financière pertinente en la possession de celle-ci concernant le Gouvernement de la République de Hongrie.

#### Article 4

a) Les divergences de vues concernant l'interprétation et l'application du présent accord seront réglées, autant que possible, par la négociation entre les gouvernements. Si une divergence ne peut être résolue dans les deux mois qui suivent une demande de négociation, elle sera alors soumise, sur demande de l'un ou l'autre des gouvernements, à un tribunal ad hoc dont la décision sera finale et exécutoire pour les deux gouvernements.

b) Le tribunal arbitral, composé de trois membres, sera formé comme il suit : chacun des gouvernements nommera un arbitre; le troisième arbitre, qui exercera les fonctions de président, sera nommé par les deux premiers. Le président ne sera pas un ressortissant du Canada ou de la République de Hongrie. Les arbitres seront nommés dans les deux mois, et le président dans les trois mois, qui suivront la date de réception de la demande d'arbitrage faite par l'un ou l'autre des gouvernements.

c) Si les délais mentionnés ne sont pas respectés, l'un ou l'autre des gouvernements pourra, en l'absence de tout autre accord, demander au président de la Cour internationale de justice ou, en son absence, au vice-président, de faire la ou les nominations nécessaires, que les deux gouvernements s'engagent à accepter.

d) Le tribunal arbitral tranchera tout différend par un vote majoritaire. Chaque gouvernement supportera les frais du membre du tribunal arbitral qu'il aura nommé, ainsi que les frais de sa propre représentation aux procédures. Les deux pays supporteront les autres frais à parts égales.



Article 5

(a) This Agreement shall enter into force on the date of its signature and shall remain in force as long as the aforesaid loan made to the Government of the Republic of Hungary is not completely reimbursed.

(b) The present Agreement may be amended at any time by mutual consent.

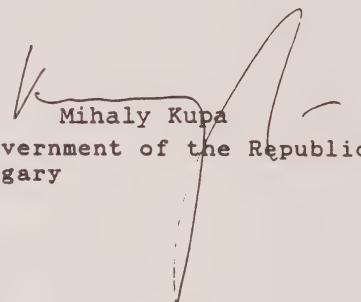
IN WITNESS WHEREOF,

The undersigned, being duly authorized thereto by their respective government, have signed this Agreement.

Done in Budapest, this 6<sup>th</sup> day of Oct., 1992, in duplicate in the English, French and Hungarian languages, each version being equally authentic.

  
Thomas Hockin

For  
The Government of Canada

  
Mihaly Kupa  
For  
The Government of the Republic  
of Hungary



## Article 5


a) Le présent accord entrera en vigueur à la date de sa signature, et il demeurera en vigueur aussi longtemps que l'emprunt contracté par le Gouvernement de la République de Hongrie ne sera pas intégralement remboursé.

b) Le présent accord pourra être modifié à tout moment d'un commun accord.

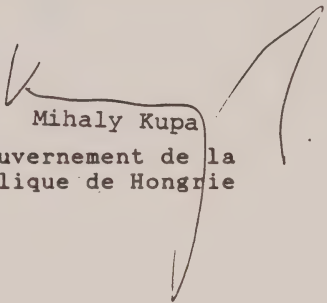
EN FOI DE QUOI,

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord.

Fait à Budapest en deux exemplaires, ce 6<sup>ème</sup> jour de Octobre, 1992, en français, en anglais et en hongrois, chaque version faisant également foi.

  
Thomas Hockin

Pour  
Le Gouvernement du Canada

  
Pour Mihaly Kupa  
Le Gouvernement de la  
République de Hongrie



©Minister of Supply and Services Canada 1993

Available in Canada through

Associated Bookstores  
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing  
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1992/24  
ISBN 0-660-58860-9

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1993

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées  
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition  
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1992/24  
ISBN 0-660-58860-9













CANADA

TREATY SERIES 1992/25 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## COMMERCE

Exchange of Letters constituting an Agreement between the Government of CANADA and the Government of the UNITED STATES OF AMERICA to amend Schedule 2 of Annex 705.4 (as amended, CTS 1990/50 and 1991/13) of the Free Trade Agreement

Washington, May 14, 1992

In force May 14, 1992

---

## COMMERCE

Échange de Lettres constituant un Accord entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE modifiant l'appendice 2 de l'Annexe 705.4 (tel que modifié, RTC 1990/50 et 1991/13) de l'Accord de libre-échange

Washington, le 14 mai 1992

En vigueur le 14 mai 1992

---











CANADA

TREATY SERIES 1992/25 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## COMMERCE

Exchange of Letters constituting an Agreement between the Government of CANADA and the Government of the UNITED STATES OF AMERICA to amend Schedule 2 of Annex 705.4 (as amended, CTS 1990/50 and 1991/13) of the Free Trade Agreement

Washington, May 14, 1992

In force May 14, 1992

---

## COMMERCE

Échange de Lettres constituant un Accord entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement des ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE modifiant l'appendice 2 de l'Annexe 705.4 (tel que modifié, RTC 1990/50 et 1991/13) de l'Accord de libre-échange

Washington, le 14 mai 1992

En vigueur le 14 mai 1992

---





501 Pennsylvania Ave., N.W.  
Washington, D.C. 20001

May 14, 1992

The Honourable Carla Hills  
United States Trade Representative  
600 - 17th. Street, N.W.  
Washington, D.C. 20506

Dear Ambassador Hills:

I have the honour to refer to recent discussions between officials of our two Governments in the Working Group established pursuant to Annex 705.4 of the Canada-United States Free Trade Agreement on the Levels of Government Support for Wheat, Oats, and Barley.

I have the further honour to propose, pursuant to paragraphs 5 and 6 of the Annex, that our Governments agree to include under Schedule 2 "Canadian Government Support Programs", Part A "Direct Payments", of the Annex the following program and agreed-to-methodology:

5.3 Payments Pursuant to the Special Income Assistance Program (SIAP)

The support provided by the federal government to producers of barley through the SIAP is the total amount paid to producers of barley for that calendar year. The support is computed in accordance with the following formula:

$$A = \sum_{i=1}^{10} B_i$$



Canadian Embassy



Ambassade du Canada

501 Pennsylvania Avenue, N.W.  
Washington, D.C. 2001

Le 14 mai 1992

L'honorable Carla Hills  
Représentante au commerce des États-Unis  
600 - 17th. Street, N.W.  
Washington, D.C. 20506

Madame l'Ambassadrice,

J'ai l'honneur de me référer aux récentes discussions entre les représentants de nos deux Gouvernements au sein du Groupe de travail sur les niveaux de soutien gouvernemental pour le blé, l'avoine et l'orge, établi en vertu de l'annexe 705.4 de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

J'ai également l'honneur de proposer, conformément aux alinéas 5 et 6 de l'Annexe, que nos Gouvernements s'entendent pour inclure dans l'Appendice 2, «Programmes de soutien du gouvernement canadien», partie A, «paiements directs», les programmes et la méthodologie convenue mentionnés ci-après :

5.3 Paiements versés en vertu du Programme spécial d'aide au revenu (PSAR)

Le soutien accordé par le gouvernement fédéral aux producteurs d'orge en vertu du PSAR est le montant total versé à ces producteurs pour l'année civile en question. Le soutien est calculé selon la formule suivante :

$$A = \sum_{i=1}^{10} B_i$$



where:

A = The support provided by the federal and provincial governments to producers of barley through the SIAP for that calendar year

$\sum_{i=1}^{10} B_i$  = The summation of the support provided in each province by the federal and provincial governments to producers of barley through the SIAP for that calendar year

where:

$$B_i = (C_i + D_i) * \frac{E_i}{F_i}$$

where:

$C_i$  = the support provided by the federal government to that province through the SIAP for that calendar year

$D_i$  = the direct support provided by the provincial government through the SIAP for that calendar year

$E_i$  = the basis for payment in that province for barley

$F_i$  = the basis for payment in that province for all eligible commodities.

#### 5.4 Payments Pursuant to the Net Income Stabilization Program (NISA)

The support provided by the federal and provincial governments to producers of barley through the Net Income Stabilization Account is the amount of the total support provided under the program to producers of barley. The support is computed in accordance with the following formula:

$$A = B * \frac{C}{D}$$



où

A = le soutien accordé par les gouvernements fédéral et provincial aux producteurs d'orge dans le cadre du PSAR pour l'année civile en question

$\sum_{i=1}^{10} B_i$  = le total du soutien accordé dans chaque province par les gouvernements fédéral et provincial aux producteurs d'orge dans le cadre du PSAR pour l'année civile en question

où

$$B_i = (C_i + D_i) * \frac{E_i}{F_i}$$

où

$C_i$  = le soutien fourni par le gouvernement fédéral à la province par l'intermédiaire du PSAR pour l'année civile en question

$D_i$  = le soutien direct fourni par l'intermédiaire du PSAR pour l'année civile en question

$E_i$  = la base de paiement dans la province pour l'orge

$F_i$  = la base de paiement dans la province pour tous les produits admissibles.

#### 5.4 Paiements effectués en vertu du Compte de stabilisation du revenu net (CSRN)

Le soutien fourni par les gouvernements fédéral et provincial aux producteurs d'orge dans le cadre du Compte de stabilisation du revenu net est le montant de l'aide totale fournie en vertu du programme aux producteurs d'orge. Le soutien est calculé selon la formule suivante:

$$A = B * \frac{C}{D}$$



where:

- A = the support provided by the federal and provincial governments to producers of barley through the NISA for that calendar year
- B = the support provided by the federal and provincial governments through the NISA for that calendar year
- C = cash receipts of barley for that calendar year
- D = total cash receipts of all eligible commodities under the NISA for that calendar year.

I also have the honour to propose, pursuant to paragraphs 5 and 6 of the Annex, that our Governments agree to include under Schedule 2 "Canadian Government Support Programs", Part B "Other Support", of the Annex the following programs and agreed-to-methodology:

#### 10.1 Payments Pursuant to the Cash Flow Enhancement Program (CFEP)

The support provided by the federal government to producers of barley through the CFEP is the total amount paid to producers of barley for that crop year. The support is computed in accordance with the following formula:

$$A = \left( B_i * \frac{C_i}{D_i} \right) + \left( B_{ii} * \frac{C_{ii}}{D_{ii}} \right)$$

where:

- A = the support provided by the federal government to producers of barley through the CFEP for that crop year
- B<sub>i</sub> = the interest cost of the funds advanced to producers of all eligible crops under the Prairie Grain Advance Payments Act for that crop year



où

- A = le soutien fourni par les gouvernements fédéral et provincial aux producteurs d'orge dans le cadre du CSRN pour l'année civile en question
- B = le soutien fourni par les gouvernements fédéral et provincial dans le cadre du CSRN pour l'année civile en question
- C = les recettes provenant de la vente d'orge pour l'année civile en question
- D = les recettes provenant de la vente de tous les produits admissibles en vertu du CSRN pour l'année civile en question.

J'ai également l'honneur de proposer, conformément aux alinéas 5 et 6 de l'Annexe, que nos Gouvernements s'entendent pour inclure dans l'Appendice 2, «Programmes de soutien du gouvernement canadien», partie B, «autres formes de soutien», les programmes et la méthodologie convenue mentionnés ci-après.

#### 10.1 Paiements effectués en vertu du Programme d'amélioration de l'autofinancement (PAA)

Le soutien accordé par le gouvernement fédéral aux producteurs d'orge dans le cadre du PAA est le montant total versé aux producteurs d'orge pour l'année de récolte en question. Le soutien est calculé selon la formule suivante :

$$A = \left( B_i * \frac{C_i}{D_i} \right) + \left( B_{ii} * \frac{C_{ii}}{D_{ii}} \right)$$

où

- A = le soutien accordé par le gouvernement fédéral aux producteurs d'orge dans le cadre du PAA pour l'année de récolte en question
- B<sub>i</sub> = l'intérêt sur les fonds versés aux producteurs de toutes les cultures admissibles en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies pour l'année de récolte



- $C_1$  = the value of advance made for barley through the Prairie Grain Advance Payments Act for that crop year
- $D_1$  = the value of advances made for all eligible crops under the Prairie Grain Advance Payments Act for that crop year
- $B_{11}$  = the interest cost of the funds advanced to producers of all eligible crops under the Advance Payments for Crops Act for that crop year
- $C_{11}$  = the value of advance made for barley through the Advance Payments for Crops Act for that crop year
- $D_{11}$  = the value of advances made for all eligible crops under the Advance Payments for Crops Act for that crop year.

I have the additional honour to propose, pursuant to paragraphs 5 and 6 of the Annex, that our Governments agree to include under Schedule 1 "United States Government Support Programs", Part A "Direct Payments" of the Annex the following program and agreed-to-methodology:

- 5.3 Payments Pursuant to appropriations under the Dire Emergency Supplemental Appropriations and Transfers for Relief from the Effects of Natural Disasters, for Other Urgent Needs, and for Incremental Cost of "Operation Desert Shield/Desert Storm" Act of 1992

The support provided by the federal government to producers of barley pursuant to appropriations under the Dire Emergency Supplemental Appropriations and Transfers for Relief from the Effects of Natural Disasters, for Other Urgent Needs, and for Incremental Cost of "Operation Desert Shield/Desert Storm" Act of 1992 is the total additional amount paid to producers of barley for the 1990-91 crop year.



- $C_i$  = la valeur de l'avance faite pour l'orge en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies pour l'année de récolte en question
- $D_i$  = la valeur des avances faites pour toutes les cultures admissibles en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies pour l'année de récolte en question
- $B_{ii}$  = l'intérêt sur les fonds avancés aux producteurs de toutes les cultures admissibles en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies pour l'année de récolte en question
- $C_{ii}$  = la valeur de l'avance effectuée pour l'orge en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes pour l'année de récolte en question
- $D_{ii}$  = la valeur des avances effectuées pour toutes les cultures admissibles en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes pour l'année de récolte en question.

J'ai également l'honneur de proposer, conformément aux alinéas 5 et 6 de l'Annexe, que nos Gouvernements s'entendent pour inclure dans l'appendice 2, «Programmes de soutien du gouvernement des États-Unis», partie A, «paiements directs», les programmes et la méthodologie convenue mentionnés ci-après.

- 5.3 Les paiements effectués en vertu de la loi de 1992 intitulée «Dire Emergency Supplemental Appropriations and Transfers for Relief from the Effects of Natural Disasters, for Other Urgent Needs and for Incremental Cost of "Operation Desert Shield/Desert Storm"».

Le soutien fourni par le gouvernement fédéral aux producteurs d'orge en vertu de la loi de 1992 intitulée «Dire Emergency Supplemental Appropriations and Transfers for Relief from the Effects of Naturel Disasters, for Other Urgent Needs and for Incremental Cost of "Operation Desert Shield/Desert Storm"» est le montant supplémentaire total versé aux producteurs d'orge pour l'année de récolte 1990-1991.



I have the further honour to propose, if you agree, that this letter, which is authentic in English and in French, together with your reply, shall constitute an Agreement between our two Governments, to enter into force on this date and that the above-referenced proposals shall become an integral part of the Canada-United States Free Trade Agreement.


Yours sincerely,

(signed)  
D.H. Burney  
Ambassador



J'ai également l'honneur de proposer, si vous êtes d'accord, que la présente lettre, dont les versions anglaise et française font également foi, ainsi que votre réponse, constituent un Accord entre nos deux Gouvernements qui entrera en vigueur en mai 1992 et que les propositions énoncées ci-devant deviennent partie intégrante de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

Veuillez agréer, Madame la Représentante l'assurance de ma très haute considération.



L'Ambassadeur  
D.H. Burney  
(signé)



THE UNITED STATES TRADE REPRESENTATIVE  
Executive Office of the President  
Washington, D.C. 20506

MAY 14 1992

The Honorable D.H. Burney  
Ambassador  
Embassy of Canada  
Washington, DC 20001

Dear Ambassador Burney:

I am pleased to receive your letter of today's date, which reads as follows:

(See Canadian Letter of May 14, 1992)

I have the honor to confirm on behalf of the Government of the United States that the above proposals are acceptable to my Government and to agree that this letter and your reply shall constitute an agreement between our two Governments.

Sincerely,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Carla A. Hills', with a long horizontal flourish extending to the right.

Carla A. Hills



LA REPRÉSENTANTE AU COMMERCE DES ÉTATS-UNIS  
Bureau du président  
Washington, D.C. 20506

L'honorable D.H. Burney  
Ambassadeur  
Ambassade du Canada  
Washington, D.C. 20506

Monsieur l'Ambassadeur,

Je suis heureuse de recevoir votre lettre en date d'aujourd'hui, dont le texte se lit comme suit:

(voir la lettre canadienne du 14 mai 1992)

J'ai l'honneur de confirmer au nom du Gouvernement des États-Unis que mon Gouvernement accepte les propositions susmentionnées et convient que la présente lettre et votre réponse constitueront un Accord entre nos deux Gouvernements.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de mes sentiments distingués.

Carla A. Hills  
(signé)











© Minister of Supply and Services Canada 1992

Available in Canada through

Associated Bookstores  
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing  
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1992/25  
ISBN 0-660-60029-3

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1992

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées  
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition  
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1992/25  
ISBN 0-660-60029-3











CAI  
EAID  
-T67



CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1992/26 TREATY SERIES

---

## CULTURE

Échange de Notes entre le gouvernement du **CANADA** et le  
gouvernement de la **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** constituant un  
Accord modifiant d'avantage l'Accord sur les relations  
cinématographiques du 30 mai 1983

Ottawa, le 11 avril 1991 et le 8 septembre 1992

En vigueur le 8 septembre 1992

---

## CULTURE

Exchange of Notes between the Government of **CANADA** and the  
Government of the **REPUBLIC OF FRANCE** constituting an  
Agreement further amending the Agreement concerning  
Cinematographic Relations of May 30, 1983

Ottawa, April 11, 1991 and September 8, 1992

In force September 8, 1992

---











CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1992/26 TREATY SERIES

---

## CULTURE

Échange de Notes entre le gouvernement du **CANADA** et le  
gouvernement de la **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** constituant un  
Accord modifiant d'avantage l'Accord sur les relations  
cinématographiques du 30 mai 1983

Ottawa, le 11 avril 1991 et le 8 septembre 1992

En vigueur le 8 septembre 1992

---

## CULTURE

Exchange of Notes between the Government of **CANADA** and the  
Government of the **REPUBLIC OF FRANCE** constituting an  
Agreement further amending the Agreement concerning  
Cinematographic Relations of May 30, 1983

Ottawa, April 11, 1991 and September 8, 1992

In force September 8, 1992

---



External Affairs and International Trade Canada



Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada

OTTAWA, le 11 avril 1991

N° JLAB-0152

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de me référer aux accords suivants entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française:

- (i) l'Accord sur les relations cinématographiques, signé à Ottawa le 30 mai 1983,<sup>(1)</sup> comme modifié par un Échange de Notes fait à Ottawa le 8 février 1989;<sup>(2)</sup>
- (ii) l'Accord relatif à la promotion de projets de coproduction cinématographique, signé à Paris le 11 juillet 1983,<sup>(3)</sup> comme modifié par un Échange de Notes fait à Ottawa le 8 février 1989;<sup>(4)</sup>
- (iii) l'Accord relatif à la promotion de projets de coproduction cinématographique ou audiovisuelle dans le domaine de l'animation, signé à Paris, le 10 janvier 1985;<sup>(5)</sup> et

Son Excellence M. François Bujon de L'Estang  
Ambassadeur de la République française  
Ottawa

- (1) Recueil des traités du Canada 1983 No 14
- (2) Recueil des traités du Canada 1989 No 6
- (3) Recueil des traités du Canada 1983 No 17
- (4) Recueil des traités du Canada 1989 No 8
- (5) Recueil des traités du Canada 1985 No 6



External Affairs and International Trade Canada



Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada

Canada

OTTAWA, April 11 , 1991

No. JLAB-0152

Excellency,

I have the honour to refer to the following Agreements between the Government of Canada and the Government of the Republic of France:

- (i) The Agreement concerning Cinematographic Relations signed in Ottawa on May 30 1983,<sup>(1)</sup> as amended by an Exchange of Notes done in Ottawa on February 8, 1989;<sup>(2)</sup>
- (ii) The Agreement concerning the Promotion of Co-Produced Cinematographic Projects, signed in Paris on July 11, 1983,<sup>(3)</sup> as amended by an Exchange of Notes done in Ottawa on February 8, 1989;<sup>(4)</sup>
- (iii) The Agreement concerning the Promotion of Film and Video Co-production Projects in the Field of Animation,<sup>(5)</sup> signed in Paris on January 10, 1985; and

His Excellency François Bujon de L'Estang  
Ambassador of France  
Ottawa

- (1) Canada Treaty Series 1983 No. 14
- (2) Canada Treaty Series 1989 No. 6
- (3) Canada Treaty Series 1983 No. 17
- (4) Canada Treaty Series 1989 No. 8
- (5) Canada Treaty Series 1985 No. 6



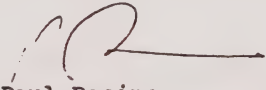
- (iv) l'Accord sur les relations dans le domaine de la télévision, signé à Paris, le 11 juillet 1983,<sup>(1)</sup> comme modifié par un Échange de Notes fait à Ottawa le 8 février 1989.<sup>(2)</sup>

Lors de la réunion de la Commission mixte cinématographique tenue à Ottawa, le 5 septembre 1990, les représentants de nos deux pays ont jugé utile de modifier les dispositions de ces Accords. J'ai donc l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de vous proposer les modifications énoncées dans l'Annexe de cette note.

Si ces propositions conviennent au gouvernement de la République française, j'ai l'honneur de proposer que la présente note, dont les versions française et anglaise font également foi, ainsi que votre réponse à cet effet, constituent un accord modifiant les quatre accords nommés dans le premier paragraphe de cette note, qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Secrétaire d'État aux  
Affaires extérieures

  
par Paul Racine  
Sous-ministre adjoint  
Politique des communications  
Ministère des Communications

(1) Recueil des traités du Canada 1983 No 18

(1) Recueil des traités du Canada 1989 No 7



- (iv) The Agreement on Television Relations, signed in Paris on July 11, 1983,<sup>(1)</sup> as amended by an Exchange of Notes done in Ottawa on February 8, 1989.<sup>(2)</sup>

At the meeting of the Joint Cinematographic Commission held in Paris on September 5, 1990, representatives of our two countries agreed to amend these Agreements. I have the honour, on the instructions of my Government, to propose amendments to those agreements in accordance with the Annex to this Note.

If the proposed amendments are acceptable to the Government of France, I have the honour to propose that this Note, which is authentic in English and French, and your Excellency's reply to that effect shall constitute an agreement amending the four agreements listed in the opening paragraph of this Note, which shall enter into force on the date of your reply.

Please accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.



Paul Racine  
Assistant Deputy Minister  
Communications Policy  
Department of Communications

for The Secretary of State  
for External Affairs

(1) Canada Treaty Series 1983 No. 18  
(2) Canada Treaty Series 1989 No. 7



## ANNEXE

(i) L'ACCORD SUR LES RELATIONS CINÉMATOGRAPHIQUES COMME  
MODIFIÉ

---

Le paragraphe (2) de l'article III est modifié par l'ajout de la phrase soulignée ci-dessous, à l'endroit indiqué:

«La participation d'interprètes autres que ceux visés au paragraphe 1 peut être admise, compte tenu des exigences de l'oeuvre cinématographique et après entente entre les autorités compétentes des deux pays. Cette participation est limitée à un seul rôle principal.»



**ANNEX**(i) AGREEMENT ON CINEMATOGRAPHIC RELATIONS AS AMENDED

Paragraph (2) of Article III shall be modified by adding the underlined sentence below in the location indicated:

"Should the cinematographic production so require, the participation of performers other than those provided for in paragraph 1 may be permitted, subject to agreement between the competent authorities of both countries. Such participation shall be limited to one leading role."



AMBASSADE DE FRANCE  
AU CANADA

42 PROMENADE SUSSEX  
OTTAWA

L'AMBASSADEUR

1e 8 septembre 1992

n° 638

Madame le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note verbale JLAB- 0152 en date du 11 avril 1991 visant à amender les quatre accords suivants entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Canada :

*"Voir la Note du Canada du 11 avril 1991"*

J'ai le plaisir de vous informer que les propositions contenues dans votre note agréent au Gouvernement de la République Française et de confirmer que votre note, laquelle fait également foi en français et en anglais, et la présente réponse constituent entre nos deux Gouvernements un accord modifiant les accords précités, lequel entrera en vigueur à la date de la présente réponse.

Je vous prie d'agréer, Madame le Ministre, l'expression de ma haute considération.



Alfred SIEFER-GAILLARDIN

L'Honorable Barbara McDougall  
Secrétaire d'Etat  
aux Affaires Extérieures  
Edifice Lester B. Pearson  
125 Promenade Sussex  
OTTAWA, Ontario, K1A 0G2



EMBASSY OF FRANCE  
TO CANADA  
—  
AMBASSADOR

42 Sussex Drive  
Ottawa

(Translation)

September 8, 1992

N° 638

Mrs. Minister:

I have the honour to acknowledge receipt of your note verbale JLAB- 0152 dated April 11, 1991, amending the four following agreements between the Government of the French Republic and the Government of Canada:

(See the Note from Canada of April 11, 1991)

It is my pleasure to inform you that the proposals set out in your Note are acceptable to the Government of the French Republic, and to confirm that your Note, which is equally authentic in English and French, and this reply constitute an agreement between our governments amending the agreements listed, which shall enter into force on the date of this reply.

Accept, Mrs. Minister, the expression of my highest consideration.

[sgd] Alfred Siefert-Gaillardin

The Honourable Barbara McDougall  
Secretary of State for External Affairs  
Lester B. Pearson Building  
125 Sussex Drive  
Ottawa, Ontario, K1A 0G2



Minister of Public Works and Government Services

Canada - 1998

Available in Canada through your local bookseller or  
by mail from Canadian Government Publishing -

PWGSC

Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1992/26

ISBN 0-660-60385-3

Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux

Canada - 1998

En vente au Canada chez votre libraire local ou par  
la poste auprès des Éditions du gouvernement du

Canada - TPSGC

Ottawa, Canada K1A 0S9

N° de catalogue E3-1992/26

ISBN 0-660-60385-3











CAI  
EA10  
-T67



CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1992/27 TREATY SERIES

---

## CULTURE

Échange de Notes entre le gouvernement du **CANADA** et le  
gouvernement de la **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** constituant un  
Accord modifiant d'avantage l'Accord sur les relations dans le  
domaine de la télévision du 11 juillet 1983

Ottawa, le 11 avril 1991 et le 8 septembre 1992

En vigueur le 8 septembre 1992

---

## CULTURE

Exchange of Notes between the Government of **CANADA** and the  
Government of the **REPUBLIC OF FRANCE** constituting an  
Agreement further amending the Agreement on Television  
Relations of July 11, 1983

Ottawa, April 11, 1991 and September 8, 1992

In force September 8, 1992

---











CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1992/27 TREATY SERIES

---

## CULTURE

Échange de Notes entre le gouvernement du CANADA et le gouvernement de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE constituant un Accord modifiant d'avantage l'Accord sur les relations dans le domaine de la télévision du 11 juillet 1983

Ottawa, le 11 avril 1991 et le 8 septembre 1992

En vigueur le 8 septembre 1992

---

## CULTURE

Exchange of Notes between the Government of CANADA and the Government of the REPUBLIC OF FRANCE constituting an Agreement further amending the Agreement on Television Relations of July 11, 1983

Ottawa, April 11, 1991 and September 8, 1992

In force September 8, 1992

---



External Affairs and International Trade Canada



Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada

OTTAWA, le 11 avril 1991

N° JLAB-0152

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de me référer aux accords suivants entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française:

- (i) l'Accord sur les relations cinématographiques, signé à Ottawa le 30 mai 1983,<sup>(1)</sup> comme modifié par un Échange de Notes fait à Ottawa le 8 février 1989;<sup>(2)</sup>
- (ii) l'Accord relatif à la promotion de projets de coproduction cinématographique, signé à Paris le 11 juillet 1983,<sup>(3)</sup> comme modifié par un Échange de Notes fait à Ottawa le 8 février 1989;<sup>(4)</sup>
- (iii) l'Accord relatif à la promotion de projets de coproduction cinématographique ou audiovisuelle dans le domaine de l'animation, signé à Paris, le 10 janvier 1985;<sup>(5)</sup> et

Son Excellence M. François Bujon de L'Estang  
Ambassadeur de la République française  
Ottawa

- (1) Recueil des traités du Canada 1983 No 14
- (2) Recueil des traités du Canada 1989 No 6
- (3) Recueil des traités du Canada 1983 No 17
- (4) Recueil des traités du Canada 1989 No 8
- (5) Recueil des traités du Canada 1985 No 6



External Affairs and International Trade Canada



Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada

Canada

OTTAWA, April 11 , 1991

No. JLAB-0152

Excellency,

I have the honour to refer to the following Agreements between the Government of Canada and the Government of the Republic of France:

- (i) The Agreement concerning Cinematographic Relations signed in Ottawa on May 30 1983,<sup>(1)</sup> as amended by an Exchange of Notes done in Ottawa on February 8, 1989;<sup>(2)</sup>
- (ii) The Agreement concerning the Promotion of Co-Produced Cinematographic Projects, signed in Paris on July 11, 1983,<sup>(3)</sup> as amended by an Exchange of Notes done in Ottawa on February 8, 1989;<sup>(4)</sup>
- (iii) The Agreement concerning the Promotion of Film and Video Co-production Projects in the Field of Animation,<sup>(5)</sup> signed in Paris on January 10, 1985; and

His Excellency François Bujon de L'Estang  
Ambassador of France  
Ottawa

- (1) Canada Treaty Series 1983 No. 14
- (2) Canada Treaty Series 1989 No. 6
- (3) Canada Treaty Series 1983 No. 17
- (4) Canada Treaty Series 1989 No. 8
- (5) Canada Treaty Series 1985 No. 6




- (iv) l'Accord sur les relations dans le domaine de la télévision, signé à Paris, le 11 juillet 1983,<sup>(1)</sup> comme modifié par un Échange de Notes fait à Ottawa le 8 février 1989.<sup>(2)</sup>

Lors de la réunion de la Commission mixte cinématographique tenue à Ottawa, le 5 septembre 1990, les représentants de nos deux pays ont jugé utile de modifier les dispositions de ces Accords. J'ai donc l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de vous proposer les modifications énoncées dans l'Annexe de cette note.

Si ces propositions conviennent au gouvernement de la République française, j'ai l'honneur de proposer que la présente note, dont les versions française et anglaise font également foi, ainsi que votre réponse à cet effet, constituent un accord modifiant les quatre accords nommés dans le premier paragraphe de cette note, qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Secrétaire d'État aux  
Affaires extérieures



par Paul Racine  
Sous-ministre adjoint  
Politique des communications  
Ministère des Communications

(1) Recueil des traités du Canada 1983 No 18

(2) Recueil des traités du Canada 1989 No 7



- (iv) The Agreement on Television Relations, signed in Paris on July 11, 1983,<sup>(1)</sup> as amended by an Exchange of Notes done in Ottawa on February 8, 1989.<sup>(2)</sup>

At the meeting of the Joint Cinematographic Commission held in Paris on September 5, 1990, representatives of our two countries agreed to amend these Agreements. I have the honour, on the instructions of my Government, to propose amendments to those agreements in accordance with the Annex to this Note.

If the proposed amendments are acceptable to the Government of France, I have the honour to propose that this Note, which is authentic in English and French, and your Excellency's reply to that effect shall constitute an agreement amending the four agreements listed in the opening paragraph of this Note, which shall enter into force on the date of your reply.

Please accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.



Paul Racine  
Assistant Deputy Minister  
Communications Policy  
Department of Communications

for The Secretary of State  
for External Affairs

(1) Canada Treaty Series 1983 No. 18  
(2) Canada Treaty Series 1989 No. 7



(iv) L'ACCORD SUR LES RELATIONS DANS LE DOMAINE DE LA  
TÉLÉVISION, COMME MODIFIÉ

A) Le paragraphe (e) de l'article II est modifié par l'ajoint de la phrase soulignée ci-dessous à l'endroit indiqué:

«Toutefois, la participation d'interprètes autres que ceux visés au paragraphe (d) peut être admise à titre exceptionnel compte tenu des exigences du programme et après entente entre les autorités compétentes des deux Parties.  
Cette participation est limitée à un seul rôle principal.»

B) L'article X est modifié par l'ajoint de la phrase soulignée ci-dessous à l'endroit indiqué:

«Les programmes réalisés en coproduction sont présentés avec la mention «coproduction canado-française ou coproduction franco-canadienne» ainsi que la mention de tous les coproducteurs. Ces mentions figurent sur un carton séparé au générique, dans la publicité et le matériel de promotion des programmes et lors de leur présentation.»

C) L'article XIII est modifié par l'ajoint de la phrase soulignée ci-dessous à l'endroit indiqué:

«Les programmes réalisés en coproduction et admis au bénéfice du présent accord sont considérés comme des productions nationales par et en chacun des deux pays et jouissent de plein droit des avantages qui résultent des dispositions relatives aux industries audiovisuelles qui sont en vigueur ou qui pourraient être édictées par et en chacun des deux pays.»



(iv) AGREEMENT ON TELEVISION RELATIONS AS AMENDED.

(A) Paragraph (e) of Article II shall be modified by adding the underlined sentence below in the location indicated:

"However, should the program so require, the participation of performers other than those provided for in paragraph (d) may be permitted in exceptional cases, subject to agreement between the competent authorities of both Parties. Such participation shall be limited to one leading role."

(B) (Article X of the French text shall be modified in a way which does not require any corresponding change in the English text.)

(C) Article XIII shall be modified by adding the words underlined below in the location indicated:

"Programs co-produced and qualified under the present Agreement are considered national productions by and in each country and by right fully entitled to the benefits resulting from the provisions concerning the audiovisual industry which are in force or from those which may be decreed by and in each country".



AMBASSADE DE FRANCE

AU CANADA

L'AMBASSADEUR

42 PROMENADE SUSSEX

OTTAWA

1e 8 septembre 1992

n° 638

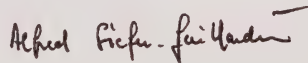
Madame le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note verbale JLAB- 0152 en date du 11 avril 1991 visant à amender les quatre accords suivants entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Canada :

*"Voir la Note du Canada du 11 avril 1991"*

J'ai le plaisir de vous informer que les propositions contenues dans votre note agréent au Gouvernement de la République Française et de confirmer que votre note, laquelle fait également foi en français et en anglais, et la présente réponse constituent entre nos deux Gouvernements un accord modifiant les accords précités, lequel entrera en vigueur à la date de la présente réponse.

Je vous prie d'agréer, Madame le Ministre, l'expression de ma haute considération.



Alfred SIEFER-GAILLARDIN

L'Honorable Barbara McDougall  
Secrétaire d'Etat  
aux Affaires Extérieures  
Edifice Lester B. Pearson  
125 Promenade Sussex  
OTTAWA, Ontario, K1A 0G2



EMBASSY OF FRANCE  
TO CANADA  
            
AMBASSADOR

42 Sussex Drive  
Ottawa

(Translation)

September 8, 1992

N° 638

Mrs. Minister:

I have the honour to acknowledge receipt of your note verbale JLAB- 0152 dated April 11, 1991, amending the four following agreements between the Government of the French Republic and the Government of Canada:

(See the Note from Canada of April 11, 1991)

It is my pleasure to inform you that the proposals set out in your Note are acceptable to the Government of the French Republic, and to confirm that your Note, which is equally authentic in English and French, and this reply constitute an agreement between our governments amending the agreements listed, which shall enter into force on the date of this reply.

Accept, Mrs. Minister, the expression of my highest consideration.

[sgd] Alfred Siefer-Gaillardin

The Honourable Barbara McDougall  
Secretary of State for External Affairs  
Lester B. Pearson Building  
125 Sussex Drive  
Ottawa, Ontario, K1A 0G2



Minister of Public Works and Government Services

Canada - 1998

Available in Canada through your local bookseller or  
by mail from Canadian Government Publishing -

PWGSC

Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1992/27

ISBN 0-660-60386-1

Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux

Canada - 1998

En vente au Canada chez votre libraire local ou par  
la poste auprès des Éditions du gouvernement du

Canada - TPSGC

Ottawa, Canada K1A 0S9

N° de catalogue E3-1992/27

ISBN 0-660-60386-1











CAI  
EA10  
-T67



CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1992/28 TREATY SERIES

---

## CULTURE

Échange de Notes entre le gouvernement du CANADA et le  
gouvernement de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE constituant un  
Accord modifiant l'Accord relatif à la promotion de projets de  
coproduction cinématographique ou audiovisuelle dans le domaine de  
l'animation du 10 janvier 1985

Ottawa, le 11 avril 1991 et le 8 septembre 1992

En vigueur le 8 septembre 1992

---

## CULTURE

Exchange of Notes between the Government of CANADA and the  
Government of the REPUBLIC OF FRANCE constituting an  
Agreement amending the Agreement concerning the Promotion of  
Film and Video Co-Production Projects in the Field of Animation of  
January 10, 1985

Ottawa, April 11, 1991 and September 8, 1992

In force September 8, 1992

---











CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1992/28 TREATY SERIES

---

## CULTURE

Échange de Notes entre le gouvernement du **CANADA** et le gouvernement de la **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** constituant un Accord modifiant l'Accord relatif à la promotion de projets de coproduction cinématographique ou audiovisuelle dans le domaine de l'animation du 10 janvier 1985

Ottawa, le 11 avril 1991 et le 8 septembre 1992

En vigueur le 8 septembre 1992

---

## CULTURE

Exchange of Notes between the Government of **CANADA** and the Government of the **REPUBLIC OF FRANCE** constituting an Agreement amending the Agreement concerning the Promotion of Film and Video Co-Production Projects in the Field of Animation of January 10, 1985

Ottawa, April 11, 1991 and September 8, 1992

In force September 8, 1992

---





External Affairs and International Trade Canada

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada

Canada

OTTAWA, le 11 avril 1991

N° JLAB-0152

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de me référer aux accords suivants entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française:

- (i) l'Accord sur les relations cinématographiques, signé à Ottawa le 30 mai 1983,<sup>(1)</sup> comme modifié par un Échange de Notes fait à Ottawa le 8 février 1989;<sup>(2)</sup>
- (ii) l'Accord relatif à la promotion de projets de coproduction cinématographique, signé à Paris le 11 juillet 1983,<sup>(3)</sup> comme modifié par un Échange de Notes fait à Ottawa le 8 février 1989;<sup>(4)</sup>
- (iii) l'Accord relatif à la promotion de projets de coproduction cinématographique ou audiovisuelle dans le domaine de l'animation, signé à Paris, le 10 janvier 1985;<sup>(5)</sup> et

Son Excellence M. François Bujon de L'Estang  
Ambassadeur de la République française  
Ottawa

- (1) Recueil des traités du Canada 1983 No 14
- (2) Recueil des traités du Canada 1989 No 6
- (3) Recueil des traités du Canada 1983 No 17
- (4) Recueil des traités du Canada 1989 No 8
- (5) Recueil des traités du Canada 1985 No 6





External Affairs and International Trade Canada

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada

Canada

OTTAWA, April 11 , 1991

No. JLAB-0152

Excellency,

I have the honour to refer to the following Agreements between the Government of Canada and the Government of the Republic of France:

- (i) The Agreement concerning Cinematographic Relations signed in Ottawa on May 30 1983,<sup>(1)</sup> as amended by an Exchange of Notes done in Ottawa on February 8, 1989;<sup>(2)</sup>
- (ii) The Agreement concerning the Promotion of Co-Produced Cinematographic Projects, signed in Paris on July 11, 1983,<sup>(3)</sup> as amended by an Exchange of Notes done in Ottawa on February 8, 1989;<sup>(4)</sup>
- (iii) The Agreement concerning the Promotion of Film and Video Co-production Projects in the Field of Animation,<sup>(5)</sup> signed in Paris on January 10, 1985; and

His Excellency François Bujon de L'Estang  
Ambassador of France  
Ottawa

- (1) Canada Treaty Series 1983 No. 14
- (2) Canada Treaty Series 1989 No. 6
- (3) Canada Treaty Series 1983 No. 17
- (4) Canada Treaty Series 1989 No. 8
- (5) Canada Treaty Series 1985 No. 6



- (iv) l'Accord sur les relations dans le domaine de la télévision, signé à Paris, le 11 juillet 1983,<sup>(1)</sup> comme modifié par un Échange de Notes fait à Ottawa le 8 février 1989.<sup>(2)</sup>

Lors de la réunion de la Commission mixte cinématographique tenue à Ottawa, le 5 septembre 1990, les représentants de nos deux pays ont jugé utile de modifier les dispositions de ces Accords. J'ai donc l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de vous proposer les modifications énoncées dans l'Annexe de cette note.

Si ces propositions conviennent au gouvernement de la République française, j'ai l'honneur de proposer que la présente note, dont les versions française et anglaise font également foi, ainsi que votre réponse à cet effet, constituent un accord modifiant les quatre accords nommés dans le premier paragraphe de cette note, qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Secrétaire d'État aux  
Affaires extérieures



par Paul Racine  
Sous-ministre adjoint  
Politique des communications  
Ministère des Communications

(1) Recueil des traités du Canada 1983 No 18

(1) Recueil des traités du Canada 1989 No 7



- (iv) The Agreement on Television Relations, signed in Paris on July 11, 1983,<sup>(1)</sup> as amended by an Exchange of Notes done in Ottawa on February 8, 1989.<sup>(2)</sup>

At the meeting of the Joint Cinematographic Commission held in Paris on September 5, 1990, representatives of our two countries agreed to amend these Agreements. I have the honour, on the instructions of my Government, to propose amendments to those agreements in accordance with the Annex to this Note.

If the proposed amendments are acceptable to the Government of France, I have the honour to propose that this Note, which is authentic in English and French, and your Excellency's reply to that effect shall constitute an agreement amending the four agreements listed in the opening paragraph of this Note, which shall enter into force on the date of your reply.

Please accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.



Paul Racine  
Assistant Deputy Minister  
Communications Policy  
Department of Communications

for The Secretary of State  
for External Affairs

(1) Canada Treaty Series 1983 No. 18  
(2) Canada Treaty Series 1989 No. 7



(iii) L'ACCORD RELATIF À LA PROMOTION DE PROJETS DE  
COPRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE OU AUDIOVISUELLE DANS LE  
DOMAINE DE L'ANIMATION

---

Le paragraphe (6) de l'article III est supprimé.



(iii) AGREEMENT CONCERNING THE PROMOTION OF FILM AND VIDEO  
CO-PRODUCTION PROJECTS IN THE FIELD OF ANIMATION

(A) Paragraph (6) of Article III shall be deleted.



AMBASSADE DE FRANCE

AU CANADA

L'AMBASSEUR

42 PROMENADE SUSSEX

OTTAWA

le 8 septembre 1992

n° 638

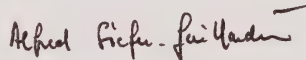
Madame le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note verbale JLAB- 0152 en date du 11 avril 1991 visant à amender les quatre accords suivants entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Canada :

*"Voir la Note du Canada du 11 avril 1991"*

J'ai le plaisir de vous informer que les propositions contenues dans votre note agréent au Gouvernement de la République Française et de confirmer que votre note, laquelle fait également foi en français et en anglais, et la présente réponse constituent entre nos deux Gouvernements un accord modifiant les accords précités, lequel entrera en vigueur à la date de la présente réponse.

Je vous prie d'agréer, Madame le Ministre, l'expression de ma haute considération.



ALFRED SIEFER-GAILLARDIN

L'Honorable Barbara McDougall  
Secrétaire d'Etat  
aux Affaires Extérieures  
Edifice Lester B. Pearson  
125 Promenade Sussex  
OTTAWA, Ontario, K1A 0G2



EMBASSY OF FRANCE  
TO CANADA  
            
AMBASSADOR

42 Sussex Drive  
Ottawa

(Translation)

September 8, 1992

N° 638

Mrs. Minister:

I have the honour to acknowledge receipt of your note verbale JLAB- 0152 dated April 11, 1991, amending the four following agreements between the Government of the French Republic and the Government of Canada:

(See the Note from Canada of April 11, 1991)

It is my pleasure to inform you that the proposals set out in your Note are acceptable to the Government of the French Republic, and to confirm that your Note, which is equally authentic in English and French, and this reply constitute an agreement between our governments amending the agreements listed, which shall enter into force on the date of this reply.

Accept, Mrs. Minister, the expression of my highest consideration.

[sgd] Alfred Siefer-Gaiillardin

The Honourable Barbara McDougall  
Secretary of State for External Affairs  
Lester B. Pearson Building  
125 Sussex Drive  
Ottawa, Ontario, K1A 0G2



Minister of Public Works and Government Services

Canada - 1998

Available in Canada through your local bookseller or  
by mail from Canadian Government Publishing -

PWGSC

Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1992/28

ISBN 0-660-60387-X

Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux

Canada - 1998

En vente au Canada chez votre libraire local ou par  
la poste auprès des Éditions du gouvernement du

Canada - TPSGC

Ottawa, Canada K1A 0S9

N° de catalogue E3-1992/28

ISBN 0-660-60387-X











CAI  
EA10  
-T67



CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1992/29 TREATY SERIES

---

## CULTURE

Échange de Notes entre le gouvernement du **CANADA** et le gouvernement du la **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** constituant un Accord modifiant d'avantage l'Accord relatif à la promotion des projets de coproduction cinématographique du 11 juillet 1983

Ottawa, le 11 avril 1991 et le 8 septembre 1992

En vigueur le 8 septembre 1992

---

## CULTURE

Exchange of Notes between the Government of **CANADA** and the Government of the **REPUBLIC OF FRANCE** constituting an Agreement further amending the Agreement concerning the Promotion of Co-produced Cinematographic Projects of July 11, 1983

Ottawa, April 11, 1991 and September 8, 1992

In force September 8, 1992

---











CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1992/29 TREATY SERIES

---

## CULTURE

Échange de Notes entre le gouvernement du **CANADA** et le gouvernement du la **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE** constituant un Accord modifiant d'avantage l'Accord relatif à la promotion des projets de coproduction cinématographique du 11 juillet 1983

Ottawa, le 11 avril 1991 et le 8 septembre 1992

En vigueur le 8 septembre 1992

---

## CULTURE

Exchange of Notes between the Government of **CANADA** and the Government of the **REPUBLIC OF FRANCE** constituting an Agreement further amending the Agreement concerning the Promotion of Co-produced Cinematographic Projects of July 11, 1983

Ottawa, April 11, 1991 and September 8, 1992

In force September 8, 1992

---



External Affairs and International Trade Canada



Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada

Canada

OTTAWA, le 11 avril 1991

N° JLAB-0152

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de me référer aux accords suivants entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française:

- (i) l'Accord sur les relations cinématographiques, signé à Ottawa le 30 mai 1983,<sup>(1)</sup> comme modifié par un Échange de Notes fait à Ottawa le 8 février 1989;<sup>(2)</sup>
- (ii) l'Accord relatif à la promotion de projets de coproduction cinématographique, signé à Paris le 11 juillet 1983,<sup>(3)</sup> comme modifié par un Échange de Notes fait à Ottawa le 8 février 1989;<sup>(4)</sup>
- (iii) l'Accord relatif à la promotion de projets de coproduction cinématographique ou audiovisuelle dans le domaine de l'animation, signé à Paris, le 10 janvier 1985;<sup>(5)</sup> et

Son Excellence M. François Bujon de L'Estang  
Ambassadeur de la République française  
Ottawa

- (1) Recueil des traités du Canada 1983 No 14
- (2) Recueil des traités du Canada 1989 No 6
- (3) Recueil des traités du Canada 1983 No 17
- (4) Recueil des traités du Canada 1989 No 8
- (5) Recueil des traités du Canada 1985 No 6



External Affairs and International Trade Canada



Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada

Canada

OTTAWA, April 11 , 1991

No. JLAB-0152

Excellency,

I have the honour to refer to the following Agreements between the Government of Canada and the Government of the Republic of France:

- (i) The Agreement concerning Cinematographic Relations signed in Ottawa on May 30 1983,<sup>(1)</sup> as amended by an Exchange of Notes done in Ottawa on February 8, 1989;<sup>(2)</sup>
- (ii) The Agreement concerning the Promotion of Co-Produced Cinematographic Projects, signed in Paris on July 11, 1983,<sup>(3)</sup> as amended by an Exchange of Notes done in Ottawa on February 8, 1989;<sup>(4)</sup>
- (iii) The Agreement concerning the Promotion of Film and Video Co-production Projects in the Field of Animation,<sup>(5)</sup> signed in Paris on January 10, 1985; and

His Excellency François Bujon de L'Estang  
Ambassador of France  
Ottawa

(1) Canada Treaty Series 1983 No. 14

(2) Canada Treaty Series 1989 No. 6

(3) Canada Treaty Series 1983 No. 17

(4) Canada Treaty Series 1989 No. 8

(5) Canada Treaty Series 1985 No. 6



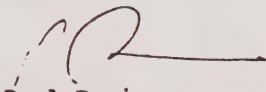
- (iv) l'Accord sur les relations dans le domaine de la télévision, signé à Paris, le 11 juillet 1983,<sup>(1)</sup> comme modifié par un Échange de Notes fait à Ottawa le 8 février 1989.<sup>(2)</sup>

Lors de la réunion de la Commission mixte cinématographique tenue à Ottawa, le 5 septembre 1990, les représentants de nos deux pays ont jugé utile de modifier les dispositions de ces Accords. J'ai donc l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de vous proposer les modifications énoncées dans l'Annexe de cette note.

Si ces propositions conviennent au gouvernement de la République française, j'ai l'honneur de proposer que la présente note, dont les versions française et anglaise font également foi, ainsi que votre réponse à cet effet, constituent un accord modifiant les quatre accords nommés dans le premier paragraphe de cette note, qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Secrétaire d'État aux  
Affaires extérieures

  
par Paul Racine  
Sous-ministre adjoint  
Politique des communications  
Ministère des Communications

(1) Recueil des traités du Canada 1983 No 18

(1) Recueil des traités du Canada 1989 No 7



- (iv) The Agreement on Television Relations, signed in Paris on July 11, 1983<sup>(1)</sup>, as amended by an Exchange of Notes done in Ottawa on February 8, 1989.<sup>(2)</sup>

At the meeting of the Joint Cinematographic Commission held in Paris on September 5, 1990, representatives of our two countries agreed to amend these Agreements. I have the honour, on the instructions of my Government, to propose amendments to those agreements in accordance with the Annex to this Note.

If the proposed amendments are acceptable to the Government of France, I have the honour to propose that this Note, which is authentic in English and French, and your Excellency's reply to that effect shall constitute an agreement amending the four agreements listed in the opening paragraph of this Note, which shall enter into force on the date of your reply.

Please accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.



Paul Racine  
Assistant Deputy Minister  
Communications Policy  
Department of Communications

for The Secretary of State  
for External Affairs

(1) Canada Treaty Series 1983 No. 18

(2) Canada Treaty Series 1989 No. 7



(ii) L'ACCORD RELATIF À LA PROMOTION DES PROJETS DE  
COPRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE, COMME MODIFIÉ

A) Le paragraphe (3) de l'article I est supprimé et les paragraphes (4) et (5) deviennent les paragraphes (3) et (4).

B) Le nouveau paragraphe (4) de l'article I est modifié par l'ajout de la phrase soulignée ci-dessous à l'endroit indiqué:

«-pour chaque projet, un montant maximum de 500,000 dollars canadiens pour la part canadienne, dans le cas d'une coproduction majoritaire canadienne et de 2,500,000 FF pour la part française, dans le cas d'une coproduction majoritaire française. Cependant, le pourcentage des apports respectifs de chacun des deux États dans chaque projet de coproduction qui bénéficie de l'aide sélective ne peut être supérieur à 20%.»



(ii)       AGREEMENT CONCERNING THE PROMOTION OF CO-PRODUCED  
            CINEMATOGRAPHIC PROJECTS, AS AMENDED

(A) Paragraph (3) of Article I shall be deleted and paragraphs (4) and (5) renumbered as paragraphs (3) and (4).

(B) The new paragraph (4) of Article I shall be modified by adding the underlined sentence below in the location indicated:

      "-for each co-production, a maximum of 2,500,000 FF by France in the case of a majority French co-production, and Canadian \$500,000 by Canada in the case of a majority Canadian co-production. However, the respective contributions of the Parties to each co-production receiving selective assistance shall not exceed 20 per cent of the whole."



AMBASSADE DE FRANCE  
AU CANADA

42 PROMENADE SUSSEX  
OTTAWA

L'AMBASSADEUR

1e 8 septembre 1992

n° 638

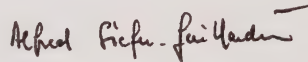
Madame le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note verbale JLAB- 0152 en date du 11 avril 1991 visant à amender les quatre accords suivants entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Canada :

*"Voir la Note du Canada du 11 avril 1991"*

J'ai le plaisir de vous informer que les propositions contenues dans votre note agréent au Gouvernement de la République Française et de confirmer que votre note, laquelle fait également foi en français et en anglais, et la présente réponse constituent entre nos deux Gouvernements un accord modifiant les accords précités, lequel entrera en vigueur à la date de la présente réponse.

Je vous prie d'agréer, Madame le Ministre, l'expression de ma haute considération.



Alfred SIEFER-GAILLARDIN

L'Honorable Barbara McDougall  
Secrétaire d'Etat  
aux Affaires Extérieures  
Edifice Lester B. Pearson  
125 Promenade Sussex  
OTTAWA, Ontario, K1A 0G2



EMBASSY OF FRANCE

TO CANADA

AMBASSADOR

42 Sussex Drive

Ottawa

(Translation)

September 8, 1992

N° 638

Mrs. Minister:

I have the honour to acknowledge receipt of your note verbale JLAB- 0152 dated April 11, 1991, amending the four following agreements between the Government of the French Republic and the Government of Canada:

(See the Note from Canada of April 11, 1991)

It is my pleasure to inform you that the proposals set out in your Note are acceptable to the Government of the French Republic, and to confirm that your Note, which is equally authentic in English and French, and this reply constitute an agreement between our governments amending the agreements listed, which shall enter into force on the date of this reply.

Accept, Mrs. Minister, the expression of my highest consideration.

[sgd] Alfred Siefer-Gaillardin

The Honourable Barbara McDougall  
Secretary of State for External Affairs  
Lester B. Pearson Building  
125 Sussex Drive  
Ottawa, Ontario, K1A 0G2



Minister of Public Works and Government Services

Canada - 1998

Available in Canada through your local bookseller or  
by mail from Canadian Government Publishing -

FWGSC

Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1992/29

ISBN 0-660-60388-8

Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux

Canada - 1998

En vente au Canada chez votre libraire local ou par  
la poste auprès des Éditions du gouvernement du

Canada - TPSGC

Ottawa, Canada K1A 0S9

N° de catalogue E3-1992/29

ISBN 0-660-60388-8

























3 1761 11550542 2